



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

MERCREDI 8 NOVEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La Grèce dans l'embarras

LES Grecs ont voté dimanche pour la seconde fois en moins de cinq mois et, de surcroît, ils ont refusé de trancher entre le conservateur Constantinos Mitsotakis et le socialiste Andreas Papandréou, les deux septuagénaires dont les rivalités personnelles passent depuis trop longtemps sur le pays. Certes la Nouvelle Démocratie arrive largement en tête avec plus de 46 % des voix, mais elle ne parvient pas à décrocher cette majorité absolue de cent cinquante et un députés qu'elle convoite depuis cinq ans. Il lui manque cette fois trois petits « sièges » pour s'offrir le pouvoir aux socialistes du PASOK.

Ce parti, dont on prédit régulièrement l'effondrement, se sort remarquablement bien de la consultation en totalisant presque 41 % des suffrages. Pour une formation dont plusieurs notables sont impliqués directement ou indirectement dans quelques grosses escroqueries ou politiques et finance fort bon ménage, c'est un véritable triomphe.

Il ne faut pas oublier en effet que, au cours de l'été, cinq anciens ministres socialistes — et M. Papandréou en personne — ont été mis en accusation par le Parlement ; ils devraient comparaître dans les mois à venir, devant des cours spéciales chargées d'examiner leurs responsabilités, notamment dans l'affaire du détournement de plus de 200 millions de dollars de la Banque de Grèce par l'escroq Georges Kostas.

Mélenios, déconsidéré, la forteresse du PASOK a résisté et gagne même des voix. Ses détracteurs ont serré les rangs derrière l'homme qui, malgré l'âge et tous ses défauts, reste leur dieu. Quant au Parti communiste et à ses alliés rénovateurs au sein de la Coalition de la gauche et du progrès, il font les frais du succès des deux grands. L'alliance PC-droite n'aura duré qu'un seul été, mais elle a coûté cher aux communistes très orthodoxes, dont les troupes n'ont pas comblé le soudain virage libéral et la nécessité de traduire en justice les brebis socialistes.

DES élections pour rien ? On serait tenté de le dire, car elles n'ont en aucune façon clarifié la situation. M. Mitsotakis s'est vu confier une mission exploratoire pour tenter de mettre sur pied un gouvernement. Sa tâche sera extrêmement difficile. Il peut éventuellement s'entendre avec le député écologiste alteré et le représentant de la minorité musulmane de la Grèce du Nord, mais il lui manquera encore une voix pour disposer d'une majorité absolue. Sans doute espère-t-il déboucher quelques hommes du PASOK pour mener une politique de « consensus » national. Mais ces « collaborateurs » seraient vite exclus des rangs socialistes et perdraient leurs chances dans la lutte pour la succession de M. Papandréou.

Le PASOK, lui, tente de séduire les communistes, qui restent fermes sur un point : pas question que le chef des socialistes dirige une éventuelle coalition... Dans la confusion actuelle, on ne peut exclure de nouvelles législatures ou un nouveau gouvernement de transition, obligatoirement faible, jusqu'à l'élection présidentielle de mars 1990.

« Pour prévoir », disait récemment M. Constantinos Caramanlis, l'ancien président de la République octogénaire, qui reste pour beaucoup de Grecs l'homme du recours, « il faut se baser sur la logique, et bien des choses dans notre pays ne s'expliquent pas logiquement. »

M0147-11080-450 F



A la veille d'un important plénum

Des centaines de milliers de manifestants exigent des élections libres en RDA

La population est-allemande maintient la pression sur les dirigeants communistes, à la veille d'un important plénum du comité central du parti, qui doit s'ouvrir mercredi 8 novembre. Des centaines de milliers de personnes étaient encore dans les rues lundi soir, à Leipzig notamment, demandant à vivre « sans parti communiste », tandis que le maire de Dresde réclamait la démission du gouvernement devant 70 000 personnes. Parallèlement, le gouvernement ouest-allemand a appelé les dirigeants de RDA à organiser des élections libres pour tenter d'enrayer l'exode : près de 25 000 Allemands de l'Est ont gagné la RFA depuis samedi.



- Une estrade avec le maire de Dresde, M. Wolfgang Berghofer, l'un des premiers responsables communistes est-allemands à avoir accepté le dialogue avec l'opposition... 3
- Manifestation de masse à Leipzig... 3
- Les réactions de Bonn et de la CEE... 4
- L'appareil ouest-allemand : le PC va renouer à ses attributs légalistes... 6

Manifestation « alternative » à Moscou

Pour la première fois, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre, page 32 - section C

Grèves à la SNCF

De fortes perturbations sur le réseau de la banlieue parisienne, pages 25 et 32 - section C

La situation au Liban

Des négociations entre le général Aoun et le président Mouawad ne sont pas exclues, page 8

Foulard islamique et intégration

Dans l'attente de l'avis du Conseil d'Etat, plusieurs conflits opposent des élèves musulmans à leurs enseignants, tandis qu'un débat plus général est réouvert sur l'intégration des immigrés, pages 13 et 14 - section B

Budget de la défense

Seuls les socialistes sont favorables au projet de M. Chevènement, page 10

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 32 - section C

Le déficit des assurances vieillesse et maladie

Le gouvernement veut instaurer une cotisation sociale généralisée

Excédentaires en 1989 (de 2,4 milliards de francs), les comptes de la Sécurité sociale devraient à nouveau être déficitaires en 1990 (de 17,6 milliards), d'après les prévisions de la commission des comptes, rendues publiques mardi 7 novembre. Pour combler les besoins de financement, le gouvernement devrait confirmer, en conseil des ministres mercredi, la reconduction pour l'an prochain des prélèvements exceptionnels de 0,4 % sur les revenus imposables et de 1 % sur les revenus du capital. Au-delà, le premier ministre, M. Michel Rocard, se déclare favorable à l'instauration d'une cotisation sociale généralisée sur l'ensemble des revenus.

Le maintien des deux « béquilles » traditionnelles de la Sécurité sociale (prélèvements de 0,4 % sur les revenus imposables et de 1 % sur les revenus du capital) devrait être confirmé lors du conseil des ministres du mercredi 8 novembre.

La cause est depuis longtemps entendue. Dans son dernier rapport, la commission des comptes de la Sécurité sociale n'a-t-elle pas réalisé une projection de l'évolution de la trésorerie intégrant la reconduction de ces deux mesures qui rapporteraient 7,8 milliards de francs l'an prochain ?

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, qui s'était opposé à la pérennisation de ces recettes, a néanmoins obtenu que le premier ministre s'engage officiellement, dimanche 5 novembre, en faveur d'une cotisation sociale généralisée qui fera l'objet d'un projet de loi au printemps prochain.

Au taux de 1 %, ce nouvel instrument rapporterait plus de 30 milliards en année pleine. Permettant de faire reposer l'effort de financement sur une assiette plus large et donc plus juste, il présente

l'inconvénient de mettre à contribution les ménages non imposables ainsi que les chômeurs et les retraités dont la rémunération dépasse le SMIC. Au ministère de la solidarité, on considère que la cotisation sociale généralisée devra être mise en recouvrement avant la fin de l'année 1990. Aux finances, on estime que, bon an mal an, le maintien des actuelles dispositions permettra de passer le cap de l'exercice 1990...

Quelles que soient les décisions qui seront prises, le financement risque de courir encore longtemps derrière les dépenses si les règles du jeu de la Sécurité sociale ne sont pas modifiées. L'assurance-maladie est sur une pente de plus en plus glissante. La retraite coûte 10 milliards supplémentaires par an (le besoin de financement atteindrait 128 milliards en 2005), et l'absence de politique familiale apparaît comme le prix à payer au recyclage des excédents qu'elle permet de dégager...

J.-M. N.

Lire page 25 - section C

L'article de JEAN-MICHEL NORMAND

Les deux Rocard

Sous l'habit officiel du premier ministre

partisan de la rigueur économique perce quelquefois le réformiste qu'il fut

Il y a de cela une bonne vingtaine d'années, M. Michel Rocard avait son double : Georges Servet. Le jour, l'inspecteur des finances Rocard appliquait scrupuleusement la politique du gouvernement du général de Gaulle. La nuit, Georges Servet militait fiévreusement pour rénover la gauche.

Aujourd'hui, toutes proportions gardées et dans une situation qui, évidemment, n'est en rien comparable, il y a de nouveau deux Michel Rocard : un premier ministre qui applique sans faiblesse une politique économique « libérale », selon ses adversaires de gauche ; et un économiste socialiste qui agit,

au fond de lui-même, des idées bien moins orthodoxes.

En public, le premier ministre évoque parfois, furtivement, le Michel Rocard réformateur et audacieux qui rongea son frein sous l'habit officiel du chef de gouvernement respectueux des « tabous » économiques si chers aux milieux économiques internationaux et à son ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy. En privé, il avoue parfois, à en croire un de ses proches : « Je joue un rôle... »

Certes, M. Rocard — comme beaucoup de monde — est attaché à la réussite de la désinflation et à la bonne tenue du franc. Mais ce premier ministre a ses

idées personnelles sur l'économie. Sa pensée économique s'est forgée par strates successives, au fil de ses expériences et des rencontres qui conviennent à sa curiosité intellectuelle. M. Rocard grapple, ici ou là, ce qui lui plaît.

Ainsi serait-il, en ce moment, tenté d'emprunter une idée aux sociaux-démocrates suédois : réunir sous une seule autorité, qui pourrait prendre la forme d'offices régionaux, les instruments publics de la lutte contre le chômage et ceux de l'aide aux entreprises et à l'activité économique.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Lire la suite page 12

Le « printemps d'Amman »

Après vingt-deux années sans élections, les Jordaniens se préparent dans la fièvre et l'enthousiasme à voter pour désigner un Parlement

AMMAN

de notre envoyé spécial

C'est le « printemps d'Amman » en novembre. Après une longue hibernation, la vie politique s'est réveillée en sursaut. Après vingt-deux années sans élections, les Jordaniens retournent aux urnes, mercredi 8 novembre, pour choisir un Parlement. Mieux : après trente-six ans de règne sans partage, le roi Hussein trouve désormais quelques bienfaits à la démocratie.

Tout un peuple découvre ainsi — ou redécouvre — avec une saine jubilation les rites du débat public, la fièvre des meetings et la magie des slogans. Tout un peuple se grise, dans le calme, au jeu des libertés conquises.

Cette initiation concerne le plus grand nombre. Les femmes, qui obtinrent le droit de vote en 1974, l'exercent pour la première fois. Et chez les hommes, il faut être au moins quadragénaire pour en avoir déjà profité. Pour la grande majorité des 876 000 électeurs de ce pays très jeune, le scrutin du 8 novembre sera donc un baptême civique.

Mais en trois semaines de campagne, les Jordaniens ont vite rattrapé le temps perdu. Affiches et portraits ornent les villes, jusque dans les couloirs des hôpitaux. A chaque carrefour d'Amman, les banderoles flottent par centaines au vent du désert. Un riche chef bédouin a même inondé sa circonscription

d'une pluie de tracts tombés du ciel.

On a beaucoup lu les journaux et souri aux caricatures, beaucoup applaudi et interrogé — par de petits mots écrits — les orateurs.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

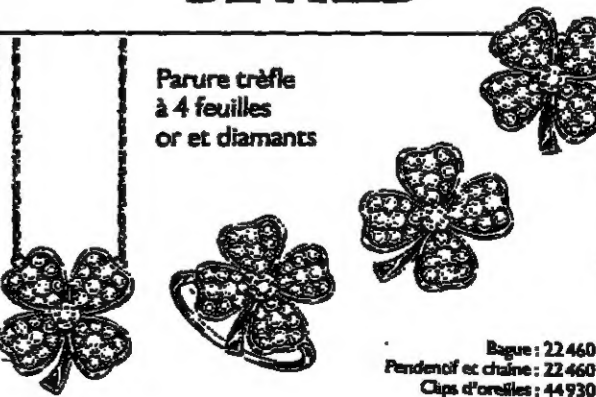
Lire la suite page 9

SCIENCES • MÉDECINE

- Un antirejet souverain
- Les accros du Témisc
- Le phœnix renaît « in vitro »
- Le piège planétaire de l'antimatière.

pages 17 à 19 - section B

LES PORTE-BONHEUR DE FRED



Parure trèfle à 4 feuilles or et diamants

Bague : 22 460 F.
Pendentif et chaîne : 22 460 F.
Clips d'oreilles : 44 930 F.

FRED 6, rue Royale, Paris 8° 42.60.30.65

Le Caridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Méridien - Espace « Galeries Lafayette », Paris, Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Colas, Deauville, 21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loewy, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - New York.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 800 mt ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 160 pes ; Grèce, 150 dr ; Irlande, 50 p ; Italie, 1 500 L ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 140 esc ; Suède, 336 F ; Suisse, 1,20 fr ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

سكز من الاحل

DÉBATS

Intifada

Croisade contre Israël

par Michel Darmon

VOILA qu'une fois de plus, par la régalienne volonté du président de la République, l'Etat d'Israël revient au centre des affaires françaises et européennes. Une preuve, s'il en était besoin, que si Israël occupe sur la terre un territoire minuscule, sa place est grande dans la conscience et dans l'inconscience des nations.

Devant le Parlement européen à Strasbourg, le 25 octobre, M. Mitterrand a parlé de la « répression continue où l'homme devient gibier... », et cette violence de langage dont il a usé contre Israël tranche avec la retenue dont il fait preuve quand il doit dénoncer la Syrie ou l'Iran, l'Algérie ou l'Irak, la Libye ou le Soudan. Manque de sérénité ? Certes. Ressentiment à l'égard de volontés qui lui résistent ? Ce qui a joué chez de Gaulle peut jouer chez Mitterrand. En tout cas, accablé par le camp dont on n'a pas à craindre les réactions terroristes, c'est plus que donner dans la facilité. Les Etats dont le terrorisme est un alibi et une arme contre les démocraties comprendront parfaitement que l'une de leurs cibles, la France, ne voit dans leurs pratiques aucun motif de disqualification. Au contraire, ironie sinistre, ils vont être invités à Paris « pour imposer les règles de la raison, toujours au service du droit ». Israël sera l'accusé. Ils peuvent continuer.

Comme on a pu le relever dans un journal suisse, si Israël ne parvient pas à mettre fin à un soulèvement que les dictatures arabes ou

autres savent réprimer par des massacres, c'est en raison de sa fidélité aux principes éthiques. Les enfants arabes et leurs parents l'ont bien compris, eux qui jettent des pierres sur les soldats israéliens, ce que jamais un enfant français n'a osé faire sur un soldat allemand entre 1940 et 1944. Les Français savaient qu'ils avaient en face d'eux des soldats qui étaient des brutes ; les Arabes savent qu'ils ont en face d'eux des soldats qui sont des hommes, et ils en abusent. Pourquoi le président de la République ne fait-il pas l'analyse dont les enfants arabes sont capables ?

Le mépris de la vie

Saura-t-on jamais combien de soldats israéliens sont morts pour avoir évité de tirer sur des enfants ? L'utilisation d'enfants dans le soulèvement palestinien rejoint dans l'odieuse utilisation d'enfants par l'Iran dans sa guerre contre l'Irak. Chacune révèle le mépris de la vie et de la vie d'enfants. Et ce mépris en rappelle un autre, plus proche de nous, le mépris d'âmes innocentes dans l'affaire du voile islamique où des enfants sont utilisés à des provocations moins sanglantes, mais avec des visées tout autant politiques. Cela est hors sujet, dira-t-on. Pas du tout : la France qui tolère le voile islamique à l'école est celle qui importe une politique étrangère de même origine.

Deux ans

par Gérard Toulouse

PAR une vie d'enfant épargnée, celle d'Isaac, s'est ouverte à Jérusalem une ère nouvelle de la conscience humaine, il y a quelque quatre mille ans. Depuis deux ans, il semblerait que de nouveau la sécurité du monde, la succession régulière des nuits et des jours, la paix céleste ne puissent être assurés sans le sacrifice quotidien d'enfants.

On ne fera pas ici le compte des victimes : les morts par centaines, les blessés par milliers, la croissance des prisons, la fermeture des écoles, la misère et l'âge de pierre. En vérité les Israéliens savent, mieux que tous, que l'oppression des Palestiniens est un mal. Est-ce un mal acceptable ?

Au début de l'intifada, lorsque les esprits s'interrogeaient dans le désarroi, les modérés israéliens protestaient : « Nous sommes un pays civilisé, le monde ne nous laissera pas faire ça », et les durs de rétorquer : « Mais si, mais si... » Deux ans après, il est permis de regretter la défaite des modérés, mais c'est à bon droit qu'on écoute leurs reproches : par notre silence à valeur d'acquiescement,

n'avons-nous pas confirmé les durs, et trahi la cause de la raison ?

« Ah, ces Arabes ! disait un chauffeur de taxi, exprimant l'air du temps, il nous faut les battre, leur casser les os, jusqu'à ce qu'ils cessent de nous haïr... » Acharnement pédagogique.

Lorsqu'un peuple civilisé se fourvoie, il ne suffit pas de le morganiser après coup, quand il s'est noyé dans le sang ; il faut encore se demander pourquoi nul n'a su trouver à temps les mots qui éclairaient. Voici un problème de la culture, qu'on appellera la question Heisenberg : était-il vraiment impossible de faire voir au savant le plus intelligent (Heisenberg), au philosophe le plus subtil (Heidegger), la fausse route sur laquelle ils s'engageaient ? J'ajoute tout ce qui pense et parle en France de trouver les mots, sachant qu'ils existent sûrement — sinon il n'y aurait plus de bonnes à l'angoisse, les mots qui sauront mouvoir l'opinion du peuple israélien, si bien doté en érudits et en savants, hors de la zone des déraisons.

► Gérard Toulouse est physicien.

Nul ne peut voir un souci d'équité dans la scripturaire affirmation du « droit d'Israël de disposer de son Etat derrière des frontières sûres et reconnues ». Il y a près de quinze ans, René Cassin, Joseph Kessel, Eugène Ionesco, Etienne Wolff et d'autres s'étaient déjà indignés, dans un appel collectif sous le titre « Nous accusons », de voir que la reconnaissance du droit d'Israël à exister était « pour certains Etats le moyen d'afficher un souci d'équité, comme si c'était faire preuve d'équité que de reconnaître à un homme le droit de respirer ». L'Etat d'Israël, comme tout autre, comme, hélas ! le Liban, n'a que faire de cette reconnaissance par la France de son droit d'être un Etat, surtout quand la France entend entraîner l'Europe dans une réunion avec la Ligue arabe, OLP comprise, où l'on voudrait, sans lui, décider de son avenir.

Il faut rapprocher les propos du président Mitterrand des déclarations mettant en cause le statut de Jérusalem que fait périodiquement son ministre des affaires étrangères, et l'on est en droit de s'étonner de voir le gouvernement de la République française, en principe de gauche, en principe laïque et républicain, en convergence parfaite avec les courants religieux les plus rétrogrades et les plus dogmatiquement anti-israéliens.

Une éternelle duperie

Au-delà de toute attache partisane, il ne plaît pas aux Français, qui ont leur idée de la France, que sous des apparences de rationalité et d'humanisme, la France participe contre Israël à une vieille croisade dans des formes nouvelles. Ils sont obligés de dire aux partenaires européens de la France qu'il leur appartient maintenant de ne pas inscrire l'Europe dans ce sillon moyenâgeux de l'histoire. Il leur appartient d'éviter que l'Europe soit le champ de l'addition des lâchetés. C'est la condition pour elle de ne pas s'exclure de la politique proche-orientale, comme elle l'a fait en 1980 avec sa déclaration anti-israélienne de Venise. Et, avant cela, pour éviter à la France le désaveu extérieur, il s'agit pour la classe politique française de combattre des orientations dont elle n'a pas eu à déshabiller. Nous ne sommes plus sous Vichy.

Les gouvernements arabes, ceux du moins qui sont gérés par la France dans l'expression de leur modération et dans leur désir de conduire leurs peuples dans les voies d'une plus grande rationalité, feraient bien de se méfier des chemins de l'éternelle duperie où l'on veut les entraîner.

« La France est dans le camp de l'injustice ! », s'était écrit René Cassin, Prix Nobel de la paix, en 1967 après l'embargo contre Israël. L'embargo politique décrété par le président de la République rejoindra un jour dans la possession des bénéfices escomptés pour la France de l'embargo des armements. Les retombées de l'invitation d'Arafat à Paris y sont déjà.

► Michel Darmon est président de France-Israël Alliance Général-Koenig.

Religions

Le voile et Indiana Jones

par Robert de Montvalon

NOUS serions moins troublés par cette « affaire du voile » si nous n'avions pas commis une énorme bourde : appeler des foules d'immigrants qui nous étaient nécessaires, puis les recouvrer, c'est le cas de le dire, d'un voile de silence. Et si nous n'avions pas pris l'habitude de travestir le fait religieux.

Nous nous appuyons sur la laïcité. Comment ne pas nous appuyer sur elle ? La laïcité pluraliste définit le statut social des religions à partir du moment où la religion ne prétend pas tout gouverner, dire la vérité sur toute chose, exprimer l'essence d'une société politique, à partir du moment où les diverses traditions religieuses cohabitent.

Mais l'esprit laïque n'est guère mieux renseigné sur la religion que l'esprit religieux sur la laïcité. Il la tient généralement pour étroitesse d'esprit, fantasmagorie d'un autre âge et sournoise volonté de puissance. De sorte que rien ne lui sem-

ble plus religieux que ce qu'on appelle l'intégrisme, ou le fondamentalisme, avec son allure dominante et suffisante, sa manie de cracher sur le présent, son attachement pathétique aux usages les plus vieux.

Voilà donc l'esprit de laïcité pris au piège. Il veut être tolérant avec ces religieux qui déclarent leur identité. Mais, comme ils déclarent aussi rejeter la laïcité pluraliste dans son principe, c'est le cercle carré.

On verrait plus clair si l'on reconnaissait que le véritable esprit religieux, celui des textes fondateurs des religions, celui de leurs « saints », est l'opposé de la raideur craintive, de la querelle, de la prétention. Voyez la leçon d'Indiana Jones : si le chercheur de Dieu prétend mettre la main sur la Coupe symbolique, il meurt et fait mourir. La vraie religion et la vraie laïcité ont ceci de commun qu'elles commencent par le respect et se poursuivent par la rencontre.

Nous vivons, dit-on, le retour du religieux. En effet. Nous avons donc moins (je dis : moins) à nous préoccuper de respecter, à n'importe quel prix, des religions menacées d'écroulement qu'à demander aux religions de jouer leur rôle social en pleine clarté. Qu'elles ne se voient pas la face. Qu'elles expliquent ce qu'elles pensent et font, ou veulent faire, pour autant que cela concerne la société entière. Même leur foi n'est pas une énigme qu'il leur faudrait dérober aux regards. Elle doit être exposée avec retenue et vérité. Elle y perdra quelques illusions dangereuses et y gagnera en santé. Elle n'abandonnera rien de son irréductible mystère.

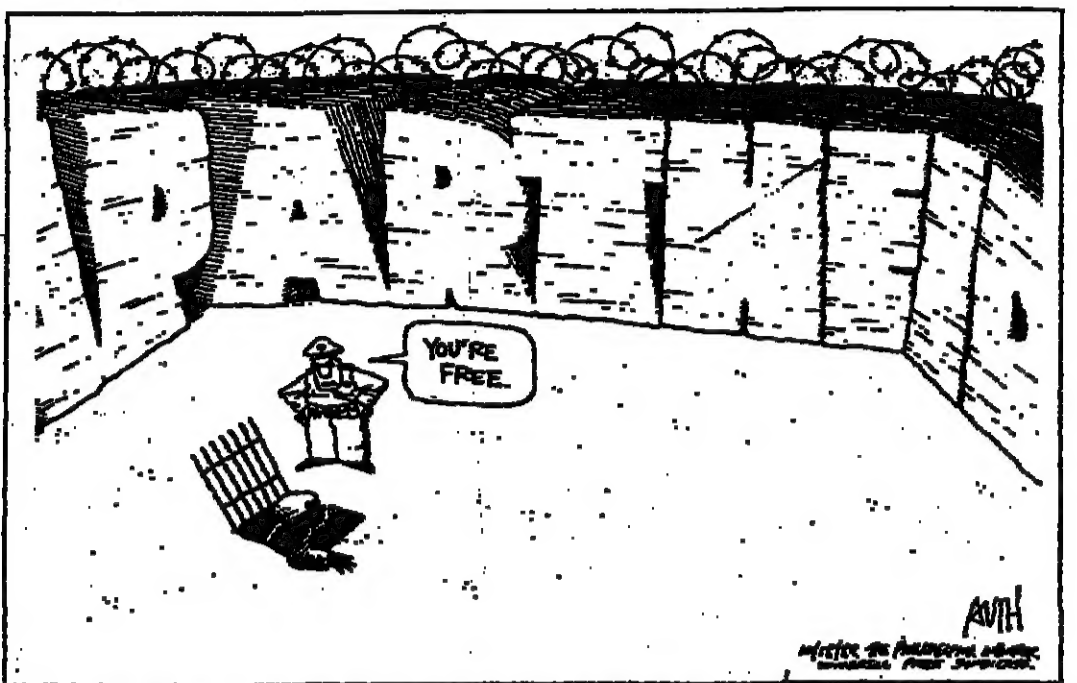
Après la défense des droits religieux, le retour du religieux. Mais après le retour du religieux, le discernement religieux. Les religions ne peuvent pas réclamer une présence sociale forte au nom du retour du religieux et des droits de la conscience, et se dissimuler der-

rière des voiles, pour fuir les confrontations, au nom de leur identité. Ceux qui pensent autrement, sans doute éblouis par ce qu'ils prennent pour une réussite religieuse, seraient bien inspirés de regarder du côté des télévangélistes, américains friards, de ces impensables qui envoient des enfants mourir à la guerre d'une mort garantie sainte, des marchands de bonheur en boîte et autres tourneurs de table qui ont le culot de se dire « surnaturels », et de bien des signes encore.

La religion n'est pas à n'importe quel et n'importe quel n'est pas religion. Recherchons donc une laïcité du discernement. Quoi ? La confrontation publique, ouverte, permanente, intelligible, sérieuse, de toutes les religions et de tous les laïques. Le face-à-face de la raison (ou des raisons), de la foi (ou des fois) et de notre existence incertaine, menacée.

► Robert de Montvalon est journaliste.

TRAIT LIBRE



« Vous êtes libre ». Dessin paru dans l'International Herald Tribune du vendredi 3 novembre.

Professions

Les notaires et l'Europe

par Jacques Béhin

LES textes de loi portant « réforme des professions de droit » sont attendus avec impatience. Pour résister à la concurrence des grands cabinets internationaux, les professions juridiques françaises doivent se moderniser. Tous les protagonistes en sont aujourd'hui convaincus.

Selon une démarche bien rodée, les ministères de la justice et des affaires européennes ont confié une mission exploratoire à l'avocat lyonnais Dominique Saint-Pierre. Les conclusions de son rapport ont reçu dans l'ensemble un accueil positif. Elles appellent, cependant, plusieurs remarques.

M. Saint-Pierre propose une « réglementation de la consultation et de la rédaction d'actes en matière juridique ». On ne peut qu'adhérer à cette volonté de faire de la pratique du droit un exercice réglementé, à l'instar de la médecine. A condition, toutefois, qu'une telle réglementation délimite clairement le rôle de chacun.

La protection du citoyen consommateur de droit exige une définition stricte des compétences et des fonctions. Elle implique, en particulier, la remise en cause de certaines pratiques actuelles où la prestation juridique est exercée sans aucune garantie pour l'usager. Les professionnels français possèdent un degré élevé de qualification et une haute conception de leur mission : l'ouverture du grand marché et la libre circulation des services ne doivent pas se traduire par un nivellement par le bas.

L'exigence de la qualité va de pair avec la nécessité de l'indépendance. Tout en prévoyant la possibilité de créer des sociétés de capitaux pour les professions juridiques, le rapport Saint-Pierre en a clairement spécifié les limites :

« afin d'éviter toute dérive liée à la participation financière de grands groupes, le capital serait exclusivement et intégralement réservé aux professionnels. On ne peut qu'approuver, là encore, ce souci déontologique. Mais pourquoi donc exclure a priori l'éventualité d'une collaboration étroite entre professions libérales complémentaires ?

Confrontés à une complexification croissante des mécanismes juridiques, fiscaux et comptables, l'usager aurait avantage à traiter avec des structures polymorphes. Cette forme d'association répondrait à un tel besoin du public et ne nuirait nullement à l'indépendance des professions ni à la qualité des prestations. Elle permettrait, en outre, de mieux résister à la concurrence des grands groupes internationaux qui appellent leur croissance sur une large palette de services.

Une réponse partielle

La principale proposition de M. Saint-Pierre porte sur le rapprochement des douze mille avocats et des quatre mille huit cents conseils juridiques qui seraient regroupés sous une seule et même dénomination.

Il ne nous appartient pas de nous prononcer sur l'opportunité de cette démarche.

Mais la solution envisagée par le rapport Saint-Pierre n'apporte à nos yeux qu'une réponse partielle aux besoins du public et aux problèmes posés par l'ouverture du grand marché. Elle ne traite que l'aspect judiciaire du problème.

Or le public a avant tout besoin de conseils préventifs qui permettent justement d'éviter le stade de la procédure judiciaire. D'autant plus qu'un sein du futur marché unique les occasions de contentieux se multiplieront, au risque d'encombrer des tribunaux déjà surchargés. L'ouverture des frontières rendra plus complexes encore les problèmes juridiques touchant à la nationalité, à la fiscalité, à la concurrence, au droit commercial ou social, à la propriété immobilière ou intellectuelle... Il faudra donc les traiter en amont, au stade du conseil, sous peine d'aggraver les charges qui pèsent déjà sur les services publics de la justice.

La réforme des professions de droit ne doit pas être « hémiplegi-

que » : elle doit traiter les deux versants de la question ; au-delà du stade du contentieux, sur lequel s'est penché le rapport Saint-Pierre, il s'agit d'organiser également le développement des professions juridiques qui ont pour fonction de conseiller l'usager avant le processus judiciaire.

Culture professionnelle

C'est dans cette voie que s'est résolument engagé depuis plusieurs années le notariat français, dont la philosophie est tout entière tournée vers cette notion de « prévention ». Conscient de son poids, qui représente près de la moitié du chiffre d'affaires des professions juridiques, il est prêt à remplir pleinement son rôle dans les réformes envisagées dans un esprit d'ouverture et de collaboration interprofessionnelle. En accueillant par exemple ceux des conseils juridiques qui partagent sa déontologie, sa philosophie du droit, son approche de la clientèle, en un mot, sa culture professionnelle.

Car c'est bien en termes d'affinités qu'il convient d'envisager les rapprochements de professions. Les fusions d'entreprises réussissent quand les traits culturels sont suffisamment proches pour cimenter l'union, quand les rapprochements s'effectuent pas à pas. Les professions libérales n'échappent pas à la règle.

Les rapprochements sont possibles. Et ils sont nécessaires. C'est l'intérêt même de l'usager qui exige une collaboration étroite et continue entre professionnels complémentaires.

Mais toute solution autoritaire qui ne tiendrait pas compte de la volonté des partenaires et de leur identité spécifique serait vouée à l'échec.

Les pistes de réflexion ouvertes par le rapport Saint-Pierre doivent donc être poursuivies en approfondissant la voie du volontariat. Il s'agit de respecter la liberté de choix et l'indépendance de chacun. C'est le meilleur moyen d'encourager les professions juridiques, judiciaires ou comptables à développer les liens de complémentarité et de solidarité qui les unissent. C'est le meilleur moyen de préparer l'avenir.

► Jacques Béhin est président du Conseil supérieur du notariat.

Le Monde

Edité par le SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauret (1969-1982), André Laurans (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Varner
Conseiller en chef : Claude Sola
Administrateur général : Bernard Wout

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-87-27

Tél : MONDIPAR 650672 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

RDA : nouvelle manifestation de masse à Leipzig

Le projet de loi sur les voyages déçoit les Allemands de l'Est

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Une pluie insistante n'a pas découragé plusieurs centaines de milliers de personnes de descendre à nouveau, lundi 6 novembre, dans les rues de Leipzig pour marquer leur détermination à voir les autorités mener à bien les réformes promises. Des rassemblements avaient lieu dans plusieurs autres grandes villes du sud, à Dresde, Magdebourg, Halle, Karl-Marx-Stadt ainsi qu'à Schwerin.

La manifestation de Leipzig a donné lieu, cette fois, à un gigantesque meeting sur la place Karl-Marx, au pied de l'Opéra. La semaine dernière avait été marquée, à Leipzig, par la démission du premier secrétaire du Parti communiste pour le district, M. Horst Schumann, et le maire de la ville M. Seidel qui payait apparemment ses réticences à mener un véritable dialogue avec ses admi-

nistrés. L'ex-maire s'était bien déplacé, la semaine dernière, pour aller au devant des manifestants, mais en catimini, sans pour les caméras de télévision. Eh, dimanche, nouveau chef du SED pour le district, M. Roland Witzel, cinquante et un ans, avait pris place parmi les orateurs. Bien que considéré comme un réformateur, il n'était pas la tâche facile, et son intervention, comme l'avait été celle de M. Schabowski à Berlin-Est samedi dernier, fut fréquemment interrompue par des huées.

Le pasteur Martin King, qui parlait au nom de Neues Forum, avait en revanche, de toute évidence, un public acquis d'avance qui a une nouvelle fois réclame avec insistance la législation du mouvement. Un des conseillers municipaux membres du parti s'est également fait remarquer en réclamant la démission immédiate de tous les membres du bureau politique et du gouvernement, un exigence qui faisait manifestement son chemin dans les rangs des réformateurs du SED à la veille de la réunion, mercredi, à Berlin-Est, du comité central. Ce plénum, qui

doit durer trois jours, procédera au renouvellement du bureau politique et commencera à mettre en œuvre le «renouveau» annoncé par les dirigeants. Il devrait donner les premières indications sur les

rapports de force au sein de la machine du parti.

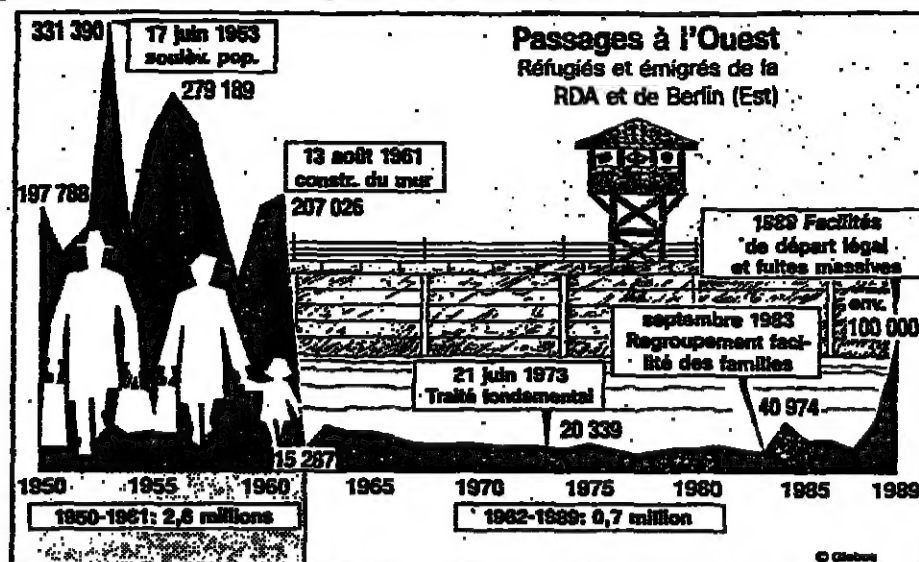
Le projet de loi restrictif sur les voyages à l'étranger, rendu public par la presse est-allemande, montre que la vieille garde n'a pas encore

tout à fait désarmé. Si les gens semblent accepter que le problème des devises puisse quelque peu limiter la marge de manœuvre du gouvernement, on espérait néanmoins, et on s'attendait, après les événements de ces dernières

semaines, à un projet de loi très libéral sur le principe. Le texte publié, qui doit encore être soumis à discussion, limite à trente jours les possibilités de séjour à l'étranger. Mais surtout, il fait toujours dépendre l'obtention d'un visa de sortie d'une autorisation délivrée par l'administration qui dispose d'un délai de trente jours pour l'examiner.

Même s'il précise que le refus doit être exceptionnel, ces restrictions ont fait l'effet d'une douche froide. Elles ont jeté une ombre sur la crédibilité des promesses de changement. «Ce texte porte encore la marque de l'ancienne mentalité», s'énervait un jeune communiste. Le quotidien de Berlin-Est, *Berliner Zeitung*, dans un commentaire en première page, a estimé que ce texte ne pouvait être «le dernier mot». «Le socialisme moderne que nous voulons», souligne-t-il, «doit limiter, et de manière décisive, l'intervention de l'administration et de l'Etat au minimum nécessaire. (...) Dans cette perspective, on ne voit pas très bien ce qu'on peut faire avec le projet qui nous est soumis.»

H. de B.



« Nous avons les meilleures chances de bâtir un socialisme des années 90 »

nous déclare le maire de Dresde

L'un des premiers responsables communistes est-allemands à avoir accepté le dialogue avec l'opposition, M. Wolfgang Berghofer, maire de Dresde, estime, dans un entretien accordé au *Monde*, que les événements en cours en RDA peuvent déboucher sur un socialisme renouvelé, qu'il veut différencier des voies empruntées par la Pologne et la Hongrie.

DRESDE

de notre envoyé spécial

« Jusqu'où votre parti est-il prêt à s'engager dans la reconnaissance de groupes politiques d'opposition ? »

« Le plénum du comité central va apporter, je crois, des réponses dans un sens progressiste qui tiendront compte de la réalité. »

« Jusqu'à quel point cela est-il compatible avec le rôle dirigeant que s'attribue le parti communiste ? »

« Le rôle dirigeant du SED doit être justifié chaque jour. Le seul fait d'être inscrit dans la Constitution, ne suffit pas à le légitimer. Je suis persuadé que mon parti va reprendre fermement l'initiative dans les prochains jours en mettant en œuvre un renouvellement de fond, peut-être même radical, dans ses propres rangs. Ce ne sera plus le paysage démocratique politique qu'on avait avant le 7 octobre. Il y a eu des changements qu'on ne peut pas encore voir en détail. Les autres partis, vous l'avez vu, sont sortis de leur réserve, ont formulé leur propre programme, comme le LDPD (parti libéral) avec M. Gorchach (...). En bref, il y a des choses en cours sur lesquelles on ne peut pas revenir. Mon parti va devoir s'en accommoder. »

« Comment allez-vous regagner la confiance des gens ? N'êtes-vous pas obligés d'aller très vite ? »

« Le temps joue un rôle essentiel. En ce moment, c'est une question d'heures. Mais on ne peut pas dire non plus, au moins pour ma génération de politiciens, qu'on s'est aperçu seulement le 7 octobre que quelque chose n'allait pas. Depuis ma prise de fonctions en 1986, j'ai touché de près aux problèmes que connaît notre société. Et quand j'en ai eu l'occasion, je suis allé aussi loin que j'ai pu pour exposer la vérité devant le conseil municipal. »

« Toute une série d'hommes politiques, pas seulement au SED, ont très vite, sans admettre leur responsabilité, tourné leur veste et, du jour au lendemain, se sont reconnus dans le changement. Je ne vois qu'une conséquence à tirer : il faut procéder à un changement profond des cadres dirigeants du parti et de l'appareil d'Etat à tous les niveaux. »

« Y aura-t-il une nouvelle loi électorale ? »

« Il va y avoir une nouvelle législation, on y travaille au sein de la commission juridique. L'aspect principal serait d'avoir le choix entre plusieurs candidats appartenant à différents partis. Il y aurait aussi un système de dédoublement, totalement transparent où la manipulation ne puisse être soupçonnée. »

« Jusqu'où êtes-vous prêt à aller pour changer le système d'économie centralisée ? »

« La formule serait de donner aux entreprises une plus grande part des responsabilités dans la production et leurs relations commerciales avec l'étranger, de les laisser gagner leurs propres ressources et s'autofinancer. Un système de formation des prix selon des critères économiques et en tout cas objectifs. Et un nouveau système de salaires et de rendement. »

« Que restera-t-il de la planification ? »

« Peu. Disons qu'elle fixe les règles générales de manière à ce que l'économie ne soit pas chaotique. Il faut introduire de petites unités économiques, innovatrices et mobiles. Il faut changer complé-

ment la politique de subventions, mais sans remettre en question tous les acquis sociaux. Pour moi, pratiquement, cela veut dire notamment de nouveaux règlements pour les loyers, les prix restant stables et bon marché au-dessous d'un certain nombre de mètres carrés. Le surplus devenant progressivement plus cher. »

« Les règles de propriété vont-elles changer ? »

« La marge de manœuvre pour des entreprises artisanales, des activités ou des commerces privés va s'élargir énormément. Nous aidons déjà, depuis un an, l'artisanat et les activités privées, spécialement dans le domaine des réparations et des services. »

Un socialisme attractif

« Les processus de réforme engagés en Pologne ou en Hongrie ont échappé au contrôle des partis communistes. En avez-vous peur ? »

« Je ne parlais pas de peur, mais de précaution. Le chemin polonais ou hongrois n'est pas pour nous le chemin à suivre. Quand je vois les problèmes sociaux que doivent supporter aujourd'hui les travailleurs en Pologne, cela ne peut pas être notre objectif. Le SED continuera à être le garant d'une politique sociale. Pour une majorité de la population et le maintien du socialisme en RDA. »

« Mais vous voulez un pluralisme ? »

« Une pluralité d'opinions mais sur la base des valeurs fondamentales du socialisme. On ne doit pas les remettre en question. Ce n'est d'ailleurs pas ce que veulent les partis qui sont associés au pouvoir. Et même dans les discussions que j'ai avec les représentants des manifestants, personne n'a inscrit à l'ordre du jour la suppression du socialisme. »

« Mais donneriez-vous aux autres partis la possibilité de voter contre le SED ? »

« Ce sont les meilleurs arguments, les meilleurs programmes

qui vont l'emporter. Si la RDA existe, c'est grâce au SED. Sans le SED, la RDA n'existerait pas comme elle est, avec ses aspects positifs et ses contradictions (...). Nous avons beaucoup de possibilités de mettre en œuvre la démocratie. Nous devons seulement les mettre en pratique et créer la base législative. Nous avons cinq partis, ce qui n'est pas le cas de l'Union soviétique... »

« C'était la même chose en Pologne. C'est comme cela que Solidarité est arrivé au pouvoir. »

« Nous voyons l'expérience polonaise. Nous ne sommes pas obligés de faire les mêmes erreurs. Nous connaissons l'expérience hongroise. La perspective existe. Avec le renouveau en RDA, je vois les meilleures chances de développer un socialisme des années 90 comme alternative aux autres systèmes de société. Cela comporte naturellement des dangers. »

Le symbole d'une génération de jeunes cadres communistes

Le 8 octobre, le maire de Dresde, l'ancien ministre de l'Intérieur M. Wolfgang Berghofer, a fait une rentrée fracassante sur la scène politique est-allemande en acceptant, à la demande des dirigeants de l'Eglise évangélique, de rencontrer et d'entamer un dialogue avec une délégation de vingt manifestants devenus depuis, sous le nom de « groupe des vingt », une sorte de mini-opposition au sein de l'hôtel de ville. A quarante-six ans, M. Berghofer est ainsi devenu le symbole de toute une génération de jeunes cadres communistes du deuxième échelon, qui étaient prêts à s'engouffrer dans la première brèche venue.

La voix populiste de Dresde, y compris dans l'opposition, prête à son maire des qualités

« Tout cela en abandonnant le rôle dirigeant du SED ? »

« Oui, un rôle dirigeant non plus de manière administrative, mais en tant qu'avant-garde qui se conquiert à travers le travail accompli. »

« Il faut changer la Constitution ? »

« Je crois que dans le processus de renouveau, la Constitution devra être changée de manière globale. »

« Avez-vous un type de modèle socialiste idéal ? »

« Non. Une des tâches importantes de mon parti sera de développer et de mettre en place un tel modèle. Nous parlons aujourd'hui de socialisme attractif, sans savoir ce que c'est. Nous n'avons pas de modèle dans un autre pays dont nous puissions dire : « Ce sera notre modèle. » En fait, une des raisons de nos difficultés est justement qu'il n'y a pas de modèle, que

nous n'avons pas de vision de la société pour la fin de ce siècle et pour le siècle prochain, c'est-à-dire pas d'horizon valable à proposer aux jeunes. »

« Y a-t-il beaucoup de tensions à la tête du SED en ce moment ? »

« Oui. »

« Le changement est-il aussi un changement de génération ? »

« Les générations qui ont lutté en Espagne, qui ont été dans les camps fascistes, ont un autre regard sur la vie que ma génération. Ce qui, pour cette génération était les idéaux à poursuivre, est pour nous à présent la réalité et la normalité. Nous avons d'autres besoins et d'autres objectifs. Ma génération et les plus jeunes demandent à participer aux processus sociaux. Ils veulent avoir voix au chapitre. »

« Comment convaincre les gens que vous ne resterez pas à mi-chemin ? »

« Ce pays est un pays évolué. Il a été, ces derniers jours, très sensibilisé politiquement. Ceux qui sont descendus dans la rue ont compris la force qu'ils avaient. Ils ont pris des responsabilités. Ils doivent faire attention à ce que cette puissance ne se transforme pas en danger. L'insatisfaction, l'inquiétude à propos de l'évolution actuelle sont si générales que personne n'a intérêt à les rejeter. Nous avons compris que nous avions une chance. Nous vivrons mieux, nous rendrons la vie plus sûre si nous parvenons à renouveler cette société. »

« Qu'attendez-vous de la RFA dans la situation actuelle ? »

« Nous attendons de l'autre côté de la frontière, la reconnaissance de notre souveraineté, de manière à ce que nous puissions régler nos problèmes nous-mêmes. Chaque immixtion, sous n'importe quelle forme, complique la situation et à la fin fait du tort à tous les Européens. Vous connaissez l'importance des relations entre les deux Etats allemands sur le climat européen. »

Propos recueillis par HENRI DE BRESSON

BELGIQUE

Le projet de loi sur l'avortement a passé le cap du Sénat

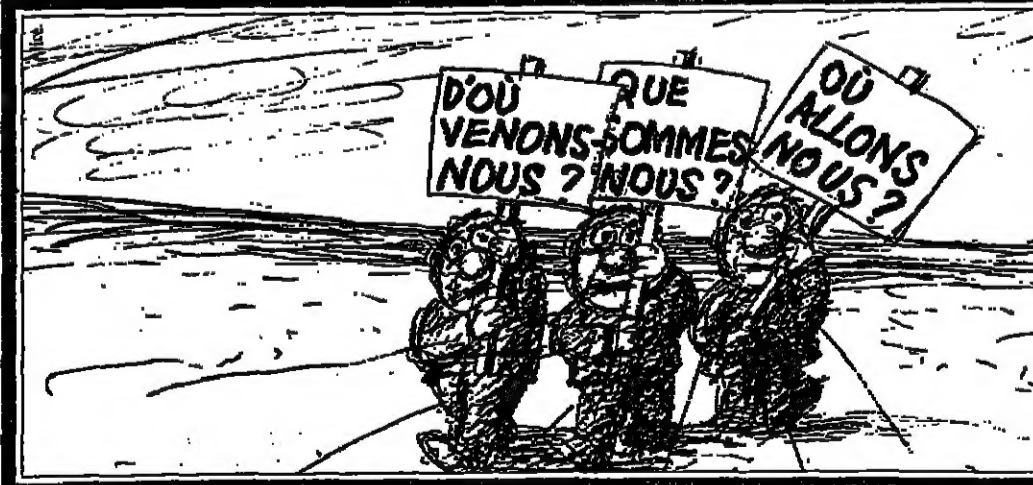
BRUXELLES

de notre correspondant

Le Sénat belge a voté lundi 6 novembre, à une large majorité (102 voix pour, 73 voix contre), une proposition de loi, déposée par des sénateurs libéraux, visant à dépénaliser l'interruption volontaire de grossesse. Cette proposition de loi va maintenant passer à la Chambre des députés et chacun se demande, si le Parti social-chrétien flamand (CVP), qui constitue une des bases de la coalition

gouvernementale entre socialistes et sociaux-chrétiens, va accepter que la loi — si elle est votée par la Chambre — entre en pratique. Compte-tenu de la large majorité obtenue au Sénat, il est vraisemblable que la loi devrait être aussi adoptée par les députés. Mais on se demande à Bruxelles si le roi Baudouin lui-même — très réticent à l'idée d'apposer son nom à un texte législatif sur le sujet — n'aurait pas jusqu'à refuser de signer une telle proposition de loi.

J.-A. F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

L'HOMME IMPRÉVU

I. Histoire naturelle de l'homme

André Bourguignon

NUL esprit n'aurait pu, il y a cinq milliards d'années, prévoir l'apparition de l'homme sur la terre. Aux trois questions que chacun, avec Ganguin, s'est posé, André Bourguignon tente de répondre.

Collection « Questions » dirigée par Blanche Barre-Kriegel
352 pages - 148 F.

PUF

حکومت اسلامی

حکومت اسلامی

EUROPE

La contestation en RDA

Bonn invite les autorités est-allemandes à organiser des élections libres

BONN

de notre correspondant

Le gouvernement ouest-allemand a qualifié de « premier pas positif » la publication, lundi, par Berlin-Est d'un nouveau projet de loi autorisant les Allemands de l'Est à voyager librement trente jours par an. Le porte-parole du gouvernement, M. Hans Klein, a toutefois ajouté qu'il « fallait encore faire beaucoup d'autres choses pour susciter chez les citoyens de la RDA un sentiment de confiance qui les pousse à rester chez eux ».

M^{me} Dorothee Wilms, ministre aux relations intra-allemandes (CDU), a critiqué dans le nouveau texte les « paragraphes en caoutchouc » qui laissent, selon elle, encore trop de place à la bureaucratie et à l'arbitraire.

D'ores et déjà, le parti libéral FDP (membre de la coalition au pouvoir à Bonn) et le ministre des finances Theo Waigel (CSU) ont déclaré qu'ils étaient tout à fait opposés à l'attribution d'une allocation de voyage, puisée dans les fonds publics, aux Allemands de l'Est qui seraient tentés de venir passer des vacances en RFA.

Au-delà de la simple loi sur les voyages, le gouvernement du chancelier Kohl a appelé les autorités est-allemandes à organiser des élec-

tions libres, seul moyen selon lui de répondre aux attentes de la population et d'enrayer l'exode. Lundi, quelque 8 000 Allemands de l'Est sont arrivés en RFA, via la Tchecoslovaquie, ce qui porte à plus de 25 000 le nombre de réfugiés qui ont utilisé cette filière depuis l'ouverture de la frontière tchécoslovaque-allemande le 3 novembre.

La plupart d'entre eux arrivent à bord de leur voiture personnelle, ce qui donne lieu à un alignement impressionnant de Trabant et de Wartburg au poste frontière de Schirnding, en Bavière.

Saturation

Compte tenu de cet afflux incessant de réfugiés, des jeunes qui ne cachent pas à leur arrivée leur méfiance totale à l'égard du numéro un est-allemand Egon Krenz, les capacités d'accueil en RFA commencent à être saturées. Les forces armées stationnées en République fédérale ont, certes, collecté des vivres et des vêtements pour les réfugiés, mais le problème le plus crucial est celui de leur hébergement provisoire, dans un premier temps, et, à moyenne échéance, celui de leur insertion sur le marché du travail et du logement.

Lundi soir, les organisations chargées de l'accueil des réfugiés à Hof, en Bavière, manquaient de lits, et de nombreux Allemands de l'Est ont dû passer la nuit à même le sol de la bien nommée « Halle de la liberté ». Pour l'instant, quelque soixante camps et centres d'accueil ont été organisés dans la seule Bavière. On en compte une centaine dans toute la RFA et de nouveaux s'ouvrent chaque semaine.

Pour le patron des patrons ouest-allemands, M. Klaus Murrmann, la poursuite de l'exode ne peut pas se poser de problèmes à brève échéance sur le marché du travail, même si la plupart des réfugiés ont une formation et sont prêts à accepter un emploi sans trop barguigner, afin de refaire leur vie au plus vite dans « la patrie libre de l'Allemagne ».

Depuis le début de l'année, près de 190 000 Allemands de l'Est se sont installés en RFA. Lundi, l'Office fédéral du travail de Nuremberg a indiqué que 61 000 d'entre eux étaient inscrits au chômage en octobre, un pourcentage en progression de 31 % par rapport au mois de septembre. En RFA, les réfugiés est-allemands perçoivent, dès le premier jour de leur arrivée, une indemnité chômage proportionnelle à leur qualification professionnelle.

(Interim.)

Les Douze diffèrent l'ouverture de négociations avec Berlin-Est

La Communauté misera-t-elle, malgré la défiance exprimée par la population, sur la nouvelle équipe en place à Berlin-Est ? A l'issue de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze, lundi 6 novembre à Bruxelles, la réponse n'était pas évidente.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Si l'on en croit M. Douglas Hurd, le nouveau secrétaire au Foreign Office, les Douze ont estimé peu opportun d'engager maintenant des négociations avec la RDA en vue de la conclusion d'un accord de coopération économique du type de ceux déjà signés par la Communauté avec la Pologne et la Hongrie.

Dans cette optique, ils auraient recommandé à la commission de ne pas leur soumettre, pour l'instant, de projet de mandat de négociations. « Nous avons suivi l'avis donné par Hans-Dietrich Genscher, qui a estimé prématuré d'aller ainsi de l'avant, alors même que les événements s'accroissent », a indiqué M. Hurd.

Cependant, réagissant devant les remous suscités par les propos de son collègue britannique, M. Genscher a donné une version sensiblement différente des débats au sein

du Conseil. Selon lui, c'est uniquement en raison du peu d'entraînement manifesté par plusieurs délégations d'ouvrir le dossier des relations avec la RDA qu'il a suggéré de le renvoyer à la session ministérielle de novembre. M. Roland Dumas, qui préside la réunion des Douze, a confirmé les dires de M. Genscher.

Accélérer l'aide à la Pologne et à la Hongrie

Quelques heures plus tôt, au cours d'une conférence de presse, M. Martin Bangemann, le vice-président de la commission, chargé des affaires industrielles et ancien président du Parti libéral allemand — qui vient de rendre visite aux nouveaux dirigeants de Berlin-Est — avait estimé que la Communauté devait appuyer la politique des réformes de M. Egon Krenz et accélérer le processus devant conduire à la conclusion d'un accord de coopération avec la RDA. « Il est bon d'appuyer les efforts entrepris, même si l'on sait qu'ils n'aboutiront pas à une démocratisation intégrale de l'Etat est-allemand. Si ses dirigeants échouent, on va se trouver dans une situation intolérable », avait déclaré M. Bangemann, ajoutant ensuite que la Communauté ne devait pas contribuer à faire perdre espoir à la population est-

allemande, ce qui pourrait entraîner violences et « répression dans le sang ».

Les Douze ont manifesté, par plusieurs décisions, leur volonté d'accélérer leur aide à la Pologne et à la Hongrie. Les restrictions quantitatives appliquées aux importations en provenance de ces deux pays seront supprimées dès le 1^{er} janvier 1990. Il a été décidé, en outre, d'étendre à la Pologne et à la Hongrie le bénéfice du système de préférences généralisées (SPG). Cela signifie que leurs exportations de produits industriels, ainsi que de certains produits agricoles, entreront sans acquitter de droits de douane dans la Communauté.

Pour que le message soit clair, les Douze proposent que les vingt-quatre pays qui aident la Pologne et la Hongrie tiennent une réunion au niveau ministériel. Celle-ci pourrait être convoquée, autour des 13 et 14 décembre, dans la session ministérielle d'hiver de l'OTAN.

La commission a enfin annoncé son intention de bientôt proposer une seconde tranche d'aide alimentaire à la Pologne. La première, en cours d'exécution, portait sur un montant de 130 millions d'euros, soit 910 millions de francs. M. Frans Andriessen, le vice-président de la commission, chargé des relations extérieures, souhaite que les livraisons, au titre de cette seconde tranche, débutent dès janvier 1990.

PHILIPPE LEMAÎTRE

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

PAYS-BAS

Le troisième gouvernement Lubbers prend ses fonctions

Le nouveau gouvernement néerlandais devait prêter serment devant la reine Beatrix, mardi 7 novembre, à La Haye. Dirigé comme en 1982 et 1986 par M. Ruud Lubbers, c'est une coalition entre le Parti chrétien-démocrate (CDA) du premier ministre, et le Parti du travail (PVDA, socialiste) de M. Wim Kok, vice-premier ministre.

LA HAYE

de notre correspondant

Au soir des élections législatives du 6 septembre, le premier ministre sortant avait souhaité que le futur cabinet fût formé « sous les deux mois ». Les négociations entre chrétiens-démocrates et socialistes ont respecté scrupuleusement ces délais, puisque le dernier portefeuille à pourvoir — celui des transports et des travaux publics — a été attribué, lundi 6 novembre, à M^{me} Hanja May-Weggen, qui était jusqu'à présent membre de l'Assemblée européenne pour le CDA.

Le nouveau gouvernement compte trois femmes, ce qui dépote les ministères du PVDA, qui réclamaient quatre ministères pour le sexe féminin.

Il n'est pas été suivi par le CDA, mais ont obtenu quand même la nomination d'une femme député socialiste comme secrétaire d'Etat chargée du dossier de l'émancipation féminine. En outre, c'est une militante féministe de la première heure, Mme d'Ancona, très active à Strasbourg, qui prend en charge l'important ministère du bien-être, de la santé publique et de la culture.

Un puzzle

Le ministère de l'enseignement revient également aux socialistes, qui sont ainsi appelés à gérer l'ensemble des infrastructures sociales publiques. Le CDA, pour sa part, garde la haute main sur les affaires économiques.

D'une façon générale, les responsabilités sont pourtant équitables : répartis et la coalition de centre gauche est bâtie comme un puzzle équilibré et imbriqués. Le ministre des finances est socialiste, mais ses collègues des affaires éco-

nomiques et sociales sont CDA. Ce dernier parti fournit le ministre de la justice, mais l'intérieur revient à une personnalité socialiste. Autre exemple : sept des dix secrétaires d'Etat n'appartiennent pas au même parti que leur ministre, mais M. Van den Broek doit ainsi cohabiter avec un secrétaire d'Etat aux affaires européennes qui n'est autre que l'ancien président du parlement de Strasbourg, M. Piet Dankert. Celui-ci représente un parti attaché à la dimension sociale de la construction européenne et qui a souvent reproché au gouvernement sortant d'adopter une attitude trop timorée à l'égard des changements en Europe de l'Est.

CHRISTIAN CHARTIER

Le nouveau cabinet

Le nouveau gouvernement comprend sept ministres chrétiens-démocrates (CDA) et sept ministres socialistes (PVDA) :

- Premier ministre : M. Ruud Lubbers (CDA) ;
- Finances et vice-premier ministre : M. Wim Kok (PVDA) ;
- Affaires étrangères : M. Hans Van den Broek (CDA) ;
- Affaires économiques : M. Kees Andriessen (CDA) ;
- Affaires sociales et emploi : M. Bert de Vries (CDA) ;
- Justice : M. Ernst Hirsch Ballin (CDA) ;
- Agriculture et pêche : M. Gerrit Broeks (CDA) ;
- Transports et travaux publics : M^{me} Hanja May-Weggen (CDA) ;
- Défense : M. Reus ter Beek (PVDA) ;
- Coopération et développement : M. Jan Pronk (PVDA) ;
- Intérieur : M^{me} Ien Dales (PVDA) ;
- Enseignement et sciences : M. Jo Ritzen (PVDA) ;
- Bien-être, santé publique, culture : M^{me} Hedy d'Ancona (PVDA) ;
- Logement, aménagement du territoire et environnement : M. Hans Alders (CDA) ;

BERLIN-EST, 6 novembre. « Die Berliner steigen um ! » : cette pancarte aperçue dans Alexanderplatz résume le caractère à la fois radical et imprévisible de la manifestation de samedi. Même si l'histoire n'a plus de sens, elle se remet en marche ; et les Berlinois sont bien décidés, où qu'ils aillent, à « changer de train ». Pas question, en tout cas, de laisser les dirigeants actuels prendre le convoi au vol. A preuve, la manière bon enfant mais ferme dont la foule a conquis l'ancien patron des services secrets, Markus Wolf, ou le secrétaire du SED berlinois, Schabowski, venus à la tribune reconnaître, non sans courage, ni illusion, leurs erreurs et la nécessité de réformes. Mêmes sifflets tranquilles quand l'avocat Gysi a proposé de laisser encore une chance au pouvoir en place ; même scepticisme amusé devant les quelques écrivains, trop loueux pour être spontanés, assurant que Krenz pouvait « tout faire ».

Ce refus de toute « récupération », il suffit, pour s'en convaincre, d'observer dans la foule certains dignitaires « incognito » comme M. Höpcke, vice-ministre de la culture chargé du livre, ou l'ancien ambassadeur de RDA à Paris, M. Fleck. Bien que ce dernier ait troqué le gabardine des revues officielles de la proche Karl-Marx-Allee contre un gilet tyrolien à parements « fluo », son air vain d'ailleurs ne trompait pas : dépit et soulagement de n'être pas reconnu, silence prudent quand se faisaient huer les orateurs du parti, solitude punie de qui a perdu le droit de se reconnaître dans le crieur et le bonheur environnants.

CAR c'est la fête, alentour. Il y a du Mai 68 dans l'air. Avec moins d'effervescence, pour cause de sévérité prussienne (si ces nuances de mentalité ont un sens) et parce que le changement, ici, n'est plus un jeu de privilégiés gavés, qu'il est l'affaire de tous, et qu'il peut aboutir.

On dirait les manifestants étonnés de leur propre audace. Mais il règne une prodigieuse confiance dans les attitudes, chez chacun comme chez les bénévoles du service d'ordre barés du cordon « Pas de violence ! ». Comme souvent quand l'histoire collective veut bien rassembler aux joies privées, on ne compte plus les couples enlacés, les troupes d'amis, les générations regroupées, les nourrissons en bandoulière. Une typologie neuve, le négligé « école » et le bleu délavé se sont substitués au folklore de l'appareil grisâtre, soudain éclipsé. « C'est la révolte des petits-fils ! », nous a confié l'écrivain Stefan Heym, avant de célébrer au micro la fin des soumissions « devant l'empereur, les nazis... et la suite ».

Si on recense les slogans les plus sur les centaines de calicots et les plus applaudis à la tribune, le message des manifestants du 4 novembre tient en quelques principes sur lesquels on imagine mal qu'ils transigent : élections libres, fin du monopole du SED, pluralisme des partis, reconnaissance de Neues Forum et des autres mouvements à naître, liberté d'expression, de réunion et de manifestation (à telle que la Constitution la garantit), accès de tous à la presse et à la télévision, suppression des articles du code pénal prévoyant de deux à douze ans de prison pour transmission d'informations à l'étranger, articles qui ont permis les pires arbitraires, commission d'enquête indépendante sur les violences policières du mois dernier...

Umsteigen

Certains réclament un service civil à la place du service militaire. La liberté de sortir de RDA, tous la mentionnent, mais devant les premières mesures prises dans ce sens beaucoup préviennent déjà : « La restitution des passeports ne nous fera pas taire ! ». La « Stasi », la police politique, est invitée à rejoindre l'usine, et une belle hilarité a salué l'orateur qui souhaitait ne plus jamais entendre la sinistre précaution : « Je préfère ne pas te le dire au téléphone ! ».

D'AUTRES inscriptions ou propos évaluent le débat, selon une conceptualisation soixante-huitarde révisée « germanistique » : « L'intolérance, c'est l'angoisse que l'autre ait raison ; la liberté, c'est la liberté de celui qui pense autrement » ; « la rue, c'est la tribune du peuple quand on lui a confié les autres ».

Le promeneur est tenté de prolonger pour lui-même le jeu des citations. Rappelons-nous cette reine de France pour qui il y avait déjà de la révolte à « imaginer que l'on puisse se révolter ». Honte à Marx, qui osa cette caricature, rendue injurieuse par les événements d'aujourd'hui : « L'Allemagne, le pays où l'on ne voit la liberté que le jour où on la met en terre... ».

En voyant les manifestants entasser leurs pancartes sur les marches de la Chambre des députés et y allumer des cierges, on se disperse paisiblement, après quatre heures de piétinement, sans que la police d'Unter den Linden ait à leur interdire une marche vers le « mur » (à quoi personne ne songeait), en surprenant chez certains policiers de Friedrictshagen un incroyable « V » de victoire à l'adresse de jeunes regagnant la banlieue, on a envie de braver la peur d'être dupe et de se réjouir top top, telle que nous l'ont dictée cinquante ans d'histoire. Et si allait s'achever le « rapt historique » dont s'indigne Kundera ? Et si allait triompher l'optimisme de Walter Benjamin, pour qui, « sur les brisées de l'histoire, brille une petite flamme de sens, une lueur de liberté » ?

MAIS dans l'immédiat ? Mais demain ? Première prudence : après tout ce qu'on a entendu sur l'éternité des dictatures de gauche et l'agonie des démocraties, ne plus s'en remettre aux pronostics des anciens sympathisants. La prévision politique est une affaire trop sérieuse pour être confiée aux repentis.

L'attrait de l'aisance occidentale a joué, bien entendu. Et comment ne pas soupçonner de soulagement quand, après seulement trois jours à l'Est, les derniers tançours une fois obtenus à la leur bême des postes de garde, on retrouve l'insouciance éclaboussante de Kurtfürstendamm ! Mais les citoyens de RDA qui ont choisi la liberté un à un et pour eux seuls n'ont pas été approuvés par la foule du 4 novembre. Des applaudissements nourris ont salué les appels au retour des artistes passés « trop nombreux » à l'Ouest et le rappel de ce principe : « C'est à ceux qui sont restés de décider à qui confier la direction du pays ! ».

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Pourquoi choisir entre autonomie et écran plasma VGA ?

Le T3100SX a tout. La liberté est signée Toshiba

Le premier PC à écran plasma VGA... sans fil ! Le nouveau Toshiba T3100SX allie le meilleur des micros de bureau aux avantages de l'autonomie : toute la puissance d'un "desktop" disponible n'importe où, n'importe quand. Il est même le premier portable "386SX" autonome avec un écran plasma VGA. Lisibilité et confort sans précédent pour un autonome. On aura tout vu.

Autonomie et puissance pour lui comme pour vous. Comme promis, la puissance est au rendez-vous. Quelques exem-



ples : microprocesseur Intel 80386SX, 1 Mo de RAM extensible à 13 Mo, lecteur de disquettes 3 1/2, disque dur de 40 Mo. Eh bien, en plus de tout cela, le T3100SX est autonome et vous permet donc de travailler sans fil à la patte.

L'héritier de la plus célèbre lignée de portables. En digne héritier d'une telle lignée, le T3100SX s'intégrera parfaitement au monde de ses aînés : connecteurs pour modem, fax ou réseau local, ports série, parallèle, moniteur externe... La liberté en voyage, la puissance au bureau.

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (France) S.A. DIVISION INFORMATIQUE 7, RUE AMPERE - B.P. 131 - 92804 PUTEAUX CEDEX - TEL.: (1) 47 28 28 28

هكذا من الاجل

EUROPE

RFA

Les fréquentations douteuses de l'ambassadeur à Varsovie

BONN

de notre correspondant

Il n'est pas courant qu'un ambassadeur demande sa mise à la retraite anticipée avec effet immédiat deux semaines avant une visite d'Etat importante. Les « raisons de santé » invoquées par le ministre allemand des Affaires étrangères pour justifier le départ de M. Franz Joachim Schoeller de Varsovie à la veille du voyage du chancelier Kohl n'avaient convaincu personne. A soixante-trois ans, cet ambassadeur faisait montre d'une vitalité étonnante et ne présentait aucun signe extérieur de fatigue en dépit du surcroît de travail occasionné par l'afflux des réfugiés est-allemands.

Le magazine *Der Spiegel* révèle cette semaine les vraies raisons de ce départ : M. Schoeller avait noué des relations d'affaires avec un marchand d'armes, Heinrich Knüffelmann, qui avait été impliqué en 1977 dans une affaire d'exportation illégale de technologie militaire vers la Tchécoslovaquie. M. Schoeller pensait arrondir sa future retraite (300 000 F par mois) en faisant bénéficier de ses relations à travers le monde la firme Inco Electronics Trading Limited, établie en Suisse, dont il est devenu actionnaire avec Heinrich Knüffelmann. Il avait ainsi servi d'intermédiaire entre un prince iranien de la famille des Pahlavi, Abounasr Azod, et des industriels brésiliens de l'armement à qui ce dernier voulait vendre des équipements électroniques militaires.

Exilé pour une duchesse

M. Hans Dietrich Genscher a fait une très grosse colère en prenant connaissance des activités annexes de son ambassadeur à Varsovie. La loi et les usages de la diplomatie ouest-allemande n'interdisent pas qu'un ambassadeur mette en contact des industriels entre eux, cela constitue même une partie de son travail. Mais cela doit se faire « dans l'intérêt de la République fédérale et en toute transparence », explique-t-on au ministère. Il ne restait plus à M. Schoeller qu'à boucler ses valises au plus vite pour laisser la place à M. Günter Knackstedt, un diplomate de choc arrivant de Santiago du Chili.

M. Schoeller comptait de nombreux amis à Paris, où il avait été en poste jusqu'en novembre 1987. Un peu trop même au goût de son administration centrale : son transfert du palais Beuhamais, prestigieuse résidence des chefs de mission ouest-allemands à Paris, vers les brumes de Varsovie n'était pas sans rapport avec le fait qu'on l'avait trop vu en compagnie d'une duchesse. La diplomatie de Bonn est l'héritière d'une tradition où le rigorisme prussien joue un rôle non négligeable. Les excursions de ce Rhénan affable dans la galanterie mondaine et le milieu bouc des marchands d'armes internationaux l'ont conduit vers une retraite qu'il avait eu le tort de vouloir trop décaler.

LUC ROSENZWEIG

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09

POLOGNE

Le PC va renoncer à ses attributs léninistes

Sur les traces de leurs camarades hongrois, les communistes polonais ont amorcé, lundi 6 novembre, au cours d'un plénum du comité central du POU (Parti ouvrier unifié polonais), le processus de transformation de leur parti en un parti de type social-démocrate.

M. Tadeusz Fiszbach, ancien premier secrétaire de Gdansk, élu député en juin grâce au soutien de Solidarité, a déclaré lors du plénum que le nouveau parti devrait se fonder sur « les acquis socio-culturels européens, tout en renonçant à la dictature du prolétariat et au centralisme démocratique ». Une autre personnalité réformatrice du POU, M. Aleksander Kwasniewski, a estimé que ce nouveau parti socialiste polonais devrait s'adapter aux nouvelles conditions du multipartisme.

Un document remis aux participants à la réunion, et qui doit servir de base à une discussion générale d'ici au congrès du POU, convo-

qué pour le 27 janvier, reconnaît la « faillite » du socialisme dans sa forme actuelle. « Le temps du POU est dépassé, ses forces se sont épuisées, tout comme ses possibilités de regagner la confiance de la société : le temps de fonder un nouveau parti est venu », poursuit le texte, qui se prononce pour « un authentique système parlementaire », « la liberté d'expression », « le respect des droits de l'homme », « l'économie de marché et le pluralisme politique ».

Les réformateurs déçus

Il existe actuellement en Pologne, selon les données officielles, treize partis, clubs ou organisations politiques recouvrant les tendances les plus diverses : tous peuvent prétendre participer aux élections législatives libres prévues théoriquement en 1993.

Le document fourni aux participants révèle par ailleurs que 23 % des membres du POU ont cessé

de payer leurs cotisations. Dans la seule province de Lublin, dans le sud-est de la Pologne, 63 % des adhérents n'ont pas versé leur cotisation depuis septembre. Les délégués au onzième congrès du POU seront directement élus par la base, un mode de sélection plus démocratique que pour les précédents congrès. C'est ainsi qu'avaient été élus les délégués au congrès du parti hongrois, le mois dernier.

Ce texte a cependant déçu les membres du comité central les plus réformateurs, qui l'ont trouvé trop superficiel, et moins audacieux que la lettre des députés du groupe parlementaire du POU, qui, il y a dix jours, avaient demandé la création d'un parti radicallement nouveau.

Commentant le plénum mardi matin, Zygmunt Wazowski, le grand quotidien de Varsovie, se demandait si « la gauche polonaise allait arriver à éviter la hongroisation », une allusion aux déboires du nouveau Parti socialiste hongrois qui ne parvient pas à recruter.

S. K.

EN BREF

URSS : échec des négociations avec les grévistes mineurs de Vorkouta. — Le ministre soviétique de l'Industrie charbonnière Mikhaïl Chichadov a échoué dans sa tentative de mettre fin à la grève des mineurs de Vorkouta et la situation reste tendue dans cette région de l'extrême nord de la Sibirie. A reporté mardi 7 novembre Radio Moscou. Les grévistes réclament la venue d'une commission gouvernementale à Vorkouta, où le mouvement de grève se poursuit dans neuf des treize mines, selon la radio. Une manifestation de masse des mineurs était prévue mardi à Vorkouta, coïncidant avec les célébrations officielles du sixième anniversaire de la révolution d'Octobre. Dimanche, le président Gorbatchev et le premier ministre Nikolai Rykov avaient lancé un appel aux mineurs de Vorkouta pour qu'ils reprennent le travail. — (AFP.)

RECTIFICATIF. — Le titre du livre-entretien de Jean Daniel et Louis Althusser, dont a rendu compte Bernard Féron dans *Le Monde* du 4 novembre est *Cette grande peur...* et non pas *Cette grande peur...*, comme une coquille l'a fait écrire.

CORÉE DU SUD : le président Roh Tae-woo en Europe. — Le président sud-coréen effectuera une visite officielle en Europe du 20 novembre au 2 décembre. M. Roh Tae-woo se rendra successivement à Bonn, du 20 au 22 novembre, à Budapest, du 22 au 24, à Londres, du 24 au 30, à Paris, du 30 novembre au 2 décembre. Entre-temps, il fera une visite privée en Suisse. C'est la première fois qu'un chef de l'Etat sud-coréen se rendra en Europe de l'Est. La Hongrie avait été le premier pays est-européen à reconnaître la Corée du Sud, le 1^{er} février dernier. — (AFP.)

L'analyse des résultats des législatives espagnoles

M. Gonzalez devrait sa victoire à un électeur de Murcie...

MADRID

de notre correspondant

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a obtenu la majorité absolue aux législatives du 29 octobre dernier avec une seule voix d'écart sur un total de vingt-neuf millions et demi ! Grâce à un électeur de la région de Murcie. C'est ce qui ressort des résultats dans cette province rendus officiellement publics, le lundi 6 novembre dans la soirée, par la *junta electoral*, l'organe judiciaire chargé de contrôler le scrutin.

Dans la nuit même des élections, le ministère de l'Intérieur avait annoncé le résultat à titre provisoire : avec 176 députés sur 350, les socialistes conservaient, à 1 siège près, la majorité absolue. Toutefois, il appartenait aux *juntas electorales* des différentes provinces de contrôler ensuite le décompte, bureau de vote par bureau de vote. Un processus compliqué, à la

mesure de la complexité du système électoral espagnol, une proportionnelle fortement corrigée connue sous le nom de « système d'Hondt ».

La province de Murcie apparaissait comme l'une des plus conflictuelles, vu le très faible écart séparant le PSOE de la Gauche unie (communiste) pour l'attribution du dernier des sièges en jeu dans cette circonscription. La décision de la *junta electoral* d'annuler, pour diverses irrégularités, les votes d'une quinzaine de bureaux a finalement contribué à la réduire à sa plus simple expression.

Tout porte à croire d'ailleurs que le « suspense » n'est pas terminé, les responsables de la Gauche unie ayant apparemment l'intention de déposer un recours devant la *junta electoral* elle-même, puis devant les tribunaux. Rarement majorité absolue aura autant tenu à un fil !

Th. M.

GRANDE-BRETAGNE : le procès contre un magazine satirique

« Private Eye » survivra

LONDRES

de notre correspondant

En 1981, Peter Sutcliffe était condamné à la détention perpétuelle pour avoir assassiné treize femmes dans des conditions particulièrement horribles. La presse populaire l'appelaient « l'éventreur du Yorkshire », racontait ses meurtres avec un luxe de détails et... s'efforçait d'obtenir l'exclusivité des confidences de son épouse Sonia. Celle-ci a-t-elle alors reçu de l'argent du *Daily Mail* ?

Le magazine satirique *Private Eye*, que l'on compare souvent au *Canard Enchaîné*, croyait pouvoir l'affirmer. M^{me} Sutcliffe le démentait, et se lançait dans un procès de longue haleine, qu'elle a finalement remporté, mais en obtenant des dommages et intérêts dix fois inférieurs à ceux qu'elle avait d'abord espérés.

Un préjudice difficile à estimer

En mai dernier les jurés lui avaient accordé 600 000 livres (6 millions de francs). *Private Eye* était incapable de rassembler cette somme et aurait certainement fait faillite s'il avait dû payer. En appel, M^{me} Sutcliffe s'est contentée lundi 6 novembre de 60 000 livres.

Les jurés avaient estimé en mai que M^{me} Sutcliffe, qui a

toujours ignoré les crimes de son mari, avait été gravement diffamée par les allégations de *Private Eye*. Ils avaient surtout voulu faire un exemple, mais la suite des événements avait laissé planer un doute. M^{me} Sutcliffe n'avait peut-être pas vendu l'exclusivité de ses confidences au *Daily Mail*, mais elle avait reçu indirectement de l'argent par l'intermédiaire du petit ami d'une journaliste de ce quotidien populaire...

Agée de trente-huit ans et menant une vie discrète, l'ex-M^{me} Sutcliffe n'était pas lundi au tribunal et a laissé parler son avocat. Elle a transigé à 60 000 livres parce que l'essentiel était pour elle d'en finir : elle va recevoir d'autre part 10 000 livres supplémentaires de *Private Eye* pour deux articles dans lesquels le magazine l'accusait, à tort, d'avoir cherché à fournir un alibi à son mari et d'avoir elle-même touché indûment une allocation de chômage.

Private Eye devra déboursar en tout au moins 300 000 livres, si l'on inclut les charges de ce procès hors normes, qui lui incombent entièrement. Le résultat est donc ambigu : le magazine satirique survivra, mais les jurés ne savent toujours pas quels sont les critères qui doivent les guider lorsqu'ils sont chargés de fixer les indemnités dans des affaires de diffamation.

DOMINIQUE DHOMBRES

VIENT DE PARAÎTRE



André Chastel

MYTHE ET CRISE DE LA RENAISSANCE

Une réédition attendue 400 pages, 258 ill., 250 FF

SIRA

Th. M.

PROCHE-ORIENT

LIBAN : le malaise au sein de la communauté maronite

Des négociations entre le général Aoun et le président Moawad ne sont pas exclues

Des milliers de jeunes — quinze à vingt mille — écoliers, étudiants et universitaires pour la plupart, ont encore manifesté lundi 6 novembre dans le « pays chrétien » pour dénoncer l'élection du président libanais, M. René Moawad, et apporter leur soutien au général Michel Aoun.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Dans les bus scolaires ou de l'Etat, ou au volant de centaines de voitures recouvertes de portraits du général chrétien, drapeau libanais flottant au vent, klaxons bloqués, ils ont sillonné Beyrouth-Est et ses banlieues, passant du patriarcat maronite à Bkerké au ministère de la Défense à Yarzé, à 25 kilomètres de là, la route du palais présidentiel de Baabda, où siège toujours le général Aoun, étant fermée par un blindé de la police militaire.

Pour la troisième journée consécutive, le « pays chrétien » était paralysé par une grève générale qui devait se poursuivre mardi avec l'organisation de nouvelles manifestations, dont l'une est prévue devant l'ambassade de France, dans la banlieue chrétienne. Déjà, lundi soir, une trentaine de jeunes gens ont scandé devant la chancellerie : « La France nous a abandonnés ! », « La France n'aime plus le peuple libanais ! ».

Cette jeunesse « en colère et en révolte contre la lâcheté générale face à l'occupation syrienne », comme l'affirme un proche du général, est aujourd'hui l'essence du soutien dont peut se prévaloir le général Aoun qui, retranché dans son palais en ruine, paraît totalement isolé tant sur le terrain international qu'au sein même de sa communauté.

Le choix

des Kataeb

Le départ, lundi à l'aube, du patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, consécutif aux humiliations dont il avait été l'objet dans la nuit par les partisans du général Aoun, a grandement accru le malaise au sein de la communauté maronite et compromis le rôle de médiation que certains souhaitaient voir jouer au patriarche entre le nouveau président et le général Aoun. Ce dernier n'a pas spécifiquement condamné cet acte, se contentant d'affirmer qu'il était dû « à la réaction spontanée de la foule » et que « si le patriarche a des convictions contraires à celle de son peuple, s'il y a des contradictions, il doit partir ». « Le prélat a choisi son exit », a encore affirmé le général Aoun.

En se réfugiant dans sa résidence d'été de Dimane, au nord du Liban, sous contrôle syrien, où il a immédiatement reçu M. René Moawad, le président du Parlement et tous les députés du camp chrétien, le patriarche a marqué un

coup, qui ne peut être qu'un désaveu supplémentaire de l'attitude du général.

Deuxième coup dur pour ce dernier, même s'il était attendu, celui du parti Kataeb, les phalanges, présidé par M. Georges Saadé, qui a appelé dans un communiqué « tous les Libanais à s'unir autour de M. Moawad pour pouvoir sauver le Liban ».

Si les Forces libanaises, la puissante milice du camp chrétien et une force politique fondamentale, n'ont toujours pas fait connaître officiellement leur position après l'élection de M. Moawad, on indique cependant de très bonnes sources que le nouveau président a eu plusieurs contacts avec M. Samir Geagea, son chef, et que si ce dernier, comme ce sera sûrement le cas, devait être sollicité pour entrer au gouvernement d'unité nationale, il accepterait. M. Geagea s'était opposé dimanche au cours d'une réunion avec le général Aoun à la proposition d'élargissement du gouvernement militaire en réponse à l'élection de M. Moawad.

Pour l'instant, le général Aoun garde le silence sur la tactique qu'il entend suivre, attendant, dit-on dans son entourage, de voir si des négociations avec M. Moawad sont possibles. C'est pour aborder d'éventuelles négociations dans une position plus forte que le général Aoun laisserait faire encore quelques jours.

Sur le plan international, les très nombreux messages de félicitations envoyés au président libanais sont là pour lui prouver que la communauté internationale s'oppose à l'exception de l'Irak qui reste muet — à choisir son camp et reconnaître la légitimité de l'élection de M. Moawad. Même Israël, discrètement sollicité par des intermédiaires du général Aoun, a souhaité lundi, par la voix de son coordinateur au Liban, M. Uri Labrati, que l'élection d'un président « constitue la première étape sur la voie longue et difficile pour parvenir à l'entente et à un Liban libre de ses décisions et de son action ».

La partie qui s'ouvre pour M. Moawad, qui pourrait venir dans les quarante-huit heures à installer à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane), se révèle particulièrement délicate. Nul toutefois ne paraît très pressé. Dans le camp chrétien, on espère toujours trouver un compromis qui éviterait la partition, car M. Moawad devra bien choisir un nouveau commandant en chef de l'armée, ce qui pourrait provoquer l'éclatement au sein des brigades jusqu'à présent fidèles au général Aoun et conduire à un affrontement armé que tout le monde veut éviter.

Les jours qui viennent vont en tout cas être cruciaux pour l'avenir du camp chrétien, qui n'a jamais sans doute été si divisé et attend dans l'angoisse de voir comment peut se résoudre le cas Aoun.

FRANÇOISE CHIPAUX

La grande colère contre le patriarche Mohamed Sfeir

BKERKE

de notre envoyée spéciale

« Bkerké est votre maison, celle de tous et celle du général. Nous sommes tous avec vous et nous saluons les services que le général a rendus à la cause libanaise. Mais n'oubliez pas que le patriarche est un patriarche, et le général un général. » Devant des milliers de jeunes criant leur colère à la porte du patriarcat maronite protégé lundi matin par une escouade de gardes, Mgr Roland Abou Jaoudé a bien du mal à se faire entendre.

« Le patriarche a fui comme un lâche rejoignant ses amis les Syriens. Notre patriarche a nous, c'est sa sainteté le général Michel Aoun », répondent en chœur les manifestants, qui affirment n'avoir cure de ce patriarche qui les a « vendus aux Syriens » pour s'être prononcé dimanche matin sur la nécessaire tenue de l'élection présidentielle.

Au-dessus de la foule, un hélicoptère de l'armée syrienne, filant aux côtés des chars, lance des bombes sur les églises du réseau de télévision contrôlé par le général Aoun.

A l'intérieur du bâtiment, les trucs de l'estaque de la veille sont partout. La terre et l'eau des pots de fleurs et plantes vertes renversés jonchent les tapis ; les tentures du grand salon sont arrachées,

des meubles cassés et des vitres brisées. Les manifestants, qui avaient pénétré en masse dans l'enceinte et y sont restés plusieurs heures sans que l'armée interviene, ont déchiré les portraits du patriarche pour accrocher à la place ceux du général Aoun.

Plus grave, Mgr Nasrallah Sfeir, serré de très près par la foule, a été contraint non seulement d'embrasser la photo du général, mais, après de multiples et violentes sollicitations, de déclarer au mégaphone : « Je suis contre l'élection de M. Moawad, je suis pour le général Aoun ».

« La dignité du patriarche a été bafouée », dit Mgr Abou Jaoudé qui affirme toutefois que celui-ci reviendra « quand il sentira que sa sécurité n'est plus menacée ». Ce n'était visiblement pas encore le cas lundi. C'est la première fois depuis le début de la guerre du Liban qu'un patriarche maronite est ainsi obligé de fuir le « pays chrétien ».

« Si le général a ainsi laissé faire de tels actes contre le patriarche, nous affirmerons lundi un homme politique chrétien, c'est sans doute pour montrer que lui n'est désormais intouchable ». Certes, mais cette affaire a profondément troublé la communauté chrétienne car au Liban, où tout est permis, il restait quand même des symboles que l'on ne pouvait toucher.

F. C.

PROCHE-ORIENT

JORDANIE : les premières élections législatives depuis vingt-deux ans

Une affaire Rushdie
(au féminin)

AMMAN

de notre envoyé spécial

Toutes proportions gardées, la Jordanie vient de vivre — au féminin — son affaire Rushdie. L'héroïne de cette nouvelle bataille d'islam est une journaliste de quarante ans, Toujan Fayal, dont le jolii sourire cache une assurance peu commune. Membre de la petite communauté chrétienne, — à peine 1 % de la population — elle, est de longue date une star du petit écran jordanien. Elle produit et présente avec conviction des programmes sociaux voués à certains sujets graves et controversés : le sort des femmes battues et des enfants maltraités, l'inégalité entre les deux sexes, la polygamie, le divorce.

Soucieuse de défendre plus activement ses idées « modernistes », cette épouse de médecin — et mère de trois enfants — s'est lancée dans l'aventure électorale. Elle est l'une des douze candidates en lice avec — entre autres — deux avocates, une poétesse, une dentiste et la seule conductrice de taxi du royaume. C'est tout juste pour les islamistes qui, par tous les moyens, s'efforcent à la décourager : menaces téléphoniques, visites à son domicile de deux « barbus » agressifs, démarches incisives auprès des autorités. Mais il en aurait fallu plus pour intimider cette battante.

La campagne de diffamation atteint son point d'orgue, lorsque deux dignitaires musulmans, dont le vice-maire des forces armées, saisissent le tribunal islamique. Prenant prétexte d'un article consacré aux droits de la femme qu'elle avait signé dans *Al-Far* — un grand quotidien jordanien — les plaignants accusent Toujan Fayal de « sacrilège » et d'« apostasie ». Ils lui font grief d'avoir « osé ridiculiser la parole du prophète, où celui-ci affirme que les femmes manquent d'esprit et de religion ». Pis : la réclamation de dissolution de son mariage, la confiscation de ses biens et l'interdiction de se marier, en exigeant l'impunité pour son assassin.

Bonne connaissance du Coran, le journaliste qui, à la différence de Rushdie, ne revendique pas le « droit au blasphème », rejette en bloc ces réquisitoires. « Ces attaques, nous dit-elle, sont purement politiques. D'un point de vue religieux, on ne peut rien me reprocher. Je ne veux pas quitter l'islam mais seulement le réformer. Mes adversaires n'ont d'ailleurs pas pu apporter la moindre preuve à l'appui de leurs dires. Ils tentent, à travers moi, de trapper les partisans d'un islam modéré et, plus généralement, les défenseurs des droits civiques. Je ne supporte pas le chantage. Je n'ai pas cédé. »

Le palais s'alarme

Toujours est-il que, en cette période d'effervescence politique, son éprouve a mis le royaume en émoi. L'arrogance coloniale des islamistes a suscité un sursaut d'indignation et un mouvement de solidarité en sa faveur. On lui manifeste soutien et sympathie par téléphone. La presse dénonce le « terrorisme » des fanatiques. Deux de ses concurrents électoraux, qui refusaient de lui adresser la parole, ont changé d'avis.

Des inconnus s'offrent à lui servir de gardes du corps. Et le palais s'est alarmé de son cas. Il y a une semaine, le roi a reçu une délégation d'universitaires et d'hommes de loi venus lui remettre une pétition favorable à la journaliste. A deux reprises, le souverain a solennellement mis en garde contre l'exploitation de la religion à des fins politiques. Avant avoir le vent tourner, les Frères musulmans prétendent maintenant, contre l'évidence, être étrangers à une affaire qu'ils semblent avoir manœuvrée en sous-main. Ils se sont d'ailleurs bien gardés de critiquer les plaignants. Le militant de base, que l'on rencontre dans les meetings électoraux islamistes, vous lance, dans un rictus, que Toujan Fayal est une « vicieuse ». Il n'empêche qu'elle a gagné. Car le tribunal islamique s'est finalement, le 2 novembre, déclaré incompétent. Juridiquement, l'épisode est donc clos. En Jordanie, par ces temps inédits, la chance sourit aux audacieuses... qui ont l'appui du roi.

J.-P. L.

IRAN

Des émeutes provoquées par la pénurie alimentaire auraient fait cinq morts à Téhéran

Selon le journal de Londres *The Independent*, cinq Iraniens au moins ont été tués au cours d'émeutes provoquées jeudi 2 novembre par la pénurie alimentaire qui sévit à Téhéran.

L'incident se serait produit au marché aux légumes de Mahdi, au sud de Téhéran, où des centaines de manifestants protestaient contre l'absence de produits alimentaires, demandant que soient châtés les pro-

fitiers du marché noir. Dépechés sur les lieux, les Gardiens de la révolution auraient réprimé brutalement la manifestation, procédant à cent cinquante arrestations. Ils auraient été suivis par M. Rafizadeh, le représentant personnel de M. Raisi-Estajani, qui aurait promis aux manifestants que leurs doléances seraient transmises au président de la République et que ce dernier prendrait des mesures rapides.

Le « printemps d'Amman »

Suite de la première page

Les candidats ont ouvert leur *d'wan* (salon) à leur clientèle ou lui ont donné audience sous une simple tente dressée devant leur domicile. La presse annonçait chaque jour des dizaines de réunions publiques, parfois contradictoires. Les incidents furent rarissimes et la police fort discrète. Le scrutin s'annonce massif et honnête.

Le fort taux de retrait (86 %) des cartes d'électeurs indispensables au vote et l'assiduité aux meetings reflètent le vif intérêt du public. Trop longtemps muets et frustrés, les Jordaniens expriment une profonde aspiration au changement, un puissant désir d'influer enfin sur leur destin. Ils ont tout simplement soif de démocratie et le disent.

Deux événements biteront ce renouveau : la rupture des liens avec la Cisjordanie (31 juillet 1988), et les émeutes de la vic chère (18-22 avril 1989). Le « repli légal » à l'est du Jourdain marque un tournant dans l'histoire de la monarchie. Il clarifie les relations avec l'OLP et ranime l'identité nationale. Juridiquement « jordanisé », le royaume se retrouve face à lui-même, et le souverain confronté en priorité à ses problèmes intérieurs.

La dissolution de l'Assemblée nationale, qui depuis 1950 représentait les deux rives du Jourdain, n'a pas suffi à susciter la renaissance parlementaire, mais elle l'a rendue possible. Pour la première fois depuis 1947, tous les députés seront citoyens jordanien.

Les « tristes événements » d'avril — comme on dit ici — firent le reste. Ces graves turbulences (huit morts, une centaine de blessés) révélèrent au monarque que la colère grondait au cœur de son royaume, dans ses fiefs bédouins les plus fidèles, attisée par une cure d'austérité d'autant plus mal subie que le pays vivait depuis longtemps au-dessus de ses moyens. Hussein découvrit qu'une nouvelle génération avide de liberté mimait dangereusement les gestes de l'intifada toute proche.

La révolte de la jeunesse mettait en lumière le décalage entre une société urbaine, éduquée, dotée d'une économie sophistiquée, et un système politique archaïque, devenu le principal obstacle à la modernisation du pays. En « survivant » à guerres, Hussein comprit qu'il lui fallait, pour consolider son trône, injecter des doses de démocratie dans les arrières du royaume. D'où la libéralisation en cours.

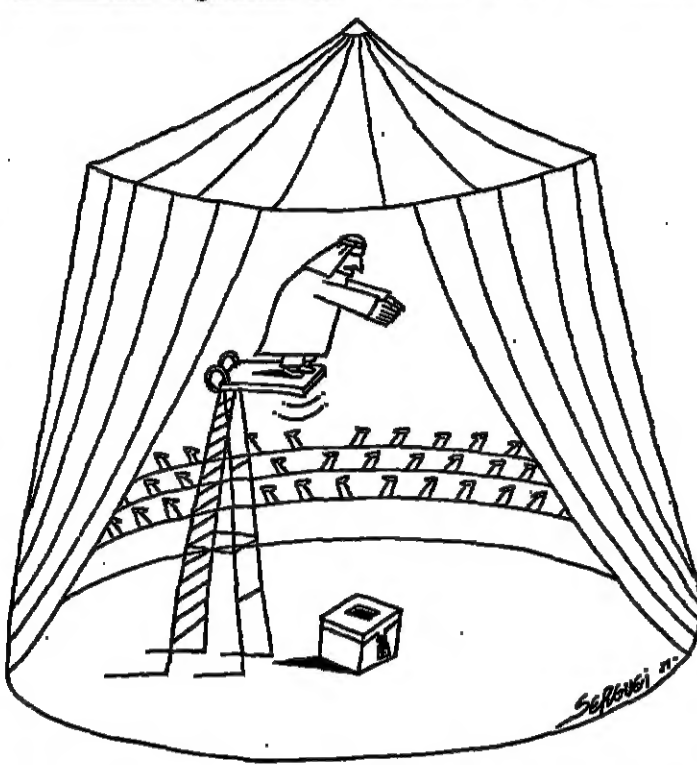
Mais celle-ci est entrée dans les faits et dans les têtes plus vite que dans les textes. Les mouvements politiques, bannis en 1957 — et dès 1953 pour le Parti communiste — le demeurent. Le pouvoir n'a pas modifié la loi électorale de 1986 qui réaffirme

cette interdiction. Il ferme seulement les yeux sur elle. Si des candidats de tous bords sont entrés en lice, ils n'ont pu le faire qu'à titre individuel, aggravant ainsi la fragmentation politique.

Parallèlement, les mesures d'urgence, qui datent de 1935, et la loi maritale de 1967 restent en vigueur. Leur abolition est un des thèmes de la campagne. Le roi sera vite amené, s'agissant des partis politiques, à faire coïncider la loi et la réalité.

La puissance des Frères musulmans

Seuls les Frères musulmans, tenus contre l'évidence pour une simple association de bienfaisance, furent épargnés par le roi. Ils doivent en partie leur force actuelle à ce traitement de faveur. La confrérie, il est vrai, sut manifester sa gratitude. Les



Frères furent notamment, dans les années 50, les meilleurs alliés du trône face aux menées de la gauche anti-monarchique. Leur expérience et leur discipline sont sans pareilles en Jordanie. Ils ont d'autres atouts : le mode de scrutin — uninominal à un tour — qui les favorise ; l'argent qu'ils reçoivent, sous forme de donations privées, des pays du Golfe ; le multiple langage qu'ils tiennent : ici respectable et modéré, là radical et démagogique ; et, bien sûr, le conformisme social et religieux, qui met l'islam et ses chants à l'abri de tout reproche.

Leur modèle de société n'a rien à envier à celui des mollahs de Téhéran, à la différence — fondamentale — qu'ils ne prônent pas la République islamique et affirment préférer la per-

suasion à la violence. Leur programme électoral, souvent simpliste, se résume en deux formules : la *charia* à l'intérieur, le *jihad* à l'extérieur. La dette ? Il faut cesser de la rembourser. Le chômage ? Que les femmes restent au foyer ! Les inégalités sociales ? Réduisons-les par la *zakat*, l'aumône légale. La dépravation des mœurs ? Il convient d'interdire l'alcool, la danse, les « chansons molles et mauvaises ». A tous les maux, « l'islam est la solution ».

La Palestine et l'intifada alimentent les plus nombreux slogans de cette campagne. Dans un pays où près d'un habitant sur deux est d'origine palestinienne, chacun puise dans ce vivier électoral. Les islamistes ne font pas exception. Sur les vingt-six candidats des Frères, dix sont Palestiniens. La confrérie, qui veut monopoliser l'islam populaire, avait rassemblé vendredi près de dix mille personnes dans un quartier pauvre d'Amman.

La foule reprenait, avec une ardeur disciplinée, les slogans hostiles à l'« ennemi sioniste » : « L'armée de Mahomet est de retour pour libérer toute la Palestine arabe ». « Attention,

en haut d'un escalier, à l'extérieur de la salle de réunion.

Les islamistes clament déjà victoire. « Le peuple a choisi. Nous sommes les plus forts. » Les services de renseignement leur prédissent une douzaine de députés (sur 80). Une chose est sûre : les Frères seront le premier groupe d'opposition au sein du Parlement. Respectueux du roi — en tant que descendant du Prophète — attachés à la stabilité des institutions, conscients de la répulsion qu'ils suscitent chez beaucoup de Jordaniens (voir encadré), ils ne représentent sans doute pas un danger sérieux pour le régime.

Mais ils sont un sujet d'inquiétude pour un pays à l'islam modéré, et qui — chose rare dans le monde arabe — protège les droits de ses minorités au point de les privilégier. Ainsi attribue-t-on aux chrétiens — 4 % de la population — neuf sièges au Parlement, soit 11 % des mandats. Frère du roi, le prince héritier Hassan s'alarme des pratiques de « ces messieurs barbus ». « On ne peut accepter, nous dit-il, que la religion soit politisée et que des enfants soient enrôlés à cette fin. »

Une gauche divisée

Le poids des islamistes sera d'autant plus grand qu'ils affronteront une gauche divisée. Celle-ci présente une cinquantaine de candidats sur le thème : « Participation et changement » : communistes, nationalistes arabes, membres ou sympathisants du FPLP de Georges Habbache, militants du PDPJ, branche jordanienne du FDLP de Nayef Hawatmeh. Certains d'entre eux étaient encore détenus ou clandestins il y a peu.

Vieux lutteur, quatorze fois emprisonné — douze ans au total — le secrétaire général du Parti communiste, Yacoub Zeyadine, rend le pouvoir responsable des désunions de la gauche. « Le scrutin, observe-t-il, a été trop vite organisé. Nous n'avons pas eu le temps de former un front commun. »

Restent les mille inconnues de l'après-élection. Quels seront les vrais pouvoirs du nouveau Parlement ? Le roi le laissera-t-il remplir son rôle ? Autorisera-t-il rapidement les partis politiques ? Résistera-t-il à la tentation de manipuler la future majorité d'élus qui lui seront tout acquis ? Jusqu'où ira la libéralisation du régime ? Les Jordaniens attendent beaucoup, sans doute trop, de leur prochaine Assemblée. La Jordanie, elle, se cherche une nouvelle identité, quelque part entre la monarchie constitutionnelle et le despotisme éclairé.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

RECTIFICATIF. — Dans le récent article sur la situation à Beit-Sakour (Cisjordanie : « L'armée lève le blocus de Beit-Sakour », *Le Monde* du 2 novembre), il fallait lire à la première ligne : « Plus embarrassé que triomphant, le gouvernement... » et non pas : « Plus embarrassé que réaliste... »

POURQUOI ATERRIR LE DERNIER A NEW YORK QUAND ON PEUT ÊTRE LE PREMIER A DÉTROIT ? PARIS-DÉTROIT NON STOP.

Maintenant que vous connaissez New York et ses files d'attente, pourquoi ne pas goûter à la simplicité ? Détroit, que Northwest Airlines relie à Paris par un vol direct, c'est le bonheur d'un aéroport international peu encombré, des formalités de douane et d'immigration facilitées et l'avantage du réseau Northwest Airlines, soit la liaison de 200 villes américaines.

Pour tout renseignement, contactez votre agence de voyage ou appelez-nous au (1) 42 66 90 00.

L'ESPRIT DE CONQUÊTE NORTHWEST AIRLINES

هكذا من الاصل

Les
instants
les
plus
épicés
ne
sont
pas
les
plus
chers

**VOL ALLER RETOUR
A PARTIR DE**

1 160 F

66, BD SAINT-MICHEL
42 73 10 64 - 36 15 NF

NOUVELLES FRONTIÈRES

Dans la perspective de l'élection présidentielle du 15 novembre, le Parti des travailleurs et son candidat Lula bénéficient de l'aura acquise par Luiza Erundina, le premier magistrat de la grande métropole.

de notre envoyé spécial

cartons de chaussures et de lingerie, leurs barbecues improvisés, leurs gris-gris. La presse de droite multiplia les photos de cette invasion, pour montrer que, avec le PT, c'était l'anarchie qui s'installait.

La nouvelle municipalité ne pouvait pas résoudre le problème par la force — elle considère les camelots non comme des délinquants, mais comme des travailleurs, — elle choisit donc le dialogue, mais celui-ci prit du temps, car il y avait plusieurs problèmes à régler occupés le reste des journaux. Il n'était pas anecdotique. La vente ambulante est un des nombreux masques du sous-emploi, qui fleurit en Amérique latine. Le prédécesseur de Luiz Erundina, Janio Quadros, un démagogue de droite, traitait ce problème comme s'il s'agissait d'une pollution. *«La grande ville est devenue clandestine dans leur propre cité»* — dit l'actuel maire adjoint, Luiz Eduardo Greenhalgh.

Partisan de restituer leur « fonction sociale » à ces déclassés, le PT utilise une méthode dont il dit qu'elle serait la sienne s'il gouvernait le pays. Aldaiza Spasati, secrétaire municipale chargée du dossier, explique comment elle a procédé : « Nous avons d'abord recensé les ambulants : il y en avait environ 9 000. Plusieurs réunions ont eu lieu en présence du maire, de son cabinet. Nous avons aussi organisé des débats avec des intellectuels sur ce sujet. Il a été décidé que le nombre des ambulants serait réduit - environ 3 500 ont été régularisés - en deux tiers des places

Dès son installation à la mairie, ses détracteurs crurent triompher : des milliers de vendeurs ambulants envahirent le centre de Sao-Paulo. Réprimés sous la municipalité précédente, ils crurent qu'avec Luiza Erundina la ville leur appartenait. Au ras des trottoirs, ils organisèrent un beau capharnaüm, avec leurs

Certes, les clandestins continuent d'exister, ceux qu'en argot brésilien on appelle les *síris*, les « crabes » qui se faufilent avec leur sac à dos et

leurs caisses de carton. Mais la pagaille a cessé, les piétons peuvent de nouveau circuler, et le sujet a disparu des journaux.

D'autres thèmes ont pris le relais, pour faire campagne contre le PT. En mars dernier, les syndicats ont organisé une grève générale de quarante-huit heures. Les employés des bus municipaux de São-Paulo ont suivi le mouvement. Luiz Eduardo de Almeida, un conseiller politique « à la mode », a écrit les jours châtés de leur feuille de paye. « Le masque est tombé ! », a écrit dans un éditorial le quotidien conservateur *O Estado de São-Paulo*, qui accusait le maire de trahir son mandat au profit de ses engagements partisans. Luiz Eduardo a écrit dans le même journal, quelques semaines plus tard, des relations avec un sourire de missionnaire : « Jamais je ne réprimerais une grève », dit-elle.

Pendant ses trois ans de gestion, Janio Quadros avait cultivé les apparences : il faisait le toilettage des quartiers du centre, et pour les besoins de la cause, il multipliait des amendes aux automobilistes en infraction. « Certaines avenues des beaux quartiers étaient balayées dix-sept fois par jour, dit Janio Erundino, alors que celles de la zone pauvre étaient balayées une fois ».

Janio Quadros avait entrepris de gigantesques travaux de voirie, destinés à faciliter la circulation automobile individuelle, alors que les crédits manquaient pour les transports collectifs, les écoles, les hôpitaux publics. Huit mois avant d'être quitté son poste, il avait cessé de payer les entreprises chargées des chantiers. D'où, pour Luiz Erundino, une ardoise impressionnante : à la fin de son mandat, des dizaines de dollars ravailleraient court terme.

« Ma première tâche, en arrivant à la mairie, a été d'éviter le colapsus des services publics », explique-t-elle. Ensuite, elle s'est ingéniée à « inverser les priorités » : elle a consacré ses efforts et ses finances aux écoles, aux transports en commun, aux dispensaires.

« Pour la première fois, dit un jour-

naliste de la *Folha de São Paulo*, la viande a fait son apparition dans les cantines scolaires. » A un maire répressif, autoritaire, fermé, a succédé une équipe qui privilégie le débat avec les usagers.

Aujourd'hui, les porteurs de pancartes viennent deux ou trois fois par semaine crier leurs slogans devant les bâtiments municipaux. Des douze secrétaires qui forment le cabinet du maire, cinq sont des femmes, ce qui ne s'était jamais vu. Parmi eux, un pédagogue de renommée mondiale, Paulo Freire, et des universitaires réputés, tels que l'économiste Paulo Singer et la sociologue Marilene Chatri.

Le FT n'est pas un parti facile, il est même très pesant. Ça pèse, ça pèse le poids des transports, le poids de la traversée, le poids qui est contre », dit Luiz Erundina. Le programme municipal des péistes prévoyait l'étalement des transports collectifs et le blocage de leurs tarifs. Il s'est vite révélé irréalisable : comment geler les prix dans un pays en surinflation ? Quant à exproprier les compagnies privées, c'était tentant, car elles possèdent 70 % des autobus de la ville. « Mais nous n'aurions fait qu'hériter de leurs dettes », dit-on à la mairie. Aussi l'idée s'en est-elle imposée, on municipaliserait le service, non la propriété : contrôler la qualité des transports, tout en assurant aux habitants des tarifs imbattables.

Le PT est aussi un parti moralisateur, qui dénonce la corruption de l'Etat et de l'administration. Sois-sousci, à Sao-Paulo, a été de supprimer les pots-de-vin, d'introduire « la transparence dans les appels d'offres » : certaines adjudications se font en présence de la presse. Mais il faut croire que les vieilles habitudes sont difficiles à extirper, car une affaire de bacheich a secoué ces jours derniers la municipalité.

L'accusation est partie du candidat de l'extrême droite à l'élection présidentielle, Ronaldo Caiado : une entreprise aurait versé des fonds à la campagne de Lula, après avoir obtenu de la mairie un chantier immobilier important. L'enquête de la police n'a pas établi, pour l'instant, la véracité de cette accusation. Mais le maire adjoint, Luis Eduardo Greenhalg, a dû reconnaître qu'une offre avait été faite ; il affirme l'avoir refusé, proposant à la place le financement d'une crèche municipale.

La droite a orchestré l'affaire, pour tenter, par ricochet, de nuire à Lula. Luiz Erundino s'est trouvée en porte-à-faux, car elle ignorait tout de la tentative de concussion. Elle en a fait le reproche à son adjoint, qui a dû abandonner ses responsabilités le mercredi 1er novembre, tout en gardant le poste auquel il a été élu. C'est la direction régionale du PT qui a demandé cette démission, pour couper court à la campagne de nuire.

Luiz Eduardo Greenhalgh est un avocat proche de l'Eglise : il a défendu de nombreux prisonniers politiques sous le régime militaire, et a manifesté le même courage et le même dévouement en faveur des victimes de la violence politique par les grands propriétaires terriens. Avant que l'affaire n'éclate, il expliquait pourquoi le PT, à l'épreuve du pouvoir, était obligé de changer : *« Nous sommes socialistes, désolés, mais nous sommes aussi capitalistes, en pleine crise économique, ce qui modère nos états et nous force au pragmatisme. Nous voulons traverser les priorités, mais nous voulons aussi être les administrateurs responsables de la vie, pas seulement des couches populaires. Nous espérons prouver que nous sommes meilleurs, dans ce domaine, que les conservateurs. »*

Une utopie ? Pas forcément. Luiza Erandina vient en tout cas de prouver qu'elle savait crever les abats à temps.

CHARLES VANHECKE

Voyages
en
Littérature

HACHETTE
Classiques
Le Monde
 **Europe 1**

LES GAGNANTS

DU 501^e AU 1000^e PRIX

(Suite)

● ASTIER Claude - 13320 Bouv-Ber-Air ● AUGER Jeanne - 27000 Erreux ● AUGERAUD Christine - 69000 Lyon ● AUBERTIN Marie-Claire - 83000 Tignes ● PROVENCE ● AVENTIN René - 34430 St-Jean-de-Védas ● AVIGNON Edmond - 09000 Foix ● BACHELET Christian - 78360 Montesson ● BADOUR Marie-Claire - 64000 Pau ● BALANDRARD Jean - 69007 La Croix-Rouge ● BAILLY Brigitte - 11130 La Verrerie ● BANIS Claude - 27100 Nogent-sur-Seine ● BARATHI Jack - 29200 Brest ● BARGETON Rose - 11000 Carcassonne ● BARONI Marcel - 82500 Rueil-Malmaison ● BARONI Guy - 30114 Nèges-et-Solargues ● BARRAUD André - 73290 Longchaume ● BARRAULT Jean-Philippe - 13000 Marseille ● BASSET Jean-Pierre - Villeneuve-sur-Mer ● BASTIN Michèle - 69003 Lyon ● BAUDE Elisabeth - 78020 Paris ● BAUELLE MICHELS Sarah - 59650 Villeneuve-d'Ascq ● BAUDOT Marie-Françoise - 75109 Paris ● BAUER Jean-Luc - 44680 Ernée ● BATYNAF Fabienne - 46300 Orléans ● BAZAN Jacques - 57000 Metz ● BAZIN Jean-Claude - 68120 Plazat ● BENARD Marie-Ange - 49300 Cholet ● BER A Armelle - 75012 Paris ● BERGES Jean - 62240 Neuquyourx ● BERNIER Catherine - 44000 Nantes ● BESNARD Jean-Pierre - 92170 Vanves ● BÉZARD Alain - 41120 Le Montil ● BINSEAU Jacques - 85000 La-Roche-sur-Yon ● BINNET Janine - 75006 Paris ● BINET Patricia 39180 Crottes ● BLOQUEAU Marie-Claire - 62400 Arras ● BOCHARD Roger - 44000 Nantes ● BOUCHOUX Jean-Patrice - 13400 Arles-Gauthier ● BOUCHOUX Jean-Patrice - 13400 Arles-Gauthier ● BOUDET 13400 Aubagne ● BODARD Ruth - 75015 Paris ● BOULLIAT Jacques - 75015 Paris ● BOULLIAT Roger - 75018 Paris ● BOULET Emmanuelle - 54500 Nancy ● BOULGUEUX Jeanne - 69370 Dornay-sur-M.-d'O. ● BOURGIGNON 69370 Dornay-sur-M.-d'O. ● BOURGIGNON 69370 Dornay-sur-M.-d'O. ● BOURQUIN Caroline - 37210 Rochecorbon ● BOURREL Jean-Pierre - 36700 Rennes ● BOSSER Bernard - 82800 Négrepalais ● BOYER Pierre - 13000 Marseille ● BRADAMANTE Fabienne - 13009 Marseille ● BREMONT Alain - 93160 Noisy-le-Grand ● BRETON Claude - 77100 Nanterre/les-Méaulx ● BRIERE Jean-Pierre - 41000 Blois ● BROSET Chantal - 77185 Lognes ● BROSETTE Claude - 75300 Courcelles-Chussy ● BRUNE Jean - 31200 Toulouse ● BUTIN Eric - 92280 Montrouge ● BUTIN Madeleine - 92290 Courcouronnes ● CANITROT Geneviève - 93220 Gagny ● FRIGENT ● CANITROT Geneviève - 93220 Gagny

● CARRIE Michel - 75019 Paris ● CARTERET Véronique - 76017 Paris ● CATHÉLIN Jean-François - 25310 Blamont ● CAUSSEAU Luc - 44690 St-Fiacre-sur-Maine ● CHAROLS Colette - 84000 Avignon ● CHAUD Hélène - 69002 Lyon ● CHAZAL DE MAURIAC Lucienne - 75016 Paris ● CHEBBAT Danièle - 91210 Dordan ● CHENET Jean-François - 41210 Amboise ● CHENET Christophe - 41000 Tours ● CLEASSENS Émilienne - 59470 Anzin ● CLAUDON Michel - 54000 Nancy ● CLAUSE Gisèle - 44114 Pornichet ● CLERET Michel - 33110 La Boucaut ● CLEYET Leon - 59000 Fourchambault ● COCHÉ Joël - 56520 Guéhen - 56001 Aiguillon ● COGNET Jean-Claude - 91700 Evry ● COQUET Claude - 46000 Cahors ● CONTE Suzanne - 31300 Toulouse ● CONTE Gérard - 40060 Baccarosse ● CORBIER Robert - 69002 Lyon ● CORNU René - 13009 Marseille ● CORVELLEC Michel - 13004 Marseille ● COSTE Marie-Thérèse - 63500 Vichy ● COSTEALCANTO Jean - 32970 Villeneuve ● COTTE Jean - 29124 Landerneau ● COUPURE Alexandre - 75005 Paris ● COURDESSES Véronique - 31076 Toulouse ● CROM Jocelyne - 29248 Plouezet-Moyenn ● CYROT Jennine - 75016 Paris ● DAHAN Alain - 75016 Paris ● DALLIERE Jean - 75016 Paris ● DARRAGON Marc-Aurèle - 19230 Pompadour ● DALRIAC Michel - 47250 Castelemon ● DE CAGNY Michel - 75017 Paris ● DE FAÏLLY René - 75015 Paris ● DE MONTNEYARD Guy 83780 La Seyne ● DE ALLENTE Francis - 75001 Paris ● DEAUJONGUE Jean - 86000 Poitiers ● DEBUTY Alain - 33500 Langon ● DECHONNE J.-Michel - 13300 Salon-de-Provence ● DECONDE LAMBIN Jean - 02500 Hilaire ● DEFAUX Christiane - 95210 St-Gratien ● DEFAUX Marc - 59300 Valenciennes ● DEFAUX Marie - 86000 Poitiers ● DEFRAYE Agnès - 42100 Saint-Etienne ● DELAGE CALVET Agnès - 48000 Cahors ● DELORY Alain - 41230 Lassy-sur-Croisne ● DELRIVE Fabienne - 59100 Roubaix ● DEMETTER Jean-Luc - 66000 Anglet ● DENISSET Jean-Claude - 13009 Marseille ● DERBIER Jean-Claude - 13009 Marseille ● DESERDIER Elisabeth - 69100 Villeurbanne ● DESCAMPS Maurice - 75016 Paris ● DESCAVES Anne-Marie - 38100 Grenoble ● DESCHAMPS Antoine - 13117 Laverset ● DEVAU Madeline - 13600 Aix-en-Provence ● JEAN-Claude - 29000 Quimper ● DECOURT Pascal - 90600 Grandvillars ● DONABEDIOT Rose - 69003 Lyon ● DORMY Bernard - 75014 Paris ● DROUET Jean-Claude - 13009 Marseille-sur-Orpe ● DROUOT Monique - 02320 Vaudenot ● DUBOIS Monique - 56000 Vannes ● DUBOIS GUILLIO Monique - 56000 Vannes ● DUFFAURE Marie-Paule - 75017 Paris ● DUFOUR Bernard - 93250 Villeneuve ● DUFOUR Jacqueline - 93250 Villeneuve ● DUFOUR Constant - 56220 Lorient ● DUFOUR Jacqueline - 56220 Lorient ● DUFOUR Jacqueline - 56220 Lorient

Midiard-en-Isère - DUMONT Yvette - 75020 Paris
• DIMONTELL François - 30100 Alès • DUPIN Olivier - 89000 Grangeville • DUPLUY Philippe - 78100 St Germain-en-Laye • DUPOUSET Gabrielle - 42100 St-Etienne • DUPUIS Francis - 75650 Moissy-Cramayel • DURAN Monique - 38890 St-Gilles • DURAND Jean-Pierre - 70110 Villerupt • DURANT Bernard • Mesquer • DUVERNOY Monique - 83110 Rosny-sous-Bois • ECHARD Marie-Armelle - 78100 St-Germain-en-Laye • FABRE Christiane - 27100 Verneuil-en-Avre • FABIY Roland - 62000 Hougouville-Sienne • FASCHA Micheline - 75019 Paris • FANTINI Liliane - 57200 Sarreguemines • FARDEAU Jacques • FAVRÉ Rognegnet • FAVIER Michèle - 75015 Paris • FAVRI Daniel - 10300 Sainte-Vierge • FELSCH Fabienne - 58200 Remiremont • FELTIN Jean-Marie - 44700 Orvault • FERREIRA José - 08000 Charleville-Mézières • FERRERIE Jean - 15600 Saint-Florent-lez-Albi • FERRY 85000 La Roche-sur-Yon • FONTAINE Luc • FORT Clixès • FOUSILLER LASSEUR Pierre - 33200 Bordeaux • CAUDARAN • GAGA Gundogda - 75000 Hôpitalden • GAGNEPAIN Madeleine - 21180 Couchey • GAUPAIN France - 94200 Ivry • GALLAIS Alain - 92500 Nanterre • GALLI Micheline - 08000 Charleville-Mézières • GAMON Arlette - 13100 Aix-en-Provence • GANGLOFF Bernard - 67200 Mittelhausbergen • GANZIN Francis - 67000 Strasbourg • GARDAIS Jean-Yves - 41190 Chambon-sur-Loire • GARNIER Michel - 40100 Noyers-sur-Cher • GAUTHIE Arto - 33300 Bordeaux • GAUTIER Jean-Paul • GAUTHIER Marie - GAURDAN Frédéric - 64140 Jaurès • GAUTHIER Monique - 71100 Chalon-sur-Saône • GAYVING Gatien - 44690 Chêneau-Thibaud • GAZZONE Anne - 13100 Aix-en-Provence • GEORGI Guillemette - 62217 Achicourt • GEORGE Genevieve • GIBERT Louis • GERAUD Françoise - 75005 Paris • GIEBEL Patrick - 76210 Gruchet-le-Valasse • GIGOULET Alain - 75020 Paris • GLUDIN Yvonne - 38190 Froges • GLENNON Robert - 75008 Paris • GLOBELOT Elisabeth - 75017 Paris • GIVELLET Jacqueline - 08510 Le Broc • GODLEWSKI François - 78280 Nogent-sur-Oise • GORET Jocelyne - 21800 Chevigny-St-Martin • GOSSELLET Jean-Pierre • GOSNARD Bernard - 41390 Vieille • GOURVES Henriette - 29210 Morlaix • GOUSSEAU Pierre - 17200 Royan • GOUZEN Jean-Pierre • GRALL Marie-Cécile • GCOZN Joseph - 54400 Nancy-Sur-Seine • GRASSO Jean-Pierre - 47010 Miedermaden • GRALLY Marie-Claude - 29217 La Conquet • GRECO Maucettine - 77181 Courtry • GRESSET-Florencia - 25300 Pontarlier • GRISAUD

75005 Paris • **GRUSON** Ginette • **75016 Paris** •
• GUENOT Laurent - 54880 Errouville • GÜERING
Patrick - 79220 Champdeniers • GUGION Marine
92200, Neuilly-sur-Seine • GUILLEMETO Armand
91610 Janville-sur-Juine • GUILLOTTEAU Myriamne
79410 St-Rémy-pair-Echiré • GUIMONT Marie-
Thérèse • 75140 La Maxe • GUITIER Laurence
14000 • GUTTIN Pierre • 91160 Ballancourt
• GULDEMAN • GUZON • GUZON • GUZON •
Fernande - 10000 Troyes • HACHE Françoise • 75016
Paris • HACHE Marcel - 62640 Montigny-en-Gohelle
• HAMPMANN Bruno - 75018 Paris • HELMANN
Hélène - 92700 Colombes • HEITZ Denis - 39230 Ste
Nôres • HELME Guichon Agnès - 78000 Versailles
• HENINGER Michel - 75015 Paris • HENNEQUOT
Jean-Pierre • 91000 Evry-Courcouronnes •
Jussart • HENRY Bernard - 10000 Troyes
• HERAULT Michel - 91000 Rains • HERVE Mon-
ique - 35000 Rennes • HERVOU Alain - 98000
Monaco • HOCHÉDÉ Daniel - 75011 Paris • HU-
TEAU Madeleine - 45140 Châteaufort-sur-Loue • IT-
• JACQ 94120 Saint-Martin-de-la-Garde • JACQUES
François - 33450 Pons • JANIN Camille - 59000
Dijon • JANIN Emile - 10000 Troyes • JANINI
Claude - 75012 Paris • JARS Lucette - 33006 Me-
saillé • JAVIOT Evelynne - 73750 Le Méz-sur-Oisans
• JEANJEAN Alexia - 75007 Paris • JEANRO-
BERT Jean-François - 83000 Tignes • JESSERAND
en-Provence • JOFFE Annick - 49000
• JOLY Michel - 91300 Massy • JOSSIER Marie
89740 Cruz-le-Châtel • JUPEL Henri - 68100 Por-
gnan • JUSSERAND-DUT Jacquesline - 83000 Clermont-
Ferrand • KAMPHMAN Marie - 75018 Paris • KAS-
PER • KERFOU Ghany - 79190 Varredoux • KEROU-
Jean-Luc 88240 Smarves • KERREST Rozenn
95600 Eaubonne • KIEFFER Robert - 57330 Car-
coulacettes-Chaussey • KONTOIMCHOS Monique
• KRUM-SMIL Abbé Jeanne - 33009 Marignac
• LAFFITE Jean-Pierre • LAFON Jean - 33730 Villan-
draut • LAINDRE Pierre - 75018 Paris • LAMAIND
Louis - 75170 La Grange-St-Cloud • LANCKESEN
95050 • LANGELLE Catherine • LANDAUD Claude
Ginette • 63540 Remoufres • LANDAU Charles
63000 Clermont-Ferrand • LANGE Claude - 94110
Fontbonne • LANGLOIS Irène - 76450 Camy-Basville
• LANGLOIS Eric - 92170 Vanves • LASSEUR Chris-
tiane - 75018 Paris • LATAILLAD Nathalie - 69008
Lyon • LAURENT • LAURENT • LAURENT •
LAUBINE Jean - 92500 Rosel-Malmaison • LAUGA
Sébastien - 64300 Ouzest • LAVICKA Claudie - 64140
Jarville • LAVIROTTÉ Genevieve - 29200 Brest •
• LAVORE Marie-France - 74000 Annecy.

DIPLOMATIE

Le budget des affaires étrangères en augmentation

Restaurer l'outil diplomatique

Le budget du ministère des affaires étrangères (11,858 milliards de francs), qui devait être présenté mardi à l'Assemblée nationale, augmente de 9,5 % (6,4 % si l'on tient compte de divers correctifs) par rapport à celui de l'année dernière, soit plus que le budget de l'Etat (5,3 %).

Enfin un budget des affaires étrangères qui commence à prendre en compte les besoins de ce ministère. On avait touché, voire franchi, ces dernières années, la limite de ce que le Quai d'Orsay pouvait consentir à la rigueur sans porter préjudice à l'outil diplomatique lui-même. La grève et la

grève des agents du ministère, de même que l'indigence de l'indemnité par rapport aux ambitions diplomatiques de la France, apparaissent clairement au cours de l'année écoulée, auront contribué à stopper le mouvement de dégradation.

Certes, on est encore loin du compte. On convient, par exemple, au Quai d'Orsay, que l'accent mis sur la politique en direction des pays de l'Est ne se traduit pas encore par un renforcement suffisant des missions diplomatiques dans ces pays. Mais, fait-on valoir, on part de très bas, d'ambassades qui, pendant de longues années de mise au sommeil de la politique à l'Est, se sont étoilées.

L'effort sur cette région du monde se traduit essentiellement

par une enveloppe supplémentaire de 20 millions de francs (+ 21 %) pour des actions de coopération culturelle et technique; l'augmentation est de 30 % pour la Pologne. A cela s'ajoutent les sommes affectées aux centres culturels existants ou en construction: celui de Budapest devrait pouvoir s'ouvrir en 1991; les travaux vont pouvoir commencer à Moscou où un bâtiment est prévu.

Autre action prioritaire de ce budget: l'aide publique au développement, dont le ministère des affaires étrangères gère 11 % du total. Un crédit supplémentaire de 171 millions de francs est affecté à différentes opérations, notamment à la création d'un observatoire du Sahara et au doublement des fonds consacrés à la coopération avec les pays de l'Asie du Sud-Est.

Les contributions volontaires de la France aux organismes internationaux d'aide au développement augmentent de 50 millions de francs, ce qui est encore trop peu, estime-t-on au ministère; cela ne fait que maintenir la France au onzième rang des pays contributeurs de l'ONU.

La condition améliorée des diplomates

Le sort des agents en poste à l'étranger devrait se trouver amélioré par la redéfinition des indemnités de résidence dans soixante-seize pays et par l'adoption d'un système de réévaluation des rémunérations qui colle mieux à la réalité, en particulier aux fluctuations de certaines monnaies, comme le dollar et le yen. Des ajustements plus fréquents devraient réduire les décalages qui avaient été à l'origine, l'année dernière, des grèves des ambassades.

Les effectifs sont à peu près stabilisés. Le Quai d'Orsay a pu pratiquement échapper aux réductions d'emplois qui lui étaient demandées.

Un effort est fait, en outre, pour assurer une meilleure sécurité des agents, de plus en plus fréquemment victimes, dans diverses régions du monde, de menaces ou d'agressions: 35 millions de francs sont ainsi affectés au relogement de certains agents à proximité des ambassades. Ce n'est là, précise-t-on, que le début d'une politique qui prévoit le regroupement des implantations diplomatiques et consulaires dans des « périmètres de sécurité » dans certains pays.

La France envisage enfin de se doter, vers 1995, d'un centre de conférences internationales digne de ce nom, qui lui évitera de devoir recourir à l'hospitalité de l'UNESCO (comme ce fut le cas, en janvier, pour la conférence sur les armes chimiques) et qui rendra aux services permanents du ministère les locaux de l'avenue Kleber. Dès que tous les services du ministère des finances auront rejoint Bercy, les travaux devraient commencer quel que soit le résultat du concours d'architectes qui a été lancé début septembre au début de l'année prochaine: 40 millions de crédits de paiement sont inscrits au budget du ministère pour les travaux préparatoires et 160 millions d'autorisations de programme.

On souligne, de plus, au ministère, la nouvelle réforme des rémunérations des enseignants en poste à l'étranger, réforme qui veut aller dans le sens d'une « moralisation », c'est-à-dire supprimer les disparités « scandaleuses » entre agents détachés, recrutés locaux et enseignants en France.

CLAIRE TRÉAN

UNESCO

Le Danemark contre la résurrection du « nouvel ordre de l'information »

Le Danemark a pris la tête, lundi 6 novembre, de la campagne engagée par certains pays à l'UNESCO pour éviter le retour au « nouvel ordre mondial de l'information » (NOMIC), promu ces dernières années par les pays du tiers-monde qui dénonçaient le monopole des pays du nord sur l'information.

Les amendements apportés en juin par le conseil exécutif de l'UNESCO au plan 1990-1995 du directeur général avaient remplacé les références à la liberté de la presse par la notion ambiguë de « diffusion équilibrée » de l'information.

Les douze pays de la Communauté européenne, tout en réaffirmant leur attachement à la liberté de la presse, avaient renoncé à présenter un projet commun de résolution. Le Danemark a agi seul lundi en déposant un texte qui demande l'abandon pur et simple des amendements du conseil.

Plusieurs délégués d'Amérique latine, notamment ceux du Pérou et du Guatemala, ont intervenus pour défendre la liberté de la presse et souligner que le rapport de la commission Sean McBride, qui avait été à l'origine du « NOMIC », était dépassé.

A TRAVERS LE MONDE

CHINE

M. Kim Il-sung à Pékin

Le maréchal Kim Il-sung, chef de l'Etat et du PC nord-coréen, est arrivé dimanche 5 novembre par train à Pékin. Il a commencé dès lundi ses entretiens avec les dirigeants chinois. Cette visite, qui n'a pas été annoncée officiellement, est la première depuis 1987. L'ancien secrétaire général du PC chinois, M. Zhao Ziyang, s'était rendu à Pyongyang en avril dernier. Selon des diplomates est-européens dans la capitale chinoise, le « grand dirigeant » est très inquiet du développement des relations entre les pays communistes et la Corée du Sud. La Hongrie, la Yougoslavie et la Pologne, ont en effet récemment établi des relations diplomatiques avec Séoul, tandis que la Chine développe ses relations non officielles et ses échanges commerciaux avec Séoul. Le vieux maréchal est également inquiet de l'évolution dans les pays d'Europe de l'Est: il vient d'envoyer des messages à MM. Mikhail Gorbatchev et Egon Krenz, leur demandant de combattre l'impérialisme et de repousser toutes sortes d'attaques et de calomnies flagrantes de sa part. — (UPI, AFP.)

HAÏTI

Appel à la grève générale

La Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH), principal syndicat du pays, a lancé, lundi 6 novembre, un mot d'ordre de grève générale pour mardi et mercredi afin de protester contre l'arrestation la semaine dernière de trois membres de l'opposition. L'appel a été appuyé par le Rassemblement national, coalition qui comprend notamment le Parti démocrate chrétien, le Parti agricole industriel national (PAIN, centriste), le parti Mobilisation pour le développement national (MON, centriste) et le Parti unifié des communistes haïtiens. Les trois personnes arrêtées ont été accusées par la police d'avoir voulu renverser le gouvernement et tuer le président, le général Prosper Avril. MM. Evans Paul, responsable de la «Confédération unitaire démocratique (KID, gauchiste), Jean-Auguste Mesny, secrétaire exécutif de la CATH, et Etienne Marino, numéro deux de l'Organisation populaire du 17 septembre, tout trois membres du Rassemblement national, étaient apparus jeudi soir à la télévision d'Etat: le visage tuméfié, ce qui avait suscité de nombreuses prestations. — (AFP.)

GABON

mort d'un Français interpellé après la découverte d'un complot. — M. Richard Anton, l'un des deux Français placés en garde à vue, le 6 octobre, après la découverte d'un complot contre le président gabonais M. Omar Bongo, en septembre, est décédé la semaine dernière d'un accès de paludisme pernicieux, a-t-on appris de sources médicales à Libreville. — (AFP.)

ETATS-UNIS

M. Bush est satisfait du vice-président. — Le président américain George Bush a annoncé pour la première fois son intention de garder M. Dan Quayle comme vice-président dans l'hypothèse où il briguerait en 1992 un nouveau mandat à la Maison Blanche. « M. Quayle fait un très bon travail, un travail de premier plan », a dit M. Bush dans une interview au *Dallas Morning News*, parue dimanche 5 novembre. Il a ajouté: « Il fait exactement ce que je veux qu'il fasse et le fait en y mettant du cœur ». — (AFP.)

NICARAGUA

la Contra accepte de rencontrer des représentants du gouvernement sandiniste. — La direction de la Résistance nicaraguayenne (RN) — ou Contra — a accepté de rencontrer des représentants du gouvernement sandiniste du Nicaragua, jeudi 9 et vendredi 10 novembre au siège de

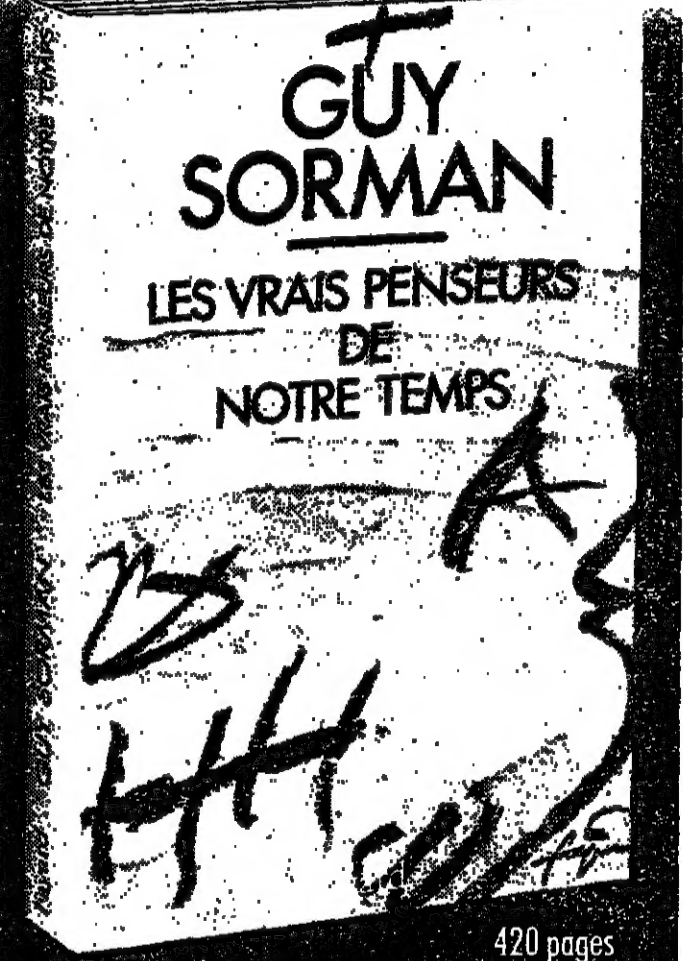
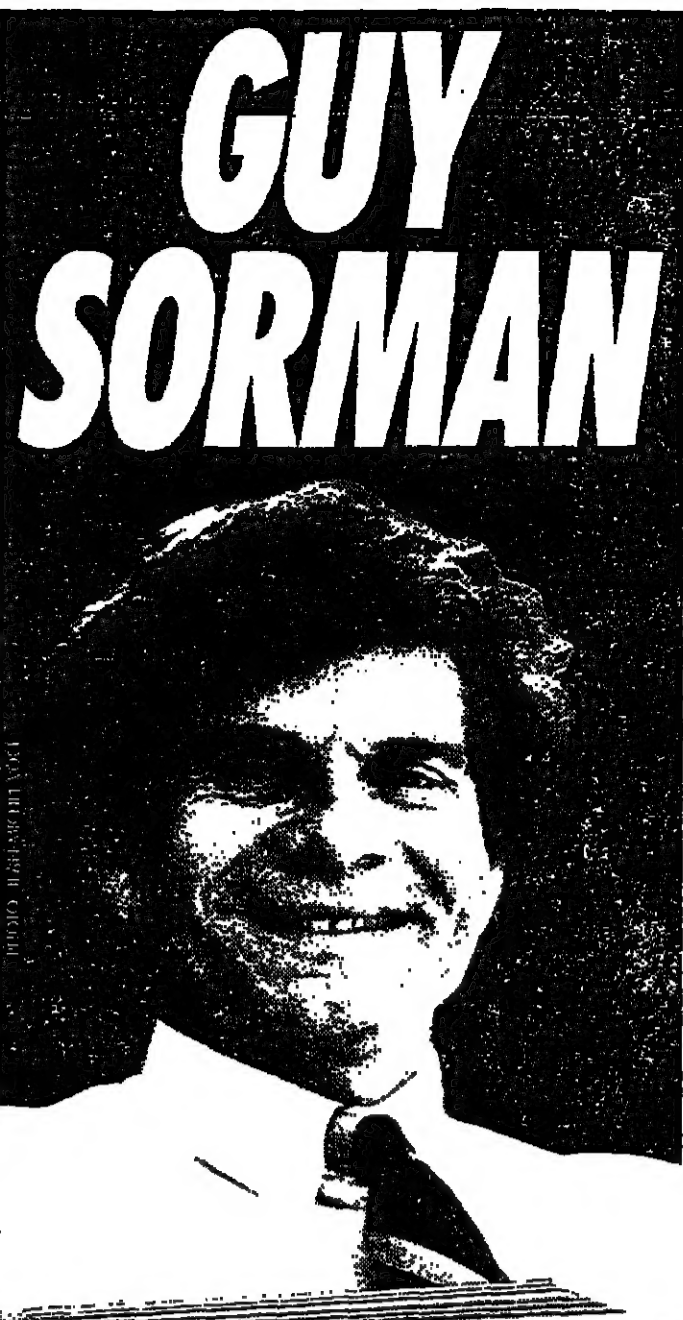
l'ONU à New-York, a annoncé lundi un porte-parole de cette organisation. L'opposition armée nicaraguayenne a donné son accord à cette rencontre à l'invitation de la Commission internationale de vérification et de contrôle constituée par l'ONU et par l'Organisation des Etats américains (OEA). Le Honduras participera à ces négociations avec le statut d'observateur. — (AFP, Reuters.)

GUATEMALA

une religieuse américaine affirme avoir été torturée. — Enlevée pendant plus de vingt-quatre heures la semaine dernière au Guatemala, une religieuse américaine, Sœur Diana Ortiz, a affirmé, lundi 6 novembre à Louisville, dans le Kentucky, où elle se repose, avoir été torturée et violée dans un bâtiment où d'autres personnes subissent des sévices. Elle s'occupait d'une garderie d'enfants dans un village guatémalteque. — (AFP.)

ARGENTINE

le gouvernement désigne son conseil à Londres. — Le ministre argentin des affaires étrangères, M. Domingo Cavallo, a annoncé lundi 6 novembre la nomination de M. Santos Goni au poste de consul à Londres, dans le cadre de l'accord conclu le mois dernier à Madrid par la Grande-Bretagne et l'Argentine sur le rétablissement de leurs relations consulaires. — (AFP.)



420 pages
120 F

Une bibliothèque vivante.
Véritable panorama des
connaissances et des
différentes interprétations
de notre univers et de
notre histoire à l'aube du
troisième millénaire.

FAYARD

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde
Date de la société:
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social:
620 000 F
Principaux associés de la société:
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, président,
et Hubert Benne-Méry, fondateur.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN: 0393-2037
Renseignements sur les abonnements
et les tarifs au (1) 42-47-98-81.

Imprimé
à Le Monde
12, M. Gombert
94832 IVRY

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél: MONDUP 286 136 F

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél: (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	EUROPE	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	363 F	399 F	504 F	760 F
6 mois	726 F	798 F	1 008 F	1 520 F
1 an	1 380 F	1 500 F	1 900 F	2 650 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement à
l'adresse ci-dessus

PORTAGE: pour vos renseignements
tél: 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
PORT PAYÉ: PARIS BP

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Localité: _____

Pays: _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

سكزا من الاصل

POLITIQUE

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Défense : la dure condition militaire

Les députés ont examiné, lundi 6 novembre, le projet de budget de la défense. Le vote des crédits de M. Jean-Pierre Chevènement a dû être réservé jusqu'à la fin de la discussion de la deuxième partie. Seuls les élus socialistes s'y étaient déclarés favorables. La droite, le centre et les communistes — comme ils l'avaient fait au début du mois d'octobre sur la loi de programmation militaire 1990-1993 — se sont déclarés prêts à voter contre. Ils n'ont pas été convaincus par l'argumentation du ministre, selon laquelle ce budget traduit « une rigueur raisonnable », tout en préservant l'essentiel.

Ces crédits, qui représentent plus de 18 % du budget de la nation, s'élèvent à 189,443 milliards de francs, hors retraites et pensions (+ 3,88 %). La part consacrée aux équipements (titre 5) est de 102,100 milliards de francs et celle destinée aux dépenses de fonctionnement se monte à 87,343 milliards de francs.

Jamais sans doute le moral des armées n'a été aussi présent au cœur d'un débat parlementaire. Chacun s'est plu à rappeler les paroles du chef de l'Etat à Valmy : « La République sait ce qu'elle doit à son armée : elle sait que les armes ne valent que par ceux qui les servent ». Certes, l'année dernière déjà, des députés, comme MM. Georges Lemoine (PS), Jean Gatel (PS) ou Robert Poujade (RPR) s'étaient inquiétés des signes de fièvre qu'ils avaient pu percevoir au sein des armées. Mais la sonnette d'alarme qu'ils avaient tirée, comme avec d'autres les années précédentes, avait produit un tintement discret. La « grande Muette » ne semblait-elle pas vouée à un mutisme éternel ? La grogne des gendarmes de cet été est venue apporter à cette discrète sonnerie un retentissement plus important. Si bien que, cette année, on a parlé un peu plus des hommes et un peu moins des matériels.

Le ministre de la défense — fonction oblige — a dénoncé ce qu'il appelle « la mode » de la grogne et du malaise. Il n'en avait pas moins été, avant même la crise de la gendarmerie, l'ardent défenseur de la condition militaire devant un groupe socialiste à l'Assemblée nationale qui trouvait qu'il en faisait un peu beaucoup... Les esprits semblent avoir évolué.

Par touches successives, les différents intervenants ont mis l'accent sur les multiples facettes du malaise des forces armées. « La modernisation de la fonction publique doit trouver au ministère de la défense un champ d'expérimentation particulièrement riche. Une armée moderne, ce n'est pas seulement une armée bien équipée : c'est aussi une armée qui dispose d'un personnel motivé et conscient de la reconnaissance de la nation », a expliqué M. François Hollande (PS), rapporteur de la commission des finances.

L'ancien secrétaire d'Etat à la défense, M. Gatel, tout comme le rapporteur de la commission de la défense, M. François Fillon (RPR), ont tous deux mis l'accent sur les contraintes spécifiques à la condition militaire : les mutations fréquentes (deux ans, neuf mois en moyenne pour un officier de l'armée de terre ; quatre ans, huit mois pour un sous-officier), qui rendent quasi impossible un double salaire et qui perturbent la scolarité des enfants, posent des problèmes de logement et rendent difficile l'accès à la propriété, etc... « Sait-on qu'en moyenne un militaire est absent de son domicile cent trente jours par an ? », a lancé M. Gatel, en rappelant que le « désenchantement » actuel était dû à une compression trop prolongée des crédits de fonctionnement.

Même constat pour M. Fillon, qui estime que l'effort consenti dans ce budget est insuffisant pour répondre à l'attente des personnels. « Les personnels de l'armée de terre ont fait preuve d'une grande discipline. On doit leur en féliciter, tout en sachant que ce calme dissimule des grandes attentes et une certaine amertume », a ajouté le député RPR.

Gendarmerie : effort de longue durée

Abordant les crédits de la section gendarmerie, M. Georges Lemoine (PS) a insisté sur le rôle tout particulier que tient cette arme dans « le tissu social et rural de la France ». Si l'est félicité des améliorations apportées par les crédits de défense, il a néanmoins rappelé toute l'importance qu'il fallait accorder à la gestion des ressources humaines. « Il faut remettre les pendules à l'heure », est convenu le ministre de la défense, même s'il ne semble pas pouvoir s'empêcher de penser qu'une « orchestration médiatique » amplifie ces phénomènes. « Il m'apparaît chaque jour davantage que nos soldats servent dans des conditions plus rudes que celles qui s'appliquent dans la société civile aux catégories sociales auxquelles ils se comparent (...). Tout cela n'est pas assez compensé spécifiquement, mise à part l'indemnité pour charges militaires, au point que nous risquons de voir de bons militaires, ou des éléments prometteurs, quitter l'armée ou, risque tout aussi grave, se démobiliser les meilleurs si, après trois années de stagnation des dépenses de fonctionnement, une action correctrice n'est pas entreprise ». Le ministre n'a pas caché que, dans ce domaine, l'effort serait « de longue haleine » pour remonter le pente.

Le président de la commission de la défense nationale, M. Jean-Michel Boucheron (PS) a eu le mérite de mettre le doigt sur un aspect important du « désenchantement » actuel : « On ne peut appréhender la situation psychologique

des hommes uniquement sous l'angle des conditions de salaires et de vie en omettant la conscience de la mission. Les mutations politiques actuelles dans le monde n'intéressent pas seulement les politiques et les stratèges, mais aussi les hommes qui servent nos armées. C'est pourquoi le débat sur la défense ne peut avoir lieu comme si rien ne se passait par ailleurs. Le fait nouveau n'est pas simplement l'effet Gorbatchev : celui-ci n'est que la conséquence d'un phénomène plus profond : le fait que de nouvelles frontières nouvelles se dessinent. Il nous faut analyser à quelle communauté de valeurs tend l'aspiration des peuples ».

D'autre part, le ministre a précisé que, s'inspirant de l'exemple de la concertation mise en place pour la gendarmerie, la communication au sein de l'institution militaire serait à l'avenir développée : « Le dialogue et l'expression ne sont pas incompatibles avec la discipline ». Enfin, il s'est opposé résolument aux idées développées par M. Fillon en faveur de l'armée de métier. Il s'est, une nouvelle fois, fait le chantre de la conscription qui « fait partie de l'ensemble des devoirs des citoyens vis-à-vis de leur pays ».

Le groupe communiste s'est, quant à lui, opposé une nouvelle fois à ce budget de « surarmement », en demandant qu'une économie de 40 milliards de francs soit faite pour être affectée à l'éducation nationale. M. Jean-Claude Lafont (PC) a offert au ministre un avion en papier fait avec un tract demandant la baisse des crédits d'armement. En réponse, le ministre a estimé que, s'il suivait les propositions du groupe communiste, il ne lui resterait, effectivement, plus que des avions en papier pour assurer la défense du pays...
PIERRE SERVANT

Le sacrifice des gendarmes de Nouvelle-Calédonie

Répondant au député RPR de Paris, M. Claude-Gérard Marcus, qui avait évoqué le « trouble » de la gendarmerie après l'annonce du projet d'amnistie en Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Pierre Chevènement a affirmé : « On juge l'arbre à ses fruits. L'assassinat de quatre gendarmes à Fayaoût s'est produit dans le contexte d'une certaine politique avec laquelle nous avons rompu. Il faut saluer le retour à la paix civile et rendre hommage à nos gendarmes victimes de ce devoir. Leur sacrifice n'aura pas été vain, si une ère de paix et de concorde s'ouvre durablement en Nouvelle-Calédonie (...). Sans vouloir polémiquer, je dirai qu'on ne doit pas chercher à isoler le sacrifice de certains de nos gendarmes de celui d'autres gendarmes. En 1988, dix-neuf sont morts en service commandé ; et il ne faut pas se servir de la mort de certains d'entre eux au profit d'une cause politique que l'histoire a jugée (...). Ce sujet ne devrait pas nous diviser. Il n'y a pas ici, j'en suis sûr, un député qui ne s'incline devant les soldats morts ».

L'Assemblée nationale achète l'hôtel Sofitel-Bourbon pour 450 millions de francs

L'Assemblée nationale a accepté, lundi 6 novembre, une promesse de vente pour l'acquisition de l'hôtel Sofitel-Bourbon (quatre étoiles), sis 32 rue Saint-Dominique, Paris-7^e. Le prix de la transaction, précis un communiqué, est de 450 millions de francs, somme « couvrant la valeur des murs, celle du fonds de commerce et l'indemnisation de l'occupation actuelle de la société Sofitel ».

Cet immeuble, qui comprend un hôtel de cent-douze chambres, des salles de réunion, un restaurant et des emplacements de stationnement, « permettra de mettre à la disposition des députés de province des moyens d'hébergement indispensables et, à l'ensemble des députés, des salles de travail supplémentaires », souligne la question.

Le Palais-Bourbon ne peut, en effet, accueillir dans ses bureaux les 577 députés. Certains d'entre eux sont déjà installés au 101 de la rue de l'Université et au 233 du

boulevard Saint-Germain, sans pour autant que les conditions de logement et de travail soient toujours satisfaisantes, tout particulièrement pour les députés de province. Certains élus font d'ailleurs remarquer que les députés qui ont émis des réserves, ici ou là, à propos de cette extension, sont souvent des élus de Paris ou de la région parisienne. Le président du groupe RPR, M. Bernard Pons, élu de Paris, n'est pas du nombre. Il s'est en effet déclaré tout à fait solidaire de la décision du bureau de l'Assemblée nationale et de son président M. Laurent Fabius de procéder à l'achat du Sofitel-Bourbon.

Toutefois, une difficulté demeure : même si cet immeuble est à portée de voix du Palais-Bourbon, les députés vont se trouver dispersés sur quatre sites. Cela ne facilitera ni la communication, ni le travail hors séance publique.

P. S.

La succession de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la commission des affaires étrangères

La succession de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, suscitée de nombreuses candidatures. Après M. Jean-François Deniau (UDF, Cher), ancien ministre du commerce extérieur de M. Valéry Giscard d'Estaing (le Monde date 5-6 novembre), M. Jean de Lipkowski (RPR, Charente-Maritime) ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du général de Gaulle de 1968 à 1972, a annoncé qu'il se présentait « avec le plein accord de son groupe ».

M. Bernard Pons, président du groupe RPR, a demandé à M. Xavier Deniau (RPR, Loiret), frère de Jean-François Deniau, de réunir mardi 7 novembre les dix-sept membres RPR de la commission des affaires étrangères pour examiner l'intérêt d'une candidature RPR.

Le groupe socialiste devait de son côté débattre mardi ou mer-

credi, de l'opportunité de laisser cette présidence à un candidat d'ouverture comme M. Bernard Stasi (UDC, Marne) ou Raymond Barre (app. UDC, Rhône) ou d'encourager au contraire la candidature de M. André Bellon (PS, Alpes-de-Haute-Provence) premier vice-président de la commission des affaires étrangères. M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste, a estimé lundi dans les couloirs du Palais-Bourbon que M. Bellon apparaissait comme « le candidat naturel » du groupe socialiste.

M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, qui participait lundi à l'émission télévisée « L'heure de vérité », a déclaré quant à lui qu'il n'était pas « choqué » qu'une commission du Parlement soit présidée « par quelqu'un qui n'est pas forcément socialiste ».

Le Sénat approuve un texte renforçant la protection sociale des assurés

Le Sénat a adopté, lundi 6 novembre, le projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques, présenté par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale. Ce texte, qui s'applique au secteur de la prévoyance sociale complémentaire était examiné en première lecture, selon la procédure d'urgence.

En préambule à la discussion générale du texte, M. Evin a rappelé que la protection sociale complémentaire connaissait, depuis quelques années, un développement important. « Pour 1988, a-t-il précisé, elle représentait 65 milliards de francs de prestations, les deux tiers relevant de couvertures complémentaires malades ». Le ministre a indiqué que la « concurrence » y était « très vive » entre les différentes institutions, mais qu'elle ne devait pas devenir « sauvage ». Il a déploré les deux inconvénients majeurs de la situation actuelle : « Une concurrence mal maîtrisée » et « une insuffisance de règles visant à protéger les assurés ».

Le dispositif présenté par le gouvernement repose sur la base des conclusions d'un groupe d'experts,

présidé par M. Pierre Gisserot, qui s'est penché sur le problème en 1985. « Le principe général est que l'Etat fixe la règle minimale, ce qui est déjà un progrès, et laisse aux organismes concernés la possibilité d'en offrir davantage », a indiqué M. Evin. Le projet repose, d'une part, sur la fixation des garanties offertes aux assurés, quelle que soit l'institution concernée (compagnie d'assurances, mutuelle et institutions de prévoyance) et, d'autre part, sur la création d'une commission de contrôle pour veiller au respect de la réglementation, grâce à des pouvoirs très étendus, comme la prise de sanctions disciplinaires.

M. Claude Hurriel (UC, Meurthe-et-Moselle), rapporteur au nom de la commission des affaires sociales, a pris acte de la volonté du gouvernement de réagir contre « un certain désordre », en harmonisant les organismes, en renforçant les garanties et en accroissant les moyens de contrôle des institutions.

Le texte a été adopté au terme de la discussion générale par la quasi-unanimité des sénateurs, à l'exception des communistes.

□ M. Charbonnel (RPR) : Il faut « réformer » le Sénat. — Dans le numéro daté octobre-novembre de la lettre de la Convention, M. Jean Charbonnel, député-RPR de la Corrèze, écrit : « Vous nous sommes réjouis d'apprendre qu'aux journées parlementaires d'Arcahon un frisson social avait parcouru le RPR. Seroit-il durable ? Je serais, pour ma part, plus rassuré si je le voyais, en même temps, moins fermé à la nécessaire évolution du Sénat, et d'abord à la

réforme de son mode d'élection, qui s'impose, à l'évidence, aujourd'hui.

« Il serait grave en effet et même insupportable pour des gaullistes de chercher à transformer la Chambre de réflexion de la République en un bastion du conservatisme le plus dur. Certains oublient peut-être que c'est pour rénover le Sénat que le général de Gaulle a livré, il y a un peu plus de vingt ans, sa dernière bataille. »

A « L'heure de vérité »

M. Delebarre souhaite la « rénovation » du Parti socialiste

M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, a déclaré, lundi 6 novembre, à « L'heure de vérité », sur Antenne 2, que : « Le gouvernement de Michel Rocard (...) mène une politique sociale », mais qu'« il y a, en France, un véritable déficit de pratique sociale ». « On ne sait pas négocier dans les entreprises, a-t-il affirmé. Il y a toujours la crainte des organisations syndicales ; or, il faut qu'elles soient le plus représentatives possible. On a même des problèmes de négociation dans la fonction publique ».

Selon M. Delebarre, la négociation sur la grille de la fonction publique s'étendra « vraisemblablement » sur « plusieurs années ». « C'est un formidable enjeu, a-t-il dit. Vous allez voir que cet enjeu confortera les organisations syndicales et en fera des organisations majeures ».

Le ministre de l'équipement a indiqué que ses amis et lui-même sont « partisans d'une rénovation du Parti socialiste, c'est-à-dire de partisans d'un Parti socialiste très dynamisé, ouvert sur la société,

ouvert sur l'opinion publique qui débat ». « On est en train de préparer le congrès, a-t-il observé. Eh ! bien, espérons que le congrès aboutira à cela. A quelle place serons-nous demain, après le congrès ? Ce n'est pas maintenant et ce n'est pas ici qu'on en décide. »

M. Delebarre a confirmé son souhait de devenir président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais, tâche qui nécessite, a-t-il dit, qu'« on s'y engage complètement ». Dans cette hypothèse, a-t-il précisé, il doit choisir entre sa place au gouvernement et la présidence de la région. Il n'a pas l'intention de refuser l'engagement régional s'il se présente.

M. Delebarre a indiqué qu'il ne voit aucune raison de critiquer « l'appréciation de M. Raymond Barre » sur la politique économique du gouvernement, dès lors que l'ancien premier ministre « dit du bien de M. Pierre Bérégovoy parce que la politique qui est menée sur le plan économique et financier est une politique de franc fort (...) de refus de la dévaluation facile ».

PARIS-LONDRES

7 vols aller-retour par jour ?
Si j'avais su j'aurais pu déjeuner avec François et dîner avec Margaret.

HORAIRES VOLABLES A PARTIR DU 20 OCTOBRE 1989			
PARIS CDG 1 / LONDRES GATWICK	LONDRES GATWICK / PARIS CDG 1	PARIS CDG 1 / LONDRES GATWICK	LONDRES GATWICK / PARIS CDG 1
10:00	10:00	10:00	10:00
11:00	11:00	11:00	11:00
12:00	12:00	12:00	12:00
13:00	13:00	13:00	13:00
14:00	14:00	14:00	14:00
15:00	15:00	15:00	15:00
16:00	16:00	16:00	16:00
17:00	17:00	17:00	17:00
18:00	18:00	18:00	18:00
19:00	19:00	19:00	19:00
20:00	20:00	20:00	20:00
21:00	21:00	21:00	21:00

air europe

La Business Class de ceux qui savent.

POLITIQUE

La baisse des prélèvements obligatoires et la hausse des dépenses publiques

« Je fais prendre un risque à la société française »

explique le chef du gouvernement

S'il évoque souvent les problèmes économiques, M. Michel Rocard n'a pas l'habitude de livrer en public tout le fond de sa pensée à propos, notamment, de la question centrale du rôle de l'Etat. Pourtant, jeudi 26 octobre à Montpellier, à l'occasion du septième anniversaire de l'université de la ville (le Monde du 28 octobre), le premier ministre a été très explicite, dans un petit discours improvisé, non prévu au programme et inspiré, a-t-il expliqué, par les circonstances.

M. Rocard a appris aux universitaires qui l'écoutaient qu'il venait d'avoir l'idée d'une manière de pacte intellectuel entre nous. Pour étayer cette idée, le premier ministre a rappelé que sans l'effort particulier pour l'éducation, il aurait « probablement pu diminuer [le] déficit budgétaire public d'une douzaine de milliards supplémentaires », ce qui était, a-t-il dit, « fort attendu ». Pour M. Rocard, il s'agit d'un choix philosophique, (...) de doctrine.

Le premier ministre a alors vivement dénoncé la critique de l'Etat qui sous-tend le libéralisme, « mouvement intellectuel mondial extrêmement rapide », a-t-il dit, avant d'ajouter : « J'attends la colère électorale, mais il faudra bien dire aus - elle commencera aux Etats-Unis, elle continuera en Angleterre - pour nous rappeler à tous que le capital public, nos ponts, nos routes, mérite aussi d'être correctement entretenu : il y a 11 000 ponts à réparer pour des raisons de sécurité en Grande-Bretagne, mais personne ne pose publiquement le problème. »

Le premier ministre a continué : « S'agissant de l'Etat, qui est fournisseur de services auxquels ne s'incorpore pas une vitesse de croissance de la productivité physique des facteurs, qui serait de 3,5 % ou 6 % par an comme dans l'industrie ou l'agriculture, on ne peut pas sou-

tenir qu'il y ait une logique à limiter la vitesse de croissance des dépenses de l'Etat à la seule croissance de la production en valeur, même si l'intolérance à l'impôt a grandi. Autrement dit, il y a une exigence de cohérence, qui est d'accompagner toute exigence d'une baisse des prélèvements obligatoires (...), de la dépense publique, d'une acceptation explicite de la dégradation du service rendu par la puissance publique, faute de quoi nous sommes en dehors de toute loi de cohérence. Prenant la décision de diminuer notre déficit de dépenses publiques moins vite que les pays qui nous concurrencent, prenant la décision d'augmenter la croissance de nos dépenses plus vite que les pays qui nous concurrencent, nous faisons prendre, je fais prendre, à la société française un certain risque (...). Cela n'est pas tenable sans une compréhension de l'opinion publique très vaste, et il faut bien des porte-parole. »

Doute et perplexité

M. Rocard a continué, à propos de la science économique : « Ma perception (...) est que nous avons régressé depuis Keynes. Keynes est à mon sens l'un des derniers grands auteurs pour qui l'économie était la science de la création des richesses et de leur distribution parmi les hommes, l'argent n'étant (...) que le support dominant, certes, mais pas tout à fait le seul, de cet ensemble d'échanges. »

Le premier ministre a déploré d'avoir « assisté au recroquevillement et au rétrécissement de sa propre discipline à une science de la seule circulation de l'argent, dans laquelle la lecture du rôle et des fonctionnements de l'argent public est, grosso modo, omise, dans laquelle les hommes et leur

sort sont un soldat, dont le principal est le chômage, qui relève de la charité publique, et dans laquelle les lois de la production ne sauraient s'organiser qu'à la condition de laisser lentement dégrader le service de l'Etat. Il me semble qu'il est du devoir de la discipline économique de s'interroger vraiment sur la pertinence de tout cela ». Le premier ministre a notamment souligné que les « dysfonctionnements sociaux » qu'entraînerait, selon lui, l'application de ces idées, « méritent examen, quantification et restauration de leur importance dans le corps de doctrine ».

M. Rocard a ensuite évoqué les engagements financiers de l'Etat, pour l'éducation, au-delà du budget de 1990. Il a déclaré : « Je n'ai aucune espèce d'idée sur le plan de savoir si nous pourrions les tenir. Les micro-accidents boursiers qui viennent de se télescoper (...), mais qui peuvent nous annoncer un ralentissement de la croissance mondiale, me plongent depuis quelques jours dans un état de perplexité (...). Par rapport à cela, la mise générale de toute la société française sous une tension budgétaire extrême et au seul privilège de son système éducatif et de recherche (...) ne sera pas tenable si [elle] n'est pas accompagnée d'un intense soutien de l'opinion tout entière. Nous avons besoin là d'une coopération active des créateurs de savoir et des dispensateurs de savoir que vous êtes (...). J'ai besoin d'être renforcé pour continuer à vous soutenir. »

M. Rocard a conclu en reconnaissant l'intérêt pour l'Etat d'une ascèse fiscale tout de même nécessaire à une intelligence fiscale qui, au moins, lui permette d'éviter de paralyser la production. « Mais trop c'est trop », a conclu le premier ministre, il faut revenir en sens inverse et nous ne le ferons pas autrement que tous ensemble. »

Les deux Rocard

Suite de la première page

M. Rocard travaillait à la direction de la prévision du ministère des finances au moment où celle-ci « lançait » les premiers modèles keynésiens. Le premier ministre revendique toujours « l'archaïsme » qu'il fait s'intéresser plus à « l'économie réelle », celle de la production, qu'à la sphère purement financière. Plus près de Keynes que des « classiques » du dix-huitième siècle, ou des « néo-classiques » qui ont nourri le monétarisme de l'école de Chicago, M. Rocard est donc en porte-à-faux avec les idées dominantes, d'origine américaine, qui, aujourd'hui, inspirent les politiques économiques des puissances occidentales.

L'Etat reste, avec l'entreprise, l'une de ses deux fortes références en matière économique. M. Rocard a tellement répété que « l'Etat ne sait pas et ne doit pas produire » qu'il a fini par être assimilé, en particulier par ses adversaires au sein du PS, à l'école libérale anti-étatique. En fait, M. Rocard - « volontariste », mais pas « dirigiste », résume-t-on à son cabinet - s'emploie à concilier son ambition d'un Etat fort, dont il refuse la « paupérisation », avec celle d'un Etat qui sache rester à sa place.

Cette synthèse, le premier ministre la trouve dans l'idée keynésienne d'un Etat régulateur - au sens fort du terme - qui fixe les règles du jeu, mais trace aussi les grandes orientations et donne à l'économie les impulsions nécessaires, par exemple en tentant de définir une stratégie industrielle cohérente. Dans cette optique, la pierre philosophale de M. Rocard, c'est la démarche contractuelle tous azimuts : avec les entreprises, les régions, les universités.

Evidemment, tout cela trouve sa traduction en termes de dépenses publiques. En bon keynésien, M. Rocard garde, observe l'un de ses proches, l'idée d'un déficit budgétaire « créateur ». Le premier ministre est, de ce point de vue, beaucoup plus audacieux, au fond de lui-même, que son ministre de l'Economie, à qui, en 1984, il reprochait une « gestion notariale des finances publiques ». En fait,

M. Rocard professe tout simplement, en la matière, des idées révolutionnaires - pour l'époque - puisqu'il pense qu'il faut inverser le mouvement de baisse des prélèvements obligatoires et juge qu'il n'est pas souhaitable de limiter la progression des dépenses publiques au seul rythme de progression de la production intérieure, compte tenu des services non marchands que doit rendre l'Etat (lire ci-contre).

Le « hic », c'est que, comme l'a rappelé M. Rocard, dimanche 5 novembre, lors d'un colloque organisé par ses amis, « en matière de fiscalité, de taux d'intérêt, de déficit du commerce extérieur ou des finances publiques, nous ne pouvons pas faire cavalier seul et (...) nous devons conserver une position compatible avec la situation et l'action économique de nos partenaires et concurrents, quel qu'il nous en coûte ». Si M. Rocard est, en partie, obligé de jouer à « contre-emploi », c'est parce qu'il a la conviction que, dans un environnement mondial dominé par les libéralismes, et sauf à pénaliser les entreprises françaises, il est contraint de se plier aux règles du jeu.

Schizophrénie

Tel, en effet, qu'on peut le reconstituer - puisque M. Rocard, en public, n'en livre que des bribes - le raisonnement du premier ministre est, en substance, le suivant : si l'on veut remédier à l'économie française - préalable à tout le reste - nos entreprises ont besoin d'un environnement stable. La stabilité du franc - outre le fait qu'elle est nécessaire à la poursuite du processus d'intégration européenne - est un des éléments essentiels de cet environnement. J'ai donc besoin, entre autres, de la confiance des opérateurs internationaux. Or, compte tenu du poids des idées monétaristes dominantes, que je n'ai pas le pouvoir, en tant que premier ministre français, de boussuler, je ne peux obtenir cette confiance qu'en menant une politique budgétaire rigoureuse. Donc, je mène ce dogme budgétaire qui m'est imposé, et qui est pour le moment accepté par l'opinion

publique, en attendant qu'il s'écarte sous la pression des faits, des électeurs anglais et américains déçus, et d'une science économique renouvelée.

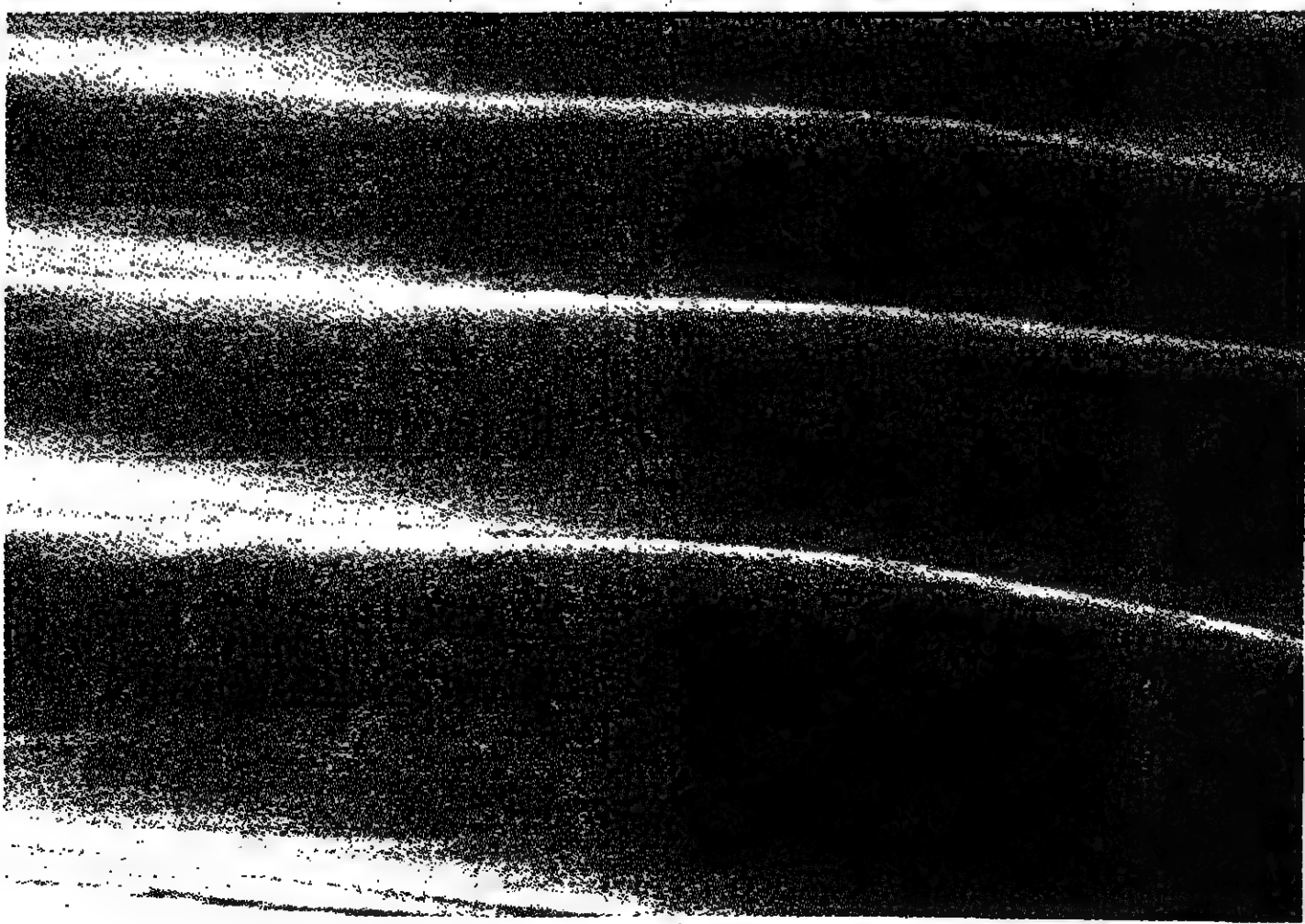
Illustration partielle du raisonnement, en mai dernier, lors d'un colloque à la Sorbonne : le premier ministre regrette, comme à son habitude, que « la finance prenne le pas sur la production » et souhaite la mise en place d'une « équilibre ». Mais il ajoute que si une telle proposition émane d'hommes accusés d'être « imprégnés de marxisme, de collectivisme, d'avoir été les pourvoyeurs du goulet, le franc perd immédiatement quatre ou cinq points ». L'initiative devrait donc venir « de la production, du CNPF, des chercheurs » (le Monde du 28-29 mai).

Evidemment, une telle démarche est un peu « schizophrénique », comme le reconnaît un membre de l'entourage du premier ministre. Elle suscite - outre des critiques de fond sur la politique qu'en résulte - les sarcasmes d'un des contradicteurs socialistes, qui affirme, en privé : « Si l'on considère qu'il y a des tabous admis par l'opinion publique, alors on se convaincra ad vitam eternam à ne pas bouger. Ou alors, on admet qu'il n'y a plus de différences, sur le plan de la politique économique, entre la gauche et la droite. Mais dans ce cas, il faut le dire. »

Moins « schizophrénique », l'action de M. Rocard, en matière de relations économiques internationales, est surtout plus limitée.

Pour le moment, M. Rocard range son frein. Outre les limites structurelles de l'action de la France, il rencontre sur sa route un obstacle de taille : la répartition des rôles, sous la V^e République, entre le président et son premier ministre. Or M. Rocard est très soucieux de respecter le domaine réservé de M. Mitterrand... Mais le premier ministre, passionné depuis longtemps par les problèmes internationaux, connaît « le monde entier », affirme l'un de ses collaborateurs. Il a « partout un copain premier ministre, qui vient de l'étranger, ou sur le point de le devenir ». Bref, « on n'a pas vu tout ça que Michel Rocard fera dans ce domaine. C'est un terrain où il sera très actif dans les dix ans qui viennent ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI



AU-DELA D'UN CERTAIN SEUIL INFORMATIQUE, L'IMPORTANT N'EST PLUS LA PUISSANCE DES OUTILS, MAIS LA QUALITÉ DES TRANSMISSIONS.

Transpac, 1^{er} réseau mondial de transmission de données.

Plus une entreprise se développe, plus elle traite de données. Et plus puissants deviennent ses outils informatiques. Comment leur assurer la qualité des transmissions qu'ils nécessitent pour fonctionner à plein rendement ? Seul un réseau de très grande dimension, à la fois large et sûr, rapide et flexible, répond à leurs besoins : TRANSPAC. Premier réseau mondial de transmission de données, TRANSPAC l'est plus encore par la qualité que par la dimension. Et cette qualité ne cesse de s'améliorer : délais de raccordement raccourcis, sécurité renforcée, performances optimisées. En 6 ans, TRANSPAC a ouvert 100 nouveaux sites, multiplié par 6 le nombre de ses abonnés, par 10 le volume des caractères transmis. De nouveaux services ont été créés, de nouveaux modes d'accès téléphoniques et sécurisés, tels les cartes à mémoire X32 et les modems asynchrones à correction d'erreur. A l'horizon se dessine NUMERIS, dont TRANSPAC ouvre déjà la voie. On dit que la qualité se paye : TRANSPAC fait mentir cet axiome. En 3 ans, ses tarifs ont baissé de 26 % alors même que ses prestations ne cessaient de s'améliorer. TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM). TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45.38.88.88.

TRANSPAC

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

14 La page d'ouverture pour le Monde et Libération
15 La manifestation de Larousse-Bouvier

20 Une exposition sur le néoclassicisme
21 Les propositions de M. Jack Lang pour la musique

24 Presse : l'ACP en cessation de paiement
Tennis : la réorganisation du circuit

Le débat sur les « fouldards » et la laïcité

Les boutefeux de l'islam

Dans l'attente de l'avis du Conseil d'Etat sur le foulard islamique à l'école, plusieurs conflits locaux opposent de jeunes élèves musulmans à des enseignants. Deux membres du gouvernement, MM. Chevènement et Sarra, se sont distingués de la position souple adoptée par MM. Rocard et Jospin, tandis qu'un débat sur l'intégration est réclamé de divers côtés. Intégration individuelle ou insertion d'une communauté ? Les musulmans de France sont divisés sur ce point.

Parfum d'eucalyptus et tapis d'Orient, gravures de La Mecque et versets du Coran au mur : le quatre-vingt-neuf ans Daniel Youssouf Leclercq, au sommet d'une tour HLM de Bobigny, ressemble à une salle de prières. Cadre chez Bull, après avoir été archiviste à la Sécurité sociale, manutentionnaire et conducteur d'engins, le leader de l'association Intégrité s'y rendait en turban et djellaba. S'il s'est « assagi », Daniel Youssouf Leclercq n'a pas perdu son caractère quant à l'obligation du voile : « Si le Conseil d'Etat ne tranche pas en notre faveur, nous retirerons nos filles des écoles », dit-il avec assurance.

Ancien président de la Fédération nationale des musulmans de France, c'est lui qui, déjà à la mi-octobre, s'était rendu à Creil pour convaincre Lefa et Fatima Achaboun, les deux sœurs collégiennes, de remettre leur hijab en classe : « Une simple question de pudeur, et non d'ostentation, encore moins de prosélytisme, explique-t-il. Un vrai musulman ne peut pas envoyer sans foulard sa fille à

l'école. » Le père de la troisième adolescente de Creil, Samira Saidani, avait employé les mêmes arguments. Tunisien, op. dernier est membre de la confrérie missionnaire Foi et Pratique (Jamm'at al Tabligh), fondée en Inde en 1930 et bien implantée en France.

Intégrité, Foi et Pratique... Ces noms sont moins célèbres que celui de La Voix de l'islam, organisation groupusculaire de création récente, prônant à récupérer les acquis de l'islamisme, à l'origine des manifestations parisiennes du 26 février contre Salimane Rashed et du 22 octobre en faveur du foulard islamique. Etiquette comme intégriste, La Voix de l'islam n'est prise au sérieux dans les milieux policiers que depuis l'arrivée dans ses rangs de Mohamed Mouhajer, d'origine libanaise, impliqué dans les attentats terroristes de Paris en 1986. En fait, la communauté musulmane est traversée de courants d'affirmation identitaire plus anciens et non moins efficaces.

Dans la masse plutôt apathique et morganisée des musulmans de France, des mouvements comme Intégrité, Foi et Pratique, les Moujides, des regroupements d'associa-

tions comme la Fédération nationale des musulmans (une grosse centaine d'associations non algériennes), l'Union des organisations islamiques (cinq mille adhérents environ) et l'Association des étudiants islamiques font figure d'avant-garde, à la fois pour acquiescer une représentativité et pour défendre un islam qu'ils estiment menacé.

De ne manifestent pas dans les rues, ou le font discrètement, mais ce sont eux qui, l'été dernier déjà, avaient engagé des poursuites judiciaires contre les éditions Christian Bourgois à propos de la sortie en France des *Versets sahariens*, de Salimane Rashed. La Mosquée de Paris s'était jointe à leur action en extrême. Ils avaient été aussi les premiers à protester après la destruction de la mosquée de Charvieu-Chavagneux dans l'Ain. Aujourd'hui, ils sont aux avant-postes dans l'affaire des fouldards à l'école, prêtant leur « assistance technique » aux familles concernées, se flattant d'avoir obtenu une fois de plus la Mosquée de Paris à sortir de sa réserve.

Il y a quelques années déjà, la Fédération nationale des musulmans de France avait rompu des

lances avec le cheikh Abbas, à propos de la vente de viande rituelle *halal*, dont l'ancien recteur de la Mosquée de Paris ne voulait pas faire une obligation absolue pour les musulmans vivant en France : « Le cheikh Abbas peut acheter sa viande au supermarché. Nous, nous ne voulons pas de cet islam à basse (sic) température », avait répliqué, dans un vif jeu de mots, Daniel Youssouf Leclercq, alors président de la FNMF.

Ces offensives ne sont pas étrangères à la guerre d'influence pour le contrôle et la représentation de l'islam en France. Mais, fermes sur les principes, leurs auteurs se veulent surtout les gardiens d'une certaine orthodoxie islamique. Pour des raisons historiques et politiques, la Mosquée de Paris jouit d'une suprématie de fait, mais elle est soupçonnée de ménager par trop les autorités et la laïcité françaises.

A côté de courants libéraux et « réformateurs » qui passent des « compromis » avec l'islam, ces orthodoxes, Français convertis, militants d'associations, membres de confréries, croient possible une pratique intégrale de leur religion dans la société française : régularité absolue des prières (contre ceux qui acceptent des décalages horaires), port du foulard pour les femmes, de la barbe pour les hommes, refus des prêts bancaires et des mariages mixtes, admission des enfants à l'école coranique, etc. Ils ont des liens avec des organisations pakistanaises en Angleterre ou turques en Allemagne fédérale, avec le MTI (Mouvement islamiste tunisien) et le Front islamiste algérien, mais ils nient toute action missionnaire organisée.

France-Plus ou Islam-Moins ? s'interrogent ces tenants d'un islam orthodoxe, à propos des positions « laïques » prises dans l'affaire des fouldards par l'association de jeunes bouddhistes. Pour eux, la pression de la société sécularisée est si forte qu'un jeune immigré en France a plus de mal à revenir à la religion de ses parents qu'un chrétien baptisé en avait hier pour se convertir à l'islam. Ils protestent contre l'image donnée de la religion musulmane, « religion d'éboueurs », « mouvement obscurantiste du Moyen Âge ». Fanatisme, terrorisme : ils ne se sentent pas responsables des forfaits reprochés à l'islam. « La France n'identifie pas le judaïsme avec Sharon. Pourquoi assimiler l'islam au Hezbollah ? », s'interroge l'un d'eux.

Leur islam s'inspire d'une vision très critique de la société française, avec laquelle ils proposent une rupture radicale. C'est aux jeunes, réputés baveux et drogués, qu'ils s'adressent en particulier. Le Tabligh, mouvement dévot et missionnaire, familier du porte-à-porte, que dirige le cheikh Mohamed Hammami, l'une des personnalités les plus mystérieuses de l'islam de France. Ses prêches à la mosquée Omar, rue Jean-Pierre Timbaud à Paris, propriété du mouvement depuis 1980, attire la foule chaque vendredi après-midi à l'heure de la prière. « Les Tabligh prêche la bonne parole. Ils prient à l'heure,

dans l'avion, le bateau, au bureau et à l'usine, s'il le faut », affirme le cheikh Hammami. Ajoutant : « Les tentations en France sont l'alcool, les filles, la télévision. Notre religion nous interdit de parler aux femmes, même étrangères. Nous ne faisons pas de politique, nous demandons seulement aux jeunes de retrouver le droit chemin, qui est celui de la religion. »

Réflexe communautaire

Intégrisme ? On peut discuter à perte de vue sur ce mot. Ce qui est vrai, c'est que, à un conflit historique pour le contrôle de la communauté, se superpose désormais un affrontement entre deux pôles d'interprétation et d'affirmation de l'islam en France. Le premier, représenté par la Mosquée de Paris et des intellectuels de renom, vise plutôt à une sorte d'intégration individuelle des musulmans, respectueuse du cadre défini par l'Etat, par les lois et les coutumes laïques. Le deuxième se rapproche plutôt du modèle américain d'insertion communautaire : obtenir, pour une minorité ethnique ou confessionnelle, un maximum d'avantages ou plutôt, comme disent Rémi Laveau et Gilles Kepel, de « non-discriminations ou de discriminations positives » (1).

C'est ce deuxième modèle qui, actuellement, a le vent en poupe en France. Au début des années 80, l'intégration se faisait surtout sur une base individuelle ou associative. Aujourd'hui, c'est le réflexe communautaire qui joue. Il jouera d'autant plus que l'image de l'islam apparaît aux musulmans maltraitée, que les mosquées seront détruites ou contestées (Charvieu-Chavagneux, Lyon) et qu'ils auront le sentiment d'être exclus de l'école publique, par exemple.

Le forçage religieux des musulmans en France ne fait sans doute que commencer. Il va se traduire par une demande croissante de lieux de prières, d'abattoirs de viande rituelle, de quartiers réservés dans les cités, de réhabilitation qui prendra de l'ampleur avec l'accroissement du nombre des Français musulmans, par l'urgence d'un subventionnement public (loi Debré) d'écoles privées musulmanes, etc. « Les juifs ont réglé leurs problèmes de viande rituelle, de cimetières et d'écoles. Le fait que nous n'y soyons pas encore parvenus est resté dans nos rangs comme une brimade », dit Ahmed Djaballah, jeune président de l'Union des organisations islamiques. Si elle ne conçoit pas l'adoption en France de la législation islamique, cet avant-gardiste, intégriste ou orthodoxe, se dit prêt à se battre pour défendre tout ce qui touche au statut personnel des musulmans. L'affaire des fouldards aura servi de détonateur.

HENRI TRINCO

(1) On lira notamment sur ce point les *Banlieues de l'islam*, de Gilles Kepel (1987) et *Les musulmans dans la société française*, de Rémi Laveau et Gilles Kepel (1988) aux presses de la Fondation nationale de sciences politiques.

Le devoir d'intégration

par Robert Solé

EN refusant de trancher dans l'affaire du voile islamique, le gouvernement a pris le risque d'entretenir le feu qu'il voulait éteindre. Souhaitons plus de succès au Conseil d'Etat, même si cet organisme n'est pas le mieux placé pour résoudre une question qui relève davantage du symbole que de la réglementation. Il est temps d'en finir en effet avec cette affaire, et surtout, de profiter du débat qui passionne la France depuis quelques semaines pour faire avancer la politique d'intégration des immigrés.

L'immigration n'est plus la chasse gardée du Front national. Pendant des années, la part de Jean-Marie Le Pen en avait fait son cheval de bataille et son fief de commerce. Le gouvernement Chirac tenta de casser ce monopole en 1986, avec la loi Pasqua et la réforme — avortée — du code de la nationalité. Mais c'est l'affaire du voile islamique, dont aucun parti n'a pris l'initiative, qui vient vraiment de déstabiliser le Front national de son sujet de prédilection : la France entière semble s'être emparée du dossier, exprimant tout haut, pour la première fois, ses convictions et ses craintes, ses revendications d'identité ou son déni.

Un déballeage de cette ampleur, à partir d'une affaire aussi minime en apparence, peut troubler. Il peut causer des dégâts, et en cause même déjà. Mais c'est une occasion exceptionnelle de définir enfin, ouvertement et sans complexité, la place que la société française veut donner à ses immigrés.

Intégration, intégration... Le mot est sur toutes les lèvres depuis quelque temps. C'est le rôle que Michel Rocard assigne à

l'école, le thème du débat que Laurent Fabius se dit prêt à engager à l'Assemblée nationale et le nom du ministère que réclame Harlem Désir.

Le verbe « intégrer » vient à peine d'entrer dans le vocabulaire de la gauche. Jusqu'à une date récente, les socialistes le recusaient, pour parents suspects avec « assimiler ». Ils voulaient, simplement, « insérer » les immigrés.

Une école maternelle à Saint-Denis. L'immigration scolaire est le lieu idéal de l'intégration, mais on ne peut lui demander de régler des problèmes qui la dépassent.

sans très bien préciser comment. Parallèlement, deux formules faisaient florès à gauche : le « droit à la différence » et « la société multiculturelle ».

La quasi-absence de ces deux formules dans le débat en cours est frappante. Si beaucoup de

gens prônent « la tolérance », rares sont ceux qui vantent les mérites de « la différence ». Tout le monde s'interroge plutôt sur la manière de faire évoluer les mentalités — de « faire tomber le voile » — et de permettre l'intégration.

Ce glissement sémantique est le signe d'une évolution importante : on confond de moins en moins la France entrecroisée, qui est un fait, et la France multiculturelle, qui est un pari hasardeux, contraire à



Une école maternelle à Saint-Denis. L'immigration scolaire est le lieu idéal de l'intégration, mais on ne peut lui demander de régler des problèmes qui la dépassent.

l'histoire nationale. Les apports étrangers ont toujours été l'une des richesses de la France. Mais celle-ci ne peut être une sorte de mosaïque dans laquelle chaque case défendait sa frontière, ses valeurs, sa conception de la vie en société ou des rapports entre les hommes et femmes.

La France a une culture dominante qui évolue sans cesse au contact d'autres cultures mais n'est pas une parmi d'autres. L'objectif n'est pas de définir une société de « coexistence » mais d'assurer les conditions d'une société d'intégration. En d'autres termes, de permettre à des immigrés — encore étrangers ou déjà en possession de la nationalité française — de devenir des citoyens à part entière, pleinement associés à la vie nationale.

Aucune institution n'est mieux placée que l'école pour favoriser cette intégration. Cela explique qu'elle soit aujourd'hui au cœur du débat.

Double débat, à vrai dire, car au fouldard islamique et à ce qui s'y rattache (refus de participer à certains cours) s'ajoute le problème des établissements qui comptent trop d'élèves immigrés. Creil a échappé Montfermeil, mais c'est sur tous les Montfermeil de France qu'il va falloir se pencher prochainement. Le maire de cette commune de Seine-Saint-Denis a posé le problème de manière choquante et pris des mesures inadmissibles. Mais ses homologues communistes du département savent très

Une double démarche

L'intégration des immigrés musulmans ne se pose guère du temps où la plupart de ceux-ci — harkis mis à part — venaient travailler en France pour une durée provisoire, sans conjoint et sans enfants. Désormais que l'immense majorité d'entre eux s'établit définitivement ici et revendique les mêmes droits que les Français. Leurs enfants, nés en France, acquièrent d'ailleurs automatiquement la citoyenneté à leur majorité, parfois même à la naissance. L'intégration n'est alors pas une option mais, pour eux comme pour la société d'accueil, une nécessité et un devoir.

Il restera toujours un petit noyau qui, pour des raisons diverses, refusera de s'intégrer. Que faire ? Personne n'a encore trouvé de solution satisfaisante. L'intégration suppose en effet une double démarche : celle de la société d'accueil et celle de l'immigré lui-même. Faut-il favoriser, par exemple, la création d'écoles islamiques ? Mais comment l'interdire ? L'Etat pourrait tout juste exercer son contrôle sur des établissements subventionnés, sous contrat. Si la communauté musulmane de France est trop pauvre pour se donner des écoles entièrement privées, un financement extérieur est toujours possible, comme pour les mosquées.

Ces questions en suspens ne dispensent pas de développer, dès à présent, des mesures d'intégration pour le plus grand nombre. L'affaire des fouldards a braqué le projecteur sur des intégristes. Il va falloir s'occuper maintenant — et plus sérieusement qu'on ne l'a fait jusqu'ici — de tous les autres musulmans qui sont appelés, tôt ou tard, à devenir Français à part entière.

Un sondage BVA pour le PS

Les deux tiers des jeunes approuvent M. Jospin

M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du PS chargé des études politiques, a donné connaissance du résultat d'un sondage commandé par le PS à l'institut BVA et effectué les 3 et 4 novembre auprès de neuf cent vingt-deux personnes âgées de dix-huit ans et plus. Il en ressort que 47 % des personnes interrogées s'estiment concernées par l'affaire des voiles (53 % ne s'estiment pas concernées). 47 % d'entre elles désapprouvent la position du gouvernement pour 44 % qui l'approuvent (les chiffres étaient, respectivement, de 53 % et 47 %).

Le soutien au gouvernement est majoritaire à gauche — 57 % des membres du PS approuvent sa position — et majoritaire à droite. Il est dominant

dans les catégories d'âge comprises entre dix-huit et cinquante ans et minoritaire au-delà. Le sondage révèle un phénomène de génération : 64 % des dix-huit-vingt-quatre ans approuvent le ministre de l'éducation nationale, pour 52 % des vingt-cinq-trente-quatre ans et 47 % des trente-cinq-quarante-neuf ans (1).

Parmi la population âgée de plus de cinquante ans, la majorité s'inverse : 31 % seulement déclarent approuver le gouvernement.

(1) Cette dernière tranche a d'ailleurs beaucoup évolué : lors du dernier sondage BVA-TF1 des 27-28 octobre, ils s'élevaient que 29 % à approuver cette position. Un changement peut-être dû à l'affluence des adolescents eux-mêmes sur leurs parents.

Hatier

116 spécialistes de réputation mondiale ont rédigé le 1er dictionnaire de la pensée politique

DICTIONNAIRE DE LA PENSÉE POLITIQUE HOMMES ET IDEES

De l'Antiquité à nos jours, 850 pages - 59,00 F

EN ECONOMIE, HATIER C'EST CLAIR

هكذا من الاصل

Le débat sur les « foulards » et la laïcité

Creil dans l'impasse

CREIL (Oise)
de notre envoyé spécial

Dès le petit matin, le grillage qui ceint le collège Gabriel-Havez était doublé d'une haie touffue de photographes. Le dispositif médiatique était en place : Leila, quinze ans, sa sœur Fatima, quatorze ans et Sandra, quinze ans, pouvaient faire leur rentrée. Vêtues d'un jean ajusté, d'un survêtement, un anorak ou d'un parka très mode, les trois adolescentes auraient pu passer inaperçues dans la multitude qui s'est pressée, lundi 6 novembre, jour de la reprise des classes, n'eussent été leurs foulards — un de couleur crème et deux mauves — ces foulards islamiques qu'elles s'entendent à vouloir porter en classe.

Cette fois, les enseignants avaient pris les devants. Arrivés une heure plus tôt, ils avaient décidé de ne pas les accueillir et même de quitter l'établissement avec leurs élèves si on les obligeait à le faire. La coordination des professeurs avait opté pour la fermeté par 24 voix contre 6. Une forte majorité, certes, mais pas l'unanimité espérée. Les « minoritaires » ne se privaient d'ailleurs pas de regretter cette position « intolérante ».

Les enseignants en assemblée

Après avoir divisé la France, son gouvernement et, accessoirement, le Parti socialiste, le foulard de Leila, Fatima et Sandra allait-il avoir raison de l'unité de façade du collège de Creil, incarnée depuis des semaines par M. Ernest Chénier, ce principal disert, brun de peau, franc-maçon et avocat convaincu de la laïcité ? « Il ne peut pas y avoir univoque dans une communauté de soixante intellectuels, expliquait-il. Mais je ne crois pas que les professeurs soient prêts à s'affronter. Ils cherchent seulement à recréer les conditions normales d'harmonie, de paix et de sérénité pour travailler à nouveau ».

En fin de journée, au terme d'une assemblée générale d'une heure et demie, la coordination des personnels publiait un communiqué unanime, dans lequel tous les équilibres étaient méticuleusement respectés. « Nous ne pouvons pas accepter la revendication d'un

groupe religieux (foulard islamique) en la refusant à d'autres (absence systématique du samedj), ont déclaré les enseignants, faisant allusion aux demandes de la communauté israélienne. Se réclamant d'une « totale neutralité », ils s'engagent à « assurer le suivi scolaire des élèves qui refuseraient de se plier au règlement en vigueur. Mais aucun signe distinctif religieux ou autre ne peut être accepté en cours ».

Les trois jeunes musulmanes seront tenues au courant des leçons par le cahier de textes et leurs devoirs seront corrigés. Mais elles resteront confinées aux locaux de la vie scolaire ou au centre de documentation et d'information, comme ce fut le cas le 6 novembre.

Quel dur lundi de rentrée ! Les journalistes avaient entrepris de bivouaquer dans le hall de l'établissement, obligeant le personnel administratif à s'aligner au milieu de ce sit-in improvisé. De là, ils pouvaient observer les nombreuses allées et venues de cette journée-marathon. Ainsi, à l'heure de la récréation, ils virent arriver MM. Ali Achaboun et Mohamed Saldani, les deux pères, accourus à un rendez-vous que personne ne se souvenait leur avoir fixé. « Allah a bien fait les choses », souriait M. Chénier. L'inspecteur d'académie, M. Jacques Marchal, venait précisément d'arriver... à l'improviste. Mais les deux heures de discussion n'ont pas abouti. « Je ne peux tout de même pas frapper mes filles pour les obliger à quitter le foulard », expliquait M. Achaboun, se réfugiant derrière leur libre arbitre.

Chaque fois que celles-ci risquaient trois pas dans la cour de récréation, elles provoquaient la ruée des caméras. A midi, c'est dans une atmosphère d'échauffourée que M. Achaboun, au volant de son break Peugeot, est venu cueillir Leila et Fatima. Même mouvement de foule à 14 heures et à la fin des cours. Des ribambelles de gamins excités couraient à la confusion. Un enseignant du voisinage, Don Quichotte maniaque de la sécurité incendie dans les établissements scolaires, est même venu souffler au passage sur les braises en suggérant aux élèves, présumés en danger, de se mettre en grève...

JEAN-JACQUES BOZONNET

Poissy, Avignon, Marseille...

MM. Yannick Simbron, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), et Jean-Claude Barbarat, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC), devaient se rendre mardi 7 novembre à Creil pour apporter leur soutien aux enseignants du collège Gabriel-Havez. La veille, ceux-ci avaient décidé de ne plus accueillir les trois jeunes musulmanes qui refusent toujours d'ôter leur foulard islamique en classe. La situation apparaît provisoirement bloquée dans cet établissement d'où est partie la polémique pour s'étendre à plusieurs autres établissements.

Ainsi, les enseignants du collège des Grandchamps à Poissy (Yvelines) ont observé une grève, lundi 6 novembre, pour protester contre le refus d'une élève musulmane de retirer son foulard. Les cours ont pu reprendre au bout de deux heures, la jeune fille ayant finalement obtenu l'autorisation.

RÉACTIONS

■ M. DELERRE : pour la compréhension. — Pour M. Michel Delerrière, ministre de l'équipement, des transports et du logement, il faut traiter le problème du foulard par « le dialogue, la compréhension, la discussion » en « admettant la confrontation culturelle ». Lundi 6 novembre au cours de « l'Heure de vérité » sur Antenne 2, il s'est déclaré « profondément laïque » et « contre toute forme de prosélytisme dans les établissements scolaires », mais a-t-il demandé « A-t-on le droit d'exclure des jeunes filles qui portent le voile, alors que des dizaines de milliers de jeunes filles d'origine musulmane sont en train de réussir leur libération par l'éducation ? ».

■ M. MEHAIGNERIE : pas de martyrs. — M. Pierre Méhaignerie a déclaré, lundi 6 novembre à Rennes, que « le recours de Lionel Jospin au Conseil d'Etat est normal dans un état de droit ». Selon lui, « il ne faut pas exclure les

jeunes filles qui veulent porter le voile », car « c'est en faire des martyrs et c'est ce qu'attendent les fanatiques ».

■ M. SARRE : contre la « soft idéologie ». — M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat des transports, a jugé que la « laïcité moderne » dont se réclame M. Michel Rocard « procède d'un repli sur un certain nombre d'idées minimales ». « Je suis pour que l'on respecte la laïcité, non seulement dans les principes, mais dans l'action », a-t-il affirmé, lundi 6 novembre à Paris, en s'élevant contre « la soft idéologie ».

■ M. CHEVENEMENT : ni klippa ni tachador. — M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a estimé, lundi 6 novembre sur Antenne 2, que « il ne peut y avoir ni soutien, ni klippa, ni tachador à l'école laïque, parce que l'école laïque, c'est l'école de la liberté ».

JUSTICE

Deux journalistes de « Libération » et du « Monde » poursuivies par le juge Bouloque

La requête en réhabilitation d'un magistrat antiterroriste

Retenu, de son plein gré, à Londres, le juge d'instruction, M. Gilles Bouloque, n'a pas pu assister, lundi 6 novembre, à la première journée du procès en diffamation qu'il avait intenté à deux journalistes Agathe Logeat, du Monde et Véronique Brocard de Libération, devant la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris. Le magistrat n'a donc pas pu apprécier les regards particuliers dont la justice avait entouré l'audience : quatre juges là où ne siègent habituellement que le président et deux assesseurs. Des barrières de sécurité et une demi-douzaine de gendarmes, là où ne sommeillent, d'ordinaire, que deux policiers. M. Bouloque n'a pas non plus été en mesure de s'apercevoir que la presse, au fond, comprend son malheur. Et même qu'elle le partage.

Le malheur de M. Bouloque a commencé avec le dénouement de l'affaire Gordji le 29 novembre 1987. Ce jour-là, un dimanche, l'interprète de l'ambassade d'Iran à Paris se rend au palais de justice de Paris où le juge Bouloque, qui souhaitait l'entendre comme témoin dans le cours de son enquête sur les attentats de septembre 1986, l'attendait depuis le 3 juin. Walid Gordji, l'homme qui a suscité six mois de « guerre des ambassades » et une rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Iran, en ressort libre après une audition couverte par le bruit du moteur de l'avion de Téhéran qui est déjà prêt à décoller.

Inspiré par cette coïncidence, Plantu publie, dans le Monde du 1^{er} décembre, un article qui va faire une belle carrière. On y voit le juge, en pleine interrogatoire derrière un guichet d'aéroport : « Une place cotée allée ou côté hublot ? Fumeur

et non-fumeur ? » M. Bouloque ne poursuit pas ce dessin qui le poursuit. Il donne quelques interviews pour justifier son attitude dans une affaire qui, au bout du compte, a abouti à la libération de deux otages, français au Liban : « La justice peut avoir la tête haute dans cette affaire ».

« Personnellement blessé »

Les malheurs reprennent un an plus tard. Sur plainte de Fouad Ali Salahi, l'un des otages libérés, le juge Bouloque est accusé d'avoir contribué à démanteler, le juge est inculpé de violation du secret de l'instruction après une interview, encore une, donnée au Figaro. Entre-temps la gauche est revenue au pouvoir. L'inculpation, automatique dans le cours d'une plainte avec constitution de partie civile, devient un objet de polémique et M. Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, s'indigne de voir « le crime » autorisé à poursuivre « la justice ». On repart de l'attitude du magistrat dans l'affaire Gordji, du « iro » auquel il se serait prêté, du moteur de l'avion qui tournait pendant l'audience, le dessin de Plantu. Et M. Bouloque, cette fois, contre-attaque : « personnellement blessé », selon son avocat, M. François Sarda par des mots « particulièrement blessants ».

Agathe Logeat et Véronique Brocard étaient donc, lundi, au banc des accusés. La première pour un éditorial publié le 22 novembre 1988 dans le Monde, intitulé « L'homme qui a suscité six mois de « guerre des ambassades » et une rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Iran, en ressort libre après une audition couverte par le bruit du moteur de l'avion de Téhéran qui est déjà prêt à décoller ».

Inspiré par cette coïncidence, Plantu publie, dans le Monde du 1^{er} décembre, un article qui va faire une belle carrière. On y voit le juge, en pleine interrogatoire derrière un guichet d'aéroport : « Une place cotée allée ou côté hublot ? Fumeur et non-fumeur ? » M. Bouloque ne poursuit pas ce dessin qui le poursuit. Il donne quelques interviews pour justifier son attitude dans une affaire qui, au bout du compte, a abouti à la libération de deux otages, français au Liban : « La justice peut avoir la tête haute dans cette affaire ».

Le chiffre ne surprend pas M. Jean-Michel Sensenac, poursuivi pour complicité en tant que responsable des courriers. « Ici, c'est le moment de parler, à l'agent concubine, les mains dans les poches 30 %, c'est énorme. Il est travaillé avant dans des sociétés spécialisées dans le recueil de fonds. L'Institut Pierre et Marie Curie, la Fondation de France, les Aveugles de France et bien d'autres associations ne touchent que de 10 % à 15 % des règles publicitaires ; 30 %, c'est le double de ce que tout le monde a sur Paris ».

Les chiffres et l'action

Et le bouillant courtier d'ajouter : « Tout le monde le sait ! Apparemment, la présidente ignore les étranges manœuvres financières de la publicité et il n'est pas certain que les sociétés achetant un espace soient informées que 70 % de leur contrat à des associations humanitaires enrichissent les sociétés de publicité. En outre, lorsqu'il n'était pas possible d'arracher un contrat, les courtiers « sollicitaient » un don, qui n'était réservé que pour moitié à la Ligne bleue. Mais, là encore, ce serait une pratique courante destinée à « motiver » les courtiers.

« Nous savons tous le mal que vous a frappé et que vous avez vainement avec un courage exceptionnel. Dans ce contexte, personne n'y est insensible. » Aussitôt après ce préambule, la présidente a tenté d'enfermer Nadia Gomez dans la logique mathématique des recettes et des dépenses. Mais l'interrogatoire a vite tourné au choc entre deux personnalités : « Vous parlez de chiffres et je parle de l'action menée ! » a expliqué Nadia Gomez. Dès lors, le débat n'était plus qu'un dialogue de sourds, car l'ancienne présidente de la Ligne bleue s'est défendue avec acharnement, mais sur un tout autre terrain que celui des chiffres : « Aider financièrement les malades n'était pas l'objectif de l'association. On ne les prenait pas en charge, on les

dessin meurtrier pour rappeler que « cette simultanéité, qui réduisait le juge d'instruction à un simple poinçonneur de tickets, provoquait commentaires ironiques et méchants quolibets ».

La première journée de ce procès a été consacrée à l'audition de la plupart des journalistes de la presse écrite, qui avaient suivi le feuilleton diplomatique-judiciaire de l'affaire Gordji, cités comme témoins par la défense. Tous ont décrit le climat particulier de l'époque : les attentats, la cohabitation, les soupçons, les tractions. Une époque « un peu paranoïa » comme l'a dit Serge Raffy, du Nouvel Observateur, où les magistrats se faisaient l'effet d'être des « croisés ». Où les journalistes rencontraient, entre deux courtois, des juges qui se méfiaient des policiers chargés de leur protection. Où le Quai d'Orsay, sceptique sur le contenu du dossier Gordji, était tenu à l'écart par l'Intérieur. Où, selon Marc Kravetz, grand reporter à Libération, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, apprenait, lors d'un déjeuner de presse que l'émis-saire de M. Pasqua, Jean-Charles Marchiani, dépeçait à Beyrouth : « Le dossier Gordji n'a jamais été transmis au Quai d'Orsay », s'est étonné Jacques Amalric, chef du service étranger du Monde. « A cause du secret de l'instruction », a répondu sans rire le substitut, Mme Edith Dubreuil.

« On était obligés »

Les journalistes ont donné l'impression de comprendre d'autant mieux le dépit du magistrat que beaucoup ont eux-mêmes navigué entre les pistes lancées par des sources tenant surtout à leur anonymat. Il y eut la piste libanaise des frères Abdallah, évoquée par le ministère de l'Intérieur. Quelques-uns restèrent sceptiques, notamment à Libération. « Le dossier nous sommes tombés plutôt malades », a dit Serge July, « le juge Bouloque aurait dû veiller plus attentivement aux horaires des avions ».

CORINE LESNES

L'ancienne présidente de la Ligne bleue en correctionnelle

L'argent du cancer

Nadia Gomez, trente-huit ans, ancienne présidente de la Ligne bleue, une association d'aide aux cancéreux, comparait depuis le lundi 6 novembre devant la douzième chambre correctionnelle de Paris pour répondre du délit d'escroquerie commis, selon l'accusation, « en créant et en maintenant artificiellement en activité, grâce à des découvertes bancaires, une association censée avoir été créée dans un but philanthropique, alors que son objet réel était d'assurer à ses dirigeants un train de vie élevé ».

Où va l'argent ? Devant les sollicitations de nombreuses associations charitables ou humanitaires, cette question revient de plus en plus souvent, et ce procès renforce encore le doute que certains manifestent à l'égard des quêtes de toute sorte. D'embellie, la présidente du tribunal, M^{me} Claude Nocquet, s'est livrée à un véritable réquisitoire contre la gestion de la Ligne bleue, association créée en 1982 par Nadia Gomez, une jeune femme qui fut elle-même victime d'un cancer de la vésicule biliaire traitée et opérée avec succès.

L'analyse du magistrat s'appuie sur la force indiscutable des chiffres : de 1983 à 1985, les secours aux malades se sont élevés à 270 865 F, soit 4,19 % seulement des dépenses de l'association. Les « recettes » de la Ligne bleue au cours de la même période atteignaient à 8 millions de francs, si l'on additionne les diverses subventions publiques et privées, les cotisations, les découvertes bancaires et les dettes. Les frais financiers se montaient à 433 588 F, ce qui a fait dire à la présidente que l'association versait plus à ses banquiers qu'à ses malades.

Pourtant, dans une brochure intitulée Cancer et Fric, l'association soulignait son action, et celle-ci concernait l'aide financière aux cancéreux. Pour collecter des fonds, la Ligne bleue avait créé une société de courtage publicitaire, dont les méthodes ont étonné M^{me} Nocquet. Lorsqu'une société acceptait d'acheter un espace publicitaire dans une publication

aidait à se prendre en charge. Si on ne faisait plus de bruit, plus de presse, plus de galas, on ne parlait plus de l'association. J'étais prise dans une sorte de « conflit » entre faire connaître la Ligne bleue et aider les personnes atteintes d'un cancer ».

Pour Nadia Gomez, l'action, c'était l'accueil, l'écoute, le conseil, toutes choses ne pouvant être réalisées efficacement que si l'association était régulièrement citée dans la presse, ce qui justifiait des dépenses importantes. Pour illustrer la différence entre son discours et celui de la présidente, elle a cité cet exemple : « Au début, on m'a félicitée pour l'aménagement des locaux d'accueil. On disait que c'était « chaleureux », ensuite, on a dit que c'était « luxueux ». C'était après mon inculpation ».

A l'entendre, ce procès ne serait-il qu'un immense malentendu ? Pas tout à fait, car, lorsque la présidente a évoqué des voyages à Nice ou à New-York à plusieurs personnes, Nadia Gomez a admis : « Je suis d'accord jusqu'à la limite de 210 000 F, j'ai eu tort ».

MAURICE PEYROT

Important vol de tableaux à Cannes

Douze toiles de maître dérobées dans la villa de Marina Picasso

Douze toiles de maître estimées au total à plus de 100 millions de francs ont été volées dimanche 5 novembre à Cannes (Alpes-Maritimes) dans la villa de Marina Picasso, petite-fille du peintre. Le cambrioleur, qui, apparemment, agit seul et semblait fort bien connaître les lieux, dérobait cinq petites toiles de Picasso et d'autres œuvres, notamment un Breughel, un William Bouguereau, un Odilon Redon et un Francesco Vines.

Le vol, sans effraction, a été commis dimanche matin vers 7 h 15 dans la villa « Pavillon de Flore » que possède Marina Picasso dans le quartier résidentiel de Basse-Cannes, au moment où l'un des gardiens de la résidence s'était absenté pour effectuer des courses. Les enquêteurs de la police judiciaire de Nice ont noté

mondain tout à fait honorable », selon l'expression de Marc Kravetz, a été subitement prouvé ensuite certain du réseau terroriste. Y compris par le juge Bouloque et d'autres sources de l'entourage de M. Pasqua et Pandraud, ont accusé les témoins. Puis, militamment encore, ils ont appris que le dossier s'amoindrisait. Deux ans après, Jacques Amalric a fait part au tribunal d'une conviction reposant sur les confidences de hauts responsables. « Ceux qui avaient accès à ce dossier en 1987 savaient qu'ils ne pourraient pas faire condamner Gordji. On lui a volontairement donné un rôle qu'il n'a pas eu. Il se serait donc agi d'un montage. » « Otage » contre otages. Une pression accrue sur l'Iran pour obtenir la libération des Français détenus à Beyrouth. Que le juge Bouloque y ait contribué sciemment, en regard à la raison d'Etat, ou dans un premier temps à son insu, comme la presse, est une question sur laquelle les témoins n'ont pas tranché.

Les journalistes, en matière de liens entre justice et pouvoir politique, en ont vu d'autres. Edwy Plenel, du Monde, s'est souvenu du coup de fil passé par M. Alain Chandon au juge d'instruction Alain Marsand après l'attentat de la rue de Rennes, alors qu'il se trouvait dans son bureau : « On en a un peu blagué », Claude Angeli, du Canard enchaîné, a raconté la réaction de M. Pasqua et Pandraud après le dessin de Plantu. Lui aussi était dans le bureau : « Pourquoi avoir mis le juge dans une situation pareille ? », a compté le journaliste. « On était obligés. Le président de la République avait exigé que Gordji soit entendu », amenaient-ils la réponse. Bref, la presse ne voit pas où est la diffamation dans cette affaire qu'un dessin a si bien résumée. « Le juge a été plus une victime qu'un coupable », a estimé Serge Raffy. Mais, comme l'a dit Serge July, « le juge Bouloque aurait dû veiller plus attentivement aux horaires des avions ».

CORINE LESNES

La tierce de Luxol

Les experts psychiatres concluent à l'irresponsabilité de Christian Dornier

Les deux experts-psychiatres commis par M. François Ardiet, juge d'instruction à Besançon, pour examiner Christian Dornier, auteur de la tierce de Luxol (Doubs), le 12 juillet dernier, ont conclu à l'irresponsabilité de l'auteur de la mort de quatorze personnes et blessé huit autres habitants de ce village (Le Monde du 14 juillet). Les experts ont conclu « dans leur rapport à l'irresponsabilité du jeune homme ».

Au cours d'une conférence de presse, lundi 6 novembre, le procureur de la République de Besançon, M. Jean-Claude Rognon, a précisé que les deux experts avaient recommandé l'application de l'article 64 du code pénal et le placement de Christian Dornier dans un établissement spécialisé pour malades dangereux. Cependant, « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice », le procureur de la République a ajouté qu'il allait solliciter du juge d'instruction une contre-expertise qui sera probablement ordonnée avant toute décision définitive sur le sort du jeune agriculteur.

En outre, les policiers sont convaincus que l'auteur du vol était parfaitement au courant de l'absence de la propriétaire, partie en week-end à Megève, et savait que l'un des deux gardiens de la villa était en congé ce jour-là.

Enfin, ils estiment que le cambrioleur ne pouvait ignorer que toutes les œuvres volées sont répertoriées, puisque provenant de l'héritage Picasso, et ne peuvent donc être négociées sur le marché de l'art, particulièrement surveillé.

SOCIÉTÉ

Du travail clandestin à l'argent de la drogue

La Fondation de l'Arche de la fraternité s'attaque aux nouvelles menaces de la vie moderne

« Notre ambition est de provoquer un choc dans l'opinion et de la sensibiliser aux problèmes fondamentaux de notre société », M. Claude Cheysson a ainsi présenté, lundi 6 novembre dans ses locaux du toit de l'Arche de la Défense, la vocation de la Fondation de l'Arche de la fraternité dont il est le président.

Répondant au souhait de susciter « un éveil des consciences », émis par M. François Mitterrand lors de l'inauguration de cette fondation le 26 août dernier, l'ancien ministre socialiste des relations extérieures a proposé une démarche en deux temps pour cette institution vouée à la défense et à la promotion des droits de l'homme. La Fondation de l'Arche de la fraternité devra d'une part, a affirmé M. Cheysson, cerner « les nouvelles menaces générées par les progrès de la vie moderne et qui pèsent sur les droits de l'homme » et « faire passer, d'autre part, le message dans l'opinion afin que l'homme de la rue se sente concerné par ces problèmes ».

Le choix des thèmes de réflexion revient à un conseil scientifique qui rassemblera, pour la première fois, douze personnalités des milieux de la recherche et des médias, mais qui demeure, selon M. Cheysson, « encore incomplet parce qu'exclusivement français ». Se retrouvent, par exemple, ainsi face à face, côté chercheurs, MM. Michel Serres, philosophe, Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, ou Paul Valadier, juriste, et, côté médias, MM. Jérôme Clément, président du directoire de la SEPT, Ivan Lévy, directeur de l'information de France-Inter ou encore

Harlem Désir, président de SOS-racisme. Ce conseil scientifique a d'ores et déjà fait émerger quatre thèmes de réflexion : l'adoption internationale et le « principe contradictoire » entre la volonté d'adopter des enfants défavorisés et l'enlèvement de ces derniers à leur pays et à leur culture d'origine ; « l'avenir des réfugiés », qui doit aller au-delà des conditions de vie dans les camps ou de la transplantation brutale dans des pays à culture très différente ; la levée du secret bancaire lié à l'argent de la drogue et qui, pour l'instant, paralyse les actions gouvernementales du monde entier ; la multiplication du nombre des travailleurs clandestins dans la Communauté européenne, d'autant plus inquiétante par le pouvoir politique que ce dernier sera dilué avec la suppression des frontières en 1992.

« Mobiliser l'opinion »

Sur tous ces thèmes, la fondation souhaite créer des « ateliers » où se retrouveront, lors de colloques ou de débats les chercheurs et les membres des autres associations de défense des droits de l'homme. A partir des « idées simples » qu'ils dégageront de ces ateliers, a déclaré M. Cheysson, la Fondation de l'Arche de la fraternité entend « mobiliser l'opinion en la provoquant ».

A terme, la fondation entend aussi s'attaquer à d'autres « sujets difficiles » liés aux progrès technologiques, biologiques, médicaux : à la montée de l'intégrisme ou encore à l'hyperlibéralisation de l'économie.

V. D.
* Fondation de l'Arche de la fraternité, 1, parvis de la Défense, 92040 Paris-La Défense. Tél. : 49-07-26-26.

MÉDECINE

Le « mort vivant » de Lamotte-Beuvron

Un « miracle » toxicologique

Le jeune homme de dix-neuf ans qui avait été officiellement considéré comme mort lors du week-end de la Toussaint (le Monde du 3 novembre) quittera prochainement le service d'anesthésie-réanimation du centre hospitalier de Blois. Plusieurs éléments nouveaux, d'ordre médical, permettant aujourd'hui de mieux saisir les raisons de ce qui initialement est apparu comme un extraordinaire « retour à la vie ». Les deux experts médicaux commis par M. Jean-Michel Prêtre, substitut auprès du procureur de la République de Blois, entendront pour leur part, dans quelques jours, le médecin qui, lors de la découverte du corps, avait porté le diagnostic de mort dans des conditions aujourd'hui controversées.

BLOIS

de notre envoyé spécial

C'est un cocktail médicamenteux sans précédent dans les annales de la toxicologie qui avait absorbé, dans le début de l'après-midi du vendredi 27 octobre, le jeune apprenti préparateur en pharmacie de Lamotte-Beuvron. Sous le coup d'une grave déception amoureuse, il avait, profitant de sa situation professionnelle, réuni, pour mettre fin à ses jours, un volume important de différents médicaments utilisés en psychi-

atrie (antidépresseur, barbiturique et neuroleptique) et en médecine cardiovasculaire (bêta-bloquant), le tout ayant été ingurgité avec une quantité non négligeable de whisky. L'ensemble devait avoir un effet d'autant plus complexe que certains des médicaments utilisés ne sont commercialisés que depuis peu de temps en France et encore très mal connus des anesthésistes-réanimateurs et des spécialistes de toxicologie.

Un diagnostic irrécusable

De manière tout à fait inattendue et paradoxale, il semble, aujourd'hui, que la composition d'un tel cocktail, loin de provoquer une mort immédiate, ait eu pour effet de protéger l'organisme du jeune homme. Les spécialistes estiment, en particulier, que la chute de température et le ralentissement du métabolisme (état de quasi-hibernation) provoqués par certains médicaments ont permis de réduire la toxicité des autres. Il s'agit là, en toute hypothèse, selon d'un authentique « miracle », du moins d'une véritable première dans l'histoire de la toxicologie : une première qui ne devrait pas manquer de faire, prochainement, l'objet d'une communication dans la presse médicale internationale.

Sans préjuger des suites médicales et médico-légales de cette affaire, l'enquête devra tenter de préciser si tout a bien été mis en œuvre pour établir le diagnostic de mort dans les heures qui ont suivi la découverte du corps. C'est le docteur Anne-Christine de Guillebon,

installée à Vouzon (Loir-et-Cher) qui, de garde durant le week-end de la Toussaint, avait été appelée vers 17 heures, samedi 28 octobre — soit plus de vingt-quatre heures après la tentative de suicide — par les gendarmes de Lamotte-Beuvron. C'est elle qui, alors que les sapeurs-pompiers avaient entrepris les premiers gestes de réanimation externe, a porté le diagnostic irrécusable de mort (sans toutefois signer le certificat de décès) et fait ainsi arrêter le SMUR de l'hôpital d'Orléans-La Source qui, alerté, se dirigeait sur les lieux.

Or, il semble acquis aujourd'hui que les gendarmes présents ont fait remarquer au médecin quelques éléments cliniques (des mouvements de déglutition notamment), pouvant rendre difficile de conclure immédiatement à la mort sans procéder à des constatations ou à des investigations complémentaires. L'absence de rigidité cadavérique était, d'autre part, difficilement compréhensible. Quelques heures plus tard, après que le corps eut été conservé en atmosphère confinée et réfrigérée, les réanimateurs du SAMU de l'hôpital de Blois constataient une température de 23°C, un pouls de 20 et quatre cycles respiratoires par minute.

Deux jours plus tard, le jeune homme va quitter l'hôpital pour une destination secrète, de manière, avec l'aide de psychiatres, à le tenir hors de portée des assauts de ceux qui, à tout prix, souhaitent recueillir son témoignage exclusif sur ses heures passées dans un état proche de l'au-delà.

JEAN-YVES NAU

CATASTROPHES

Après le passage du typhon Gay

Trente morts et des centaines de disparus en Thaïlande

Quatre survivants ont été retrouvés, dans la soirée du dimanche 5 novembre, parmi les quarante-dix-sept membres de l'équipage du navire américain d'exploitation gazière *Seacrest*. Ce dernier avait coulé vendredi dans le golfe de Thaïlande à la suite du passage de *Gay*, le plus violent typhon à s'être abattu depuis trente-cinq ans dans la région (*le Monde* daté 5-6 novembre).

Selon les informations de la filiale thaïlandaise d'Unocal, propriétaire du navire, trois autres membres de l'équipage auraient également été sauvés par des pêcheurs thaïlandais. La compagnie ayant décidé de procéder à une opération de secours à l'aide de plongeurs, aucune tentative n'a été entreprise pour percer la coque de l'épave, située à 100 km à l'est de la côte sud de la Thaïlande.

Plusieurs dizaines de bateaux de pêche ont également coulé dans la tempête, portant le nombre de marins disparus en mer à plus de quatre cents. Dans le sud du pays, au moins trente personnes ont été tuées dans les inondations provoquées par la violence de *Gay*, qui s'éloignait lundi vers l'ouest de la Birmanie.

Le tournant calédonien

EDWY PLENEL

MOURIR A OUVÉA
ALAIN ROLLAT

une condition
LE MONDE/LA DÉCOUVERTE

ENVIRONNEMENT

La décharge de l'hôpital de Brest fait scandale

Eprouvettes, boîtes de seringues, flacons de produits radioactifs, tubes à essai, filtres de reins artificiels, poches, déchets contaminés

DÉFENSE

Balmat signe le nouvel uniforme de l'armée de terre

Eric Mortensen et Patrick Aubert, de chez Balmat, et le service central d'études et de réalisation du Commissariat de l'armée de terre se sont associés pour offrir, à compter de 1991, une nouvelle tenue aux officiers, aux sous-officiers, aux cadres féminins et aux hommes du rang, dont l'uniforme n'avait pratiquement pas évolué depuis les années 70. C'est la couleur « terre de France » qui a été retenue, à partir d'un tissu légèrement gris bleuté, exception faite des chasseurs qui gardent leur uniforme de couleur bleue.

Le blouson des militaires du rang, qui est l'innovation la plus spectaculaire, est sans poche de poitrine et il comporte des pattes d'épaule avec un bouton-pression caché. La vareuse des cadres féminins se distingue par une coupe légèrement cintrée, une forme croisée avec six boutons, deux poches basses sans rabat et des bas de manche sans revers.

Pour les cadres masculins, la vareuse est légèrement cintrée (sans revers en bas de manche) et elle est associée à un pantalon de coupe classique sans bande de commandement.

Si le képi a été conservé, le postillon des femmes, en revanche, est remplacé par un tricorne. Le béret est moins large (avec un pourtour semi-rigide en cuir). Cravate et gants sont noirs, sauf pour la Légion, qui garde la cravate verte.

venant des services de soins, le tout brûlant dans une décharge à ciel ouvert, mal clôturée et dégageant une odeur nauséabonde, à deux pas d'un parc de loisirs, tel est le dépôt où l'hôpital de Brest tente illégalement de se débarrasser d'une partie des 1.600 tonnes de déchets qu'il produit chaque année et dont certains sont refusés par l'usine d'incinération ultra-moderne inaugurée l'an dernier par la commune d'Arzal de Brest. Cette situation et d'une manière générale les conditions dans lesquelles les établissements hospitaliers publics et privés traitent leurs déchets liquides et solides viennent d'être dénoncées par le syndicat CFDT du centre hospitalier universitaire. L'affaire provoque une vive polémique à Brest.

FAITS DIVERS

En Corse du Sud

Attentat contre deux immeubles en construction

Un commando d'une trentaine de personnes portant des cagoules et vêtues de treillis a détruit à l'aide de bouteilles de gaz munies de détonateurs, dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 novembre, deux immeubles en construction à Santa-Lucia-de-Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). Il n'y a pas eu de victimes.

Avant de faire exploser les charges, le commando avait pénétré dans toutes les maisons du village et maltrisé dix-sept personnes.

Les constructions visées appartiennent à une société à capitaux corse et italiens. Dans un communiqué diffusé le 6 août dernier, l'FLNC avait mis en garde contre les constructions touristiques en Corse. Le message précisait : « Le fait d'être Corse ou d'être de cette qualité dans ces affaires ne sera pas une protection mais constituera, bien au contraire, une circonstance aggravante ». Sur les murs des deux bâtiments détruits (quatre-vingt-dix logements au total) était inscrit : « Attention mind FLNC ».

ON NE SE MASTURBE PLUS.

Pas de larmes, pas de regrets.

Les Cahiers du Cinéma adoptent une nouvelle formule!

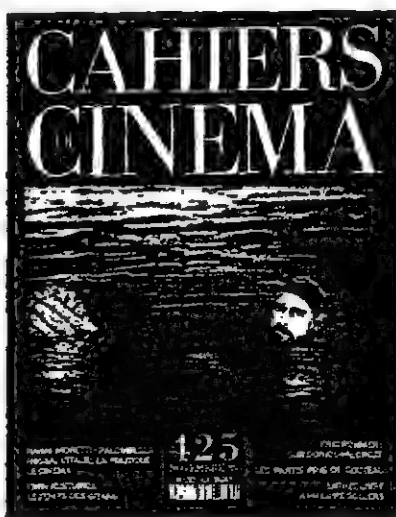
Le cinéma, en perpétuel mouvement, nous montre l'exemple.

Nous le suivons dans ses métamorphoses et, pour mieux le capter,

nous modifions la maquette des Cahiers du Cinéma.

Notre rigueur demeure — elle est nous, nous sommes elle — mais elle

se mélange à plus de portraits,
plus d'images, plus de plus.



NOUVELLE FORMULE

Nanni Moretti: Palombella Rossa, l'Italie, la politique, le cinéma.
Émir Kusturica: Le temps des gitans.

Eric Rohmer: sur Doniol-Valcroze.
Les partis pris de Cocteau.
Entrée libre à Philippe Sollers.

هكذا من الاصل

Un anti-rejet souverain

Un médicament contre le rejet de greffe vient d'être mis au point par des chercheurs japonais. Les résultats des premières expérimentations sont stupéfiants

Aujourd'hui, la ciclosporine est utilisée sur les cinq continents, non seulement dans le traitement du rejet de greffe, mais également dans celui de certaines maladies

Dans sept cas, il a suffi de leur administrer du FK 506 pour que cessent les effets indésirables et

A la lumière de ce qui s'est produit avec la ciclosporine – certains de ses effets secondaires n'ont pu être observés qu'à long terme, après plusieurs années d'utilisa-

recherche fondamentale. Ainsi la même semaine où paraissent dans *The Lancet* les résultats de l'expérimentation humaine du FK 506, sont publiés dans la revue scientifique britannique *Nature* deux articles, l'un signé par John Siedkiera (Laboratoires Merck, Sharp and Dohme), l'autre par Matthew Harding (universités de Harvard et de Yale), montrant que la ciclosporine et le FK 506 agissent de manière très peu près équivalente sur l'intermédiaire d'enzymes sécrétées par des protéines cytosoliques. Ainsi, de manière concomitante, avancent les recherches en immunologie fondamentale sur les

mécanismes de rejet et aussi sur la pathogénie des maladies auto-immunes (dans le traitement desquelles les immunosuppresseurs semblent avoir une certaine efficacité). Des recherches qui, soit dit en passant, sont, au départ, le fruit du hasard et de la curiosité de certains chercheurs...

(1) Ces résultats sont publiés dans *The Lancet* (daté 28 octobre).
(2) Cette déclaration est extraite de l'article consacré à la ciclosporine par le « découvreur » de ce médicament, Jean-François Borel (avec Odile Robert), paru dans la *Recherche* (n° 211-juin 1989).

vis. « Chacun devrait connaître les signes évidents de la mort, estime le docteur Miguel Martinez, du SAMU de Paris. Dans 50 % des cas, on fait déplacer les équipes de SAMU pour faire des constats de mort. On surmédicalise la mort. » Reste

JEAN-YVES NAU

(1) Sur ce thème, se reporter au point de vue, « Les vingt ans de la mort rose » du professeur Etienne-Charles Frogé (*le Monde* du 10 août 1988).

Très utile pour soulager les souffrances,
ce médicament est trop souvent détourné par les toxicomanes

Cette décision, qui est loin de faire l'unanimité parmi les spécialistes, illustre, de manière exemplaire, les difficultés que soulèvent les impératifs thérapeutiques, la prescription médicale et le détournement toxicomane de certains médicaments. Elle pose aussi la

Commercialisée aux Etats-Unis dans les années 70, la buprenorphine est réservée au traitement des douleurs intenses, notamment chez les malades cancéreux ou après de grandes interventions chirurgicales. En France, c'est un des rares antalgiques majeurs qui ne soient pas inscrits au tableau des stupéfiants (le tableau B) et il est donc délivré sur simple prescription médicale.

Ce mode de distribution a un avantage : le produit est ainsi considéré comme plus maniable par les médecins qui, en ville comme à l'hôpital, répugnent à utiliser le carnet à souches, obligatoire pour la prescription des produits du

Facilement accessible, trop facilement disent certains, le Temgisc a rapidement été adopté par les toxicomanes. Pour deux raisons essentielles : si le « voyage » au Temgisc n'est en rien comparable à celui de l'héroïne ou de la cocaïne, les *toxicomanes* apprennent vite qu'en cas de manque il fournit un substitut très acceptable de l'héroïne. D'autant qu'en Belgique il a souvent été utilisé avec des résultats qualifiés d'intéressants dans des programmes expérimentaux de sevrage.

Réticence des spécialistes français

Dès lors, les rumeurs circulent. C'est, dit-on, le produit miracle, qui permet de rompre le cycle infernal de la dépendance. Avant la mise sur le marché français, qui survient en 1987, un trafic s'organise. A 100 francs l'amposole (elle est aujourd'hui vendue 10 francs en pharmacie), le Temgésic fait fureur dans le milieu toxicomane. Aujourd'hui, se procurer du Tem-

gésic n'a rien de bien compliqué. Certains pharmaciens n'hésitent pas à vendre sans ordonnance des dizaines de boîtes. Les ordonnances sont falsifiées. Ignorant l'existence d'une dépendance au produit, des médecins complaisants ou négligents en prescrivent. Confortés par des études anglo-saxonnes qui suggèrent qu'il peut être utilisé pour la désintoxication des héroïnomanes, des médecins s'essayent, sans expérience aucune, à des cures de sevrage au Temgésic.

Mieux, en août dernier, une étude publiée dans la revue américaine *Science* (datée 25 août 1989) fait grand bruit : une équipe de l'université de Harvard démontre que des singes, profondément dépendants de la cocaïne, ont momentanément été guéris par l'administration de buprenorphine. Un essai chez l'homme doit débuter aux Etats-Unis, où les scientifiques ne cachent pas leur enthousiasme pour le produit.

En France, les spécialistes en toxicomanie sont infiniment plus réticents. C'est d'ailleurs la commercialisation prochaine du Temgésic, sous forme de comprimés, qui a mis le feu aux poudres et suscité son passage en Commission des stupéfiants.

BÉATRICE BANTMAN
Lire la suite page 19

NUMERO
HORS-SERIE

SCIENCE SA VENIR

RECHERCHE LES GRANDS DEFIS

INVENTER UNE NOUVELLE MEDICINE
"NOURRIR 6 MILLIARDS D'HOMMES"
SAUVEGARDER LE CLIMAT DE LA TERRE
RECULER LES FRONTIERES DE L'UNIVERS

la cité

SCIENCE EN
LE Fm Herodote

CNRS

DANS CE NUMERO LE GUIDE DE

هكذا من الأهل

SCIENCES • MEDECINE

Le phoenix renaît « in vitro »

Une nouvelle technique française de culture du palmier-dattier pourra sauver les palmeraies

DEUX cents régimes de dattes — en tout 500 kilos environ — sont venus à maturité en août dernier au Qatar, dans l'émirat d'Abou-Dhabi et en Arabie saoudite. A première vue, la nouvelle n'a guère d'intérêt puisque ces trois pays sont producteurs de ce fruit et que ces 500 kilos ne représentent qu'une infime partie des dattes récoltées cette année. En fait, cette récolte de quelques centaines de kilos de dattes constitue une première mondiale et place la France à la pointe de la culture de ces palmiers. Ces dattes, en effet, ont poussé sur des arbres — encore tout jeunes — qui ont commencé leur vie *in vitro* dans les locaux de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

Le palmier-dattier (*Phoenix dactylifera*) est d'une importance vitale pour toutes les zones semi-arides de l'Ancien Monde. Sa « population » mondiale est estimée à cent millions d'arbres. Mais le palmier-dattier pose divers problèmes. Certaines de ses milliers de variétés sont menacées de mort par une forme particulière de champignon (*Fusicladium oxysporum*) appelée communément bayoud. La maladie s'est manifestée dès le dix-neuvième siècle dans la vallée du

Dras (Maroc). Puis, avec la multiplication et la rapidité croissante des transports, elle a « explosé ». Actuellement, une partie des palmeraies du Maroc est détruite. Le fléau s'est répandu jusqu'en Algérie et pourrait s'étendre à toutes les palmeraies du monde.

Les palmiers-dattiers se reproduisent difficilement. Les arbres sont mâles ou femelles : la pollinisation des fleurs femelles est faite à la main depuis des millénaires. (Il faut, en général, deux à quatre palmiers-dattiers mâles pour cent arbres femelles.) Ce qui permet d'obtenir les dattes. On pourrait, certes, planter des noyaux de dattes pour avoir de jeunes palmiers-dattiers. Mais d'une part, on ne sait pas à l'avance si, du noyau, sortira un arbre mâle ou un arbre femelle ; d'autre part, les alevins de la reproduction sexuée communs au règne animal et au règne végétal font que les « enfants » issus d'un « mariage » ne sont jamais identiques à leurs parents — et encore moins aux deux. Un arbre d'une bonne variété produisant des fruits d'une qualité remarquable ne transmettra pas forcément son excellence à ses « enfants » issus de noyaux.

La multiplication des palmiers-dattiers se fait donc, en général, par bouture. On prélève des rejets sur un arbre femelle donnant des dattes d'excellente qualité et sur un arbre mâle de bonne variété. Pendant les dix ou quinze premières années de

leur vie, les palmiers-dattiers, en effet, produisent à la base de leur tronc des petits palmiers qui sont, par définition, absolument identiques, par leur patrimoine génétique (et, pour les femelles, par les qualités gustatives de leurs fruits), à l'arbre qui leur a donné naissance. Mais, par un caprice de la nature, les variétés sont très différentes par le nombre de leurs rejets. En outre, les rejets sont dépourvus de racines, et la moitié d'entre eux meurent rapidement et donnent naissance à un nouveau palmier. On manque donc de rejets. Ce qui explique que le prix d'un excellent rejet peut atteindre 15 000, voire 20 000 francs !

Résistance et goût

En outre, il faut absolument croiser les variétés résistant au bayoud et celles qui produisent de bons fruits. Pour cela, on fait germer un noyau issu d'un hybridation. Et ce travail est d'autant plus long que les hybrides, à chaque génération, doivent être testés pour leur résistance à la maladie et les qualités gustatives de leurs fruits. Lorsqu'on a ainsi obtenu de nouvelles variétés dotées de ces qualités, il faut les multiplier rapidement de façon à assurer, dans les délais les plus brefs, le remplacement de nombreuses palmeraies dont certaines sont détruites à 80 %. La méthode la plus élégante était donc la culture *in vitro*. Encore fallait-il la maîtriser pour le palmier-dattier.

Dès 1966, M. Georges Morel (INRA, Versailles) s'était attaqué, pour divers végétaux dont le palmier-dattier, à cette technique alors nouvelle, rejoint trois ans plus tard par M. Claude Martin (INRA, Dijon) et par le Révérend Père Gildas Beauchêne (CNRS, Angers).

Au fil des années, ces recherches ont connu des succès certains, mais partiels : la première petite plantule a été obtenue en 1976 à Angers où, en 1981, a été essayé le passage des plantules en serre humide (serre-lentille) ; ce passage est considéré comme une des étapes indispensables. Mais il y avait encore beaucoup de « casse ». Après diverses péripéties, le CNRS et l'INRA ont choisi Total comme mécène en 1984, mais, en 1988, le CNRS s'est retiré de l'association.

Actuellement les recherches menées à Porquerolles (dont les installations étaient utilisées pour le palmier-dattier dès 1982) sont ani-

mées par M. Michel Ferry (ingénieur de recherche à l'INRA, mais détaché chez Total comme responsable du GRFP) et par Mme Solick Monfort, sélectionnée comme ingénieur de recherche par le CNRS lorsque le R.P. Beauchêne est parti en retraite en 1984. Elles sont « appuyées » par M. Georges Toutain, ingénieur de recherche à l'INRA et spécialiste des palmiers-dattiers. De 1984 à 1987, les trois partenaires consacraient chacun 1 million de francs par an aux travaux sur la culture *in vitro* du palmier-dattier. Depuis le 1^{er} janvier 1988, ces recherches reçoivent 3 millions de francs par an (dont les trois quarts sont donnés par Total et le dernier quart, par l'INRA).

Avec les premières productions du Qatar, de l'émirat d'Abou-

Dhabi et d'Arabie saoudite, on vient de démontrer que la technique de culture *in vitro* mise au point à Porquerolles est désormais opérationnelle.

500 000 plantules en deux ans

A l'assise de chaque rejet, c'est-à-dire au fond de l'angle formé par celui-ci et le tronc, est niché un petit bourgeon axillaire (de quelques millimètres à quelques centimètres de long). Celui-ci est prélevé et désinfecté pour empêcher tout développement de moisissures et de bactéries. Puis il est déposé sur un milieu nutritif (sels minéraux, hormones végétales, vitamines, sucres liés par un gélifiant d'alginate) dans un tube à essai qui est ensuite scellé.

Au bout d'un mois, le bourgeon est devenu une minuscule plantule (deux feuilles de deux millimètres, mais pas de racine). A trois mois, le bourgeon a développé plusieurs feuilles et aussi les deux autres bourgeons axillaires dont il contenait les « germes ». A six mois, on a ainsi une touffe de plantules garnies de feuilles juvéniles dont la forme fait plus penser à de petites queues de rat vertes qu'à une palme. A ce stade on peut partager la touffe en trois (ou plus) plantules qui sont « repiquées » chacune dans un tube, etc. Le bourgeon initial pourra ainsi produire en deux ans cinq cent mille plantules toutes « vraies », jumelles et rigoureusement identiques à l'arbre mère ou à l'arbre père.

Les feuilles-queues de rat vertes ne sont pas devenues plus grandes, et la venue de racines est inhibée par une hormone idoine. Au fil de ces mois, les plantules sont toujours posées sur le même milieu nutritif. Seul le récipient — toujours scellé — est changé. Elles sont maintenues à une température constante (28°C-29°C) et éclairées seize heures par jour. Elles peuvent rester à cette phase pendant des années.

Pour passer au stade suivant, on pose chaque plantule nouvellement séparée de ses jumelles sur un milieu nutritif différent : la multiplication s'arrête, mais les racines apparaissent après un à trois mois. Les bébés palmiers sont alors sortis de leur flacon et plantés dans des pots, qui sont placés pour une semaine à un mois dans un tunnel de serres où l'humidité est de 100 % et l'éclairage très contrôlé.

Hauts alors de 20 centimètres, les tout jeunes palmiers sont transférés dans des serres « normales » où la température ne descend jamais au-dessous de 10°C et où l'humidité naturelle est maintenue aux alentours de 60 %. Après trois mois, les nouveaux palmiers sont prêts à être envoyés dans de vraies palmeraies.

C'est ainsi que cent cinquante-cinq palmiers nés en 1984 à Porquerolles ont été plantés en avril-juin 1986 au Proche-Orient, alors qu'ils étaient hauts de 30 à 50 centimètres. Ils ont fleuri pour la première fois en 1988. Mais ils ont été dépouillés de leurs fleurs pour leur éviter de la fatigue. Hauts de 3,50 mètres, ils ont refleurir au printemps 1989. Et ils ont amené leurs dattes à maturité en août dernier.

YVONNE REBEYROL



Un hectare pour sept

La population de palmiers-dattiers est très inégalement répartie : 30 millions pour toute l'Afrique du Nord, de l'Atlantique à la mer Rouge ; 65 millions pour la Proche-Orient (dont 20 millions pour l'Irak et autant pour l'Iran) ; 5,5 millions pour l'Afrique située au sud du Sahara ; 4 millions au Pakistan.

A cela s'ajoutent 400 000 arbres en Amérique du Nord ; 300 000 dans des pays très-divers dont 200 000 dans la palmeraie espagnole d'Elche, unique en Europe.

Si les palmiers-dattiers sont seuls, on peut en mettre 120 par hectare, mais seulement 100 si, à leur ombre, poussent d'autres cultures. Si la palmeraie est en bon état, 15 hec-

tares de palmiers font vivre convenablement une famille de sept personnes.

A leur période de production optimale, les palmiers-dattiers femelles « font » chaque année dix à quinze régimes pesant chacun 2 à 20 kilos (80 à 100 kilos en Californie), en fonction de la variété, de l'eau — même saumâtre — disponible, de la fertilité du sol, etc.

La chair des dattes est, pour l'essentiel, faite de trois sucres, le saccharose, le glucose et le fructose, dont les proportions déterminent le goût. La finesse du goût du fruit est du ressort du seul saccharose.

Y.M.

Le piège planétaire de l'antimatière

Pour détecter des antiparticules provenant d'éventuelles antigalaxies, un chercheur français songe à utiliser la Terre, la Lune et la couche d'ozone de notre atmosphère

LES chercheurs ne manquent pas d'imagination. Le physicien français Marcel Urban en a à revendre. Pour détecter des antiparticules venues d'éventuelles antigalaxies, il se prépare à battre tous les records en matière de gigantisme instrumental. Il veut en effet utiliser un détecteur naturel dont l'aimant sera la Terre, le collimateur la Lune, et le filtre la couche d'ozone qui entoure notre planète.

La signature des antiparticules dans ce « spectromètre » planétaire sera la « lumière Tcherenkov ». Depuis la nuit des temps, elle s'abat en pluie sur nos têtes. De grands disques diaphanes et bleutés, de 1 mètre d'épaisseur et de 300 mètres de diamètre, tombent silencieusement, à la vitesse

de la lumière, sur le sol. Le spectacle est permanent, quoique malheureusement réservé aux détecteurs sensibles à l'ultraviolet et dont le coup d'œil est infatigable : le flash lumineux dure un milliardième de seconde !

Cet « effet Tcherenkov » qui baigne nos campagnes d'une lumière invisible est l'analogue optique du bang supersonique. Il se produit chaque fois qu'un rayon cosmique, constitué de photons (dits « gamma ») et de particules de haute énergie, heurte une molécule de la haute atmosphère. Depuis leur découverte par un intépide aéronaute en 1912, les rayons cosmiques restent une énigme. On ne sait toujours pas d'où ils viennent et l'on n'est pas très sûr de leur composition exacte.

Ce sujet de recherche, longtemps resté en sommeil, connaît aujourd'hui un remarquable regain d'activité. On dénombre une trentaine d'équipes qui tentent de capter la faible lueur Tcherenkov en éparpillant sur des surfaces de l'ordre de l'hectare des centaines de miroirs hypersensibles. En France, l'ex-centrale solaire Thémis a été reconstruite à cet effet par les astrophysiciens (*Le Monde* du 8 juillet 1987). Les anciens supports de miroirs ont été récupérés par les expériences ASGAT (Astrocosmic Gamma à Thémis) et THEMISTOCLE (Tracking High Energy Muons In Showers Triggered On Cerenkov Light Emission... qui dit mieux ?) afin d'identifier les sources de rayons cosmiques. Aux Etats-Unis, l'équipe du Prix Nobel Jim Cronin œuvre de détecteurs au coin du désert de l'Arizona : les Allemands songent à faire de même aux Canaries, tandis que les Italiens « observent » déjà depuis le site montagneux de Gran Sasso.

L'enjeu, il est vrai, est de taille. Certaines particules du rayonnement cosmique ont une énergie de cent à mille fois supérieure à celle que produisent les accélérateurs de particules les plus puissants. Identifier leur source ouvrirait un nouveau domaine d'étude aux physiciens et aux astrophysiciens. Connaître leur nature est un autre problème, moins exploré expérimentalement mais plus crucial encore. Plusieurs théories cosmologiques récentes prédisent en effet l'existence, quelque part dans l'univers, de galaxies d'antimatière, et rien, *a priori*, ne s'y oppose. La lumière étant sa propre antilu-

mière (1), une antigalaxie à rigoureusement le même aspect, dans un télescope, qu'une galaxie normale. Seules les particules (ou antiparticules) des rayons cosmiques qui en proviennent pourraient témoigner de leur véritable nature.

D'après les résultats obtenus par des ballons stratosphériques lestés de « spectromètres », des aimants et plusieurs tonnes capables de trier les particules selon leur masse et leur charge électrique, on sait qu'ils contiennent à peu près tous les noyaux naturels connus, de l'hydrogène à l'uranium. Il y a environ 50 % de noyaux d'hydrogène (des protons), 25 % de noyaux d'hélium et un faible pourcentage d'antiprotons d'hydrogène (des antiprotons).

Un « para-Lune » idéal

L'opinion la plus répandue sur l'origine de ces antiprotons est qu'ils sont créés, comme ceux que l'on produit couramment en laboratoire, par collision. L'énergie libérée lors d'un choc entre particules est une énergie se matérialise en effet spontanément sous forme de particules et d'antiparticules. Marcel Urban, chercheur au laboratoire de physique nucléaire des hautes énergies du CNRS à l'Ecole polytechnique, avance une hypothèse moins courante : ces antiparticules proviennent, pense-t-il, de galaxies d'antimatière. Meux, il propose une expérience susceptible de trancher le débat. ARTEMIS (Antimatter Research Through the Earth Moon Ion Spectrometer) — c'est le nom de son projet, pré-

senté le 16 octobre dernier à l'IN2P3 (2) — aurait, à coup sûr, enthousiasmé Jules Verne, parce qu'il surmonte des obstacles (cosmiques) avec une suprématie étonnante.

Premier obstacle : l'antimatière, recherchée ne se désintègre naturellement de celle produite localement qu'à des énergies cent fois plus élevées que celles accessibles aux dispositifs embarqués sur les ballons. Le monstrueux aimant capable de courber les trajectoires de particules aussi énergétiques est bien sûr hors d'atteinte de notre technologie, mais Marcel Urban propose un spectromètre beaucoup plus économique : le champ magnétique terrestre. Il est, certes, très faible, mais la distance sur laquelle il agit (plusieurs milliers de kilomètres) compense cet inconvénient.

Deuxième obstacle : il manque un élément essentiel à ce spectromètre naturel, un « collimateur » (une ouverture) indiquant la direction d'arrivée des particules avant qu'elles ne pénétrant dans le champ magnétique. Utilisée comme « cache », la Lune peut fort bien jouer (à l'envers) ce rôle. Au lieu d'observer des pics dont l'amplitude montrerait l'abondance des noyaux (ou antiprotons) présents, le détecteur au sol verrait simplement des creux dans le bruit de fond cosmique.

Mais la Lune est trop lumineuse, et c'est là le troisième obstacle. La lumière de la Lune, infiniment plus intense que le pêle rayonnement Tcherenkov, éblouirait totalement les détecteurs. La solution ? Elle fait la une des journaux. La couche d'ozone arrête les ultraviolets solaires (et lunaires) à 20 kilom-

ètres d'altitude, tandis que la lumière Tcherenkov est émise plus bas, aux alentours de 10 kilomètres. La célèbre couche d'ozone est donc un « para-Lune » idéal.

Le champ magnétique terrestre, la Lune et la couche d'ozone : la conjonction de ces trois éléments à des fins expérimentales semble pour le moment fortuite. Or il n'en est rien. Une équipe de l'université de Heidelberg a en la même idée au même moment... ce qui va rendre la compétition plus stimulante.

Le comité de l'IN2P3 chargé de distribuer les crédits de recherche est perplexe : comment évaluer un projet aussi exotique ? S'il donne son feu vert à ARTEMIS, il restera à construire le détecteur Tcherenkov (trois miroirs de 10 mètres carrés placés à 200 mètres l'un de l'autre) et à l'installer à une latitude assez basse, à Hawaii par exemple, pour que la Lune soit assez haute dans le ciel. La phase préparatoire, qui devrait commencer dans six mois, consistera à tester les « tubes à images » sensibles à une étroite fenêtre de l'ultraviolet et destinés à être placés au centre des miroirs. Coût de développement prévu : environ 1 million de francs. Ce n'est finalement pas très cher pour savoir s'il existe quelque part des antigalaxies.

NICOLAS WITKOWSKI

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-68

MINUTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie et s/vente ench. au pal. de just. de Paris, jeudi 16 nov. 1989 à 14 h 30
STUDIO ET CAFE A PARIS (15^e)
14 RUE CAPOGUE - M. A. F. : 39 000 F - 118 DE LOC. ET DOCCUP.
S'adr. à M^{me} Marie JEANNEON PELON, avocat, 53, av. de Breteuil à Paris (7^e).
Tél. : 46-56-01-10. - Vis. s/p. mar. 15 nov. de 14 h à 15 h (r.-de-ch., porte droite).

Vente sur saisie au pal. de just. de Nanterre (92), jeudi 23 nov. 1989 à 14 heures
LOCAL COMMERCIAL A LEVALLOIS-PERRET (92300)
2 à 30, rue de Lorraine, 18 à 22, rue Jules-César et 1 à 33, rue d'Alsace
MISE A PRIX : 1 000 000 F
S'adr. à M^{me} A. MALLAB-SABOZZI, avocat, 184, avenue Ch.-de-Gaulle à Neuilly (92200). - Tél. : 46-24-02-13. M^{me} A. CLAUDE, avocat à la cour, 52, bd Malesherbes à Paris (8^e). - Tél. : 46-24-02-13. - Pour vis. s/p. 14 nov. 1989 à 15 heures.

SCIENCES • MEDECINE

POINT DE VUE

Patrimoine génétique et nouvelle éthique : calmons-nous !

par le professeur Luis Pereira da Silva

NOUS vivons des moments étonnants ! Il n'y a pas de semaine où l'on ne retrouve, à la lecture de la presse, ou annoncé à grand fracas à la télévision, les promesses d'un avenir radieux que nous réserve le progrès des sciences biologiques. Souvenons-nous de ce chef de service d'une prestigieuse équipe de recherches qui avait envisagé la possibilité d'utiliser dans un avenir prochain, l'utérus d'une macaque pour jouer le rôle de mère porteuse ; de ce psychologue illustre qui, relayant la déclaration du biologiste, développait des considérations pleines d'érudition sur les avantages de ce genre de solution pour écarter les effets nuisibles de la promiscuité utérine homologue dans la formation de la personnalité du futur descendant.

Fantastique ! Ça change l'avenir, ou mieux, ça permet à l'homme de modifier le sien. Un pas de plus dans la libération de la conscience que nous a imposée notre passé de bête ligée dans nos chromosomes par les lois insouciantes de la nature !

Il est vrai que la biologie, mot-clef à permis des progrès importants dans la connaissance du génome humain. Que des connaissances nouvelles, comme l'identification des gènes responsables de la myopathie de Duchenne et de la mucoviscidose, permettront d'introduire des méthodes plus précises dans la prévention, par le diagnostic prénatal, de certaines maladies héréditaires. Que la découverte récente d'une équipe française, par exemple, facilitera énormément le dépistage de la trisomie du chromosome 21 et donc du mongolisme (1).

Devant ces progrès, il y a des gens, et pas seulement les journalistes, qui rêvent d'une toute-puissance de nos outils génétiques. C'est peut-être compréhensible, parce que certaines découvertes semblent toucher à la possibilité de modifier le destin.

Un exemple ? Regardez autour de vous. Tous ces proches, ces ancêtres chéris, enlevés par la maladie d'Alzheimer, réduits à des ombres de ce qu'ils furent. Souvenez-vous de Rita Hayworth qui a peuplé de fantasmes, dans leur jeunesse, les carreaux des salles de mon âge. Regardez-la, trente ans après, terrassée par cette terrible maladie. Eh bien !

Une simple réaction de PCR (2), avec quelques cellules de votre sang, et vous pouvez être assuré de ne pas être marqué par le sceau de cette malédiction. Lire l'avenir ? Même s'il vous réserve le malheur ? N'est-ce pas cela qui caractérise les dieux ? Et, en tout cas, n'est-ce pas par ces progrès de la connaissance que d'autres progrès viendront. La façon de prévenir, de guérir peut-être, la maladie d'Alzheimer ?

Étonnants progrès ! À partir de là, quelques-uns le pensent, et d'autres le disent carrément, plus rien ne nous sera interdit ! Il n'est donc pas surprenant que telle mère veuille choisir tel partenaire, sur les conseils d'un compétent généticien, pour produire un brillant polytechnicien aux yeux bleus. Tout en faisant porter, pendant les moments difficiles, le produit de leur rêve « préconceptionnel » par une macaque disciplinée, pendant que les deux partenaires jouissent des délices d'un dernier été sur la Côte d'Azur, ou d'un safari en Afrique.

Pas de limites aux rêves

J'exagère ? A peine. Rappelez-vous des annonces diffusées dans la presse, supposées sérieuses, sur la création d'une banque de sperme de prix Nobel. Lisez le dernier numéro du *Journal du CNRS* (3). Cet organisme, destiné pourtant à soutenir les recherches fondamentales dans ce qu'elles doivent garder d'objectivité, de discrétion et de retenue, affirme, dans les pages de son journal officiel, que nous vivons à l'heure de la procréation artificielle ! Les hommes sont ainsi faits qu'ils n'imposent pas de limites à leurs rêves. C'est cela, peut-être, un des beaux côtés de l'espèce. C'est aussi un de ses aspects grotesques.

Rudyard Kipling, dans le *Libre de la jungle*, disait sur le peuple singe : « qu'ils sont nombreux, méchants, malpropres, et ils désirent, autant qu'ils sont capables de fixer un désir, que le peuple de la jungle fasse attention à eux... » Est-ce que cette définition n'est pas extensible à nous autres, primates comme eux et remplis comme eux du sentiment de notre importance, de notre supériorité, de notre domination sur la planète, sur la nature et sur tous ceux qui y vivent, animaux ou végétaux ?

Cela ne nous rappelle-t-il pas, bizarrement, les déclarations prétentieuses de certains scientifiques, de certains médecins qui pensent que nous avons tout appris ? Qui croient que maintenant le niveau de connaissances est tel qu'on peut intervenir scientifiquement dans l'avenir de l'espèce humaine ; que l'homme, après avoir dominé, orienté l'évolution des espèces végétales et animales domestiques utiles, et après avoir anéanti ou contrôlé celles qui lui étaient nuisibles, a devant soi un avenir nouveau, dans la programmation de sa propre procréation... ou, disons-le tout court (ce qui est sous-entendu), dans un eugénisme rationnel ?

Ce genre de langage se répand, en tout cas, de plus en plus, dans l'abondante littérature médiatico-scientifique qui nous envahit. Ces propos trouvent des échores attentives même dans les échelons les plus respectables de notre société. Et au mieux, ils provoquent chez les gens de bon sens le besoin de discuter et de répondre. La preuve en est la tenue d'ici à la fin de l'année, et uniquement à Paris, de trois réunions internationales traitant des « nouvelles » implications éthiques soulevées par les progrès dans la connaissance du patrimoine génétique de l'homme.

Toute cette agitation est-elle vraiment nécessaire ?

François Jacob, dans le *Jeu des possibles*, nous explique que « toutes les cellules qui composent un individu sont les descendants directs d'une même cellule, l'œuf fécondé. (...) Selon les idées actuelles, ce qui est codé dans les chromosomes, c'est le plan de construction de cet adulte. (...) Mais la logique interne utilisée dans la mise en œuvre de ce programme reste encore totalement inconnue. (...) Car la seule logique que maîtrisent les biologistes est à une dimension. Dès qu'on ajoute une deuxième dimension, sans parler d'une troisième, ils ne s'y retrouvent plus ».

Voilà la réalité. Nous sommes encore entièrement ignorants sur l'œuf. Nous sommes donc entièrement impuissants pour intervenir sur lui et sur l'embryon, sauf par de petites interventions d'extirpation chirurgicale.

Calmons-nous donc ! C'est vrai que l'introduction des nouvelles technologies génétiques conduit à de nouvelles pratiques médicales bienfaisantes pour l'homme et qu'elles exigent des études et des reformulations des principes de l'éthique médicale, confrontées à des questions sociales et culturelles. Mais nous sommes encore très loin d'une thérapeutique génique. Nous sommes encore plus loin, en supposant qu'elle sera possible un jour, de l'élimination de maladies héréditaires. Et pour ce qui est de l'intervention rationnelle sur le patrimoine génétique humain, cela nous est encore entièrement impossible. Nous n'avons pas d'accès à la moindre clé, des aurons-nous toutes un jour ?

Le critère d'évaluation de la rentabilité

Dans les élevages primitifs, le berger laissait ses bêtes s'accoupler au bon plaisir de leurs désirs et préférences. Dans les élevages traditionnels, la décision de l'insémination artificielle, de l'implantation d'embryons, du choix de la vache ou du parassaire du taureau appartenait uniquement au patron du troupeau. Celui-ci prenait conseil auprès du vétérinaire de son choix. En fonction de la rentabilité immédiate pour sa petite affaire.

Les choses ayant évolué, les décisions sont devenues beaucoup plus collectives et dépendent aujourd'hui, en dernière instance, des conseils d'administration des grandes banques qui financent ces opérations, ayant pour but la rentabilité des sociétés et des nations. Les conseillers se sont également multipliés et comprennent des spécialistes aussi variés que les généticiens, les agronomes, les économistes et les gestionnaires. Mais le critère d'évaluation de la rentabilité n'a pas changé fondamentalement. Car ce qu'on attend de la vache reste toujours la même chose : qu'elle donne le plus possible de lait et qu'elle assume le plus rapidement possible sa condition de bœuf.

En suivant la même approche en ce qui concerne l'intervention dans le patrimoine génétique de l'homme, deux problèmes se

posent : d'abord définir les qualités, supplémentaires à celles des vaches, qui rendent certains exemplaires de notre espèce plus valables que d'autres et donc plus « rentables » ; puis décider à qui on va accorder la responsabilité du jugement de ces mêmes qualités.

Ce sont là des problèmes difficiles ! D'abord à cause de la multiplication et de la diversification des qualifications humaines, physiques et spirituelles, qui ne cessent de croître au fur et à mesure qu'évoluent les sociétés. Ces qualités vont de l'utile à l'agréable, de l'indispensable à l'offensif. Ensuite parce que, même le jour où la science percera les mystères de l'œuf, comprendra les mécanismes génétiques qui conduisent à la naissance d'un Mozart potentiel ou d'un potentiel manœuvre, on aura certainement besoin des deux et elle ne pourra jamais prédire, vue l'infinité des facteurs impliqués, quels potentiels merveilleux ou désastreux pourraient provenir d'un croisement entre les deux. Ainsi donc le juge n'aura jamais à sa disposition des éléments objectifs pour prendre une décision. Il sera obligé de suivre le principe d'un vieux politicien de province, des années 30 de mon pays, qui avait l'habitude de dire : « Mon principe est de laisser les choses telles qu'elles sont pour voir ce qu'elles donneront ».

Les médias ont tous fait grand bruit autour d'un jugement récent,

aux États-Unis, sur le droit à la propriété d'embryons humains congelés, fabriqués auparavant par un couple qui, ensuite, avait décidé de divorcer. Je ne me rappelle pas la décision du juge. Mais, si nous étions à sa place, en l'état actuel des connaissances humaines, nous ne pourrions suivre qu'une seule procédure : commencer par consulter le scientifique qui aurait dit : « L'embryon sera celui des parents qui le reconnaîtra par rapport à un embryon contrôlé, d'un âge équivalent, mais appartenant à un chimpanzé ».

Comme aucun des parents n'aurait été capable de le faire, malgré l'assistance technique des entreprises spécialisées, nous aurions fait appel au philosophe qui aurait dit : « Coupez-moi cet embryon en deux et donnez à chaque parent la partie qui lui revient ». Ensuite, le philosophe, comme celui qui l'a précédé de deux mille ans, aurait certainement déclaré l'embryon intact à celui des parents qui aurait manifesté, par son attitude, le plus d'amour pour ce que signifiait pour lui ce tas de cellules.

- (1) *Le Monde*, 28 septembre 1989.
- (2) PCR : Polymérase Chain Reaction. Réaction permettant l'amplification d'un segment génique pour l'analyse de la structure nucléotidique.
- (3) *Le Journal du CNRS*, octobre 1989.

► Luis Pereira da Silva est professeur à l'Institut Pasteur.

Les « accroc » du Temgésic

Suite de la page 17.

La communauté médicale française n'en finit plus de s'interroger sur la nécessité d'utiliser des produits de substitution — type méthadone et aujourd'hui Temgésic — pour le sevrage des toxicomanes. Certains spécialistes, comme le professeur Claude Oliveinstein (hôpital Marmottan), estiment qu'à l'heure du sida l'intransigence à l'égard de ces produits est peut-être dépassée, surtout lorsqu'ils ne sont pas injectables. D'autres, comme le docteur Francis Curter (Le Trait d'union, Boulogne-Billancourt) sont formels : « Ce type de produits ne peut pas résoudre le problème de fond du toxicomane. Et il fige le prescripteur dans une position de complice ».

L'inscription du Temgésic au tableau B pouvait-elle mettre de

l'ordre dans cette anarchie ? « Si elle règle spectaculairement les problèmes d'abus, cette mesure pénalise les malades », souligne le professeur Lagier, président de la Commission des stupéfiants. Bon gré mal gré, les vingt-cinq membres de la commission se sont rangés à son avis mais, prudence oblige, le Temgésic, dans sa forme injectable, sera réservé à l'hôpital, et la commission se réunira à nouveau dans six mois pour examiner le nombre et l'importance des abus.

Attention, cependant, conclut le professeur Lagier : « Les médecins et les pharmaciens doivent absolument éviter des dérapages, qui conduiraient inéluctablement vers une inscription du produit au tableau B, au détriment de nombreux malades ».

BÉATRICE BANTMAN

(Publicité)

AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA
APPEL D'OFFRES 1990

PROJETS DE RECHERCHES

L'agence nationale de recherches sur le sida lance un appel d'offres destiné à soutenir en 1990 des projets de recherche appliqués au sida et à la rétrovirologie humaine.

Ces projets peuvent porter sur tous les domaines de la recherche fondamentale ou appliquée, notamment :

- 1 — en virologie (y compris la mise au point de médicaments antiviraux)
- 2 — en immunologie (y compris la mise au point de vaccins)
- 3 — en recherche clinique
- 4 — en épidémiologie
- 5 — en santé publique et dans le domaine des sciences de l'homme et de la société

Les financements ne peuvent être accordés qu'à des laboratoires ou services français mais les recherches peuvent s'effectuer dans d'autres pays.

Cet appel d'offres est ouvert à tout laboratoire de recherche public ou privé.

Par ailleurs, les laboratoires consacrés au sida de façon très prédominante (90 % ou plus de leur activité) peuvent faire une demande de soutien sur l'ensemble de leurs recherches.

Les laboratoires intéressés devront faire mention de cette option dans la demande de dossier de candidature.

Les dossiers de candidature seront disponibles à partir du 15 novembre 1989.

Ils sont à retirer sur place ou seront adressés sur demande écrite à :

AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA
APPEL D'OFFRES 1990
66 bis, avenue Jean-Moulin, 75014 PARIS
Tél. : (1) 45-41-12-00 - Fax (1) 45-41-14-37

IMPORTANT
La date limite de remise des dossiers est fixée au 19 janvier 1990.

■ POUR LA

SCIENCE

édition française de
SCIENTIFIC
AMERICAN

GÉRER LA PLANÈTE

L'ÉVOLUTION DE L'ATMOSPHÈRE

L'EAU EN PÉRIL

LES CHANGEMENTS DE CLIMATS

LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

VERS UN MONDE VIABLE

NUMÉRO SPÉCIAL NOVEMBRE 89

(Publicité)

AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA
APPEL D'OFFRES 1990

BOURSES

Des bourses sont offertes en 1990 par l'ANRS pour accueillir dans des équipes françaises des candidats travaillant dans tous les domaines de recherches, sur le sida et la rétrovirologie humaine.

Elles sont destinées à des chercheurs français ou étrangers :

- de haut niveau
- de niveau postdoctoral
- de niveau prédoctoral (titulaires au minimum d'un DEA ou diplôme équivalent).

DEUX SESSIONS D'EXAMEN DES CANDIDATURES SONT PRÉVUES

Les dossiers de candidature sont à retirer sur place ou seront adressés sur demande écrite à :

AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA
66 bis, avenue Jean-Moulin, 75014 PARIS
Tél. : (1) 45-41-12-00 - Fax (1) 45-41-14-37

A partir du :

15 novembre 1989 pour la première session
18 juin 1990 pour la seconde session

IMPORTANT
La date limite de remise des dossiers est fixée au 19 janvier 1990 pour la première session
14 septembre 1990 pour la seconde session

هكذا من الاجل

صحنه از اوج

CULTURE

EXPOSITIONS

Les aventures de l'idéal

Le néoclassicisme fut-il jamais autre chose que l'obsession d'un archéologue théoricien ? Réponse au Louvre, en quatre-vingt-dix dessins

Johann Joachim Winckelmann, qui naquit en Brandebourg en 1717, dans un village nommé Stendal — ô bizarrerie ! ô coïncidence ! — mourut à Trieste en 1768, assassiné par un personnage qui voulait lui voler sa collection de médailles. Ce meurtrier, qui s'appelait Archangelo, mit fin de quelques coups de couteau à la carrière de celui dont les *Réflexions sur l'imitation des œuvres grecques*, publiées à Dresde en 1755, troublèrent et tourmentèrent l'Europe artistique pendant plus d'un demi-siècle. Et Winckelmann périt sans assister au triomphe, et encore moins à la décadence, des idées esthétiques auxquelles il s'était voué. Ce triomphe, cette décadence, l'histoire du néoclassicisme en somme, c'est ce que décrit une exposition du pavillon de Flore au titre plus singulier qu'euphonique, *Le Beau idéal*. On ne saurait mettre en doute ni son opportunité, puisque David a sa grande messe galerie Mollien, ni l'efficacité de la démonstration mise en scène par Régis Michel. Tout au plus pourrait-on se demander s'il n'aurait point été utile de munir d'un léger vitrail, du genre « petit journal », le visiteur qui pénètre dans cette collection de dessins. Le héros de la commémoration en est absent, puisque Winckelmann ne mettait pas lui-même en pratique les principes qu'il énonçait, alors que tout s'organise autour de sa pensée — le choix des pièces, très habile, et leur disposition, discrètement, très discrètement démonstrative.

On y voit une esthétique se fixer en doctrine, se dégrader en vulgate et finir par tomber en quenouille. Elle naît sous le signe funeste du regret et de la censure, regret d'une perfection perdue dans le temps :

celle de la beauté grecque, censure de tout ce qui, depuis l'Antiquité, ne s'est pas conformé à cet idéal. Archéologue, Winckelmann tire de l'architecture et de la statuaire antique les règles d'un canon universel. Directeur de conscience, il interdit tout ce qui pourrait au principe. Sa pensée, comme toute théorie de la pureté, exige sacrifices, proscriptions et exclusions. L'aimable, le gracieux, le « dévotement » lui sont intolérables, et donc aussi bien Rubens que les Français luxuriants Boucher ou Fragonard. C'est à peine s'il tolère Raphaël et Michel-Ange, qui auraient en eux un peu de la noblesse grecque. En illustration de ces articles de foi, l'exposition s'ouvre sur deux Raphaël et sur un « enfer » où se rassemblent les exilés du Panthéon, Watteau, Coypel, Boucher et même l'honnête Greuze auquel sa touchante moralité n'épargne pas la honte d'une condamnation.

Les hérétiques et les transuges

Après les damnés, les élus : Raphaël encore, que l'on finirait par rendre halsabais à force de l'exhiber en exemple, et Poussin. Après les élus, les émules : l'acrochage prend un tour plus historique et énumère les héros du contour net, du dessin épuré de tout effet, de la composition stable et du sujet édifiant tiré d'Homère ou de Plutarque. Du fado Boychardon aux élèves de David, la compagnie est au complet. Il y a la Girodet, Guérin, Prud'hon, Ingres et quelques autres. Ils s'appliquent, ils font de leur mieux pour être « grecs », et ceux qui y réussissent le mieux, les plus dociles, sont naturellement les plus médiocres. On soupçonne un

rien de sadisme de la part de Régis Michel quand il expose le *Critias* et *Thérémène* de Léthière, tel dessin de Meynier, tel Ingres maniéré. Voudrait-il convaincre que le néoclassicisme, quand il se veut rigoureux, ne peut échapper au ridicule ? Et quand il révèle les mièvreries d'Evariste Fragonard, est-ce pour rendre son père, le grand Fragonard, plus cher à nos cœurs ?

Si tel est son propos, il a réussi splendidement et sa réussite mérite louange. Le néoclassicisme n'a été fécond que par ses hérétiques et des transuges. Girodet, Gros, dont il faudra se décider à célébrer l'immense talent, et même Prud'hon ne séduisent que parce qu'ils prennent avec la norme grecque des libertés qui eussent offusqué le père fondateur. Ce dernier n'aurait pas mieux enduré le lyrisme de Gérard, en dépit de sa raideur, ni les élégances de Guérin. Quant aux derniers dessins de l'exposition, aux admirables Géricault tirés du Cabinet des Dessins du Louvre, il les aurait abominés. Or il n'y a rien de plus beau, rien de plus puissant dans l'exposition que le *Sacrifice antique* tracé au lavis et à la gouache par le peintre du *Curassé blessé*. Winckelmann est loin, bien loin enfin, et son esthétique greco-prussienne dissipée. Il n'en reste que le goût de l'éloquence, que Géricault et Delacroix ont repris à David et qui leur a inspiré leurs chefs-d'œuvre.

PHILIPPE DAGEN

► Pavillon de Flore, Musée du Louvre, jusqu'au 31 décembre. (Le Louvre est supposé fermer à 18 heures, mais le Pavillon de Flore est vidé de ses visiteurs — et sans ménagements encore... — à partir de 17 h 15.)

Meubles-monuments

Le Musée des arts décoratifs présente pour la première fois en France les œuvres de Scott Burton, taillées aux mesures du gigantisme américain



Fauteuils en granite

Ses tables en bois pèsent 150 kilos, ses fauteuils en granite dépassent les 2 tonnes. Des œuvres massives, sortes de forces de la nature en ville, dévorant l'espace comme pour mieux le protéger. Assemblages de dalles, arêtes, froides quasi-funéraires de la pierre : tout chez Scott Burton s'oppose aux sophistiqués « contours » des meubles contemporains fabriqués en pièces uniques. Le matériau semble corrodé, entaillé (par les assistants) de deux coups de scie, l'un horizontal, l'autre vertical, dans le flanc du rocher.

Mais ces processus minimalistes n'excluent ni les asymétries ni les secrets. Elles forment des citations discrètes aux grands classiques du vingtième siècle, de Rietveld à Frank Lloyd Wright : même obsession des lignes, de leur articulation

dévoilée autour d'un corps réduit à l'essentiel, c'est-à-dire aux muscles, à la chair et aux os. Les meubles de Scott Burton mettent à l'échec toute personne un peu encombrée par ses vêtements. La raideur d'une chaise longue simple le corps à l'abandon, entre sommeil et mort, celui, qui, lourd comme une pierre, s'enfonce dans le sol.

On a souvent rapproché le travail de Scott Burton de celui de Constantin Brancusi (1876-1957) : formes primordiales, lisses, vidées par une Nature imaginaire et incorruptible, des poissons de marbre au canapé-tronc d'arbre, en passant par la *Table du silence*, sculptée en 1937 à Tigru Jin, en Roumanie. Né en Alabama en 1930, Scott Burton adapte ces formes organiques aux grands espaces du Nouveau Monde : buildings, parcs à Baltimore, Minneapolis, Cambridge, Pittsburgh. Ce sont des « tables concrètes », des « bancs pour dix », des tabourets de pierre cloués au sol, sortes de haies de repos destinées à dissoudre la foule, à la ranger, à mettre les gens face à face, comme pour provoquer, de façon arbitraire, l'inattendu, la

faméuse « rencontre » dans les lieux publics. Scott Burton a besoin de grands espaces, et ses meubles-monuments s'adaptent parfaitement au gigantisme américain. On lui doit l'aménagement de l'extension du Whitney Museum (1985), à New York, où la compagnie d'assurances dont dépend l'*Equitable Tower* a dépensé 7 millions de dollars en commandes artistiques... Dans cette cathédrale de la Septième avenue, l'ensemble semi-circulaire de Scott Burton a été placé face à une fresque murale de Roy Lichtenstein, l'une des plus grandes qu'il ait jamais réalisées. Scott Burton, qui vit à New York, expose régulièrement depuis 1980 à la Max Perle Gallery. Plusieurs musées, de Houston (1983) à la Tate Gallery de Londres (1985), lui ont consacré des rétrospectives. Organisée en Allemagne par le Kunstverein de Düsseldorf, puis présentée à Stuttgart, l'exposition du Musée des arts décoratifs est une première en France.

LAURENCE BENAIM

► Scott Burton au Musée des arts décoratifs. Jusqu'au 26 novembre, galerie d'actualité.

VENTES

Vichy sous le marteau

L'art maréchal prend-il du galon ? En dépit des nostalgiques les amateurs restent peu nombreux

« Le marché est immoral. En sortant les objets de leur contexte, il fait fi de l'histoire », affirme Laurence-Bertrand Dorléac, historienne et spécialiste de l'art sous Vichy. Des bustes en bronze du maréchal Pétain ou des affiches de propagande apparaissent sporadiquement sur le marché, mais n'ont suscité jusqu'à présent que peu d'intérêt. Le 30 octobre dernier, à Drouot, une médaille de bronze à l'effigie du maréchal et des insignes des chantiers de jeunesse ont été adjugés à l'extrême 500 F, dans l'indifférence la plus totale. Une carte postale anti-bolchevique « Ils assassinent ! Enveloppés dans les plis de notre drapeau » ainsi que vingt-neuf autres documents paraissent pour 600 F. Rien à voir avec la vente de la collection de G. Rétif de La Bretonne, en 1976, à Versailles qui avait failli tourner à l'échec.

Intérêt par idéologie exotisme ou défi

Dès 1940, le régime de Vichy met à contribution des entreprises artisanales pour véhiculer son message idéologique. Foulards, assiettes, bustes et médailles à l'image du maréchal sont produits en masse. A la Libération, ces objets de bazar seront détruits par milliers. D'autres disparaîtront. A l'abri des regards indiscrets, ils dorment aujourd'hui dans les greniers. Quelques spécimens surgissent de temps à autre dans des foires à la brocante ou aux puces à des prix dérisoires. Plus rarement, en ventes publiques. « Dans quinze ou vingt ans, quand la génération qui a vécu la guerre aura disparu, il n'est pas impossible de les voir réapparaître sur le marché », affirme Christian Blondieau, expert en militaria.

Les vendeurs restent pourtant dans l'ombre, de peur d'être montrés du doigt. Les acheteurs, à l'exception de quelques nostalgiques, sont surtout des passionnés d'histoire, peu nombreux. Une certaine jeunesse commence à s'y intéresser, par idéologie, exotisme ou défi, même si, comme le fait remarquer Laurence-Bertrand Dorléac, « le côté agressif de l'Allema-

gne nazie les attire en général plus que la version rustico-pompier de l'art vichyste ». Ces objets pourtant prennent peu à peu une valeur marchande. « Il y a trois ans », note Cécile Coutin, conservatrice du Musée d'histoire contemporaine des armées, « on nous demandait des affiches de cette période. Aujourd'hui, on nous les vend ». Sur le marché, ces affiches ne coûtent pas plus cher que celles de la Résistance (entre 200 et 400 F).

Le Musée d'histoire contemporaine des armées possède un fonds d'affiches pétainistes considérable constitué grâce au zèle de la milice qui s'empressait à chaque création d'en déposer un exemplaire dans les archives du musée. Certaines d'entre elles figureront à la prochaine exposition que le musée organise pour le 50^e anniversaire de la signature de l'armistice. Un colloque sur « Vichy et les Français », sous l'égide de l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS), se tiendra à cette occasion, la première du genre depuis la fin de la guerre. Elle rassemblera les objets saisis chez le chef de l'Etat français au moment de son procès : vases de Limoges à son effigie destinés à être offerts, cadeaux reçus, effets personnels, comme son képi ou ses gants.

Cinquante ans ont passé. « On ne travaille plus à coup de bulldozer », comme disait Denis Peschanski, un des commissaires de l'exposition. Pour la jeune génération d'historiens, cette nouvelle démarche est d'autant plus délicate qu'elle survient à un moment où les thèmes révisionnistes de l'extrême droite tentent de réécrire une histoire « soft » de l'occupation. L'exposition « Propagandes sous Vichy » sera pour elle un test.

Cécile Coutin prévoit déjà une conséquence immédiate : les particuliers prendront conscience d'avoir en leur possession des documents historiques à défaut d'œuvres d'art. Le buste de Pétain, que l'on collectionnait jusqu'à présent par affinités politiques ou par goût de l'objet kitsch, sera élevé au grade de témoignage historique. Le marché devrait suivre.

Alice Sédar

DANSE

Baryshnikov chez Mark Morris

Le plus célèbre danseur du monde joue les violettes à Bruxelles. Essai réussi

Quelle discrétion ! Quelle modestie ! Quel chic ! Pas une once de publicité. Sur les affiches comme sur les cartons d'invitation et le programme, son nom en petits caractères comme les autres, et placé, par ordre alphabétique, entre une certaine Eva-Katharina Bader et un nommé Rob Bessner. Il faut avoir de bons yeux pour découvrir que Mikhail Baryshnikov se produit en ce moment à la Monnaie Dance Group Mark Morris. Il connaît de longue date les chorégraphes de Mark Morris, qu'il voyait à New-York, il les aimait ; il a eu envie de travailler avec lui, il est donc venu en Belgique. Où il a répété pendant cinq semaines, pas moins, comme tous les danseurs du groupe. Michka est un grand « pro ». Mais le monstre s'est taillé les cheveux en brosse.

La pièce dans laquelle il danse, *Wonderland*, est construite sur des pages musicales magnifiques, chargées d'une exceptionnelle intensité dramatique, la *Musique d'accompagnement pour un film* op. 34 et les *Cinq pièces pour orchestre* op. 16 d'Arnold Schoenberg. Cinq personnages entrent en courant sur le plateau noir d'encre, poursuivis par des cônes de lumière brutale qui les captivent, comme pour un interrogatoire policier. L'une des deux femmes, une blonde sexy, porte une robe de cocktail et des bijoux, l'autre un petit chapeau ; les hommes sont en vêtements de ville ordinaires, complet cravate.

Suspense et courses poursuites

Ils secouent les bras vers le ciel ou les uns vers les autres, retombent prostrés. L'un s'éponge le front avec un mouchoir, l'autre se palpe les poches. Ils ont l'air de perdre quelque chose de précieux. Ils s'alignent face à nous, comme une rangée de suspects ; repartent brusquement et s'alignent cette fois de dos.

Que terrible secret les lie ? Que cherchent-ils, que fuient-ils, quel crime ont-ils commis ? Nous ne le saurons jamais. De même que la *Musique d'accompagnement* de Schoenberg a été écrite pour un film imaginaire, c'est peut-être un « chorégraphie pour un drame ima-

ginaire », à nous de jouer. En tout cas un suspense très fort règne, entretenu par de savants éclairages. Ainsi cette suite d'arrêts sur image coupés de « noirs », dans lesquels on voit le corps d'une femme étendu chaque fois dans une nouvelle position. On bête, sur fond clair, ces ombres chinées aux gestes de pantins désarticulés, ces courses poursuites de fantômes agrandis derrière un rideau. Les mouvements sont tendus, crispés, parfois ralentis comme dans un rêve. Des affrontements violents succèdent à des regroupements frileux. Telle Lady Macbeth, la blonde regarde longuement sa main.

Mischa ? Aux antipodes de la virtuosité démonstrative du ballet classique, on s'en doute. Si l'on ne savait pas que c'est lui, on remarquerait sans doute ce petit danseur blond qui découpe l'espace au scalpel, qui unit la puissance et la rapidité. Ses partenaires sont excellents.

Si le climat de *Wonderland* fait penser au Tuo de *Pillar of Fire* (peut-être parce que ce dernier ballet est aussi basé sur une œuvre de Schoenberg, la *Nuit transfigurée*), c'est à Paul Taylor que l'on songe devant les deux autres pièces de Mark Morris inscrites au programme. Contraste absolu. Il a choisi les navissimes *Liebeslieder-walzer* op. 52 et *Neue Liebeslieder-walzer* op. 65, de Brahms. Bien que ces Lièder parlent des tourments de l'amour, là, tout n'est qu'allégresse, fluidité, romantisme vaporeux.

On retrouve l'habileté diabolique de Morris dans l'art de former et dissoudre des groupes fugaces, nouer et dénouer des rondes volatiles, inventer à l'infini fausses entrées et fausses sorties. Comme toujours, il suit la musique de près, mais avec assez de liberté pour ne pas donner une impression de pléiade. Tournoisements de fouilles mortes, folles traversées du plateau, frises de personnages comme en papier découpé. Le langage de Mark Morris n'est pas neuf, mais il possède un métier d'enfer.

SYLVIE DE NUSSAC

► Théâtre de la Monnaie de Bruxelles, les 7, 9, 10, 12, 16, 17, 18 et 19 novembre.

L'ONU et la restitution du patrimoine mondial

L'assemblée générale de l'ONU a adopté, lundi 6 novembre en fin de journée, par 139 voix (il y a eu 16 abstentions), une résolution incitant la restitution des biens culturels à leurs pays d'origine. Tous les pays de la CEE se sont abstenus, à l'exception de la Grèce, co-auteur de la résolution. Athènes justifie sa position en mettant en avant le combat qu'elle mène depuis des années pour la récupération des marbres du Parthéon, déposés au British Museum depuis 1802, date à laquelle lord Elgin, ambassadeur de Grande-Bretagne auprès de l'Empire Ottoman — dont la Grèce était à l'époque une province, — les avait achetés. La résolution de l'ONU, qui a fait l'objet d'innombrables débats, a peu de chances d'avoir des conséquences pratiques dans un avenir immédiat. — (AFP.)

Première de « Fidelio » maintenue au Châtelet

La première du *Fidelio* de Beethoven, dans la nouvelle production de Giorgio Strehler et sous la direction musicale de Lorin Maazel, reste maintenue au 10 novembre au Châtelet, malgré la défection de la cantatrice américaine Jeannine Altmeyer. Sa remplaçante est la soprano autrichienne Sabine Hass, qui a déjà abordé *Leonore* en 1988, à Stuttgart, dans la mise en scène de Yuri Lyubimov.

TEP
THEATRE GERARD PHILIPPE

Danse

BASTA !
Georges Appaix
10 au 12 novembre

L'ET VOIX, LA NUIT
François Verret
15 au 18 novembre

POST-SCRIPTUM(S)
Stéphanie Aubin
23 au 25 novembre

THEATRE GERARD PHILIPPE
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL
59, Bd Jules Guesde SAINT-DENIS
(M^o Saint-Denis Station) / REN SAINT-DENIS
Réservations 42 43 17 17

TEP
THEATRE GERARD PHILIPPE

Théâtre

LE CHIEN MORT
de Bertolt Brecht
mise en scène Frip Forgeau
avec Denis Lavant, Claude Guyonnet, Pierre Lacroix, Denis Imbert
9 novembre au 10 décembre

CULTURE

Les propositions de M. Jack Lang pour la musique

Un budget en progression sensible des actions plus sélectives

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, a exposé, lundi 6 novembre, en présence de Michel Schneider, son directeur de la musique, ses propositions en ce domaine à la lumière du budget qui lui sera alloué. On remarquera que la progression d'ensemble des crédits est très satisfaisante depuis 1980 et que les gouvernements socialistes ont largement développé les efforts de leurs prédécesseurs, dans la ligne du mouvement lancé par André Malraux et Marcel Lantowski en 1966.

En 1980, le budget de fonctionnement de la direction de la musique était de 422 millions de francs; il sera, en 1990, de 1 milliard 457 millions (soit 245 % d'augmentation), auxquels il faut ajouter 166 millions sur d'autres lignes du budget. Très réduite de 1985 à 1988 en raison d'énormes dépenses d'équipement (Opéra Bastille et Cité de la musique en particulier), la progression s'est à nouveau accélérée en 1989 (+ 142 345 000) et en 1990 (+ 175 600 000).

Ces chiffres convainquent-ils les responsables de la diffusion musicale en province, qui souvent ont eu à se plaindre ? Ce n'est pas sûr, d'autant que, dès qu'on entre dans le détail des opérations, on tombe dans des batailles de chiffres. Michel Schneider a promis de publier des chiffres clairs et comparables d'une année à l'autre. En attendant, force nous est de nous satisfaire de la seule manne ministérielle.

Éducation musicale : M. Lang a énuméré un certain nombre de nouvelles actions entreprises avec le ministère de l'Éducation nationale : association de groupes artistiques à l'enseignement (tel le Groupe de musique expérimentale de Bourges), ateliers de pratique artistique, développement de l'option musique et du baccalauréat F-11, classes à horaires aménagés, sensibilisation des tout-petits, etc. Pour ces activités nombreuses, qui demandent un personnel très averti, sont prévus des centres de formation des musiciens intervenant à l'école, avec un diplôme universitaire particulier.

Enseignement spécialisé : La charte des écoles nationales (ENM) et des conservatoires de région (CNR) est en cours d'achèvement : on est passé de 34 ENM en 1981 à 98 en 1989, et de 30 CNR à 32. Mais un important effort qualitatif est en cours avec l'Institut de pédagogie musicale et chorégraphique, les centres de formation pédagogique qui vont s'ouvrir peu à peu dans chaque région, préparant à un diplôme d'État, et enfin un fonds d'innovation pédagogique.

Pour l'enseignement supérieur, l'événement de l'année sera le transfert du Conservatoire de musi-

que de la rue de Madrid à la Cité de la musique, à La Villette, en septembre prochain.

Pratique amateur : Un effort important est consenti pour le développement de la pratique non professionnelle, grâce à vingt et un centres polyphoniques (+ 5,7 millions de francs en 1990), quatre centres de pratique instrumentale et un centre national d'information pour les musiques traditionnelles. La dotation atteignait, en 1989, 28 millions de francs, soit une augmentation de 143 % sur 1982.

Création et commandes : Les crédits passent de 2,5 millions à 5,3 millions en 1990, avec des commandes élargies à l'ensemble des genres musicaux (religieux, jazz, rock, etc.), aux partitions pédagogiques (morceaux de concours) et aux réalisations de compositeurs en résidence dans des organismes de province.

Diffusion : Nous reviendrons sur l'analyse des subventions et du budget des Opéras de Paris. Pour les orchestres régionaux, les théâtres lyriques et les festivals, la diffusion de la musique s'oriente, à moyen terme, vers une réduction de l'aide directe à l'État, les régions et autres collectivités locales devant prendre le relais (et leurs responsabilités), mais en prévoyant une augmentation des crédits spécifiques destinés à encourager des politiques originales.

Dès 1990, un fonds d'aide de 17 millions sera ainsi réparti en fonction de la qualité des programmes, de l'engagement de jeunes artistes (chanteurs notamment), de la décentralisation régionale des activités, etc. Reste à savoir si ces institutions y trouveront leur compte.

En tout cas, malgré ce qui a été dit ici ou là (1), les crédits de la diffusion lyrique ne sont nullement en recul : de 83 millions en 1988 (après une réduction de 4,5 millions opérée par le gouvernement Chirac), ils ont remontés à 106 millions en 1989 et atteindront 112 millions en 1990 (avec le fonds d'aide). Mais on constate que tout est une question de répartition.

En conclusion, M. Lang a indiqué que la part des Opéras de Paris dans ce budget de la musique, qui s'élevait à 44,5 % en 1981, ne serait plus en 1990 que de 32,5 % et que désormais elle ne dépasserait plus ce plafond.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Contrairement à ce que pouvait laisser penser la déclaration de Marcel Souteyrat (le Monde du 31 octobre), la subvention de l'État pour l'Opéra de Nantes a été augmentée de 12,6 % en 1989, et elle atteint 2,65 millions, ce qui est de toute façon fort peu sur un budget de 50 millions.

Les débuts de De La Soul à Paris

Un disque et un concert au Palais

Quand De La Soul est apparu, on a entendu comme un immense soupir de soulagement. Le rap n'est pas toujours facile à assimiler, la bande son de la guerre des gangs dans les ghettos noirs n'est pas faite pour toutes les oreilles. Rien plus que le hard rock ou le punk hardcore, le rap est l'expression musicale de la violence américaine, qu'il la magnifie ou qu'il la condamne pour mieux en parler.

Si ce n'était que ça, on pourrait abandonner le rap aux bas-fonds. Mais c'est aussi un courant musical extraordinairement vivace qui déborde à chaque instant des limites. Et le rap de De La Soul est fait pour ceux qui se tenaient jusqu'à maintenant prudemment en deçà de ces limites. Le trio, originaire de Long Island, est composé de deux rappers Posdnuos et Trugoy (dit, de droite à gauche, "yogurt") et d'un disc-jockey lyrique Prince Paul.

Avec le producteur Prince Paul, le trio a réalisé un album, *Three Feet High and Rising*, répertoire de toutes les ficelles du rap, du "scratching" le plus élémentaire au "sampling" le plus sophistiqué. Mais au lieu d'aller emprunter leurs riffs de cuivres ou leurs lignes de basse aux grands de la musique noire américaine, James Brown ou Stevie Wonder, De La Soul et Prince Paul se sont comportés comme des réfugiés de pays de l'Est lors de leur première visite dans un supermarché occidental : ils ont ramassé tout ce qui leur est tombé sous la main, des sons d'orgue de cinéma des années 40 aux synthés qui terminent *The Godfather* de Coppola. Redding en passant par des dizaines d'autres brèves plus ou moins identifiables. Le tout est animé à des séquences rythmiques plus souples que les maracas-pilons en usage dans le rap et brodé d'histoires inconnues,

entre comptines et plaisanteries de cour de lycée.

Ces débordements dans le collage associé à leur goût pour les petites fleurs (ils se proclament amoureux du *Daisy Age*, l'âge des marguerites, et ils en ont décoré la pochette du disque) leur ont valu une étagère néohippie. Il ne faut pas exagérer, le trio est beaucoup moins sérieux que le Grateful Dead au même âge. Et leur plus gros succès s'intitule *Me Myself and I* (moi, moi-même et je), plus près du "coco-ming", voire de l'autarcie que de la révolte adolescente. Quand on les voit sur scène, sans instruments, Trugoy et Posdnuos encadrant Maze affilé derrière ses deux platines, on se rend compte que De La Soul a en fait porté l'animation de noces et banquet au niveau d'un art majeur.

A Paris, lundi soir, pour une salle (le Palais) pleine à craquer de convertis au culte de la marguerite et de branchés curieux qui venaient s'assurer que ce rap-là était bien audible) qui n'avait qu'une vague idée de ce qu'ils racontaient, De La Soul n'a pas donné dans la manie. Les vocaux prince-sans-rime de l'album ont bégayé dans la pénombre, entre leurs raps sensés, ils ont organisé des concours de cris entre filles et garçons, ont piqué des fous rires et s'en sont allés au bout d'une heure à peine, car c'est la durée de leur unique album et qu'ils ont d'autres choses bien plus intéressantes à faire que d'animer une salle. Aller danser par exemple. Et on ne leur en veut même pas, tant on est étonné de les voir aussi maigres et malins, aussi amateurs et sûrs.

THOMAS SOTINEL

► *Three Feet High and Rising*, album, CD, cassette Tommy Boy/Wotie Music.

SALLE PLEYEL
ALBERT SARFATI présente
deux soirées exceptionnelles à retenir
Dimanche 14, lundi 15 janvier 1990 à 20 h 30
ORCHESTRE SYMPHONIQUE D'ÉTAT D'URSS
direction : **EVGUEN SVETLANOV**
avec les "Jeunes Prodiges"
PVLANT MAXIME YADIM
KISSIN VENGEROV REPIN
T. KHRENNIKOV - RACHMANINOV - TCHAIKOVSKI
Location Salle Pleyel, agences FNAC et par téléphone
43 63 88 73 - 43 61 06 30

Concerts Radio France

13
Lundi 13 novembre, 20 h 30
Théâtre de la Colline
Bach : Concerto pour clavier
Orchestre Philharmonique de Radio France
Stravinsky - Ibert - Gounod
Raspail - Hindemith
Direction : Marek Janowski

15
Mercredi 15 novembre, 20 h 30
Studio 106 de Radio France
Programme musical de France Culture
Les Feuillets d'Orphée
J.S. Bach
David Harroway, clavier

16
Jeudi 16 novembre, 20 h 30
Châtelet
Orchestre National de France
Bach : Concerto pour clavier
Direction : Lorin Maazel

18
Samedi 18 novembre, 20 h 30
Grand Auditorium de Radio France
Orchestre Philharmonique de Radio France
Stravinsky - Ibert - Gounod
Raspail - Hindemith
Direction : Marek Janowski

23
Jeudi 23 novembre, 20 h 30
Châtelet
Orchestre National de France
Chœur de la Philharmonie de Varsovie
Bach : Fugue, Fugue
J. Altmeyer - J. Kozłowski
S. Jerusalem - K. Rydl
S. Nijmegen - U. Pappe - R. Cowen
Direction : Lorin Maazel

24
Vendredi 24 novembre, 20 h 30
Grand Auditorium de Radio France
Orchestre Philharmonique de Radio France
Weber - Mozart - Chostakovitch
P. Minck, cor
Direction : Marek Janowski

Location 14 jours à l'avance
RADIO FRANCE : 42.20.15.14
SALLE PLEYEL : 43.63.88.73
CHATELET : 43.61.06.30
THÉÂTRE DE LA COLLINE : 43.28.28.40
Locations par téléphone
RADIO FRANCE : 42.20.15.14
PASTEL : 42.33.43.00

MUSÉE DE L'HOMME
Palais de Chaillot, 17 place du Trocadéro - 45 53 70 60
"LES AMÉRIQUES DE CLAUDE LEVI-STRAUSS"
tous les jours sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15, 10 octobre 1989 - 24 avril 1990

LE BOURGEOIS GENTILHOMME DE MOLIÈRE
RACONTÉ PAR JÉRÔME SAVARY



DU 8 NOVEMBRE AU 30 DÉCEMBRE
LOCATION/RENSEIGNEMENTS 47 27 81 15

France Inter

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

PIANO
SALLE PLEYEL
4 et 5 DÉCEMBRE 20 h 30
BIRMINGHAM SYMPHONY ORCHESTRA
direction : **SIMON RATTLE**
Le 4 : MAHLER symphonie N° 6
Le 5 : STRAVINSKY - BRAHMS
LOCATION : 45.63.88.73

D'AUTRES MUSIQUES
VEN. 10 SAM. 11 NOV. 18 H
MICHAEL NYMAN
2 PROGRAMMES
MUSIQUES DU PAKISTAN
DU 12 AU 26 NOV. 20 H 45
5 CONCERTS
LES MAÎTRES
NUSRAT FATEH ALI KHAN
PATANA KHAN 18 H 30
FAIQIR DE BITH SHAH ZARSANGA
FAQIR MUHAMMAD
PRIX 60 F. LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

4 Novembre - 4 Décembre
GRISOR
GALERIE J. MOUSSON
11, rue de Valenciennes, 75014 PARIS

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

LES MIDIS MUSICAUX
Catherine **DUBOSC, sop.**
DEBUSSY, POULENC
DUPARC
Vincent **LE TEXIER**
Beryon-basse
Ph. SIROIS
piano
MOZART, MASSENET
BORODINE, DUPARC
JEUNES CHANTEURS ITALIENS
Lucia **MAZZARIA, sop.**
ADO TARCHETTI
piano

Nouveaux virtuoses
En amphithéâtre
Récital de piano
Piano
ETCHEVERRY
BACH, CHOPIN, FAURÉ
DEBUSSY, RAVEL
LISZT, MESSIAEN
Avec la coopération de
CHRISTIAN DIOR

J.-M. FOURNIER Prod.
Jean-Louis **STEUERMAN**
piano
BACH, BEETHOVEN
SCHUBERT
SCHUMANN

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
Dir. : **LORIN MAZEL**
Le 13 : 4^e et 5^e Symph.
Le 18 : 6^e et 7^e Symph.
BEETHOVEN
Le 13 : ENSEMBLE
MUSIQUE VIVANTE
Dir. : **Diego MASSON**
SCHONBERG
Le 14 : **SHIRAI**
soprano
UDO REINEMANN
baryton
Hartmut Höll
SCHUMANN

J.-M. Fournier Prod.
Quintet
ATHENAEUM ENESCO
HAYDN, BARTOK
BEETHOVEN

Mikhail RUDY
LISZT, RAVEL
CHOPIN

ORCHESTRE ET CHORALE KUENTZ
HAENDEL
Dixit Dominus
MOZART
Cité de la Musique en coll. coll.

MARIONNETTES DE SALZBOURG
40 représentations
La Flûte enchantée
Les Noce de Figaro
Le Chevalier à la Manivelle
Les Contes d'Hoffmann
Location ouverte

ORCHESTRE DE PARIS
Société des Concerts du Conservatoire
Directeur Musical Semyon Bychkov
Directeur Général Pierre Vozlinsky
SALLE PLEYEL 20 H 30
8, 9 novembre
Serge Baudo, direction
Luben Yordanoff, violon
BERLIOZ
Benvenuto Cellini, Ouverture
GLAZUNOV
Concerto pour violon
DYORAK
Symphonie N° 7
RENSEIGNEMENTS - LOCATION -
SALLE PLEYEL : 43.63.88.73

LAMY
9 novembre - 16 décembre
Galerie Jacques ROYAN
22, rue Auguste COMTE
LYON - 78 37 18 81

سكن في الأهل

AGENDA

Programmes du mercredi 8 au mardi 14 novembre

CINÉMA

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi.

Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (date fixe).

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

The Song of India (1949, v.o., s.t.f.), d'Albert S. Rogell, 16 h; Fallada - Dernier Chapitre (1988, v.o.), de Roland Gräf, 19 h; Les Enfants du Paradis (1943-1945), de Marcel Carné, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-33-23)

Révoltes, Révolutions, Cinéma: Bérra (1978), de Souleymane Cissé, 14 h 30; le Goutou dans la tige (1978, v.o., s.t.f.), de Reinhard Hauff, 17 h 30; Sento (1954, v.o., s.t.f.), de Luciano Visconti, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-28-34-30)

La Paris des dix-neuvième et XXe siècles: Jours publics: Bande annonce: Les Mystères de Paris (1963) d'André Hunebelle, les Misérables (1953) de Raymond Bernard, 14 h 30; Actualités anciennes: Actualités Gaumont, 16 h 30; Henri de Montherlant, les Célestins (1962) de Jean Prat, 18 h 30; Orléans la Rochelle: Le Feu Follet (1963) de Louis Malle, 20 h 30.

EXCLUSIVITÉS

ABYSS (A., v.o.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Danion, 1^{re} (42-25-10-30); UGC Normandie, 1^{re} (45-53-16-16); v.f.: Rex, 2^e (42-36-53-53); Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-56-31); Fauvette Bis, 1^{re} (43-31-80-74); Gaumont Aldia, 1^{re} (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 1^{re} (43-20-12-06); UGC Convention, 1^{re} (45-74-93-40); Pathé Clichy, 1^{re} (45-22-46-01).

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.): Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-28); Cinépolis, 1^{re} (46-33-10-82); Elysées Lincoln, 1^{re} (45-53-38-14); Sept Parnassiens, 1^{re} (43-20-32-20).

ARIEL (Fr., v.o.): Utopia Champollion, 1^{re} (48-34-84-85).

L'ARME FATALE 2 (A., v.o.): UGC Normandie, 1^{re} (43-31-16-16); UGC Danion, 1^{re} (45-06-36-07).

ASTÉRIX ET LE COUP DE MENHIR (Fr.-Al.): Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Rex, 2^e (42-33-83-83); Gaumont Ambassade, 1^{re} (43-59-19-08); George V, 1^{re} (45-62-41-46); UGC Lyon Bastille, 1^{re} (43-33-01-59); Fauvette Bis, 1^{re} (43-31-80-74); Gaumont Aldia, 1^{re} (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 1^{re} (43-20-12-06); UGC Convention, 1^{re} (45-74-93-40); Pathé Clichy, 1^{re} (45-22-46-01).

AUSTRALIA (Fr.-Bel.): UGC Rotonde, 1^{re} (45-74-94-94); UGC Normandie, 1^{re} (45-63-16-16).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.): La Triomphe, 1^{re} (45-62-45-76).

LES BAISERS DE SECOURS (Fr.): Saint-André-des-Arts, 1^{re} (43-26-80-26).

BAPTÊME (Fr.): Lucerna, 1^{re} (45-44-57-34); Gaumont Ambassade, 1^{re} (43-59-19-08).

BATMAN (A., v.o.): George V, 1^{re} (45-62-41-46); v.f.: George V, 1^{re} (45-62-41-46); Hollywood Boulevard, 1^{re} (47-10-10-11); UGC Gobelins, 1^{re} (43-36-23-44); Les Montparnasse, 1^{re} (43-27-52-37); Grand Pavois, 1^{re} (45-44-84-85).

BREVÉ HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (42-35-12-12); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Saint-André-des-Arts, 1^{re} (43-26-80-26); Gaumont Ambassade, 1^{re} (43-59-19-08); La Bastille, 1^{re} (43-07-48-00); Gaumont Parnasse, 1^{re} (43-35-40-40).

BURNING SECRET (Brit., v.o.): Cinépolis, 1^{re} (46-33-10-82).

CALME BLANC (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 1^{re} (43-25-59-53); République Cinéma, 1^{re} (46-05-51-33); Grand Pavois, 1^{re} (45-44-84-85).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Elysées Lincoln, 1^{re} (43-59-38-14).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 8 NOVEMBRE

« Le Tibet d'Alexandra David-Niel », mythes et réalités, 13 h 30, 6, place d'Alsace (Musée Guimet).

« L'hôtel de Lauzun, intérieur », 14 h 20, musée Pont-Marie (C. Martel).

« Louis XVI aux Tuileries », 14 h 30, statue Jeanne d'Arc, place des Pyramides (Sauger de Paris historique).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles, boulevard du Palais (P. V. J. J. J.).

« Rues et maisons du Moyen Âge autour de Saint-Séverin », 14 h 30, façade de l'église (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 15 heures, 23, rue de Sévigné (Approche de l'art).

« L'art de Carrière », 15 heures, Petit Palais, entrée de l'exposition L'Art pour tous.

« Paris à la Belle Époque », 15 heures, 23, rue de Sévigné (M. C. C.).

« La peinture française au Louvre », de Georges de la Tour aux frères Le Nain, 18 h 30, passage Richelieu (Arcus).

« Exposition: Carrière », 18 heures, Petit Palais, hall d'entrée (M. J. J.).

« L'art de Carrière », 15 heures, Petit Palais, entrée de l'exposition L'Art pour tous.

« Paris à la Belle Époque », 15 heures, 23, rue de Sévigné (M. C. C.).

« La peinture française au Louvre », de Georges de la Tour aux frères Le Nain, 18 h 30, passage Richelieu (Arcus).

« Exposition: Carrière », 18 heures, Petit Palais, hall d'entrée (M. J. J.).

« L'art de Carrière », 15 heures, Petit Palais, entrée de l'exposition L'Art pour tous.

« Paris à la Belle Époque », 15 heures, 23, rue de Sévigné (M. C. C.).

« La peinture française au Louvre », de Georges de la Tour aux frères Le Nain, 18 h 30, passage Richelieu (Arcus).

« Exposition: Carrière », 18 heures, Petit Palais, hall d'entrée (M. J. J.).

« L'art de Carrière », 15 heures, Petit Palais, entrée de l'exposition L'Art pour tous.

« Paris à la Belle Époque », 15 heures, 23, rue de Sévigné (M. C. C.).

« La peinture française au Louvre », de Georges de la Tour aux frères Le Nain, 18 h 30, passage Richelieu (Arcus).

« Exposition: Carrière », 18 heures, Petit Palais, hall d'entrée (M. J. J.).

« L'art de Carrière », 15 heures, Petit Palais, entrée de l'exposition L'Art pour tous.

« Paris à la Belle Époque », 15 heures, 23, rue de Sévigné (M. C. C.).

« La peinture française au Louvre », de Georges de la Tour aux frères Le Nain, 18 h 30, passage Richelieu (Arcus).

« Exposition: Carrière », 18 heures, Petit Palais, hall d'entrée (M. J. J.).

« L'art de Carrière », 15 heures, Petit Palais, entrée de l'exposition L'Art pour tous.

« Paris à la Belle Époque », 15 heures, 23, rue de Sévigné (M. C. C.).

« La peinture française au Louvre », de Georges de la Tour aux frères Le Nain, 18 h 30, passage Richelieu (Arcus).

« Exposition: Carrière », 18 heures, Petit Palais, hall d'entrée (M. J. J.).

« L'art de Carrière », 15 heures, Petit Palais, entrée de l'exposition L'Art pour tous.

CHEN DE FLIC (A., v.f.): La Nouvelle

Maxville, 1^{re} (47-70-72-86).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-28-12-12); 14 Juillet Odéon, 1^{re} (43-25-59-53); George V, 1^{re} (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 1^{re} (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 1^{re} (43-57-90-81); Sept Parnassiens, 1^{re} (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 1^{re} (45-74-93-40); UGC Convention, 1^{re} (45-74-93-40); Pathé Clichy, 1^{re} (45-22-46-01).

COMÉDIE D'AMOUR (Fr.): Ciné Beau-

bourg, 3^e (42-71-52-36); Pathé Haute-

feuille, 1^{re} (46-33-79-38); UGC

Rotonde, 1^{re} (45-74-93-40); Saint-

Lazare-Passquier, 1^{re} (43-57-35-43);

UGC Buzin, 1^{re} (45-62-40-40); UGC

Opéra, 1^{re} (45-74-93-40); UGC Lyon

Bastille, 1^{re} (43-43-01-59); UGC Gobe-

lins, 1^{re} (43-36-23-44); Mistral, 1^{re}

(45-74-93-40); La Gambetta, 2^{de} (46-

36-10-86).

COMÉDIE D'ÉTÉ (Fr.): Épée de Bois, 1^{re}

(43-37-87-47).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA

FEMME ET SON AMANT (Fr.-Bel.,

v.o.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-28-

12-12); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-

60-33); 14 Juillet Odéon, 1^{re} (43-25-

59-53); La Pagode, 7^e (47-05-12-15);

Gaumont Champs-Élysées, 1^{re} (43-63-

04-87); La Bastille, 1^{re} (43-07-

49-50); Gaumont Parnasse, 1^{re} (43-

35-40-40); Gaumont Aldia, 1^{re} (43-

27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle,

1^{re} (45-74-93-40); v.f.: Bretagne, 1^{re}

(45-74-93-40); Gaumont Convention,

1^{re} (45-74-93-40); Pathé Clichy, 1^{re}

(45-22-46-01).

DERNIÈRE SORTIE POUR BROOKLYN

(Fr.) (A., v.o.): Forum Horizon, 1^{re} (48-

08-57-57); UGC Danion, 1^{re} (42-25-

10-30); Pathé Marignan-Concorde, 1^{re}

(43-20-32-20); v.f.: UGC Montpar-

nasse, 1^{re} (45-74-93-40); Paramount

Opéra, 1^{re} (47-42-56-31); Pathé Clichy,

1^{re} (45-22-46-01).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA

TELE (Fr.-Al., v.o.): La Triomphe,

1^{re} (42-33-42-28); UGC Convention,

1^{re} (45-74-93-40); Pathé Clichy, 1^{re}

(45-22-46-01).

LE FÊTE DE BABETTE (Dan., v.o.):

Utopia Champollion, 1^{re} (43-26-84-85).

LA FILLE DE QUINZE ANS (Fr.): Épée

de Bois, 1^{re} (43-37-87-47); Gaumont

Ambassade, 1^{re} (43-59-19-08).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.): UGC Emi-

tage, 1^{re} (45-62-41-46); v.f.: Les Mon-

tparnasse, 1^{re} (43-27-52-37).

GREAT BALLS OF FIRE (A., v.o.):

Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-

42-28); 14 Juillet Odéon, 1^{re} (43-25-

59-53); George V, 1^{re} (45-62-41-46);

Pathé Marignan-Concorde, 1^{re} (43-59-

92-82); La Bastille, 1^{re} (43-07-

48-00); Sept Parnassiens, 1^{re} (43-20-

32-20); v.f.: Pathé Français, 1^{re} (43-

47-70-33-58); Pathé Montparnasse,

1^{re} (43-20-12-06).

HAUTE SÉCURITÉ (Fr.) (A., v.f.): La

Nouvelle Maxville, 1^{re} (47-70-72-86).

HEAVEN (A., v.o.): Action Ecoles, 1^{re}

(43-25-72-07).

HISTOIRE D'AMÉRIQUE (Fr.-Bel.,

v.o.): 14 Juillet Parnasse, 1^{re} (43-26-

58-00).

HIVER 54 (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-

08-57-57); Rex, 2^e (42-36-53-53);

Gaumont Ambassade, 1^{re} (43-59-

19-08); George V, 1^{re} (45-62-41-46);

Saint-Lazare-Passquier, 1^{re} (43-57-

35-43); Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-

56-31).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA

FEMME ET SON AMANT (Fr.-Bel.,

v.o.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-28-

12-12); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-

60-33); 14 Juillet Odéon, 1^{re} (43-25-

59-53); La Pagode, 7^e (47-05-12-15);

Gaumont Champs-Élysées, 1^{re} (43-63-

04-87); La Bastille, 1^{re} (43-07-

49-50); Gaumont Parnasse, 1^{re} (43-

35-40-40); Gaumont Aldia, 1^{re} (43-

27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle,

1^{re} (45-74-93-40); v.f.: Bretagne, 1^{re}

(45-74-93-40); Gaumont Convention,

1^{re} (45-74-93-40); Pathé Clichy, 1^{re}

58-31); UGC Lyon Bastille, 1^{re} (43-43-

01-59); Fauvette Bis, 1^{re} (43-31-80-74);

Gaumont Aldia, 1^{re} (43-27-84-50);

Les Montparnasse, 1^{re} (43-27-52-37);

Gaumont Convention, 1^{re} (45-74-93-40);

Le Gambetta, 2^{de} (46-36-10-86).

I WANT TO GO HOME (Fr., v.o.): 14

Juliet Odéon, 1^{re} (43-25-59-53).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE

CROISADE (A., v.o.): Forum Horizon,

1^{re} (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2^e

(47-42-56-31); Rex (Le Grand Rex), 2^e

(42-36-53-53); Bretagne, 1^{re} (42-36-

53-53); UGC Odéon, 1^{re} (42-25-

10-30); Gaumont Ambassade, 1^{re} (43-

59-19-08); George V, 1^{re} (45-62-41-

46); UGC Normandie, 1^{re} (45-63-

16-16); Max Under Parnasse, 1^{re} (46-

24-58-58); La Bastille, 1^{re} (43-07-

49-50); 14 Juillet Beaugrenelle,

1^{re} (45-74-93-40); Kinopanorama, 1^{re}

(43-06-50-50); UGC Maitrot, 1^{re} (47-

48-06-06); v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2^e

(42-36-53-53); Bretagne, 1^{re} (42-36-

53-53); UGC Convention, 1^{re} (45-74-

93-40); Saint-Lazare-Passquier, 1^{re} (43-

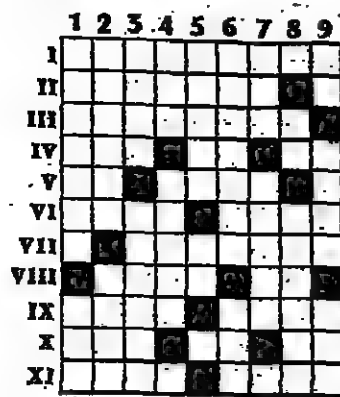
57-35-43); Paramount Opéra, 1^{re} (47-

42-56-31); Les Nations, 1^{re} (43-43-

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5126



VERTICALEMENT

1. Reçoit beaucoup mais individuellement. Vent de l'intérieur.
2. Homme que l'on peut trouver dans un lit. C'est à voir.
3. Fait du bien. Idéale pour celui qui doit trancher.
4. Associe rapidement et efficacement. On a vite fait de lui coller une étiquette.
5. Du vent dans les voiles. Justifient des façons de faire.
6. Homme de jugement. Fait tirer sur la corde.
7. Est vite couvert. Peut aller au tapis.
8. Qui est donc resté en tête. Porte le chapeau.
9. Pris au piège. Flotte l'odorant. Sigle.

HORIZONTALEMENT

- I. Ce n'est pas le grand écart.
- II. Assure la liaison.
- III. Grosses consommations.
- IV. Se rendit en Virginie. Est toujours suivi. On ne peut certes pas dire qu'on n'a rien tiré d'elle.
- V. Conjonction. Fort de grandes choses.
- VI. Surtout du voyage. Met des vifs en danger.
- VII. Bon pour les entreprises.
- VIII. Passent sous le nez de certaines personnes. Boule de feu.
- IX. Cause d'explosions. Il vient un temps où ça chauffe pour lui.
- X. Libère la place. Conjonction. Qui a donc suivi le courant.
- XI. Doit vent à prendre à sur eux. Boisson ou végétal.

Solution du problème n° 5125

Horizontalement

- I. Culinaires.
- II. Animateur.
- III. Ri. Ence.
- IV. Tour. Lais.
- V. Endive.
- VI. Ino. Sen.
- VII. Unu. Ara.
- VIII. Bâ. Tel.
- IX. Et. Péta.
- X. Eros. Emot.
- XI. Réalisme.

Verticalement

1. Cartes. Bêre.
2. Union. Ultra.
3. Li. Udra. Or.
4. Imé. rina. Psi.
5. Na. Volte.
6. Atile. Etas.
7. Kna. Salenti.
8. Ruffier. Sem.
9. Eros. Népète.

GUY BROUTY

Dans le Monde de l'éducation de novembre

Les vrais revenus des enseignants

Les vrais revenus des enseignants, parlons-en. Lors des négociations sur la revalorisation des traitements des enseignants, les fonctionnaires du budget ont dû se faire tirer l'oreille, à plusieurs reprises, pour que les engagements politiques du candidat François Mitterrand à l'élection présidentielle ainsi que la volonté de M. Lionel Jospin puissent être appliqués. Quelques mois auparavant, M. René Monory s'était heurté aux mêmes réticences de la part de M. Alain Juppé, alors ministre du budget et de ses collaborateurs. Le Monde de l'éducation a voulu connaître le pourquoi. Si chacun sait que, dans notre société, les professeurs et les instituteurs sont loin d'être des « profiteurs », aurons-ils des ressources cachées ?

L'enquête du Monde de l'éducation montre que, en matière de revenus, la situation des enseignants est loin d'être homogène, par le jeu des indemnités, des heures supplémentaires, de la formation continue ou d'autres activités encouragées par l'éducation nationale, certains accroissent significativement leurs revenus. Principaux fac-

teurs déterminants : le sexe, le grade, le lieu d'exercice, la discipline. Au palmarès des « heureux », les professeurs de technologie industrielle, de gestion, de mathématiques, d'éducation physique et d'anglais. En queue de peloton, les enseignants d'histoire-géographie, de langues vivantes de philosophie, ainsi que les instituteurs. Avec des écarts considérables : ainsi, en 1988, dans un même district scolaire d'une académie de province, le plus haut revenu mensuel brut versé par l'éducation nationale s'élevait à 36 449 francs, le plus bas à... 6 507 francs.

L'enquête du Monde de l'éducation a aussi étudié, sur le plan financier, les caractéristiques du secteur de l'enseignement face aux emplois du privé. Les avantages ne sont pas tous là où on le croit.

Également au sommaire de novembre, trois dossiers : « L'univers culturel des moins de six ans » ; le premier bilan de « l'apprentissage des langues dans la primaire », ainsi que dans la rubrique évaluation, le « bilan des écoles universitaires d'ingénieurs ».

CAMPUS

Le président et les évaluateurs

Solennellement installé par le président de la République le 10 mai 1985, le Comité national d'évaluation des universités a été, 6 novembre, confirmé dans ses missions. Alors que la première équipe du comité et son président, M. Louis Schwartz ont passé le relais au mois de mai dernier, la réception à l'Élysée des dix-sept nouveaux évaluateurs et de leur président, M. Luchaire, a été l'occasion pour le président de la République de réaffirmer son attachement et sa confiance à une institution toute nouvelle dont il avait lui-même souhaité la création et qui, en cinq ans, a trouvé sa place originale dans le système français d'enseignement supérieur. La loi d'orientation sur l'éducation, votée en juillet dernier, a d'ailleurs renforcé le poids du CNE en lui conférant le statut d'autorité administrative indépendante.

« Vous avez su faire admettre l'idée que l'évaluation est une composante nécessaire à l'action et la contrepartie indispensable de l'autonomie et de la responsabilité », a notamment souligné M. Mitterrand, avant d'insister sur le rôle décisif pour la France et de la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il faut que nous réussissions ensemble à donner à notre pays dans l'Europe l'instrument intellectuel et scientifique dont elle a besoin, a-t-il conclu en invitant les évaluateurs à mettre désormais la coopération universitaire européenne au centre de leurs préoccupations. Vaste ambition pour un comité d'évaluation qui, en quatre ans, a évalué le tiers des soixante-quatre universités françaises et n'a pas encore acquis toute l'expérience et la notoriété de ses homologues anglo-saxons ou d'Amérique du Nord.

G. C.

Étudiants gais

« Gage », l'association des étudiants gais de France, publie un numéro spécial de son journal, Gageurs, retraçant l'histoire, les activités et la composition de cet organisme. « Au cœur des années Sixties, les étudiants gais constituent un des groupes les plus à risque. Ils se retrouvent, discutent et débattent au sein du Gage, association animée par des étudiants gais, pour les étudiants gais », écrivent-ils.

★ GAGE, Co Libération Les mots à la bouche, 8, rue Saint-Germain, 75 004, Paris. Tél. : 42-81-40-50.

Annuaire des technopoles

L'édition 89-90 de l'Annuaire des technopoles vient de paraître. On y trouve une liste des technopoles par région, avec leurs principales spécialités, leur organisation, leurs statuts...

★ Annuaire France-Technopole, Groupe Francim-Lorraine Concord, 1, place Stanislas, 54 004, Nancy Cedex. Tél. : 83-50-50-51.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi et dimanche-matin. Signification des symboles : ► Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à voir ► On peut voir ► Ne pas manquer ► Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 7 novembre

TF 1

La pièce de 100F c'est de l'argent.



Demandez la pièce Droits de l'Homme Monnaie de Paris Créatrice de Trésors

- 20.40 Cinéma : Bullets. Film américain de Peter Yates (1988).
22.35 Magazine : Ciel, mon mardi ! Invité : Jean-Claude Salmer.
0.05 Journal et Métro.
0.25 Série : Intrigues.
0.50 Série : Mémoires.
1.15 TF 1 nuit.

A 2

- 20.35 Les dossiers de l'écran : L'assassinat de Trotsky. Film franco-italien de Joseph Losey (1971).
22.20 Celui dont Staline voulait la mort. Avec Esteban Volkov, petit-fils de Léon Trotsky, Pierre Broué, historien, Jean Elie, historien, Alain Besançon, historien, Dimitri Velouchine, journaliste, Marie-Cécile, amie de Ramon Mercader.
23.25 Quand je serai grand. Simone Veil.
23.30 Informations : 24 heures sur la 2.
23.55 Soixante secondes. Jacques Fattant, dessinateur.

TF 1

- 14.25 Club Dorothée.
18.00 Série : Hawaii, police d'État.
18.55 Avez-vous des recherches.
19.00 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.55 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Métro : Tapis-vert et Loto.
20.45 Variétés : Sacré soirée. Invités : Pierre Bachevalier, Claude Brasseur. Variétés : Pierre Vassallo, Janet Jackson, David Hallyday, Jason Donovan, Les Avions. Séquence musicale : Stone et Charden.
22.30 Magazine : Ex libris. Toutes les aventures. Expliquez-moi : Paul-Emile Victor (La civilisation du phoque), Nicolas Hulot (Chasseurs de pôles), Alain Prieur (Cascades), Yann Arthus-Bertrand (Le Kenya vu du ciel et Trois jours en France).
23.35 Journal et Métro.
23.55 Feuilleton : Heimat.
0.50 TF 1 nuit.

A 2

- 14.15 Eric et compagnie.
18.20 Magazine : Euroclio.
18.35 Feuilleton : Les années collège.
17.00 Magazine : Drôle de planète.
17.20 Magazine : Graffiti 5-15.
18.15 Série : Les voisins.
18.40 Des chiffres et des lettres.
19.00 Série : Top models.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
20.00 Journal et Métro.
20.55 Téléfilm : Vie de star (2^e partie). De Larry Pearce.
22.30 Flash d'informations.
22.35 ► Magazine : Place publique. Thème : Ext de démons.
23.50 Quand je serai grand. Claude Villers.
23.55 Informations : 24 heures sur la 2.
0.15 Métro.
0.20 Soixante secondes. Notre collaborateur Jean Pienzo.

FR 3

- 14.00 Magazine : Pare chose (rediff.).
14.30 Jefe : Cherchez la France.
15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

FR 3

- 20.35 La dernière séance.
20.50 1^{er} film : La poursuite dure sept jours. Film américain de David Butler (1954).
22.20 Dessins animés.
22.40 Journal et Métro.
23.10 ► 2^e film : L'attaque de la malte-poste. Film américain de Henry Hathaway (1950) (v.o.).

CANAL PLUS

- 20.05 Sport : Football. Les couilles.
20.30 Sport : Football. Championnat de France : Toulouse-Bordeaux, en direct de Toulouse.
22.35 Flash d'informations.
22.40 Cinéma : The big easy. Film américain de Jim McBride (1986) (v.o.).
0.15 Cinéma : Ada dans la jungle. Film français de Gérard Zingg (1988).

LA 5

- 20.40 Cinéma : L'évadé d'Alcatraz. Film américain de Don Siegel (1979).
22.35 Série : L'enfer du devoir.
23.35 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.

M 6

- 20.30 Série : Les jupons de la Révolution. Madame Tallien, de Didier Grousset.
22.10 Magazine : Ciné 6.
22.30 Cinéma : Hercule contre les tyrans de Babylone. Film italien de Domenico Paolella (1984).
0.05 Six minutes d'informations.

Mercredi 8 novembre

TF 1

- 14.25 Club Dorothée.
18.00 Série : Hawaii, police d'État.
18.55 Avez-vous des recherches.
19.00 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.55 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Métro : Tapis-vert et Loto.
20.45 Variétés : Sacré soirée. Invités : Pierre Bachevalier, Claude Brasseur. Variétés : Pierre Vassallo, Janet Jackson, David Hallyday, Jason Donovan, Les Avions. Séquence musicale : Stone et Charden.
22.30 Magazine : Ex libris. Toutes les aventures. Expliquez-moi : Paul-Emile Victor (La civilisation du phoque), Nicolas Hulot (Chasseurs de pôles), Alain Prieur (Cascades), Yann Arthus-Bertrand (Le Kenya vu du ciel et Trois jours en France).
23.35 Journal et Métro.
23.55 Feuilleton : Heimat.
0.50 TF 1 nuit.

A 2

- 14.15 Eric et compagnie.
18.20 Magazine : Euroclio.
18.35 Feuilleton : Les années collège.
17.00 Magazine : Drôle de planète.
17.20 Magazine : Graffiti 5-15.
18.15 Série : Les voisins.
18.40 Des chiffres et des lettres.
19.00 Série : Top models.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
20.00 Journal et Métro.
20.55 Téléfilm : Vie de star (2^e partie). De Larry Pearce.
22.30 Flash d'informations.
22.35 ► Magazine : Place publique. Thème : Ext de démons.
23.50 Quand je serai grand. Claude Villers.
23.55 Informations : 24 heures sur la 2.
0.15 Métro.
0.20 Soixante secondes. Notre collaborateur Jean Pienzo.

FR 3

- 14.00 Magazine : Pare chose (rediff.).
14.30 Jefe : Cherchez la France.
15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

FR 3

- 17.00 Flash d'informations.
17.05 Amuse 3.
18.00 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
19.58 Dessin animé : Kimbo.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Théâtre : Désiré. Comédie en trois actes de Sacha Guitry, mise en scène de Michel Fugère, avec Eric Dumortier, Viviane Elbez, Virginia Pradal. Un domestique très débrouillard...
22.30 Journal et Métro.
22.55 Magazine : Océaniques. Les heures chaudes de Montparnasse, de Jean-Marie Drot. La bande à Man Ray. Musique, musique. Trio en la mineur, de Tchakovski, par le Soeur Arts Trio.

CANAL PLUS

- 15.15 Série : Mister Gun.
15.45 Téléfilm : L'apocalypse est pour tout de suite.
17.10 Magazine : Exploits.
17.25 Cabou Cadin.
18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top 50.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Claire Brécher, Jimmy Somerville.
20.30 Bandes annonces ciné.
21.00 Cinéma : Deux superfilms à Hongkong. Film chinois (Hongkong) de Corey Yuen (1987).
22.20 Flash d'informations.
22.30 Cinéma : La nuit bengali. Film franco-suisse de Nicolas Klotz (1988) (v.o.).

LA 5

- 14.30 Série : L'inspecteur Derrick.
15.30 Série : Kung fu.
16.45 Dessins animés.
17.30 Magazine : En route pour l'aventure.
18.00 Dessins animés.
18.50 Journal Images.
19.30 Série : Happy days.
19.50 Les bar des ministères.
20.00 Journal.
20.30 Diversité : Drôles d'histoires.

- 0.10 Musique : Boulevard n'hârd.
1.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 20.30 Documentaire : Un voyage andalou.
22.30 Documentaire : Claude Berri rencontre Léo Castelli, marchand d'art (3).
23.35 Documentaire : Billie Holiday.
1.15 Danse : La chambre. D'après Marguerite Duras.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Archipel médecine. Dossier : La mémoire.
21.30 Colloque franco-allemand 1989. Les innovations culturelles de la maison commune.
22.40 Nuits magnétiques. En exil au paradis.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Orgue. Préludes pour orgue 1 à 19, Madrigal V pour orgue, Madrigal IX pour orgue, de Laquay ; Symphonie pour orgue (extra), de Paque ; Passacaille et fugue pour orgue en ré bémol mineur B 149, de Willen ; Introduction et passacaille pour orgue en ré mineur, de Reger ; Tocata pour orgue, de Trapard, par Michèle Lacroix, orgue.
22.30 Récital. Ballade pour violon et piano, de Verne ; Ballade pour violon et piano, de Bachet ; Poème pour violon et piano, de Chausson ; Tzigane pour violon et piano, de Ravel, par Marie-Annick Nicolas, violon, Elisabeth Cooper, piano.
0.00 Club d'archives. Quelques introuvables de la musique de Ravel ; Les plus belles rééditions récentes.

- 20.40 Série : Sur les lieux du crime.
22.25 Série : La loi de Los Angeles.
23.25 Magazine : Ruses.
0.00 Journal de minuit.

M 6

- 14.35 Série : Les années coup de cœur.
15.00 Magazine : Roxanne Roll.
15.30 Feuilleton : Les aventures de Tom Sawyer.
16.05 Roxanne Roll (suite).
17.10 Série : L'homme de fer.
18.05 Variétés : Multitop.
18.35 Série : Le frère vert.
19.00 Série : Magnum.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Téléfilm : Le usage de la mort. Une ville entière menacée d'explosion.
22.10 Magazine : Culture pub.
22.40 Documentaire : Les chemins de la guerre. S. Les États-Unis. Après la première guerre mondiale, Roosevelt cherche à se dégager des querelles européennes.
23.30 Six minutes d'informations.
23.55 Variétés : Fréquentar.
1.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 16.30 Documentaire : Les ministères de l'art. De Philippe Gamel.
17.30 Cinéma : L'espoir. Film français d'André Malraux (1939).
18.45 Court-métrage.
19.30 Documentaire : Archives du vingtième siècle. De Jean-Jacques Marchand.
20.30 Feuilleton : Sainte Thérèse d'Avila (3^e épisode).
21.30 Série : It's our word (3).
22.00 Magazine : Imagines.
22.30 Documentaire : Jazz à Paris.
23.30 Danse : Souvenir de Leningrad. Ballet de Maurice Béjart.
1.00 Documentaire : El Cabrero.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Antipodes.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques. En exil au paradis.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 27 octobre au Théâtre des Champs-Élysées) : Concerts pour violoncelle et orchestre en mi mineur op. 85, d'Elgar ; Symphonie n° 8 en sol majeur op. 89, de Dvorak, par l'orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Pinchas Steinberg, sol. Micha Malsky, violoncelle.
22.20 Concert du GRM. Novars, Pointe de fuite, de Dhomont.
23.07 Jazz-Club. En direct du Jazz Club Lionel-Hanoun, à Paris : L'organiste Jimmy Smith, avec Ricky Woodard (sax. R&B), Terry Evans (guitare), Frank Wilson (batterie).

Michel Parouty

LA TRAVIATA

Dans ce chef-d'œuvre Verdi donne sa véritable dimension à l'un des plus beaux portraits de femmes de l'opéra. Analyse acte par acte, ce livre situe le compositeur dans le courant de l'opéra italien.

Aubier

سكنا من الاجل

SPORTS

TENNIS : la réorganisation du circuit

Les dollars de la discorde

Le père de la bombe atomique a dû se sentir mal quand il a réalisé la portée réelle de sa contribution au « progrès de l'humanité ». La bombe que Philippe Chatrier a concoctée avec les trois autres présidents des tournois du grand chelem tennistique n'a pas de retombées radioactives mais de fortes radiations dollars.

Avant même d'avoir été expérimentée, la Coupe du grand chelem (le Monde daté 23-25 octobre) a déjà fait beaucoup de dégâts dans la structure fragile de la nouvelle organisation de tennis mondial. Le président de la Fédération internationale de tennis est donc quelque peu gêné aux entournures.

L'affaire a commencé lors de l'Open des Etats-Unis 1988. L'Association des joueurs professionnels (ATP), qui vient d'engager comme nouveau directeur l'ancien porte-parole de Jimmy Carter à la Maison Blanche, souhaite prendre une part plus importante dans l'organisation du jeu. Celui-ci est géré sous la forme d'un grand prix par un conseil tripartite (MTC) qui regroupe des représentants de la Fédération internationale, des organisateurs de tournois et de l'association de joueurs. Mais l'autoritarisme de l'administrateur du tournoi, Marshall Harter, est de plus en plus remis en cause par les joueurs : ils trouvent excessives les contraintes qui leur sont imposées, ils contestent notamment la durée de la saison qui les empêche de se reposer. Malheureusement les dirigeants de l'Open des Etats-Unis refusent aux représentants des joueurs une salle pour tenir leur conférence de presse. Celle-ci est improvisée sur un parking, comme auraient fait des syndicalistes faisant le point sur une grève aux portes d'une usine. Mais les joueurs ne disent pas qu'ils vont s'arrêter de jouer, ils annoncent qu'ils veulent être les patrons du circuit, ni plus ni moins, comme les golfeurs.

Le tennis open, c'est-à-dire la reconnaissance officielle du jeu

professionnel, remonte à 1968 seulement. Le Grand Prix a été structuré à partir de 1970 à l'instigation de la Fédération internationale. Il a dû affronter la concurrence des promoteurs privés, tel le milliardaire texan Lamar Hunt avec le circuit WCT. Son hégémonie sur le jeu n'a été établie qu'en 1984, et l'autorité de son administration, le MTC, n'était plus contestée que devant les tribunaux américains par les agents comme IMG de Mark McCormack et ProServ de Donald Dell.

L'attaque de l'organisation des joueurs contre le Grand Prix, auquel elle est partie prenante, désorganise les dirigeants du tennis, au premier rang desquels Philippe Chatrier. Il a consacré toute sa carrière à rendre ce sport crédible, à lutter contre le mercantilisme, à obtenir la reconnaissance olympique. Il ne comprend pas d'où vient le coup. En octobre 1988, au cours d'une série de réunions surréalistes qui se tiennent à Londres il essaie de recoller les morceaux. C'est trop tard.

Un certain malaise

A la mi-décembre, dans une salle minuscule du Hilton Center à Manhattan, Hamilton Jordan présente les grandes lignes de ce qu'il faudra appeler en 1990 l'ATP Tour, le circuit professionnel qui se substituera au Grand Prix. Marshall Harter tire ses dernières cartouches en proposant une nouvelle version du Grand Prix qui tiendrait compte des critiques des joueurs. C'est trop tard. Les organisateurs de tournoi ont vu où est leur intérêt. Sans les meilleurs joueurs mondiaux à l'affiche, leurs épreuves n'ont pas d'avenir. Ils font donc cause commune avec l'ATP. Ainsi le Grand Prix sera mort à la fin de 1989. Faut-il crier « Vive l'ATP Tour » ?

La publication du calendrier des tournois pour 1990 crée une certaine surprise en septembre dernier. Le programme est aussi chargé que celui du Grand Prix. Seule différence apparente : le

montant des prix est plus élevé. La période de repos que réclamaient les joueurs en fin d'année est très brève. En revanche, les meilleurs se voient contraints de participer à au moins onze tournois dans la saison, sans compter les épreuves du grand chelem. Ces quatre tournois ne font pas partie du Tour, mais ils restent les plus importants du calendrier. Les réputationnaires se font la plus que lors des semaines et onze autres rendez-vous de l'année. Rares sont donc les joueurs qui envisagent de les « sècher ».

Alors que Hamilton Jordan préside à l'inauguration des nouveaux locaux de l'ATP en Floride, au début de septembre, un certain malaise commence à se faire sentir chez les joueurs. Le premier d'entre eux, Ivan Lendl - il ne s'est engagé en faveur de la nouvelle organisation qu'avec réticence - multiplie les objections. Mais le Tchecoslovaque est trop individualiste pour être suivi par ses pairs. L'ATP annonce donc triomphalement que le Masters du Tour 1990 aura lieu à Francfort et sera doté de 2 millions de dollars.

La somme est énorme. Elle est ridicule par rapport aux 6 millions de dollars que le Comité du grand chelem va mettre à la fin octobre : une coupe aura lieu en 1990 dans une autre grande ville de RFA, juste après le Masters, c'est-à-dire pendant la brève période de repos qui est prévue dans le calendrier du Tour ATP. D'où sort une pareille somme d'argent ? Melbourne, Roland-Garros, Wimbledon, et Flushing Meadows auraient mis chacun dans le pot 500 000 dollars. Personne n'a dit clairement comment serait financée la différence. Pourquoi d'ailleurs une telle somme ? Manifestement pour déstabiliser l'ATP, Philippe Chatrier s'en défend. Pourtant, le procédé est le même que celui utilisé naguère par Lamar Hunt pour attaquer le Grand Prix. Et il est efficace : des joueurs ont demandé à leur agent de modifier leur programme pour essayer de se qualifier pour cette coupe. En tout cas, il provoque un flottement parmi les joueurs : certains trouvent la somme qui leur est proposée obs-

cène : pour d'autres, tout ce qui est pris n'est plus à prendre.

En tout cas, si cette coupe du grand chelem n'est pas une machine de guerre contre l'ATP, elle y ressemble fort. Car elle tombe précisément au moment où certains joueurs se demandent s'ils n'ont pas accordé un peu légèrement leur confiance à Hamilton Jordan.

Après les réunions sur les parkings à New-York en 1988, il y a des réunions dans des chambres d'hôtel pendant le dernier Open de Paris-Bercy. Au centre des discussions, l'augmentation du salaire du directeur de l'ATP, qui aurait placé une partie de ses revenus dans une équipe de football américaine, et les défrichements que se serait vus le bureau du Tour. « Je suis fier de ce que l'ATP a fait de sa signature », a notamment dit Yannick Noah avec son sens de l'anti-phrase. Beaucoup de points restent obscurs dans l'organisation du Tour : le nom du sponsor général n'est pas connu, la prise en charge des frais médicaux n'est pas assurée dans tous les tournois.

C'est une superbe partie d'échecs qui est en train de se jouer. Car la réplique à la contre-offensive des dirigeants traditionnels du tennis serait déjà lancée sur un front où elle n'était pas attendue. C'est en effet de la Fédération allemande, qui est théoriquement l'alliée du grand chelem qui viendrait la parader. Les Allemands, conseillés par Ion Tiriac, manager de Boris Becker et organisateur en RFA des matches de Coupe Davis, tenteraient en effet de faire obstacle à l'organisation de la coupe du grand chelem sur leur territoire.

Il n'est pas évident que les batailles qui s'engagent actuellement aient le sport pour seul centre d'intérêt. Il y a désormais beaucoup d'argent en jeu sur le tennis pour qu'il en soit ainsi. Mais, quel qu'en disent les nouveaux patrons de l'ATP Tour, les tournois du grand chelem et la Coupe Davis resteront pour longtemps encore les références obligées.

ALAIN GRAUO

FOOTBALL : championnat de France

Toulousains et européens

Le Toulouse Football Club devait recevoir les Girondins de Bordeaux, mardi 7 novembre, en match avancé de la dix-huitième journée du championnat de France de football. Les deux clubs ont la nostalgie des coupes d'Europe, qu'ils espèrent rejouer la saison prochaine.

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Diego Maradona s'en souvient encore. C'était un mercredi soir de septembre 1986, à Toulouse, une ville dont il n'avait jamais entendu parler avant de s'y rendre pour affronter l'équipe de football locale en Coupe d'Europe de l'UEFA. Auréolé de son titre de champion du monde obtenu au Mexique deux mois plus tôt, l'Argentin de Naples était arrivé dans la Ville rose sûr de lui et de la victoire des siens. Il en était repartir amer et peiné, tête basse : en sautant son tir lors de la séance des coups de pied au but (les deux équipes n'avaient pu se départager pendant la prolongation), le meilleur joueur de la planète avait facilité la qualification des Toulousains.

Une victoire contre une équipe qui emploie un tel joueur est un événement qui marque l'existence d'un club de football. Toulouse en a gardé un souvenir ému. Supporters, joueurs et dirigeants se souviennent également avec nostalgie du succès à domicile contre le Spartak Moscou (4-1), dont trois buts de Gérard Passi) au tour suivant et de la victoire, en 1987, face aux Grecs de Panionios (5-1).

Deux ans se sont écoulés depuis ce dernier succès sur cette équipe de la banlieue d'Athènes. Deux années sans confrontations internationales, passées à ressasser des souvenirs, à se contenter de médiocres performances en championnat ou en Coupe de France.

Pourtant, fin 1989, le Toulouse Football Club semble retrouver quelques ambitions : l'équipe

occupe contre toute attente la quatrième place en première division.

« Nous nous étions endormis », admet Francis Andreu, le docteur administratif du club. Pour rester fidèle à l'excellente image (« familiale et sympathique ») dont bénéficie leur club, les dirigeants ont-ils tardé à se séparer de Jacques Santini, par ailleurs en conflit avec la presse locale. En juin dernier, celui-ci est néanmoins parti pour Lille. Et le « Téfécé », comme on dit avec l'accent de la Ville rose, a engagé Pierre Mosca, ancien entraîneur de Sochaux, de Rennes et de Montpellier : « Un méridional doublé d'un remarquable homme de communication », souligne Francis Andreu.

Changement d'hommes, modification de stratégie. Sur le plan financier, les dirigeants ont opté pour une certaine rigueur dans l'air du temps. Le budget était de 72 millions de francs en 1987-88 ; il est passé à 60 millions de francs en 1988-89 puis a été ramené, pour cette saison, à 47 millions de francs.

En raison de ces restrictions financières, M. Pierre Mosca fait de plus en plus fréquemment appel aux jeunes joueurs issus du centre de formation. De cette école de football qui coûte au Toulouse FC 6 millions de francs par an sont sortis des éléments d'avenir comme Jean-Philippe Delpech ou Michel Pavon. Encadré par des anciens tels que Jacky Paillard (vingt-sept ans) ou l'Argentin Alberto Maricco (vingt-neuf ans), il se sont imposés en équipe professionnelle.

Des jeunes de talent, des anciens qui se bonifient, une ambiance recréée, Toulouse paraît donc sorti de sa mauvaise passe. Le public ne s'y trompe pas. Il a repris le chemin du stade. La moyenne de spectateurs s'élève à 14 000 par rencontre (contre 11 000 la saison dernière). « Tout le monde a retrouvé la foi », se réjouit M. Francis Andreu, même le maire, M. Dominique Baudis, qui prend conscience du fait que cette équipe est incontournable dans la vie de la cité.

PHILIPPE BROUSSARD

COMMUNICATION

L'agence en cessation de paiement

L'intersyndicale de l'ACP invite les patrons de presse à « prendre leurs responsabilités »

Lors d'un comité d'entreprise, lundi 6 novembre, le président de l'Agence centrale de presse, M. Alain Couture, a informé le personnel que l'agence de presse était en situation de cessation de paiements. M. Maxwell ayant retiré sa garantie bancaire (le Monde du 7 novembre).

Le dépôt de bilan, suite logique de cette situation, ne pourra toutefois être décidé que par un conseil d'administration « réuni rapidement », explique M. Couture. Le président de l'agence fait état de contacts avec de nouveaux partenaires intéressés par une reprise, mais sans qu'aucune solution n'ait été encore formalisée. Selon M. Couture, M. Maxwell a payé toutes les dettes extérieures de l'agence, et reste donc son seul créancier.

L'intersyndicale de l'ACP estime pour sa part que « tous les propriétaires successifs de l'agence ont été incapables de traiter au fond les problèmes de l'ACP » et que, « depuis six ans, c'est le personnel qui a fait les frais des divers échecs de relance » d'une agence dont le dernier exercice bénéficiaire remonterait à 1979 selon eux. Elle souhaite donc maintenant que soit trouvée une solution viable « qui évite les crises à répétition » en « faisant assumer autour d'une même table des gens qui ne le souhaitent pas tous ». Aussi ont-ils adressé une « lettre ouverte aux patrons de la presse française » en les invitant à « prendre leurs responsabilités avant qu'il ne soit trop tard. Les oraisons funèbres ne sauraient tenir lieu de réponse ». « L'Agence centrale de presse n'est pas morte. Elle se trouve en salle de réanimation... », affirment les syndicats en demandant des « actes et des prises de décision ».

La Fédération nationale de la presse française avait auparavant exprimé sa « préoccupation » et « réaffirmé son attachement profond au pluralisme de l'information ». La FNPF « constate et déplore que la cessation d'activité de l'ACP placerait certains jour-

naux dans une position particulièrement délicate ».

« Comme il y a trois ans contre les personnels de l'AFP, les représentants patronaux tentent à nouveau de se défaire de leurs responsabilités à l'ACP », affirment les syndicats de journalistes de l'Agence France presse dans une motion de soutien à leurs confrères de l'ACP.

En cas de dépôt de bilan, l'activité de l'agence devrait continuer, pour une période de quelques mois, sous le contrôle d'un administrateur judiciaire.

Le troisième Salon d'Interpresse à Paris

Un rendez-vous des professionnels de la presse

Le troisième Salon Interpresse a lieu du 8 au 10 novembre au nouveau CNIT de Paris-La Défense. Depuis son lancement en 1987, Interpresse accueille les professionnels de la presse écrite, des éditeurs aux journalistes en passant par les spécialistes de la distribution, de la fabrication et de marketing. L'édition 1989 de ce Salon offre, en plus d'une exposition sur les différents matériels et services accessibles à la presse écrite (banques d'images, infographie, logiciels de fabrication et de gestion, etc.), une trentaine de conférences concernant la fabrication, la diffusion, la rédaction et la documentation, la publicité et le marketing direct, animées par des spécialistes.

Interpresse 1989 bénéficie du parrainage de la Fédération nationale de la presse spécialisée (FNPS) et du patronage du ministère de la culture et de la communication. Ce rendez-vous des professionnels de la presse est organisé depuis 1987 par la société Edigra-

Actionnaire canadien de la 5

Le président de Télémetropole critique sévèrement la gestion de M. Hersant

MONTREAL

de notre correspondante

M. Robert Hersant avait un allié canadien dans la 5 : il l'a perdu, faute d'avoir démontré ses qualités de gestionnaire dans un domaine où son inexpérience, si l'on en croit M. Serge Gouin, n'a pas été compensée par une quelconque marque « d'ouverture d'esprit, de bonne volonté ».

M. Gouin est actionnaire minoritaire (3,4 % des parts) dans la 5, et président de Télémetropole, le plus important réseau de télévision privée du Québec. Il n'a pas caché son dépit et sa perplexité lorsqu'il s'est exprimé, lundi 6 novembre à Montréal, devant quelques journalistes français.

« Je suis inquiet », a-t-il dit. Comment le PDG d'une société qui perd 400 à 500 millions de francs par an peut-il se raidir sur ses positions, refuser tout changement et demander aux actionnaires de lui faire confiance sans présenter le moindre plan de redressement ? « Il y a là un mystère que M. Gouin, en bon Nord-Américain, avoue ne pas comprendre. Le marché de la publicité a pourtant bien explosé en France, et l'audience de la 5 a grimpé. Or ses résultats continuent de se dégrader... »

M. Gouin ne comprend pas davantage comment M. Hersant, qui avait invité Télémetropole (1) à investir dans la 5, compte des relations de partenariat en affaires. « En deux ans et demi, nous avons coproduit avec TF1 et A2, mais jamais avec la 5. Elle a refusé tous nos projets, qui lui étaient pourtant proposés en priorité », constate M. Gouin. « La 5 s'est contentée de nous acheter près de trois cents heures d'émissions dramatiques pour satisfaire, à bas prix, les exigences du CSA en matière de quotas », ajoute-t-il.

Les relations n'ont pas été plus fructueuses dans l'autre sens : « Nous nous sommes vraiment efforcés de faire bénéficier la 5 de notre expérience de télédiffuseur et de notre savoir-faire éprouvé en matière de production à bon marché ; mais toutes nos suggestions sont restées lettre morte », affirme M. Gouin.

Les invitations au dialogue ayant échoué, l'actionnaire minoritaire, convaincu de « se heurter à un mur », décide aujourd'hui de « s'intéresser à d'autres stratégies » à celle de M. Hersant. L'approche de M. Silvio Berlusconi, qui lui « connaît la télévision », et est l'allié de Jérôme Seydoux dans la bataille pour le contrôle de la 5, est jugée plus convaincante par M. Gouin.

Le président de Télémetropole croit toujours que la 5. Même si elle ne lui a rapporté jusqu'ici « que des maux de tête », peut devenir rentable si elle est bien gérée. Pas question pour lui de vendre ses parts avant d'avoir « optimisé son investissement ». Quel gestionnaire nord-américain vendrait à perte à moins d'y être acculé ?

MARTINE JACOT

(1) Télémetropole (dix stations de télévision) est contrôlée à 40 % par le groupe montréalais Vidéotron (Cable-distribution).

CEP Communication rachète 49 % de l'édition espagnole Boixandreu Editores. — Le premier groupe français et européen de presse professionnelle et technique, CEP Communication, vient de racheter 49 % de l'édition espagnole Boixandreu Editores. Placé à la première place en Espagne, dans le domaine de l'information électronique et dans celui de l'édition de livres techniques (« Marcombo »), Boixandreu Editores publie notamment Mundo electronica, Actuali-

Une nouvelle chaîne lancée par Gaumont et la CGE

La mémoire du siècle sur le câble

La bonne nouvelle concerne encore moins d'une centaine de milliers de privilégiés abonnés au câble, mais elle vaut le coup d'œil. La nouvelle chaîne, lancée d'ici quelques jours par Gaumont et la Compagnie générale des eaux (CGE) sur les réseaux, tourne délibérément le dos au clinquant de la modernité, à la pression de l'actualité, aux contraintes de la mode pour cultiver la nostalgie du temps passé et les divines surprises de la mémoire retrouvée.

Le projet audacieux d'une chaîne « rétro » a déjà séduit les Américains : Nostalgia Channel, qui diffuse depuis quelques années, films de ciné-club et vieilles variétés sur les réseaux des Etats-Unis, connaît un joli succès. En France, Gaumont et la Compagnie générale des eaux possèdent le pari beaucoup plus loin en construisant toute la programmation de « C'était hier » autour des fabuleuses archives des Actualités Gaumont.

Ces petits journaux cinématographiques, diffusés pendant plus de soixante ans dans les salles, reconstitués et restaurés, fourniront la trame de sept heures quotidiennes de programmes, plus de dix heures à partir de février 1990.

Il ne s'agit plus, comme le faisait Eddy Mitchell dans « La dernière séance », de présenter quelques plaisants extraits de ces vieilles bobines, mais de diffuser, systématiquement ordonnée, l'intégralité de ces

10 000 kilomètres de pellicule, véritable mémoire en images du siècle. Le télespectateur de novembre 1989 pourra ainsi, d'un seul coup de télécommande, se promener dans l'actualité de la semaine de référence en 1919, 1936 ou 1958. L'expérience sera, sans aucun doute, des plus troublantes. Léon Gaumont avait dès 1908 envoyé ses reporters aux quatre coins du monde couvrir, avec la qualité inégale du 35 mm, événements politiques, conflits, catastrophes, mais aussi faits divers, présentations de mode ou manifestations sportives et culturelles. L'aventure durera jusqu'en 1974, date à laquelle le succès de la télévision et de ses journaux entravera définitivement les actualités cinématographiques.

Les images recueillies, au prix souvent de véritables promesses journalistiques et techniques, constituent, malgré la censure vigilante des ministères de l'intérieur et la naïveté des commentateurs, des témoignages fabuleux sur l'histoire de la IIIe République, de la colonisation, de l'Occupation ou de la guerre d'Algérie, mais aussi et surtout sur l'évolution des modes de vie. Et souvent, la rencontre de ces images avec l'actualité la plus récente réserve d'étranges surprises.

« C'était hier » complète sa programmation avec des mini-fictions — westerns, films policiers ou d'aventures — réalisées à l'époque pour la première partie des séances cinématographiques. On y trouvera aussi les combats de catch, commentés par Georges de Caunes, l'un des fleurons de la télévision des années 50, les « chémons en images » ou autres Scorpions, ondes du vidéopop ou les vieux spots sortis de la Cinéma-thèque des archives publicitaires.

« C'était hier » devrait progressivement s'installer sur les réseaux câblés d'une trentaine de villes (1) exploités par la Compagnie générale des Eaux.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

(1) Saint-André, Roubaix-Tourcoing, Béthune, Lille, Suresbailly, Hérisson, Carvin, Brest, Caen, Rouen, Reims, Nancy, Nantes, Nîmes, Lyon, Villeneuve, Saint-Etienne, Grenoble, Bordeaux, Toulouse, Nîmes, Montpellier, Nice, Toulon, Clermont, Evry, Meaux, Suresbailly, Suresbailly, Suresbailly.

28 Vers l'union économique et monétaire en Europe
Les défis du GAT28 Technologie: Madylam, un laboratoire universitaire
qui fonctionne comme une entreprise30 Marchés financiers
31 Bourse de Paris

Après un excédent de 2,4 milliards de francs en 1989

BILLET

Dernier
replâtrage

On prend les mêmes recettes et on recommence... pour la dernière fois ? Face à l'habituel déséquilibre des comptes sociaux, le gouvernement adopte dans l'immédiat une technique de coimontage du « trou » de la Sécurité sociale d'un désarmement manque d'originalité. La reconduction du prélèvement de 0,4 % sur les revenus imposables et de 1 % sur les revenus du capital ramèneront en théorie à quelque 9,5 milliards de francs le déficit en 1990.

Compte tenu des hypothèses macro-économiques souvent sous-estimées et des marges de sécurité prises, des experts gouvernementaux partent sur un



besoin de financement largement inférieur. Au ministère des finances, on table même sur un excédent.

Pourtant, M. Michel Rocard promet qu'on ne l'y reprendra plus. Pour la première fois, il s'est officiellement engagé dimanche en faveur d'une « cotisation sociale généralisée » sur l'ensemble des revenus. Mais cet engagement à ne plus recourir au replâtrage traditionnel reste ambigu. La cotisation sociale généralisée est, en effet, peu appréciée. Quel de Bercy où l'on préférerait une « contribution de solidarité » qui prendrait en charge certaines prestations (et pourrait, au passage, alléger le budget de l'Etat...) alors que, dans l'esprit des rocardiens, la « cotisation sociale généralisée » couvrirait globalement le déficit des comptes.

Avant le dépôt d'un projet de loi, lors de la prochaine session parlementaire, les discussions interministérielles s'annoncent animées. Ce débat sur la réorientation du financement laisse de côté l'évolution des dépenses, l'autre versant du problème. A moins de cautionner une fuite en avant, le gouvernement ne pourra pas rester trop longtemps inactif.

J.-M. N.

INSOLITE

La retraite
des tankers

Les « tankers », cargos pétroliers, prennent leur retraite de plus en plus tard. La reprise du marché aidant, l'âge moyen pour la mise à la casse a cette année dépassé vingt ans, ce qui n'était pas vu depuis quinze ans. En moyenne, les tankers vendus à la casse depuis le début de 1989 avaient 21,8 ans, annonce l'association Inter-tanko, alors qu'en 1985, au plus fort de la crise qui a touché le secteur, l'âge moyen de mise à la retraite était descendu à 13,8 ans. Inter-tanko note, en outre, que le prix des bâtiments entrés de la circulation a dans l'intervalle plus que doublé.

Les comptes de la Sécurité sociale
seraient déficitaires en 1990

Presque équilibrés en 1989 (un excédent de 2,4 milliards de francs), les comptes de la Sécurité sociale devraient à nouveau être en déficit sensible en 1990 (17,6 milliards de francs). Ces estimations, rendues publiques mardi 7 novembre par la commission des comptes de la sécurité sociale, confirment que la protection sociale coûte de plus en plus cher. Pour combler le déficit le gouvernement a décidé de reconduire les prélèvements exceptionnels et d'instaurer une cotisation sociale généralisée.

Faux-vert équilibré pour 1989 : l'excédent de 2,4 milliards de francs aura été essentiellement acquis grâce à la hausse de la cotisation vieillesse. Vrai-faux déficit abyssal pour 1990 : le besoin de 17,6 milliards ne prend pas en compte le renouvellement des mesures de financement qui arrivent à échéance.

On pourra toujours se consoler en constatant que la croissance économique réserve encore de bonnes surprises en dopant les rentrées de cotisations. En juillet dernier, la commission ne tablait-elle pas sur un déficit de 2,5 milliards de francs pour 1989 ? Néanmoins, le rapport s'étonne que, pour la première fois, le gouvernement ait communiqué certaines prévisions macro-économiques qui s'écartent quel que peu des « tables de la loi » que sont les références annexées au projet de loi de finances.

Les effets
de structure

En effet, les indications fournies à la commission par les pouvoirs publics conduisent à majorer de 0,5 point pour 1989 et de 0,4 point pour 1990 les rentrées de cotisations par rapport aux projections officielles, soit un gain de 3 milliards la première année et de 2,5 milliards l'année suivante. Les « effets de structure » invoqués par les experts gouvernementaux n'ont guère convaincu la commission, qui considère que cette modification « ne peut être expliquée aujourd'hui de façon satisfaisante », même si une telle correction de tir n'est pas a priori totalement dépourvue de bien-fondé.

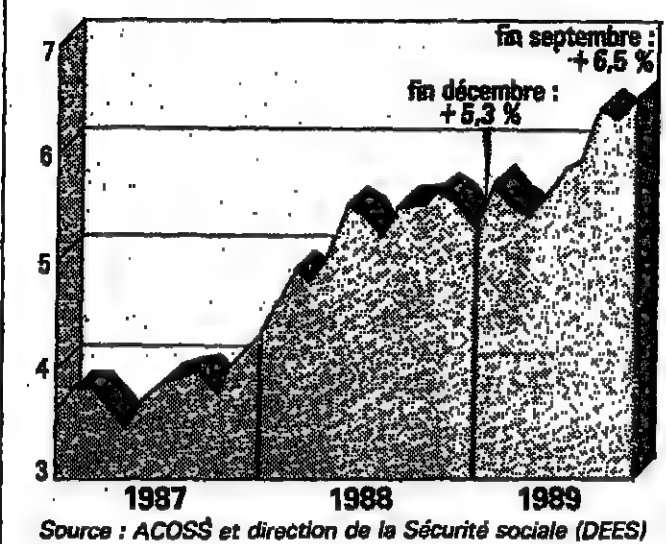
Quoi qu'il en soit, l'année 1989 devrait se terminer sans accro. La branche maladie est juste équilibrée, alors que celle des accidents du travail affiche un excédent de 3,4 milliards dont la raison d'être est aussi peu justifiée que celle de la branche famille (+ 4 milliards).

Le résultat de l'assurance-vieillesse, avec un déficit ramené à 5,1 milliards contre 16,7 l'année précédente, ne doit pas faire illusion. Il a été obtenu grâce à la hausse d'un point de la cotisation intervenue au 1^{er} janvier 1989 et qui a rapporté plus de 13 milliards de francs.

Pour l'année prochaine, le déficit de 17,6 milliards s'explique par des

prestations supérieure de 0,6 point à celle des rentrées de cotisations.

Le déficit devrait atteindre 4,5 milliards de francs, contre un excédent de 2,8 milliards de francs pour les accidents du travail, avec une baisse envisagée de 1,9 milliard de francs pour les cotisations. Plus généralement, l'assurance-maladie est confrontée à un accroissement des dépenses coûteuses remboursées.

Croissance en rythme annuel
des rentrées de cotisations

excédents de la branche famille et des accidents du travail en baisse, la maladie qui replongerait dans le rouge, alors que le déficit de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse s'aggraverait.

Le gouvernement n'ayant pas officiellement pris de décisions estimations rendues publiques mardi ne prévoient pas de reconduction des mesures « exceptionnelles » décidées ces dernières années. Ainsi, le prélèvement de 0,4 % sur le revenu imposable, qui doit rapporter 5,5 milliards de francs en 1989, et celui de 1 % sur les revenus du capital (1,8 milliard de francs) n'ont pas pu être pris en compte. Ces deux mesures, si elles étaient reconduites en 1990, permettraient de dégager respectivement 5,8 milliards et 2 milliards de francs, qui ramèneraient théoriquement à quelque 9,5 milliards de francs un besoin de financement qui pourrait bien, en fin de course, être encore inférieur.

La branche maladie devrait connaître une mauvaise année 1990. Prisée de la taxe sur le tabac (2 milliards de francs) et des transferts d'assurance personnelle (1,4 milliard de francs), elle devra faire face à une augmentation des

sées à 100 %. La population concernée par ces dispositions se fait plus nombreuse et le taux moyen de remboursement a donc tendance à grimper (+ 1,2 point cette année, + 0,6 point en 1990).

Quant aux dépenses d'hospitalisation, leur hausse prévue est de 4,5 %. Les prestations versées par la Sécurité sociale au titre des retraites devraient s'alourdir de 8,3 % en 1990, pour atteindre 223 milliards de francs, après + 7,6 % en 1989. Au 31 décembre 1988, on décombrerait un peu plus de six millions de bénéficiaires de pensions directes, soit 4,8 % de plus que l'année précédente. La hausse devrait être de 4,9 % par an en 1989 comme en 1990.

Pour la neuvième année consécutive, la branche famille sera enfin, en 1990, excédentaire (3,5 milliards contre 4 milliards en 1989). Les rentrées de cotisations ne profitent donc pas entièrement aux familles. Parmi les prestations, l'allocation pour jeune enfant et l'allocation parentale d'éducation poursuivent leur ascension.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le rapport parlementaire sur les privatisations

Le vrai débat éludé

Le rapport de M. Raymond Douyère, député PS de la Sarthe, sur les privatisations, qui devait être rendu public mardi 7 novembre, ravive les polémiques sur les relations décidément difficiles entre les secteurs public et privé en France. La décennie 80 aura été marquée par de grands mouvements : les nationalisations en 1982, puis en sens contraire les privatisations de 1986 à 1988.

Aujourd'hui, le « ballet » est arrêté, conformément à la promesse faite par M. François Mitterrand dans la Lettre à tous les Français, « ni nationalisation ni privatisation ». La frontière entre les deux secteurs est floue pour la durée de la législature, jusqu'en 1993. Mais la réurgence périodique de la polémique politique font comme les différends qui opposent MM. Bérégovoy et Faureux sur le rôle de l'Etat et les dotations budgétaires au capital des firmes

encore nationalisées soulignent l'importance de l'enjeu pour la France. Elle se doit de trouver une structure organisant le capital de ces grandes firmes industrielles et financières viable pour l'an 2000.

Que dit M. Douyère ? Sa critique principale — déjà souvent formulée — porte sur la valeur attribuée aux entreprises publiques mises en vente par le gouvernement de M. Chirac de 1986 à 1988. Selon lui, les modalités retenues étaient « destinées davantage à assurer le succès de l'opération que son rendement financier ».

Qui a raison ?

La commission de privatisation a retenu les éléments d'appréciation les plus divers qui tendaient peu ou prou à l'adoption des prix les plus bas. « Dans le cas, ajoute-t-il, où les entreprises privatisées ont été dotées d'un « noyau dur », c'est-à-dire d'un groupe d'actionnaires stables choisis par le ministre de l'économie pour verrouiller une partie du capital, le surcoût lié à l'appartenance à ce noyau dur est également jugé faible ».

An total, le député socialiste calcule que le manque à gagner pour l'Etat se situe entre 8,3 et 19,6 milliards de francs.

L'opposition dénonce (le Monde du 7 novembre) la méthode utilisée par le rapporteur socialiste pour calculer ses « décrets » et estime que le patrimoine de l'Etat a été correctement valorisé, en toute indépendance et avec tout le soin nécessaire.

Qui a raison ? Le député socialiste n'a pas tort de dénoncer les conditions de vente particulières du Crédit agricole et de Matra. Pour le reste, sa décade se situe entre 5 % et 10 % de la valeur globale des privatisations, soit 120 milliards de francs ; on peut considérer que c'est, somme toute, assez peu. La faiblesse du rapport de M. Douyère est de fonder sa critique sur la seule question du prix de vente, sans doute intéressante, mais technique et sujette à interprétation.

CLAIRE BLANDIN
et ERIC LE BOUCHER

Lire la suite page 26

La grève à la SNCF

Les cheminots contestent
le plan d'entreprise

La CGT et FO ont appelé l'ensemble des fonctionnaires à une grève de 24 heures le mardi 7 novembre. FO organisait un défilé à partir de 14 h de la place Denfert-Rochereau à l'hôtel Matignon qui devait être suivi par une manifestation de la CGT. Chez les enseignants, trois syndicats de la tendance « Unité et action » (à direction communiste) de la FEN, le SNES, le SNESUP et le SNPEN, appelaient à manifester. FO et la CGT mettent surtout en avant des revendications salariales. Celles-ci sont également présentes à la SNCF où la CGT, la CFDT, FO et la CFTC, avaient appelé à la grève du lundi 20 h au mercredi 6 h pour contester surtout les réductions d'effectifs prévues dans le plan d'entreprise pour les cinq ans à venir. Les perturbations s'annoncent fortes pour les usagers. En revanche, il n'y a pas de grève à l'EDF.

La direction de la SNCF peut être déçue. Pour la première fois qu'elle élabore un plan d'entreprise, en concertation avec le personnel, pour fixer l'évolution prévisible des activités ferroviaires de 1990 à 1994, elle se heurte à l'hostilité générale des organisations syndicales.

Pourtant l'avant-projet qui est discuté depuis le mois de juillet fait la part belle au développement. La SNCF compte jouer la carte de la vitesse aussi bien pour les voyageurs que pour le fret. Les 75 milliards de francs qu'elle envisage d'investir en cinq ans iront, pour moitié, au TGV dont le réseau passera de 416 km (début 1988) à 1 230 km (en 1994). L'électrification des lignes classiques de la Bretagne du sud, du Nord, de Poitiers à la La Rochelle, permettra aux trains de rouler de plus en plus vite, et en tout cas au-delà de 200 km/h dans la Plaine d'Alsace, entre Paris et Caen et entre Bordeaux et Dax.

Le nombre des voyageurs multiplié par celui des kilomètres, qui est l'unité de compte de la SNCF, s'élèverait de 48,5 milliards de voyageurs-kilomètres en 1989 à 62,2 milliards en 1993, avec une forte poussée du TGV (de 10,9 milliards de voyageurs-km à 26,8 milliards) et un net recul des trains classiques (de 37,6 milliards de voyageurs à 25,4 milliards).

Le rétablissement de la situation du fret est aussi à l'ordre du jour. Là encore, pour mettre fin à l'érosion de son marché, la SNCF veut se servir de la vitesse et proposer à sa clientèle des prestations complètes parmi lesquelles des trains roulant à 160 km/heure. La stratégie proposée de simplification des dessertes terminales étant compensée, en fin de plan, par le flux de trafic généré par le tunnel sous la Manche, le nombre des tonnes-kilomètres réalisés demeurerait presque stable : 50,7 milliards en 1988 et 51,1 milliards en 1994.

Dans le domaine des ressources humaines, l'avant-projet de plan d'entreprise souligne que les réductions d'effectifs (revenus en cinq ans de 245 000 à 204 000 cheminots) se poursuivront à un rythme plus lent. Il prévoit notamment la

mise en place d'une véritable gestion des ressources humaines, la mise en chantier d'un nouveau mode de rémunérations permettant un meilleur déroulement des carrières, l'établissement d'un système d'intéressement, la poursuite de la décentralisation engagée en 1988.

Trains rapides
et petites lignes

Les organisations syndicales ont surtout retenu de cet avant-projet que la SNCF procéderait à un certain nombre de fermetures, par exemple, par suppression de services de trains rapides et par la fermeture de petites lignes non-rentables. Elles estiment que la réduction des points de desserte pour les marchandises et l'acceptation de la retraite inexorable du wagon « isolé » face à l'offensive du camion d'achèvement de porter atteinte au capital ferroviaire.

La CGT ne voit pas d'un bon œil la décentralisation annoncée, car elle est surtout à l'aise pour prendre en compte les revendications à l'échelle de la SNCF tout entière. Les autres syndicats, eux aussi, se méfient d'une réforme des rémunérations et redoutent de voir ressortir un salaire au mérite que la direction affirme avoir définitivement abandonné. L'unanimité syndicale se fait sur les problèmes des effectifs. Même si le rythme annuel des suppressions d'emplois (sans licenciement) revenait de 8 000-10 000 à 4 000-5 000, aucun syndicat ne peut admettre un plan qui avalliserait une telle « décadence ».

En tout état de cause, cet avant-projet tant contesté ne pourra être officialisé tant que ne sera connu le contenu du contrat du plan que l'Etat et la SNCF doivent signer avant la fin de l'année pour la période 1990-1994. Celui-ci arrêtera des paramètres essentiels pour la vie de l'entreprise et, par exemple, l'évolution des tarifs, le niveau de l'équilibre financier souhaité, l'évolution de la dette de la SNCF et celle des concours de l'Etat.

ALAIN FALLIAS

Hatier

**"Secteur par secteur
enfin un bilan
parfaitement clair
de l'économie
française"**

**La France
EN CHIFFRES**

Edition 89 - 90
les tout derniers
chiffres - 67,00 F.

EN ECONOMIE
HATIER
C'EST CLAIR

هكذا من الاجل

حکومت والا

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Souhaitant dégager des ressources

Air France crée une société de leasing

Air France vient d'annoncer la création d'une filiale spécialisée dans le leasing, Air France Leasing (AFL), dont le capital sera détenu à hauteur de 45 % par la compagnie nationale, de 45 % par le groupe spécialisé français Partnairs (filiale lui-même de Suez, BNP, Générale de Belgique, Sumisho Lease, Tokai Bank et Overseas Shipholding Group), de 6 % par la BNP et de 4 % par Suez. La nouvelle filiale a pour vocation de devenir propriétaire, grâce à l'achat, au rythme de 4 à 5 avions par an, d'une partie de la flotte aérienne d'Air France, qui compte 120 appareils. A la direction d'Air France, on insiste sur le fait qu'il s'agit de la mise en place d'une « mécanique » dont on appréciera

l'efficacité et les capacités au fil du temps. Air France sera, bien sûr, le principal client de sa filiale, qui louera des appareils à d'autres compagnies aériennes.

Il ne s'agit pas à proprement parler d'un virage total dans la politique d'Air France, qui a déjà recours au leasing, pour 32 de ses avions (3 Airbus A-300 B2, 5 Boeing 727-220, 16 Boeing 747 et 8 Boeing 737), mais de la volonté à la fois de « dégager les ressources nécessaires au financement de son programme de développement, à des conditions plus avantageuses que celles d'un emprunt », selon les termes du communiqué, tout en restant copropriétaire de ses appareils.

□ Causse-Walon (transports de voitures s'implante en Grande-Bretagne. — Causse-Walon, filiale de Chargeurs SA, vient de racheter au groupe canadien Scotts Hospitality sa participation à 100 % dans le capital de la société de transports de voitures Abbey Hill Vehicle Services.

La société Abbey Hill couvre 12 % du marché britannique du transport et de la préparation des véhicules ce qui la place au cinquième rang de Grande-Bretagne sur ce secteur économique. Elle aura réalisé, en 1989, 220 millions de francs de chiffre d'affaires avec 410 salariés et 123 camions.

□ Les petits actionnaires de LVMH contre-attaquent. — Les petits actionnaires de Moët Hennessy-Louis Vuitton (LVMH) sont repartis à l'assaut des tribunaux pour demander la mise sous séquestre et l'annulation des obligations convertibles émises en 1987. Ils sont ardemment soutenus en cela par le clan Racamier. Si ces 12 % du capital détenus par Bernard Arnault étaient annulés, la bataille pour le contrôle du groupe en serait relancée. Les avocats de Bernard Arnault entendent faire valoir qu'une annulation n'est pas opposable aux « acheteurs de bonne foi » et qu'aucun préjudice n'a été commis à l'encontre des actionnaires.

Privatisations : le vrai débat éludé

Suite de la page 25

Qu'est-ce qu'un bon prix ? Il y a toujours autant de réponses que de financiers. De quoi exciter des hommes politiques, mais guère des économistes.

La critique eût été plus féconde et plus nouvelle si elle avait porté sur les deux caractéristiques des privatisations de MM. Chirac et Balladur : la volonté de vendre vite et à 100 % du capital des firmes publiques d'une part, le principe des « noyaux durs » d'autre part. La privatisation à 100 % correspondait au modèle des dénationalisations cher à M^{me} Thatcher dont l'idéologie inspirait beaucoup, à l'époque, la droite française. Elle répondait à la nationalisation à 100 % décidée par M. Mitterrand en 1982. Elle traduisait aussi les convictions profondes de M. Balladur, adversaire résolu d'un système d'économie mixte qui ferait cohabiter dans la même entreprise capitaux privés et capitaux publics. Mais vendre d'un coup 100 % des actions est plus difficile que de les écouler par petits paquets, comme le pratique la République fédérale d'Allemagne, notamment avec Volkswagen. Pour vendre tout, il faut vendre naturellement moins cher. D'où la décection.

Quant aux noyaux durs, M. Douyère ne fait qu'effleurer le sujet en évoquant une « restauration du capitalisme à la française ». Le système visait à doter

les privatisées d'un groupe d'actionnaires, français et étrangers, qui s'engageaient à rester un certain temps dans le tour de table des entreprises fraîchement rendues au privé pour leur éviter les secousses en serait relancées. Les avocats de Bernard Arnault entendent faire valoir qu'une annulation n'est pas opposable aux « acheteurs de bonne foi » et qu'aucun préjudice n'a été commis à l'encontre des actionnaires.

Sur le fond, l'idée — du moins telle qu'elle était présentée officiellement — de créer des solidarités entre banquiers, assureurs et industriels et de bâtir ainsi un capitalisme structuré et solide qui à toujours fait défaut à la France était judicieuse. Mais sa mise en œuvre prêterait vite le flanc à la critique. Elle se solda par l'émergence de pôles industriels-financiers, comme le soulignait le professeur François Morin (*Le Monde* du 17 septembre 1987), liés à un réseau de participations croisées, parfois infinitésimales, et dont le seul vrai point commun était le choix effectué par M. Balladur. La sélection des membres des noyaux durs relevait en effet du pouvoir discrétionnaire du ministre d'Etat.

La cohérence du système tenait à ce que chaque privatisée avait à son capital des entreprises privées, privatisées ou destinées à l'être, « tenues » par ou pour des dirigeants proches du pouvoir chiracien. Havas devait donner l'exemple le plus caricatural de la constitution ou de la restauration

Avant le débat au Sénat

Un rapport parlementaire souligne « la crise profonde » du Groupement industriel des armements terrestres

Pour la seule année 1988, les pertes du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT), qui réunit neuf arsenaux de l'Etat, sont estimées à plus de 500 millions de francs, quand le chiffre d'affaires est de l'ordre de 6 858 millions de francs. Cette évaluation figure dans le rapport que M. Xavier de Villepin, sénateur Union centriste représentant les Français à l'étranger, publié avant le débat, prévu mercredi 8 novembre au Sénat, sur le projet de loi visant à transformer le GIAT en une société nationale à capitaux publics, excluant une privatisation totale ou partielle.

Créé en 1971 et rassemblant aujourd'hui plus de 14 740 salariés, le GIAT produit des blindés et de l'artillerie (pour environ la moitié de ses capacités industrielles), des munitions diverses (30 % de la production) et des armes légères. Il y a encore cinq à six ans, le GIAT connaissait une activité soutenue, avec un chiffre d'affaires évalué en 1984 à 9 900 millions de francs, un profit de 250 millions de francs et une part de 43 % à l'exportation. Depuis 1985, l'activité du GIAT est en recul constant. Les pertes atteignent près de 400 millions de francs par an. Le chiffre d'affaires,

qui chute régulièrement, dépend de plus en plus (à raison de 87 % en 1988) de commandes de l'Etat. Colles-ci se raréfient, progressivement, compte tenu des coups de frein donnés aux crédits militaires d'équipement des forces armées françaises. M. de Villepin constate : « Le GIAT est un service du ministère de la défense en crise profonde ». La baisse des exportations ne permet plus au GIAT, qui est tenu de vendre à l'Etat français ses matériels à prix coûtant, de dégager les profits indispensables au lancement des études pour de nouveaux équipements.

Trois options pour le personnel

Dans ces conditions, le GIAT éprouve de plus en plus de mal pour tenir ses devis (le coût du char Leclerc « dérape » de 26 % et celui du canon tracté de 155 mm de 40 %) et, devant la baisse de production, il est en sureffectif. Un plan de déflation a été conçu, du reste, pour diminuer les effectifs de 2 800 entre 1987 et 1990 et de 1 250 entre 1990 et 1992. Face à ses concurrents, comme RVI, Panhard ou Thomson-Brandt Armements, le GIAT, dont le statut étatique de régie directe est trop rigide, ne peut pas lutter à armes égales.

C'est précisément pour lui donner davantage d'autonomie que le

gouvernement a rédigé un projet de loi qui vise à transformer le GIAT en une société nationale à capitaux publics, qui disposerait d'une personnalité juridique, financière et commerciale distincte de l'Etat, sur le modèle de ce qui a été fait, par exemple pour L'Aérospatiale. Cette nouvelle société sera créée le 1^{er} juillet 1990. L'ensemble du personnel aura le choix entre trois catégories : des ouvriers d'Etat désirant conserver leur statut actuel, des fonctionnaires civils et militaires détachés auprès de la société nationale, ou des personnels liés à elle par contrat. L'option devra être arrêtée dans les six mois suivants.

Le rapporteur sénatorial considère néanmoins que le gouvernement devra doter la nouvelle société d'un capital initial suffisant (au minimum, de l'ordre de 1 milliard de francs) et accepter la perspective, au moins pour les cinq à six ans à venir, que le coût des produits, à destination du client national, soit révisé à la hausse (6 % à 10 %).

M. de Villepin attire également l'attention du ministère de la défense sur le fait qu'il devra accompagner sa réorganisation de toute une série de mesures d'accompagnement en faveur de la formation du personnel, de la diversification des activités et du soutien du potentiel de recherche.

J. L.

REPÈRES

INDUSTRIE MÉCANIQUE

Le déficit commercial s'accroît

Les industries françaises de mécanique et de transformation des métaux ont enregistré un déficit commercial de 10,5 milliards de francs au premier semestre de 1989, soit une hausse de 62 % par rapport au premier semestre de 1988. Pour 1989, le déficit total devrait dépasser les 20 milliards de francs (13,8 milliards l'an passé) pour un chiffre d'affaires de 300 milliards de francs. La hausse des importations est particulièrement importante dans les secteurs de l'imprimerie, des travaux publics et du médico-chirurgical.

RFA

Baisse du chômage

Le marché du travail ouest-allemand absorbe, sans difficultés apparentes, l'afflux de réfugiés d'Europe de l'Est. Le chiffre du chômage pour octobre en témoigne. L'Office fédéral du travail de Nuremberg a annoncé, en effet, le lundi 6 novembre, que le nombre de chômeurs s'était établi à 1 873 000 en octobre, soit - 7 100 de moins qu'un mois auparavant.

Le taux de chômage par rapport à la population active reste inchangé, à 6,6 %. Selon le président de l'office, les offices régionaux n'ont jamais réalisé autant de placements (214 645, en octobre) depuis 1973.

ÉTRANGER

M^{me} Thatcher de plus en plus isolée

Nouveaux progrès vers l'union monétaire européenne

Le commissaire européen britannique, M. Leon Brittan, se démarque publiquement de M^{me} Thatcher sur la question de l'union monétaire européenne. Dans un discours qu'il devait prononcer, mardi 7 novembre, à Londres, il estime que la Grande-Bretagne devrait adhérer dans quelques mois au mécanisme de changes du SME.

En France, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, s'adressant, lundi 6 novembre, à la chambre de commerce et d'industrie de Frankfurt, a jugé « illusoire et donc inacceptable » le projet britannique de circulation simultanée des monnaies.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les Britanniques paraissent de plus en plus isolés dans le débat sur la manière de faire progresser la

Communauté vers une union économique et monétaire (UEM), et il devient très vraisemblable que le Conseil européen de Strasbourg, les 8 et 9 décembre, sera en mesure de convoquer la conférence intergouvernementale chargée de rédiger un nouveau traité. Telle est l'impression qui ressortit du débat que les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis lundi 6 novembre à Bruxelles, ont consacré à ce dossier.

Lundi les ministres des affaires étrangères ont en effet réservé un accueil favorable au rapport du groupe présidé par M^{me} Elisabeth Guigou, chargée de mission à l'Élysée, qui dresse un inventaire des questions à traiter par la conférence. Ce rapport a été approuvé à l'unanimité par le groupe où siègent pour chaque Etat membre deux hauts fonctionnaires. L'un représentant le ministre des affaires étrangères, l'autre son collègue des finances.

Les ministres des finances l'examineront à leur tour le 13 novembre. M. Douglas Hurd, le nouveau secrétaire au Foreign Office, a estimé que le sujet devrait être encore approfondi, notamment par une étude détaillée du projet alternatif conçu par les Britanniques pour renforcer la coopération économique et monétaire des Douze, sans pour cela créer une banque centrale et une monnaie communes. Ce projet britannique n'a pas soulevé l'enthousiasme. Les collègues de M. Hurd lui ont rappelé que les Douze s'étaient clairement prononcés pour la mise en place de l'UEM. Or le « papier » britannique se limite à ce qui correspond dans le rapport du comité Delors à la première étape du programme conduisant à l'UEM, et refuse le saut qualitatif nécessaire pour aller au-delà.

Même les Néerlandais, dont on avait noté les hésitations lors des précédentes réunions, se sont démarqués de la position britannique en soulignant que l'objectif commun était bien de bâtir une union. « Ceux qui s'imaginent pouvoir jouer sur les différences entre Paris et Bonn se leurrent », a indiqué pour sa part M. Hans-Dietrich Genscher, l'avocat le plus déterminé de l'UEM en RFA.

Le chancelier Kohl pourrait, selon les observateurs français, accepter lors du prochain conseil de convoquer la conférence, pourvu qu'il ne lui soit pas assigné d'achever ses travaux avant la fin 1990, c'est-à-dire en pleine campagne électorale outre-Rhin.

PHILIPPE LEMAITRE

SOCIAL

Manifestation à Saint-Nazaire

La grève aux Chantiers de l'Atlantique se durcit

Le ton monte sur le terre-plein de Penhoët, à Saint-Nazaire, où les syndicats CGT, CFDT et Force ouvrière ont réuni le mardi 7 novembre les grévistes des Chantiers de l'Atlantique pour manifester en ville.

NANTES

de notre correspondant

Le dernier des grands chantiers navals français (4 500 salariés) navigue par gros temps depuis sept semaines, et l'horizon social demeure désespérément bouché.

Un conflit économique étonnant : à Saint-Nazaire, les ouvriers ont enregistré avec satisfaction les belles commandes engrangées. Trois paquebots, dont le premier, en cours d'armement, est livrable à l'armateur en mars 1990, six frégates et un bâtiment de soutien pour la Marine nationale, représentant près de onze millions d'heures

de travail et le plein emploi garanti jusqu'en juillet 1991.

Le bon temps d'avant la crise serait-il revenu ? En tout cas, la revendication des 1 500 francs d'augmentation par mois, mise en avant d'abord par la CGT, est très populaire et adoptée par la masse des salariés. Des ouvriers, surtout, qui voudraient aussi que la pré-retraite à cinquante-cinq ans — une mesure venant à expiration en 1990 — soit prolongée pour favoriser l'embauche des jeunes.

La direction, qui vient d'avoir indirectement le soutien de M. Roger Fouroux, ministre de l'Industrie, parlant devant la commission de la production de l'Assemblée nationale d'une « industrie condamnée en Europe », ne l'entend pas de cette oreille. D'accord pour examiner une nouvelle grille hiérarchique propre à l'entreprise (dans le cadre du groupe franco-anglais GEC-Alsthom). D'accord aussi pour avancer sur le terrain de l'intéresse-

ment (c'est aussi de l'argent) et bande à part dans le groupe sur le plan salarial (4 % d'augmentation en 1989). Quand on est une entreprise puissamment assistée par les pouvoirs publics, cela passerait mal dans l'opinion.

« Nous considérons que les profits du groupe doivent aller à l'ensemble des salariés et bien entendu à ceux de la navale », déclarait lundi, au nom de l'intersyndicale, un délégué. Il ajoutait : « La situation qui nous est faite depuis le 1^{er} novembre, le lock-out sur la construction d'un paquebot utilisant deux mille ouvriers, dont huit cents sous-traitants, n'est pas de nature à apaiser ce conflit. Si la direction compte sur un pourrissement, elle se trompe ».

Au moins 80 % des ouvriers adhèrent au mouvement, sous forme de débrayages tournants, ce qui désorganise le travail sans trop pénaliser les grévistes. Tout laisse penser qu'ils ne sont pas disposés pour le moment à lâcher prise.

YVES ROCHONGAR

EN BREF

□ Finances : les agents de la garantie reconduisent la grève. — Lundi 6 novembre, les agents de la direction de la garantie, qui permet de poinçonner les ouvrages des bijoutiers et joailliers, ont voté « à une écrasante majorité » la poursuite de leur grève, malgré la décision de justice ordonnant la levée du piquet de grève mis en place devant le siège de la direction, à Paris. Par ailleurs, la police continue de faire évacuer certains centres d'impôts occupés par leurs agents. A l'appel de leurs fédérations CGT, CFDT, FO et du SNUI, les agents des finances étaient appelés à manifester, mardi, à Paris.

□ Manifestation de biologistes à Paris. — Mille cinq cents à deux mille biologistes ont manifesté lundi 6 novembre devant le ministère de la solidarité pour protester contre le projet du gouvernement de réformer la nomenclature des actes de biologie. La commission de la nomenclature, qui se réunissait le même jour, a repoussé ce projet (5 voix contre et 7 abstentions) mais son avis n'est que consultatif. Selon la Fédération des biologistes de France, plus d'un millier de laboratoires sur les trois mille huit cents existants pourraient disparaître.

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Nous sommes un important groupe industriel français à vocation internationale, performant et diversifié. Dans le cadre de notre développement nous recherchons pour l'une de nos unités de production située près de Pontoise (95) un :

**Ingénieur Responsable
Entretien - Travaux Neufs**

Sous l'autorité du Directeur de cette usine (50 personnes) vous aurez pour mission d'assurer la maintenance de nos matériels, de réaliser les travaux neufs du site et de développer l'entretien préventif. Vous participerez également en liaison avec notre service Fabrication-Qualité, aux études et à la réalisation des projets d'amélioration technologique de l'usine en vue d'optimiser l'outil de production.

Vous animerez un service d'une dizaine de personnes. La gestion des coûts d'entretien, et le suivi de la sous-traitance seront de votre responsabilité.

Sachez que notre fabrication se caractérise par une multitude de cycles et une grande diversité d'appareils à base de mécanique, électro-mécanique et automatisées. Ce poste qui nécessitera un homme de terrain s'adresse à un ingénieur (AM - ICAM - ECAM...) ayant acquis au moins 3 ans d'expérience d'E.T.N. dans une unité industrielle de production.

Un candidat de valeur peut être assuré d'évoluer dans nos structures. Si vous avez le profil de la personne que nous recherchons, merci de faire parvenir votre candidature sous référence 453 M à :

J.P. parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris

ATOCHEM LYON
Le PROCESS comme TREMLIN !

Notre usine de PIERRE-BENITE produit essentiellement des produits fluorés. Nous avons pour objectif de FABRIQUER et d'AMÉLIORER la fabrication des produits de cette activité.

À cette fin, nous créons un poste d'

INGENIEUR PROCESS

Vous êtes Ingénieur (27-35 ans) : génie chimique, chimiste, ou éventuellement généraliste mais en tout état de cause vous avez l'expérience de chimie du solide ou de process lourd.

À partir des informations que vous recueillerez sur le site, vous améliorerez l'outil de production et le process dans l'optique de la sécurité, de la fiabilité et de la qualité.

Homme de terrain, pragmatique, vous considérez la théorie comme un outil. La réussite dans cette mission majeure sera une plateforme d'évolution rapide au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M/403/BL (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui la traitera avec discrétion et rapidité.

CHP cabinet Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann
75008 PARIS

**Ingénieur
des méthodes**
NICE (Villeneuve-Loubet)

À la recherche de la performance... fabricant d'amortisseurs, nous sommes déjà très compétitifs, notre position sur le marché le prouve.

Vous êtes Ingénieur Diplômé et vous avez une expérience de 3 à 5 ans de la petite mécanique ou de l'assemblage, parler anglais serait un plus. Votre enthousiasme et votre dynamisme vous permettront après une sérieuse formation d'obtenir la responsabilité des Méthodes sous l'autorité du Directeur de Production.

Optimiser la performance de notre unité de production en termes de productivité, amélioration des coûts... tel sera le challenge que vous saurez relever.

Adressez votre lettre de candidature, CV et photo à Mr F. DAVAL - KONI France - BP 08 - 06270 Villeneuve-Loubet.

KONI**Teroson**

TEROSON, une société du Groupe WR GRACE, spécialisée dans les colles, mastics et revêtements utilisés aussi bien dans l'industrie que dans la Distribution renforce son potentiel technique et recherche pour la banlieue nord :

Ingénieur département plastisols

Vous serez responsable au sein de notre laboratoire R & D du département revêtement : développement de la formulation, suivi des essais en clientèle. Votre connaissance approfondie dans le domaine des plastisols ou peintures et vernis est souhaitable.

Ingénieur département adhésifs

Spécialiste, vous possédez de bonnes connaissances en époxydes et polyuréthanes.

Pour ces deux postes bénéficiant du support de nos différents centres européens de recherche, nous souhaitons accueillir des candidats possédant une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine industriel.

Leur leadership leur permettra d'animer une équipe dynamique.

L'anglais sera indispensable afin d'évoluer dans notre Groupe très performant. Envoyez votre dossier de candidature, CV, lettre manuscrite et prétentions en précisant la poste qui vous intéresse au Service du Personnel - TEROSON SA - 217, rue Pierre Curie - 60230 CHAMBLY.

**Pour une stratégie Achat
chez le leader européen des équipements aéroportés**

Avec 5 500 personnes, 4,5 milliards de C.F. dont 40 % à l'export et 28 % affectés à la recherche et au développement de projets d'envergure internationale, la Division RADARS, CONTRÔLE-MESURES, ELÉMENTS DE MESURES (RCM) démontre depuis plus de 30 ans sa capacité à mettre au point les technologies les plus sophistiquées.

Ce résultat est sous-tendu par des moyens, des méthodes et outils de travail, des produits en constante évolution ; il suppose aussi des hommes à l'écoute des nouveaux besoins et capables de remise en cause. Dans le cadre de notre politique et notre stratégie des achats nous recherchons des :

ACHETEURS INDUSTRIELS**RESPONSABLE ACHATS (de fonctionnement)**

Animant une équipe de 10 personnes, vous êtes responsable de la politique d'approvisionnement des achats de fonctionnement (plus de 200 MF) du site : informatique, achats généraux, investissements, travaux... Recueillant les besoins des prescripteurs, vous négociez, suivez et gérez les contrats avec les fournisseurs. Réf. M1

RESPONSABLE ACHATS (composants)

Animant une équipe de 4 personnes, vous êtes responsable achats de composants du site (60 MF) ; recueillant les besoins des prescripteurs, vous négociez, suivez et gérez les contrats avec les fournisseurs (France - Etranger). Réf. M2

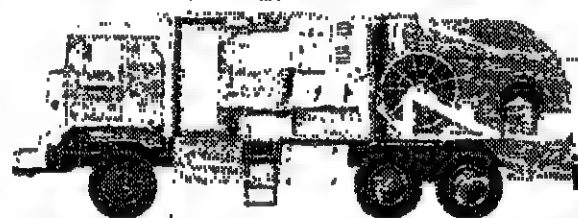
INGENIEUR MARKETING ACHATS

Après une formation à notre environnement, en liaison avec les différents services techniques utilisateurs, vous recensez, aidez à la définition des besoins, suivez l'évolution des produits, dialoguez avec les fournisseurs et négociez les conditions d'achat. Réf. M3

De formation ingénieur et/ou gestionnaire - une culture de base en électronique est indispensable - vous avez impérativement une première expérience similaire acquise dans un environnement industriel (Réf. M1 & M2), ou vous êtes débutant (Réf. M3). Vous êtes capable de négocier en anglais.

En précisant la référence choisie, merci d'adresser votre dossier de candidature à : Christiane ROCHE - THOMSON RCM - 178, Bld Gabriel Péri - 92242 Malakoff Cedex

THOMSON

Schlumberger**Services Pétroliers**

Les Services Pétroliers de SCHLUMBERGER conçoivent, fabriquent et utilisent partout dans le monde des équipements destinés à la recherche, à l'évaluation et à l'exploitation des champs pétroliers.

À Clamart, ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER conçoit et fabrique ces systèmes de mesure intégrant des développements technologiques très avancés en électronique et en mécanique (chaînes de mesure, capteurs, micro-processeurs, parties électromécaniques et hydrauliques des véhicules...). Nous recherchons de Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles, débutants ou ayant une première expérience industrielle, pour des responsabilités dans un des domaines suivants :

ANALYSE QUALITÉ

Promouvoir les notions de Qualité / Fiabilité / Maintenabilité auprès des concepteurs et des fournisseurs et assurer le suivi de nos produits auprès des utilisateurs. Effectuer les analyses de défaillance des composants et les audits chez les fabricants et sous-traitants. Postes en électronique et camions.

TECHNOLOGIES DE FABRICATION

En collaboration étroite avec les Départements d'Etudes et de Production, vous vous assurez, dès le stade des prototypes, de la faisabilité industrielle des nouveaux équipements, sur les plans techniques aussi bien que financiers. Responsables du Dossier de Fabrication d'une famille de produits électroniques ou mécaniques, vous définirez et qualifierez les moyens de production et de test et vous mettrez en œuvre les développements nécessaires à l'optimisation des performances industrielles.

ACHATS

En relation avec les autres Services d'Etudes et de Production, vous rechercherez, en France et à l'étranger, de nouveaux fournisseurs capables de répondre à nos standards. Vous participerez étroitement aux négociations avec les fournisseurs et vous contrôlerez le respect des engagements de qualité et de délais.

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire. Des perspectives d'évolution sont à l'échelle de SCHLUMBERGER tant en France qu'à l'étranger. Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) en précisant la référence LM/0710, à la Direction du Personnel.

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
26, rue la Cavée
92140 Clamart

هكذا من الاجل

حکذا من الالاحل

TECHNOLOGIE

Des prothèses dessinées et fabriquées par ordinateur

Deux heures pour une fausse dent

Après cinq années de recherche, le système Duret, qui permet de réaliser une prothèse dentaire en un temps record, fait son entrée chez les dentistes. Fruit de l'optique, de l'électronique et de l'informatique, il risque de porter un coup dur à la profession des prothésistes.

Si votre dentiste vous propose de remplacer une dent abîmée par une couronne en deux heures au lieu de dix jours, vous mettrez en doute son honnêteté ou sa compétence. Pourtant, une telle diligence ne relève plus, désormais, de la fiction : un nouvel appareil, baptisé système Duret, du nom de son inventeur, automatise entièrement la fabrication des prothèses dentaires : prise d'empreintes, conception et usinage de la prothèse, se font en un peu plus d'une heure. François Laborie est un des premiers dentistes parisiens à avoir installé l'appareil dans les couloirs de son cabinet : une micro-fraiseuse et deux micro-ordinateurs attendent patiemment leur « fiche client ».

Première étape : la prise des empreintes de la dent abîmée et de son environnement. On l'obtient traditionnellement en faisant mordre le patient dans une « pâte » ; avec le nouveau système, un procédé optique succède au moule traditionnel : une sonde rigide, placée dans la bouche du patient, photographie la dent sous tous les angles. Les images défilent sur l'écran d'un ordinateur. François Laborie

les sélectionne d'un coup de pédale et ordonne leur mise en mémoire. Ces images sont curieusement striées de bandes sombres, qui épousent le relief de la dent : des courbes de niveau en somme, qui contiennent toutes les informations numériques sur son volume.

Chaque image est ensuite transformée en une mosaïque de taches noires, grises et blanches où le dégradé des teintes symbolisent le relief, selon le même principe qu'une carte de géographie. Un logiciel simplifie ces images, en ne gardant que les zones concernées par la pose de la prothèse : point de contact entre le moignon et la dent abîmée et la future couronne, dents antagonistes et adjacentes. « En quinze minutes, j'ai fait une prise d'empreintes d'une précision inégalée : une garantie de confort », commente François Laborie. Exit, donc, pour le client, les moules traditionnels, le plâtre et la cire, les seuls outils dont le prothésiste disposait jusqu'à présent pour reconstruire le volume d'une dent.

« Une petite révolution »

Deuxième étape : la réalisation de la prothèse. Un second ordinateur affiche rapidement les étapes principales du travail à effectuer : le volume entier de la dent abîmée est reconstitué sous la forme d'un fin réseau de lignes courbes, qui correspondent aux mesures traitées par l'ordinateur de prise d'empreintes. Sur ce volume s'emboîte le dessin d'une prothèse « théorique », modifiée automati-

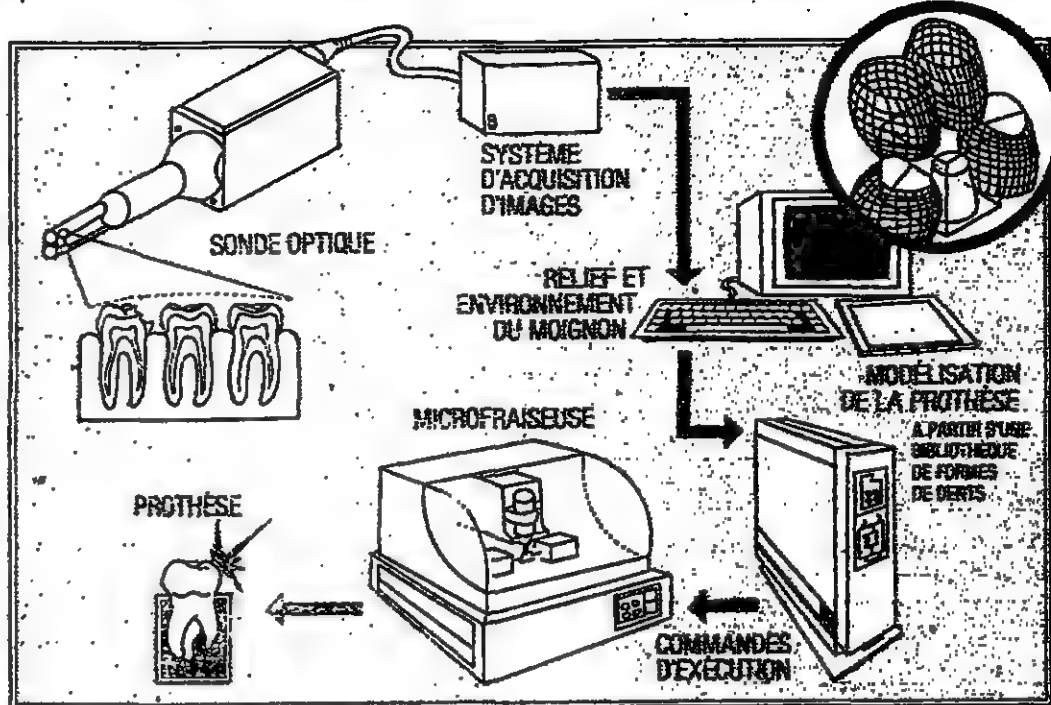
quement par le logiciel pour qu'elle s'adapte exactement au moignon de la dent abîmée. « Le dentiste fait également quelques retouches, selon des critères esthétiques », ajoute François Laborie.

Le programme d'usinage peut alors démarrer : un petit bâtonnet blanc en composite à fibres de verre est placé dans une micro-fraiseuse, qui exécute scrupuleusement toutes les opérations que lui commande l'ordinateur : en quarante minutes, la prothèse a pris forme. Le dernier geste revient tout de même au dentiste : il maquille la nouvelle dent aux couleurs de la dentition du patient.

Le système Duret provoque ainsi une petite révolution dans le cabinet du dentiste : jusqu'à présent, la qualité de la prothèse était largement tributaire de l'expérience et de l'habileté du prothésiste. Grâce à l'automatisation de la fabrication, le dernier bastion artisanal de la profession s'écroule.

Association de l'optique, de l'électronique et de l'informatique, il est le fruit de cinq années de recherche. À l'origine du projet, un spécialiste de la profession, le professeur Duret, convaincu de l'intérêt de la conception assistée par ordinateur dans le domaine dentaire, et un groupe industriel, le holding Hennesquin, qui partage ses activités entre l'électronique, la robotique et l'informatique. De la rencontre des deux, naît, en 1984, une société filiale, Hennesquin International, chargée de développer en exclusivité les brevets du professeur Duret.

Les développements se font avec plusieurs autres partenaires : la



La sonde optique, introduite dans la bouche du patient, transmet l'image de la dent usinée à un ordinateur. L'image est numérisée. Un second ordinateur dessine la prothèse et transmet les coordonnées à une micro-fraiseuse, qui en assure l'usinage.

société Bertin, notamment, société de recherche sous contrat, qui met au point la sonde optique. Ce qui a nécessité de résoudre des problèmes très spécifiques, comme l'explique Gérard Fontaines, responsable commercial de la division opto-électronique chez Bertin. On pratique actuellement dans l'industrie des mesures optiques de volumes, mais ce sont des mesures « point par point » : pour une pièce complexe, cela demande plusieurs jours. Cette nouvelle sonde optique enregistre 250 000 points en dixième de seconde. « L'innovation consiste en effet à prendre, à chaque prise de vue, les mesures pour un volume entier et non pas pour un seul point. » Une technique de mesure optique qui pourrait trouver bien d'autres champs d'application.

ularités biologiques des dents plus ou moins longues ou plus ou moins larges. Le programme modifie le dessin théorique en fonction de chaque patient, avant de passer le relais aux programmes d'usinage.

Rapide et précis, ce système a néanmoins un inconvénient de taille : son prix qui est de 900 000 francs hors taxes. Raison pour laquelle Gilles Déchelette, PDG d'Hennesquin, vise deux types de clientèle : « Celle des dentistes qui misent sur la qualité des prothèses, leur précision et la rapidité de la fabrication ; et celle des cabinets de groupe, qui fabriquent beaucoup de prothèses. On estime, en effet, que la machine achetée en leasing est amortie avec quatre ou cinq prothèses par jour. »

Après avoir fait fabriquer une trentaine d'appareils en pré-série, Hennesquin lance aujourd'hui la production industrielle. Il prévoit aussi d'adapter le système Duret à la pose d'amalgames et de pivots, et au diagnostic d'orthodontie. Dans l'industrie, enfin, les retombées de ces innovations seraient multiples : la sonde optique ouvre la voie à des mesures optiques de volumes dans des endroits difficiles d'accès, et pour des travaux rapides et précis ; dans la sidérurgie, par exemple, pour la mesure de pièces complexes. La société Bertin travaille aujourd'hui sur de telles applications.

CATHERINE BOZON

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAGA

Dans l'avis financier SAGA paru dans les éditions du Monde du 3 dates 4 novembre 1989, il fallait lire au 2^e paragraphe, « Éléments d'appréciation du prix » :

b) Le prix proposé aux actionnaires fait apparaître une prime de 65 F (+ 16,45 %) par rapport au dernier cours coté, soit 395 F le 23-10-1989 avant la suspension de la cotation, et de 59 F (+ 14,71 %) par rapport au plus haut cours de l'année, soit 401 F le 12-10-1989.

GROUPE SEGIN

25 % DE PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU 3^e TRIMESTRE

	1988	1989	Variation
C.A. consolidés en millions de francs			
3 ^e trimestre	96,5	135,3	+ 40,1 %
3 premiers trimestres	299,0	398,5	+ 33,3 %
C.A. hors affranchissements et redevances en millions de francs			
3 ^e trimestre	87,1	108,7	+ 24,9 %
3 premiers trimestres	266,6	321,3	+ 20,5 %

Le chiffre d'affaires du 3^e trimestre 1989 est en forte progression par rapport à celui de l'année dernière, et confirme ainsi ce que le groupe Segin avait annoncé à la fin du premier semestre.

La marge d'exploitation s'est nettement redressée et laisse prévoir un résultat net au second semestre très largement supérieur à celui des six premiers mois de l'année.

Confirmation des résultats

Au terme des neuf premiers mois de l'année, VIEL & CIE enregistre une progression tant de son chiffre d'affaires que de son résultat net qui s'élèvent respectivement à 134,3 millions de francs et à 35,5 millions de francs.

Malgré une activité ralentie au cours du 3^e trimestre résultant d'une courbe des taux inversée et d'incertitudes quant à l'évolution des taux d'intérêt, VIEL & CIE marque cependant une évolution moyenne de son chiffre d'affaires de l'ordre de 7 % et de son résultat de 25 %.

Ces éléments satisfaisants permettent à VIEL & CIE de confirmer des résultats proches des objectifs fixés pour l'année 1989, soit un chiffre d'affaires total d'environ 180 millions de francs et un résultat net de l'ordre de 47 millions de francs.

VIEL & CIE
AGENT DES MARCHÉS INTERBANCAIRES

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

BEAUCHESNE
SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE
catalogue sur demande
72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 45-48-80-28

Le Monde
PLANTU
DES FOURNIS
DANS LES JAMBES
L'ALBUM 89
164 PAGES - 12500 DESSINS
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX

(Publié)
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE
DIRECTION DE L'URBANISME, DU LOGEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT
AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME

COMMUNIQUÉ
DOUBLEMENT DE L'A1 ENTRE LA FRANCILIENNE ET ROISSY

En application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, le préfet du département du Val-d'Oise a prescrit, par arrêté du 11 octobre 1989, sur les communes de Roissy-en-France et Gonesse, une enquête publique relative à l'opération de doublement de l'A1, entre la Francilienne et Roissy, dont l'objet est fait l'objet, le 18 août 1989, d'une décision d'approbation de la direction des routes au ministère.

Cette enquête se déroulera du 6 novembre 1989 au 6 décembre 1989.

Pendant ce délai, les personnes intéressées par ce projet pourront prendre connaissance du dossier et déposer leurs observations sur les registres déposés en mairie de Gonesse et de Roissy, ainsi qu'à la DDE de Seine-Saint-Denis (65, avenue Faidherbe, 93315 Le Pré-Saint-Gervais), aux heures habituelles d'ouverture.

Elles pourront également transmettre leurs observations par écrit à M. le commissaire-enquêteur, au lieu fixé comme siège de l'enquête, à la mairie de Roissy.

M. Martin Michel, demeurant 43, rue du Général-de-Gaulle, à Enghien, est nommé commissaire-enquêteur.

Il se tiendra à la disposition du public à la mairie de :
- Gonesse : le 7 décembre 1989, de 14 heures à 17 heures
- Roissy-en-France : le 8 décembre 1989, de 14 heures à 17 heures.

Les conclusions du commissaire-enquêteur seront communiquées à toute personne qui en fera la demande au préfet du Val-d'Oise et déposées dans les mairies de Roissy et Gonesse, à la DDE de Seine-Saint-Denis, en sous-préfecture de Montmorency et en préfecture du Val-d'Oise.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PORON ET OSHKOSH B'GOSH INC.

ASSOCIENT LEURS FORCES EN EUROPE ET AUX USA POUR DÉVELOPPER LEURS ACTIVITÉS SUR CES MARCHÉS

Charles F. Hyde, président-directeur général d'Oshkosh B'Gosh Inc., et Philippe Hug de Larauze, président-directeur général de Poron, ont fait conjointement, aujourd'hui, l'annonce suivante :

Oshkosh B'Gosh Inc., l'un des leaders du marché nord-américain du vêtement d'enfants, et la société troyenne Poron, l'un des leaders du marché européen, sont parvenues à un projet d'accord, qui sera soumis à l'approbation de leurs conseils d'administration, selon lequel les deux sociétés vont joindre leurs forces pour développer leurs marques et parts de marché respectives, c'est-à-dire « Oshkosh B'Gosh » en Europe et « Absorba » aux États-Unis.

Cette coopération devrait consister dans la création d'une société commune en Europe, Oshkosh B'Gosh Europe, contrôlée majoritairement par Oshkosh. Aux États-Unis, Oshkosh B'Gosh Inc. prendrait une participation minoritaire dans la société Absorba Inc., les deux parties étant convenues de laisser inchangée la stratégie commerciale actuelle d'« Absorba » outre-Atlantique.

TECHNOLOGIE

Inventeur de la coulée continue en creuset froid

Madylam : un laboratoire universitaire qui fonctionne comme une entreprise

A l'occasion de son cinquantième anniversaire, le CNRS a réuni les 6 et 7 novembre industriels et chercheurs pour mieux faire connaître aux entreprises le potentiel du CNRS et les modalités de collaboration. Laboratoire associé au CNRS, Madylam n'a pas attendu cet événement pour fonctionner lui-même comme une véritable entreprise. Depuis plus de dix ans il oscille entre recherche fondamentale et recherche appliquée pour offrir ses services aux industriels et transformer leurs contraintes en motivations supplémentaires pour ses chercheurs, ingénieurs et techniciens.

Sur le campus universitaire de Grenoble, à Saint-Martin-d'Hères, Madylam est un laboratoire qui attire les regards et donc les jalousies. Cette belle construction aux couleurs clinquantes tranche sur la grisaille des bâtiments environnants. La pauvreté législative des laboratoires du CNRS n'est apparemment pas son lot. Inauguré le 29 septembre dernier, sa construction a coûté 13 millions de francs, « financés entièrement sur ses fonds propres », explique son directeur Marcel Garnier. Drôle de langage, pour un chercheur ! Laboratoire de recherche fondamentale de l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG) et du CNRS, Madylam fonctionne, en effet, comme une entreprise. Pour participer à la naissance de ce mutant, le ministre de la recherche et de la technologie, Hubert Curien, a même fait le déplacement.

Pourtant, lorsqu'il fut créé en 1978, Madylam (magnétisme, dynamique des liquides, applications à la métallurgie), « était à l'index », se souvient Marcel Garnier. « Le laboratoire s'était

constitué en regroupant trois équipes de disciplines différentes : des spécialistes de la mécanique des fluides, des métallurgistes et des électrotechniciens. Chacun avait des démarches scientifiques différentes, utilisait des langages et des systèmes de notation différents. Mais nous voulions réussir à nous intégrer sans que personne ne perde son âme, c'est-à-dire sa spécialité. Nous voulions créer une discipline nouvelle au carrefour de nos quatre spécialités d'origine. Et pratiquer un échange permanent entre recherche fondamentale et recherche appliquée, pour associer notre connaissance à la réalisation de problèmes industriels. On nous considérait comme des parias, des prosaïques. » La résolution de problèmes industriels paraissait indécidable dans le milieu de la recherche fondamentale. Pourtant la démarche, outre son intérêt scientifique, se révèle fort utile, lorsque en 1988 les trois équipes décident de se réunir en un même lieu géographique. « On ne fait pas prendre une mayonnaise en laissant l'huile, les œufs et le poivre dans trois bols séparés. » Mais ni le CNRS ni l'INPG ne disposent de locaux pour les accueillir. « Nous nous sommes donc lancés dans le défi : réussir à constituer une cognition pour construire nos murs. »

Des problèmes spécifiques

Au lieu de courir après les subventions, Marcel Garnier a donc ajouté à ses fonctions de chercheur et de directeur de laboratoire celle de VRP. Actuellement 95 % de son budget (8,5 millions de francs, sans les salaires) proviennent de contrats passés avec des grands groupes industriels, des petites et moyennes entreprises. Sur la liste de ses clients, bon nombre de grandes entreprises françaises (Pechiney, Renault, PSA, Rhône-Poulenc), mais aussi des sociétés

étrangères (Nippon Steel, Rolls Royce, Alcan etc.). Si l'on tient compte des salaires (le laboratoire emploie quarante-cinq personnes), son financement est à 60 % assuré par des fonds privés. Ils sont gérés par l'agent comptable de l'INPG, et les locaux sont, bien sûr, propriété de l'Etat.

Sa spécialité : le génie des procédés d'élaboration des matériaux à très hautes températures. La réalisation de nouveaux matériaux à très haut point de fusion, c'est-à-dire qui fondent à des températures de plus de 3 000 degrés, pose en effet des problèmes spécifiques. Car pour être traités ils doivent être liquéfiés. Mais à ces températures les creusets habituels fondent ou réagissent avec le métal, le rendant ainsi impur. Une des découvertes de Madylam, réalisée en collaboration avec Pechiney, a ainsi été la conception du creuset froid : des champs magnétiques provoquent la fusion du métal dans un creuset refroidi en permanence. Une fine pellicule de métal se solidifie au contact des parois froides, formant un autocreuset. En fondant le métal ne peut donc plus réagir qu'avec lui-même, éliminant ainsi tout risque d'impureté. Cette technologie, utilisée par Cofely, une filiale de Pechiney, fait l'objet d'un brevet. Cette société, deuxième producteur européen de titane, souhaite, en effet, développer de nouvelles applications pour ce métal en diminuant ses coûts de production. En utilisant la technique du creuset froid, il lui est désormais possible de refondre les copeaux de titane qui peuvent représenter jusqu'à 90 % du matériau de départ, lors de la fabrication de pièces d'avion par exemple.

Globalement, les travaux de Madylam donnent lieu à environ trois brevets par an. L'industriel concerné en assure le dépôt, ainsi que la vente de licences. La collaboration avec des entreprises prend aussi d'autres formes. Celle des conventions CIFRE (convention industrielle de formation par la

recherche), par exemple, selon laquelle une entreprise reçoit une subvention si elle embauche un ingénieur pour un projet de recherche en liaison avec un laboratoire extérieur.

Recherche de pointe

Solution choisie par Technogénia, une PMI employant une vingtaine de personnes dans la région d'Annecy. Elle fabrique du carbure de tungstène, un matériau très dur, utilisé comme abrasif dans des systèmes de forage, mais qui fond à 3 000 degrés. Son ingénieur CIFRE, Pierre Brunet, qui faisait partie de l'équipe de recherche de Madylam, est maintenant le responsable de la recherche et du

développement de l'entreprise, qui exporte son carbure de tungstène dans vingt-cinq pays.

Marcel Garnier est néanmoins soucieux de ne pas transformer son labo en une banale entreprise commerciale : « Notre force est notre potentiel de recherche de pointe, que nous puissions dans les ressources universitaires. Si nous avions créé une société classique, nous serions tentés de vivre sur notre acquis, nous intéresserions moins les industriels, dans la mesure où nous deviendrions des concurrents. Nous devons laisser nos racines plongées dans le puits du savoir. » Ce qui implique d'être vigilant. « Nous sommes souvent sur le fil du rasoir, pour satisfaire des exigences contradictoires. Celles du CNRS, qui nous pousse à publier, sans forcément penser

aux finalités, et celles des industriels, qui exigent, au contraire, une certaine confidentialité et sont préoccupés par les exigences du marché. Mais cette confrontation est très riche, et les industriels sont pour nous une source de problèmes fondamentaux. »

Sans parler des questions de délais : « Les chercheurs pensent que les contraintes de temps empêchent d'être créatifs. » Des contraintes qui pour Marcel Garnier peuvent au contraire se révéler très positives, dans la mesure où elles sont stimulantes et motivantes. « Nous avons dû mettre au point un procédé en trois semaines à la demande d'un industriel. Les chercheurs ont aussi besoin de ce genre de projets. »

ANNIE KAHN

Poisson pilote

BORDEAUX

de notre correspondante

Les ingénieurs du port de Bordeaux l'ont baptisé « le poisson jaune ». Pourtant s'il ressemble vaguement à une aile de raie, il n'appartient guère au monde animal. Le « poisson jaune » est en effet une sonde à ultrasons destinée à mesurer la densité des vases. Relié par un filin à une vedette, il se déplace dans les vases fluides pour en mesurer les spécificités et améliorer ainsi les opérations de dragage. Son utilisation aurait déjà permis de limiter d'un tiers le volume de dragage dans le chenal de la Gironde, tout en augmentant de 1 mètre le volume de tirant d'eau.

Le Port autonome de Bordeaux est confronté, depuis le milieu des années 80, à une

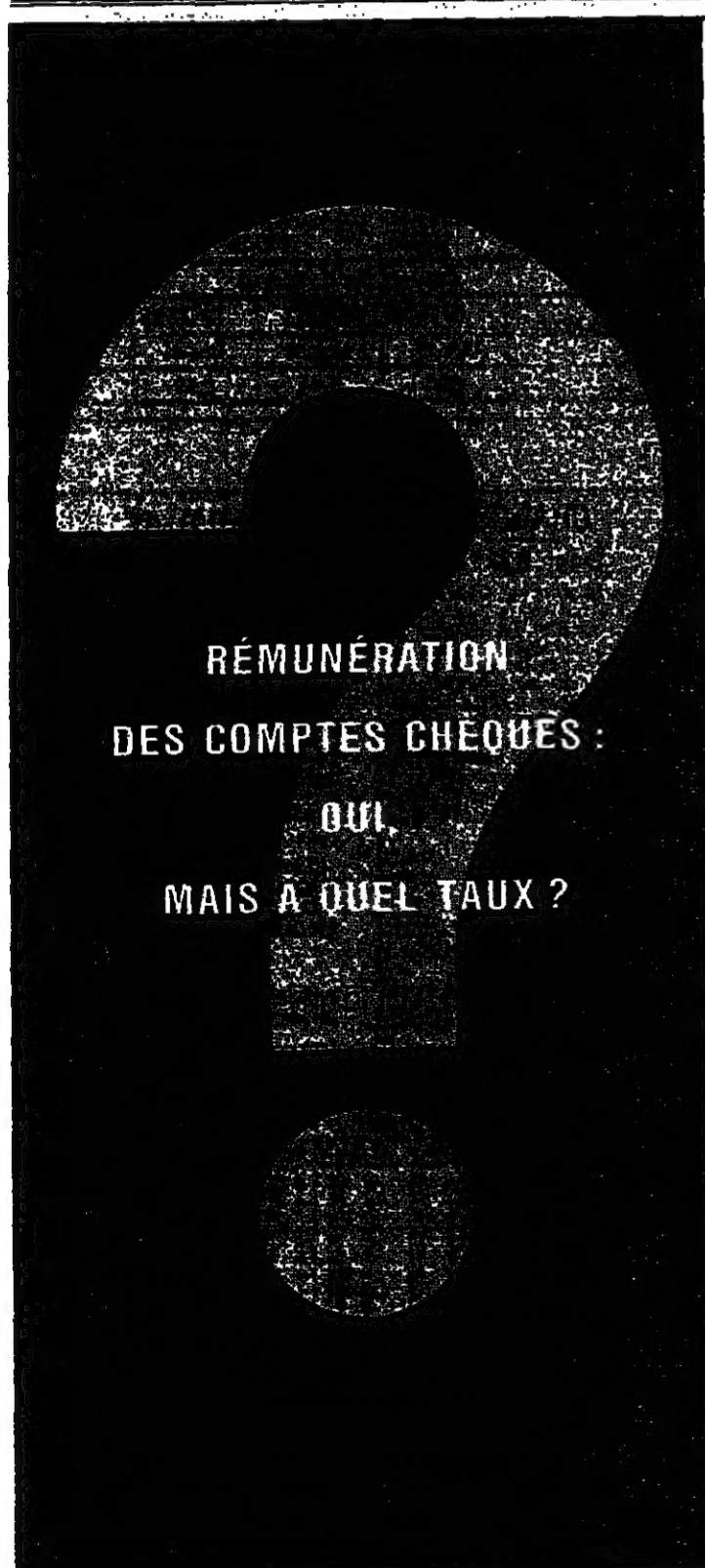
crise importante due à la fermeture de raffineries de l'estuaire de la Gironde qui a entraîné une chute du trafic d'hydrocarbures. Cette crise a été profitable au développement de l'ingénierie. Pour tenter une reconversion vers d'autres trafics, le port a cherché à améliorer l'accueil de sa clientèle en approfondissant le chenal d'accès et en s'efforçant, parallèlement, de réduire les coûts de dragage.

Ces recherches l'ont conduit à collaborer avec l'université de Bordeaux. Le « poisson jaune » a été mis au point en association avec le laboratoire de mécanique physique du professeur Roux, spécialisé dans les applications des mesures ultrasonores. Cette collaboration s'est concrétisée par une réussite. Le « poisson jaune » est considéré comme pilote en

matière d'hydrographie portuaire. Le Port de Bordeaux a d'ailleurs entrepris de commercialiser cette sonde par l'intermédiaire de la société Océane Instruments, qui lui verse des royalties pour chaque transaction conclue.

Deux logiciels d'optimisation de l'hydrographie et du dragage ont également été mis au point par le Port de Bordeaux, récemment baptisés Sylechart et Syledredge. Ils sont commercialisés par la société Sercal, une filiale de la Compagnie de géophysique. Cette société équipe le chenal du port de Bordeaux d'un système de radiolocalisation. Syledredge présente en couleurs une information de synthèse donnant à la fois la position de la drague et l'itinéraire du dragage à effectuer.

GINETTE DE MATHA



RÉMUNÉRATION
DES COMPTES CHÈQUES :
OUI,
MAIS À QUEL TAUX ?

6,5%*

C'EST LE RENDEMENT ACTUEL
DU COMPTE OPTIMAL®
DE CORTAL.

CORTAL

CORTAL. CHOISIR SA BANQUE. C'EST DÉJÀ UN PLACEMENT.

Cortal vous propose le Compte Optimal®, le 1^{er} compte chèque qui rapporte actuellement 6,5%* l'an. Votre argent est automatiquement placé en Sicav Optimal et vos liquidités sont rémunérées tous les jours. Vous disposez d'un chéquier pour régler vos dépenses.

Pour ouvrir votre Compte Optimal®, 25 000 F suffisent; la cotisation annuelle est de 450 F. Vous bénéficiez pour vos placements du service Cortal, à votre écoute 24 heures sur 24, et d'un conseiller financier expérimenté. Cortal est une société de la Compagnie Bancaire, 1^{er} groupe européen spécialisé dans les services financiers.

Je souhaite recevoir, sans engagement de ma part, un dossier complet d'information sur le Compte Optimal®.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Tél. (dom.) _____ (bur.) _____

Profession _____ Age _____

Renvoyez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'affranchir à :
CORTAL libre-réponse 9703-75, 75789 Paris Cedex 16.

100 MON

NUMERO VERT 05.10.30.30

(APPEL GRATUIT)

*Taux annuelisé de la SICAV monétaire Optimal constaté du 1.1.88 au 31.10.89.

صك من الاجل

MARCHÉS FINANCIERS

Pour assurer
l'essor de ses marques en France

Pepsi Cola rompt ses accords avec Perrier

Après avoir longtemps réfléchi, Pepsi Cola a décidé de mettre un terme au contrat de franchise passé avec la filiale de Perrier, la Compagnie française de boissons gazeuses, au 31 décembre 1990. Cette décision résulte de la non-réalisation des objectifs fixés aux termes du contrat de licence. C'est ainsi que la firme Pepsi Cola a annoncé le lundi 6 novembre sa rupture avec Perrier. Elle rappelle le conflit qui avait récemment opposé Perrier et Coca Cola, lorsque ce dernier voulait reprendre la pleine maîtrise de ses marques en France.

Dans son communiqué, Pepsi Cola justifie sa décision par son souci « d'assurer (notre) position en France, qui a décliné de manière constante depuis dix ans ». Sensible aux rumeurs persistantes selon lesquelles Perrier s'approprierait à vendre ses activités dans les boissons sans alcool, pour porter ses efforts sur le marché de l'eau, Pepsi a préféré prendre les devants. « A notre avis, précise le communiqué, cette décision de vendre serait la conséquence directe de la faible performance de Perrier dans l'activité des soft drinks ». Le groupe américain, dont le contrat avec Perrier devait durer encore trente-deux ans, affirme vouloir assurer le développement de ses marques, « étant donné les perspectives de croissance remarquables du marché français des boissons sans alcool ». Pepsi Cola s'est enfin engagé à assurer ses obligations aux termes du contrat de franchise.

Le groupe Perrier n'a de son côté pas réagi, préférant goûter lundi la joie de son président, Gustave Leven, lauréat cette année de la palme d'or de l'Excellence décernée par notre confrère l'Usine nouvelle, une récompense attribuée aux sociétés cotées à la Bourse de Paris au vu de l'évolution de leurs résultats sur une période de sept ans. M. Leven a annoncé, lundi, un bénéfice net semestriel de 290 millions de francs, en hausse de 55,9 % par rapport à la même période de 1988.

Face à Indosuez

La Barclays pourrait défendre Morgan Grenfell

Dix jours après la décision d'Indosuez de devenir le premier actionnaire de Morgan Grenfell avec 24,8 % de son capital (le Monde du 28 octobre), la direction de la banque d'affaires britannique a reconnu tout faire pour contrer ce renforcement de participation. La direction de l'établissement londonien a révélé lundi 6 novembre qu'elle était en négociation avec diverses sociétés dont la Barclays Bank et qu'elle envisageait toutes les « options à sa disposition », même celle d'être rachetée par un chevalier blanc. Elle a, pour cela, pris la banque Baring Brothers comme conseiller financier.

La Barclays a reconnu également que sa filiale de courtage Barclays de Zoete Wedd (BZW) avait été approchée « il y a quelques jours » par Morgan Grenfell. Les discussions en sont toutefois à un « stade préliminaire ». A la City, les spéculations vont bon train sur ce rapprochement d'intérêt entre les deux grands établissements britanniques. Des discussions avaient déjà été engagées voici plusieurs mois à l'initiative de la Barclays, mais elles avaient rapidement échoué. Elles pourraient cette fois-ci aboutir afin d'empêcher la réalisation des projets d'Indosuez.

Du côté de la banque française, aucun commentaire officiel n'était fait. Les engagements pour l'instant restent les mêmes. En détenant 24,8 % du capital, une participation proche de la minorité de blocage (25 % d'après la réglementation britannique), Indosuez a accepté de ne pas lancer d'OPA sur la totalité du capital de Morgan Grenfell pendant douze mois à condition qu'aucune autre partie ne lance d'offre concurrente ou ne prenne de part supérieure à 15 %.

Au Stock Exchange, les boursiers anticipent déjà une bataille pour la prise de contrôle de Morgan Grenfell. Le titre s'est apprécié de 17 % durant la séance du 6 novembre terminant à 476 pence. Ce prix est à présent légèrement supérieur à celui de 435 pence proposé par Indosuez à la firme Willis Faber pour l'acquisition de 20,4 % du capital qui s'ajoutent aux 4,4 % déjà possédés. Cette cession doit encore être approuvée par les actionnaires de Willis Faber et recevoir l'aval de la banque d'Angleterre.

D. G.

La hausse des prix de détail en septembre : flambée de l'alimentation

	VARIATION (en %) AU COURS			
	Des 12 derniers mois (sept. 89/ sept. 88)	Des 6 derniers mois (sept. 89/ sept. 88)	Des 3 derniers mois (sept. 89/ sept. 88)	Du dernier mois (sept. 89/ sept. 88)
● ENSEMBLE	+3,4	+1,8	+0,7	+0,2
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+4,9	+2,6	+1,5	+0,6
Prod. à base de céréales	+3,6	+1,9	+1,3	+0,7
Viandes de boucherie	+9,3	+4,7	+1,3	+0,4
Porc et charcuterie	+10,2	+8,3	+5,9	+2
Vol., lap., gib., prod. base viande	+3,3	+0,7	+0,1	+0,9
Produits de la pêche	+3,3	+1,9	+0,7	+0,3
Lait, fromages	+4,1	+1,3	+0,6	0
Œufs	+3,9	+1,3	+1,5	+1,2
Corps gras et beurres	+8,3	+3,5	+2,3	+0,6
Légumes et fruits	+2,8	+1,1	+0,8	+0,4
Autres produits alimentaires	+2,1	+1,1	+0,6	+0,1
Boissons alcoolisées	+4,1	+1,1	+0,3	+0,1
Boissons non alcoolisées	+1,2	+1,7	+0,1	-0,3
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+2,2	+1,3	+0,1	+0,1
1) Habillement et textiles	+2,8	+1,3	+0,5	+0,4
Vêtements de dessus	+2,7	+1,3	+0,6	+0,5
Autres vêtements et accessoires	+3,2	+1,3	+0,5	+0,3
Articles chaussants	+2,4	+1,1	+0,5	+0,4
Autres articles textiles	+3,1	+1,5	+0,4	+0,2
2) Autres produits manufacturés	+2,1	+1,2	-0,1	-0,1
Mobilier et tapis	+3,5	+1,7	+0,5	+0,2
Appareils ménagers élec. et gaz	+0,7	+0,2	+0,1	+0,1
Autres art. équipement du ménage	+4,5	+2,4	+1,1	+0,5
Savon mén., produits entretien	+2,6	+1,4	+0,5	+0,1
Articles toilette et soins	+0,5	+0,7	+0,3	+0,1
Véhicules	+1,8	+0,3	+0,1	-1,5
Papeterie-librairie-journaux	+3,5	+1,8	+0,8	+0,2
Photo, optique, électroacoustique	-3,1	-1,2	-0,7	-0,3
Articles de loisirs	+2,4	+1,2	+0,3	+0,2
Combustibles, énergie	+3,1	+2,1	-1,6	+0,3
Tabacs, prod. musul. divers	+1,4	+1,3	+1,1	+0,1
● SERVICES	+3,9	+2	+1	+0,3
Services relatifs au logement	+5,3	+2,4	+1,2	+0,1
Dont : loyers	+5,5	+2,6	+1,3	0
Soins personnels, soins habillage (1)	+7,7	+3,1	+1,3	+0,7
Services de santé	-	-	-	-
Transports publics	+2,3	+2,6	+1,7	+0,9
Serv. d'utilisation vch. privé (2)	+4,2	+1,9	+0,8	+0,5
Hôtels, café, rest., cantines	+1,1	+1,1	+0,5	+0,1
Autres services (3)	+2,3	+1,4	+0,7	+0,2

L'indice des prix de détail de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en septembre à 178,9, contre 178,5 en août.

En glissement annuel, la hausse des prix est de 3,4 %.

(1) Le poste « soins personnels, soins habillage » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péages sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électroacoustiques, tirage de films, redondance TV, etc.

NEW-YORK, 7 novembre

Net repli

La tendance s'est nettement dégradée, lundi, à la Bourse de New-York où l'indice Dow Jones est retombé sous la barre des 2 600 points pour la première fois depuis le 11 juillet. Cet indice a en effet cédé 47,34 points à 2 582,17 points. Le marché était relativement calme avec des échanges portant sur 136 millions de titres.

Le nombre des baisses était quasiment le triple de celui des hausses. Après avoir eu, longtemps auparavant, l'impact négatif de la crise américaine, les milieux financiers redoutent à présent un trop net ralentissement des affaires qui aurait pour conséquence une réduction des bénéfices et des dividendes des entreprises. Les perspectives ne s'annoncent pas très brillantes dans ce domaine, estimant la plupart des analystes après la publication des résultats du troisième trimestre. Jusqu'à présent, ces inquiétudes étaient compensées par l'espoir d'un assouplissement de la politique du crédit de la Réserve fédérale. Mais les chiffres du chômage publiés, vendredi dernier, montrent que prévu, ont dissipé ces espérances.

UAL, Chevron et Hilton Hotel ont cédé du terrain.

VALEURS	Cours de 3 nov.	Cours du 6 nov.
Alcoa	69 3/8	68 1/4
A.T.T.	43 1/2	43 1/8
Boeing	42 1/2	42 1/4
Chem. Midland	36 1/2	36
Du Pont de Nemours	114 3/8	113 1/4
General Electric	46 5/8	46
IBM	45 1/2	45 3/8
Johnson & Johnson	44 3/8	44
Goodyear	47 1/4	46 5/8
U.S. Steel	38 1/2	38 1/4
Union Carbide	56 3/8	56
Westinghouse	87 1/8	86 3/4
Yarn Corp.	57 7/8	57 3/8

LONDRES, 6 novembre

Léger repli

Après avoir gagné un terrain appréciable en début de journée, la Bourse de Londres a fini la séance de lundi sur une note faible en raison notamment du repli enregistré à l'ouverture de Wall Street.

L'indice Footsie des cent valeurs a cédé 3,5 points à 2 169,6 points. La conjoncture aux Etats-Unis continue de peser sur tous les marchés et notamment le Stock Exchange qui bénéficie néanmoins des situations spéciales. Par exemple, le titre Morgan Grenfell s'est envolé après l'annonce de pourparlers entre la maison de courtage Barclays de Zoete Wedd et la banque d'affaires dans la perspective de faire échouer à une éventuelle OPA de la banque française Indosuez. Dans le sillage, les banques commerciales se sont raffermies. Le groupe allemand Hiltlows a baissé en raison de rumeurs selon lesquelles certains poulets seraient contaminés par un virus voisin de celui du SIDA. Les prévisions par la maison de courtage H. G. Govett d'une baisse du bénéfice de la compagnie ont également pesé sur le titre.

Les fonds d'Etat ont terminé en progrès d'un demi-point, soutenus par la fermeté du sterling. Hausse des mines d'or.

FAITS ET RÉSULTATS

□ L'Institut Mérieux prolonge son OPA sur Connaught. — L'Institut Mérieux a annoncé, lundi 6 novembre, la prolongation de son offre publique d'achat (OPA) sur toutes les actions ordinaires du fabricant canadien de vaccins Connaught BioSciences, au prix de 37 dollars canadiens par action. Cette offre qui devait expirer le 6 novembre se terminera le 16 novembre prochain à minuit, à moins qu'elle ne soit retirée ou prolongée une nouvelle fois, à l'initiative de Mérieux. Elle reste assortie aux termes et aux conditions de l'OPA du 28 septembre. L'Institut précise que 6,75 millions d'actions ordinaires et 1,87 million d'obligations convertibles lui ont déjà été apportées. La part que détient Mérieux dans Connaught s'élève ainsi à 44,6 %, compte tenu des 2,7 millions d'actions du fabricant canadien de vaccins déjà détenues par le laboratoire lyonnais.

□ Caisse d'épargne américaine : 2,5 milliards de dollars de pertes au troisième trimestre. — Les caisses d'épargne américaines ont perdu 2,5 milliards de dollars au troisième trimestre, portant ainsi à 9,7 milliards les pertes subies depuis le début de l'année, selon des statistiques officielles publiées le 6 novembre. C'est cependant le déficit trimestriel le moins important depuis le troisième trimestre 1988. La réduction des pertes s'explique par la fermeture et la fusion de nombreux établissements menacés dans le cadre du plan de sauvetage

PARIS, 6 novembre

Morose

Début de semaine morose rue Vivienne, où, dans un marché calme, la plupart des valeurs étaient en baisse. Dès l'ouverture, l'indice se dépréciait de 0,13 %. Il reculait jusqu'à 1 % en début d'après-midi, tout comme le CAC 40. En clôture, ce dernier cédait 1,41 %. Les échanges étaient peu effrétés, les investisseurs préférant rester dans l'expectative devant l'incertitude des marchés de taux. Le plupart des intervenants estiment que le foyer de l'argent ne baissera pas, et certains redoutent une remontée des taux en RFA ou aux Etats-Unis, qui pèserait encore plus sur l'activité. Cette morosité était particulièrement ressentie sur le marché des obligations et sur le MATIF, où l'ensemble des contrats se dépréciait fortement. Les titres du secteur bancaire étaient touchés par ce mouvement de désengagement (Compagnie bancaire et Dreyfus Assurances). Paribas n'échappait pas non plus à cette tendance, malgré la bataille boursière avec la Navigation mixte, qui animait ce titre depuis quelques temps. Cette tension sur le foyer de l'argent touchait également les valeurs de la distribution (Galeries Lafayette, BHV et Promodès). Les hausses étaient emmenées par une valeur minière, Sotagis, et par deux titres européens : Eurochem et Euro Disney. La firme chargée de réaliser le parc d'attraction de Marne-la-Vallée s'appréciait de 1,7 % pour son premier jour de cotation officielle. Depuis quinze jours, les promesses d'actions Euro Disney étaient négociées à la cote officielle. La société ORCOFI a informé la Société des Bourses françaises qu'elle détenait 10,88 % de LVMH, par l'intermédiaire de Vulture Investissement Gestion, dont elle a le contrôle.

TOKYO, 7 nov.

Repli

La crainte d'un relèvement des taux d'intérêt au Japon a fortement pesé sur la tendance, mardi, à la Bourse de Tokyo. L'indice Nikkei a perdu 163,54 points, soit 0,46 % à 35 270,4 points. La baisse de Wall Street, lundi, a également fait mauvaise impression sur le marché nippon, indiquant les investisseurs. Quelques achats en fin de journée ont néanmoins permis de réduire les pertes initiales, l'indice, cédant 0,86 % au cours des premiers échanges. Les sociétés de courtage ont été les plus affectées par les ventes. En revanche, les titres des secteurs minier, pétrolier et ferroviaire ont été recherchés.

VALEURS	Cours de 6 nov.	Cours du 7 nov.
Abel	771	777
Brigantia	1 950	1 950
Casio	1 700	1 700
Fuji Bank	3 180	3 180
Honda Motor	1 880	1 880
Industrial Bank	1 280	1 280
Mitsubishi Heavy	1 130	1 110
Sanyo Corp.	8 270	8 230
Toyota Motor	2 800	2 840

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis de l'Associé	270	270	Monte Commerciale	170	169
Asystel	125	125	Mutualité	257	257
B.A.C.	265	265	Mutualité	173 80	173 80
B.C.M.	575	575	Mutualité	10	10
Banque Paribas	185	185 80	Mutualité	216	216
B.C.M.	808	808	Mutualité	257	257
Banque	285	285	Mutualité	241	238
Banque	2148	2148	Mutualité	488	488
Banque	851	851	Mutualité	551	551
Banque	327	327	Mutualité	787	787
Banque	721	721	Mutualité	88	88
Banque	1680	1680	Mutualité	615	615
Banque	325	325	Mutualité	785	785
Banque	110	110	Mutualité	706	706
Banque	690	690	Mutualité	320	320
Banque	619	619	Mutualité	317	317
Banque	273 80	273 80	Mutualité	241 50	241 50
Banque	1100	1100	Mutualité	983	983
Banque	325	325	Mutualité	302	302
Banque	168	168	Mutualité	113	113
Banque	680	680	Mutualité	448	448
Banque	1170	1170	Mutualité	465	465
Banque	520	520	Mutualité	320	320
Banque	168 50	168 50	Mutualité	352	352
Banque	125	125	Mutualité	287	287
Banque	16 35	16 35	Mutualité	255	255
Banque	204	204	Mutualité	320	320
Banque	510	510	Mutualité	500	500
Banque	308	308	Mutualité	788	788
Banque	970	970	Mutualité	980	980
Banque	250	250			
Banque	280	280			
Banque	142	142			
Banque	300	300			
Banque	1030	1030			
Banque	340	340			
Banque	278	278			
Banque	152	152			

LA BOURSE SUR MINUTEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 6 novembre 1989

Nombre de contrats : 14 917.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc. dernier	Mars dernier	Déc. dernier	Mars dernier
Accor	380	76	38	—	—
CGE	440	23	15	24	—
Elf-Aquitaine	600	1	9,50	—	—
Environnement SA-PLC	50	12	3,80	7	—
Lafarge-Cyprien	1400	82	41	60	—
Michelin	171	5	12	15	—
Midat	1400	30	120	—	—
Paribas	520	122	6	15	—
Pengost	850	25,10	61	63	—
Saint-Gobain	608	32	25	—	—
Société Générale	520	7,10	—	—	—
Thomson-CSF	180	10	12,50	—	—
Suez Financière	1800	200	87	—	—
	360	34	9,50	—	—

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 novembre 1989

Nombre de contrats : 100 448.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 89	Mars 90	Jun 90
Dernier	104,42	104,52	105,18
Précédent	105,34	105,36	105,70

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 89	Mars 90	Déc. 89	Mars 90
106	0,87	0,54	1,55	1,97

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,26 F

Le dollar a clôturé à 143,63 francs, mardi 7 novembre, sur le marché des changes de Tokyo, en légère hausse de 0,18 franc par rapport à la clôture de lundi, mais nettement stable comparé à la fin de semaine. En Europe, les marchés étaient particulièrement calmes. A Paris, le dollar s'inscrivait en baisse à 6,26 F contre 6,2785 F à la clôture des échanges interbancaires de la veille et 6,2780 F au fixing du même jour.

FRANCOFONIE : 6 nov. 7 nov.

Dollar (en DM) : 1,850 1,843

TOKYO : 6 nov. 7 nov.

Dollar (en yen) : 143,63 143,63

MARCHE MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (7 nov.) : 95/16 95/16

New-York (6 nov.) : 61/16 61/16

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 30-12-88)

Valeurs françaises : 121,4

Valeurs étrangères : 112,6

(SSE, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC : 513,8 511

(SSE, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 896,33 1 782,92

(OMF, base 100 : 31-12-81)

Indice OMF 50 : 493,83 488,22

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 2 629,91 2 58

هكذا من الاجل

حکومت اسلامی

La grève à la SNCF entraîne d'assez fortes perturbations

La grève lancée par la CGT, la CFDT, FO, et la CFTC à la SNCF, du mardi 6 novembre à 20 heures au jeudi 8 novembre à 6 heures était assez fortement suivie mardi matin selon les premières indications communiquées par la direction de la SNCF. Sur la banlieue parisienne, on notait à 8 heures : un train sur trois aux gares de l'Est, de Montparnasse, de Lyon et de Nord ; un train sur quatre à Saint-Lazare et un sur deux sur la ligne C du RER.

Pour les grandes lignes, deux trains sur trois circulaient au départ de Paris-Est, de Paris-Saint-Lazare et de Paris-Nord et un sur trois pour les gares de Montparnasse, Paris-Lyon et Austerlitz. Le trafic des TGV était normal. En province, les dessertes régionales

n'étaient assurées en règle générale que dans la proportion d'un train omnibus sur quatre.

A la RATP, seule la CGT avait appelé, pour le 7 novembre, à des débrayages de deux heures en fin de service. Elle avait aussi déposé un préavis de grève de vingt-quatre heures pour les autobus. Dans le métro et le RER (lignes A et B), la circulation était normale. La direction ne prévoyait que des perturbations limitées sur certaines lignes du métro parisien entre 11 heures et 13 heures puis entre 17 heures et 19 h 30. A 7 h 30, 2 893 bus sur 2 990 circulaient, et le trafic était assuré en moyenne à 97 % (89 % au dépôt d'Ivry).

(Lire nos autres informations page 25.)

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Initiade : « Croisade contre Israël », par Michel Daron ; « Deux ans », par Gérard Toulouze. Professions : « Les notaires et l'Europe », par Jacques Béhin. Religions : « Le voile et l'Inde », par Robert de Montvalon ... 2

Diagonales

Par Bertrand Poirot-Delpech ... 4

L'aggiornamento en Pologne

Le PC va renoncer à ses attributs ministériels ... 6

Les tensions au Liban

Des négociations entre le général Aoun et le président Moawad ne sont pas exclues ... 6

Les défis du maire de Sao-Paulo

Le parti des travailleurs bénéficie de l'aura du premier magistrat de la grande métropole brésilienne ... 8

Le budget du Quai d'Orsay

En augmentation par rapport au précédent, afin de restaurer l'outil diplomatique ... 9

SECTION B

L'argent du cancer

Ancienne présidente de l'association d'aide aux cancéreux La ligne bleue, Nadia Gomez comparait devant le tribunal de Paris sous l'accusation d'escroquerie ... 14

L'honneur du juge Boulouque

Chargé de l'affaire Gordji, M. Gilles Boulouque, juge d'instruction à Paris, poursuit en diffamation Agathe Legard, du Monde, et Véronique Brocard, de Libération. Un procès qui permet de revivre un feuilleton diplomatique-judiciaire ... 14

Le « miracle » toxicologique de La Motte-Beuvron

Le jeune homme considéré comme mort et sauvé par un employé de la morgue de Blois avait, pour se suicider, absorbé un cocktail médicamenteux exceptionnel qui lui a probablement sauvé la vie ... 15

Le nouvel uniforme de l'armée de terre

Balmat a été retenu pour dessiner le nouvel uniforme, couleur gris-bleu, de l'armée de terre française, qui abandonne ainsi son traditionnel kaki ... 15

Le budget de la musique

En présence du directeur de la musique, M. Michel Schneider, le minis-

tre de la culture, M. Jack Lang, a présenté un budget en progression sensible pour 1990. Des chiffres qui risquent d'être contestés par certains responsables régionaux ... 21

Barychnikov à Bruxelles

Le danseur étoile américain, d'origine soviétique, avait disparu. Il se produisit sagement chez Mark Morris, à la Monnaie de Bruxelles ... 20

Télémetropole critique la gestion de la Cinq

L'actionnaire canadien de la Cinq est déçu par la politique de M. Harsant. Il applique pourquoi il rejoint le camp de MM. Silvio Berlusconi et Jérôme Seydoux dans l'offensive contre le patron de la Cinq ... 24

Sports

L'annonce de la création d'une Coupe du Grand Chelem dotée de 6 millions de dollars a créé la zizanie dans le monde du tennis professionnel ... 24

SCIENCES • MÉDECINE

Un anti-rejet souverain

Un médicament contre le rejet de greffe vient d'être mis au point par des chercheurs japonais. Les résultats des premières expérimentations sont stupéfiants ... 17

Les « accroc » du Temgésic

Très utile pour soulager les souffrances, ce médicament est trop souvent détourné par les toxicomanes ... 17

SECTION C

Les grèves à la SNCF

Les cheminots rejettent le plan d'entreprise ... 25

Privatisations et nationalisations

Le rapport Douyère escamote le débat de fond ... 25

Services

Abonnements ... 6
Campus ... 23
Carnet ... 16
Cinéma ... 22
Marchés financiers ... 30 et 31
Météorologie ... 18
Mots croisés ... 23
Radio-Télévision ... 23
La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 novembre 1989 a été tiré à 574 840 exemplaires

Préservez votre dos fragile avec **TRECAFLEX** sommier de conception entièrement nouvelle, avec système de ressorts pré-comprimés à lames flexibles. Inclinable tête et pied.

CAPELOU

LIVRAISON GRATUITE 100% RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

PARIS : 1501 PARIS TEL 33 1 46 33 44 33 METRO PARENTIER

URSS : l'anniversaire de la révolution d'Octobre Manifestation « alternative » à Moscou

Moscou. — Pour la première fois, le traditionnel anniversaire de la révolution d'Octobre a été marqué à Moscou par une manifestation « alternative » de quatre à cinq mille personnes criant des slogans hostiles au Parti communiste et qui n'a pas été empêchée par la milice, a constaté un journaliste de l'AFP.

« Abolition de l'article 6 » de la Constitution, criaient les manifestants, brandissant des pancartes avec un grand 6 barré. Cet article affirme le rôle dirigeant du Parti communiste.

Egor Ligatchev, considéré comme le chef de file des conservateurs au bureau politique, était la cible de prédilection des slogans des manifestants. Ils saluaient en revanche le prix Nobel de la paix Andreï Sakharov et le groupe interrégional des députés, le rassemblement des députés réformateurs.

Cette manifestation, qui a commencé à 8 heures dans la banlieue, et se dirigeait vers le stade olympique en empruntant les principales avenues de Moscou, était organisée par différents mouvements, notamment le Front populaire de la capitale, le comité Gdlian, l'Union démocratique, un mouvement qui se veut

un parti d'opposition au Parti communiste.

Les manifestants avaient voulu se diriger vers la place Rouge où se déroulait la traditionnelle parade officielle en présence de M. Mikhaïl Gorbatchev et des membres du bureau politique, mais ils en ont été empêchés par la milice sur la rue Gorki. Il n'y a eu aucun incident et le cortège a repris sa progression vers le stade. — (AFP.)

Des drapeaux rouges brûlés à Erevan

Plusieurs centaines de manifestants nationalistes arméniens défilaient mardi matin 7 novembre à Erevan, la capitale de l'Arménie, défilant les drapeaux rouges des bâtiments officiels et les brûlant, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre 1917, a constaté un journaliste de l'AFP sur place. Les manifestants, présents en petit nombre, ne faisaient rien pour les empêcher. L'un d'eux, qui avait tenté d'interposer, a été bousculé par la foule qui grossissait à mesure qu'elle progressait vers la place de l'Opéra. Les principaux mouvements nationalistes arméniens n'avaient pas appelé à manifester mardi. — (AFP.)

Carlo Verri, président d'Alitalia meurt dans un accident de voiture

Carlo Verri, président de la compagnie aérienne nationale Alitalia, a trouvé la mort, lundi soir 6 novembre à Rome, dans un accident de voiture. Le véhicule blindé où M. Verri avait pris place à côté de son chauffeur, Enrico Grappelli,

âgé de vingt-cinq ans, a percuté de front un autobus municipal, alors qu'il pleuvait. Carlo Verri est décédé peu après son admission à l'hôpital et après s'être chauffé pendant le transport. Le conducteur de l'autobus a été légèrement blessé.

[Carlo Verri, qui avait été nommé président d'Alitalia en juillet 1988, par le conseil d'administration de l'IRI (Institut de reconstruction industrielle), en remplacement de M. Umberto Noddi, était né en 1939 à Bari, dans les Pouilles. Entré en 1963 dans le groupe industriel national

RIV-SKE, il avait occupé diverses fonctions dans des sociétés italiennes et étrangères, et notamment, de 1985 à 1987, il avait été administrateur délégué et directeur général de Zanussi, premier fabricant italien d'électro-ménagers, filiale du groupe suédois Electrolux, où il devait poursuivre sa carrière jusqu'en 1988.]

Les Etats-Unis vont verser 570 millions de dollars à l'Iran

Les Etats-Unis ont décidé de restituer à l'Iran 570 millions de dollars (environ 3,5 milliards de francs), correspondant aux avoirs gelés sur leur territoire à la suite de la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays en 1980. C'est ce qu'ont annoncé, lundi 6 novembre, des responsables américains.

Cette décision fait suite aux discussions menées la semaine dernière à La Haye entre le conseiller juridique du département d'Etat Abraham Sofaer et les officiels iraniens. Elle n'a aucun lien avec le sort des otages américains détenus au Liban par des factions iraniennes, ont tenu à préciser les autorités américaines. D'après l'agence officielle iranienne IRNA, les Etats-Unis se seraient engagés à verser les 570 millions de dollars « dans le courant du mois de novembre ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 7 novembre

Poursuite de la baisse

Le mouvement de baisse amorcé vendredi et amplifié lundi (-1,41 %) se poursuivait mardi (-1,41 %) se poursuivait mardi CAC 40 perdait 0,81 % durant la matinée. Les hausses étaient compensées par Saint-Gobain (+4,2 %), Bail Equipement (+2,2 %), Casino ADF (+2,2 %) et Europe 1 (+1 %). En baisse on notait GTM Entrepote (-5 %), Penhoet (-4,8 %) et Ingénico (-4,7 %).

Déficit probable de 44 milliards de francs en 1989

Le déficit de la balance commerciale française pour 1989 devrait atteindre environ 44 milliards de francs, a affirmé, lundi 6 novembre, le ministre du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, devant les députés. Ce chiffre était de 33 milliards de francs en 1988. Les prévisions du gouvernement. Cette nouvelle estimation dépasse le chiffre de 40,5 milliards retenu par les experts du gouvernement dans le projet de budget présenté en septembre.

La mesure au prix du prêt-à-porter DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F PANTALONS 800 F VESTONS 1 400 F 3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX et PARDESSUS ORFÈVRES ET BOUTIERS MILITAIRES

LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 67-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Une idée sublime

AVOUEZ que c'est fabuleux ! On approche à grands pas du troisième millénaire en se taillant un chemin de crête sur la route du progrès. On lance des TGV, des fax et des fusées. On creuse un tunnel sous la Manche, on se balade sur la Lune, on embarque pour Mars, mais il y a pas moyen de prendre un train à la gare Saint-Lazare. Chaque année, à la même époque, les feuilles tombent, et les trains stoppent, ou les rames, ou les bus, ou les trois.

Vous me direz : Ça, on peut rien contre. On a pas encore appris à bouleverser le rythme des saisons. Les grèves, c'est comme la grêle, on peut pas les prévoir, mais faut s'y attendre. Et prendre ses précautions : s'armer de patience, d'un parapluie, d'un képi et de chaussures de marche. Eh ben, moi, je vous réponds : c'est marrant ! Merveille d'être les victimes de ce qu'on a le culot d'appeler un conflit entre les travailleurs et les usagers. Merveille de la serene indifférence de nos princes. Pourquoi ça roule si mal, aujourd'hui, Jules ? La SNCF ? Ah, c'est vrai, j'oubliais.

Ça pour oublier, qu'il se soient de gauche, de droite ou du milieu, c'est les rois, les mecs !

Parce qu'enfin, chaque année à la même époque, quand ça recommence, on leur demande bien gentiment, bien poliment, si on pourrait pas instaurer, à l'exemple de la plupart de nos voisins, un service minimum. Et à la même époque, chaque année, ils nous promettent d'y penser. Seulement voilà, ils font pas de nous au fanion de leur voiture de fonction, alors ça leur sort complètement de la tête.

On lui a posé la question, hier encore, à M. l'air du ministre des transports, pendant que nous on se préparait à aller se coucher, vu qu'on devait se lever deux heures plus tôt pour pas arriver en retard au boulot. Et il a eu ce mot sublime : Le service minimum ? Tiens, c'est une idée ! Ça devrait faire l'objet d'un grand débat de société. Moi, de stupide, j'ai failli en avaler le bigoudi que je tenez entre mes dents. Remarque, à la réflexion, c'est un excellent sujet de conversation. Infinitement moins brûlant que le port du tchador à l'école, mais toujours assez bon pour les rumeurs de commandés qui se caillent les miches aux portes des buffets de gare.

TAPIS PERSANS
FAITS MAIN points noués soldés à
50%
et à **30%**
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

ABADKH 397 x 232 31.000 F - 15.500 F
KERNAN 261 x 151 23.000 F - 14.500 F
HAMERAN 175 x 107 5.000 F - 2.500 F
SEKKER 160 x 145 11.000 F - 5.500 F
KAPARAN 140 x 100 11.000 F - 5.500 F
150 x 107 11.000 F - 5.500 F

SVM
SCIENCE & VIE MICRO

L'AFFAIRE DES VIRUS INFORMATIQUES

Que s'est-il vraiment passé le vendredi 13 octobre ? Hallucination collective à l'échelle mondiale, ou prémices d'une réelle catastrophe technologique ? SVM analyse à la loupe la vie et la mort des virus informatiques.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Redécouvrir le logiciel intégré : travaux pratiques avec Works.
- Rencontre décapante avec Bill Gates, patron de Microsoft.
- Macintosh II : le chef d'œuvre d'Apple.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE